DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE – N° 13390 – 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MARDI 16 FÉVRIER 1988

Enlisement en Israël

Depuis plus de deux mois, la violence secoue, chaque jour ou presque, la Cisjordanie et Gaza, sans qu'aucune accalmie ne s'annonce. Incapable d'éteindre l'incendie qui fait rage dans son « arrière-cour », Israël tente vainement de le circonscrire en recourant à la seule force des armes. Selon un bilan officiel, plus de cinquante Palestiniens sont déjà tombés sous les balles de ses soldats. Faute d'imagination et d'audace politique, le gouvernement de Jérusalem s'enlise de jour en jour dans l'immobilisme, en nourrissant l'espoir d'un improbable apaisement.

Ce qui frappe en effet dans cette « guerre civile larvée » mettant directement aux prises dans la rue deux jeunesses nationalistes, l'une armée de fusils, l'autre de pierres, c'est qu'elle n'a guère favorisé pour l'instant la quête de la paix. Dans l'épreuve, les manifestants palestiniens ont certes pris conscience de leur puissance collective. Mais sont-ils aptes à faire fructifier sur le terrain politique ce capital de confiance tout neuf ? Ils se réclament, bien sûr, de l'OLP et brandissent son drapeau, mais ils ne sont pas à ses ordres. Ils expriment une révolte, mais au service de leur objectif mille fois proclamé – la revendication d'une patrie – ils n'ont pas de stratégie précise. Comment en serait-il autrement lorsque les seuls dirigeants en qui ils se reconnaîtraient croupissent dans les geôles d'Israël ?

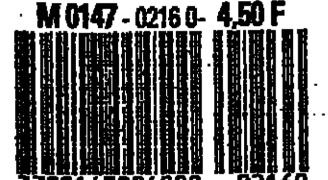
En face, l'impuissance politique est encore plus manifeste. Fidèle à son intransigeance et à ses éternelles certitudes, convaincu que le temps travaille pour son camp, le chef de la droite et du gouvernement israéliens parie une nouvelle fois sur le « statu quo », fût-il en trompe-l'œil, au grand dam de son rival et patron des travaillistes, M. Shimon Pérès. Sur la scène, les deux hommes s'invectivent de plus en plus fort, s'accusant mutuellement d'aveuglement et de trahison tandis qu'en coulisses les « faucons » du Likoud, M. Sharon en tête, poussent le premier ministre à la surenchère.

Dans le comportement de ses compatriotes, M. Shamir peut d'ailleurs trouver matière à justifier son immobilisme. Même s'ils regrettent que les événements de ces deux derniers mois dans les territoires aient gravement terni l'image de leur pays à l'étranger, la majorité des Israéliens légitiment la répression, qu'ils tiennent pour un mal nécessaire. Ouvrir le feu sur les foules palestiniennes n'enthousiasme guère les soldats chargés du maintien de l'ordre conscients d'accomplir un « sale boulot ». Mais ils estiment n'avoir aucun autre choix. Quant aux pacifistes israéliens, leur capacité de mobilisation n'a aucune commune mesure avec celle dont ils firent preuve pendant la guerre du Liban.

Rien d'étonnant dans ces conditions si M. Shamir s'estime en droit de torpiller la moindre initiative diplomatique, si timide soit-elle. Le premier ministre s'est offert le luxe de repousser les dernières propositions américaines, coupant l'herbe sous le pied de M. Shultz, une semaine avant la tournée de celui-ci au Proche-Orient.

« M. Shamir ne veut pas, M. Pérès ne peut pas », constatait récemment le président Moubarak. Ce double constat négatif, dans la bouche d'un connaisseur, résume bien l'impasse politique au Proche-Orient.

(Lire page 3 l'article de notre correspondant ALAIN FRACHON.)



La coalition gouvernementale menacée d'éclatement

Affaire Waldheim : l'Autriche au bord de la crise politique

Au cours d'une émission télévisée, le chancelier autrichien Vranitzky a menacé, le dimanche 14 février, de démissionner si la polémique autour de M. Waldheim devait continuer à absorber 60 % de son temps, laissant clairement entendre que c'était au président de restaurer sa crédibilité ou de prendre la responsabilité d'une crise. M. Waldheim devait répondre lundi soir aux critiques de la commission d'historiens chargée par le gouvernement de faire la lumière sur son passé dans la Wehrmacht.

L'intervention publique du chancelier Vranitzky, qui dirige une coalition compsée du Parti socialiste (SPOe) et du parti conservateur (OeVP), marque un tournant dans l'affaire Waldheim.

Pour la première fois, le chef du gouvernement atteste publiquement que cette affaire ne peut être réduite à un complot de l'étranger et de « *je ne sais quelle conjuration juive* », mais est bien une affaire interne autrichienne. M. Vranitzky a estimé qu'il n'était pas suffisant « *pour un président de la République de pas n'être un criminel de guerre* », lui reprochant d'apparaître désormais davantage comme une figure de « *désintégration* » que d'« *intégration* ».

Le chef du gouvernement a explicité sa critique dans un entretien publié lundi par l'hebdomadaire *Profil*.

HENRI DE BRESSON.

(Lire la suite page 5.)

JE VOUS ASSURE, SI ON INVERSE LES TUYAUX, ÇA NE CHANGE RIEN DU TOUT !

PLANTU

M. Raymond Barre a reçu, le samedi 14 février, le soutien de l'UDF et a tenté, dimanche, d'affirmer sa différence sans critiquer M. Chirac. (Lire pages 8 et 9.)

Un entretien avec le vice-président du CNPF

Droit de grève : le patronat hostile à une réglementation

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Pierre Guillen, vice-président du CNPF et président de sa commission sociale, montre la volonté du patronat de prendre date, avant l'élection présidentielle. Il confirme ses intentions pour conclure, au niveau interprofessionnel, un « accord de méthode », et précise ses vues sur la protection sociale. Il lève le voile sur le projet d'annualisation du SMIC et souligne que le CNPF est « plus que réservé » sur une réglementation du droit de grève.

Plutôt silencieux ces derniers temps, le CNPF a choisi de s'exprimer pour que les échéances électorales n'interfèrent pas avec l'orientation de sa politique sociale. M. Pierre Guillen, président de la commission sociale, propose, dans l'entretien qu'il nous a accordé, d'entamer une négociation en vue d'aboutir à un « *accord de méthode* » qui définirait les sujets à aborder et les priorités.

Sur le SMIC, dont il souhaite l'annualisation, et sur le dossier de la protection sociale, M. Guillen annonce son intention de progresser à petits pas.

Pour la première fois, aussi, un dirigeant patronal s'exprime sur le droit de grève, qui a paru contesté par les jugements de Créteil et de Bobigny. « *Nous sommes plus que réservés sur une réglementation* », déclare à ce propos M. Guillen. Il n'y aurait, selon lui, aucune raison de « *chercher à encadrer le néant* ».

(Lire page 44.)

Moscou face aux revendications des Républiques baltes

Voyage en Estonie nationaliste

Les autorités soviétiques ont multiplié les avertissements ces derniers jours, à l'approche du soixante-dixième anniversaire de la proclamation de la « république bourgeoise » de Lituanie le 16 février 1918. Les milieux nationalistes lituaniens ont, en effet, l'intention de célébrer cet anniversaire par un rassemblement à Vilnius, capitale de la République soviétique de Lituanie. De leur côté, les nationalistes estoniens ont décidé de commémorer de la même manière l'indépendance de l'Estonie le 24 février.

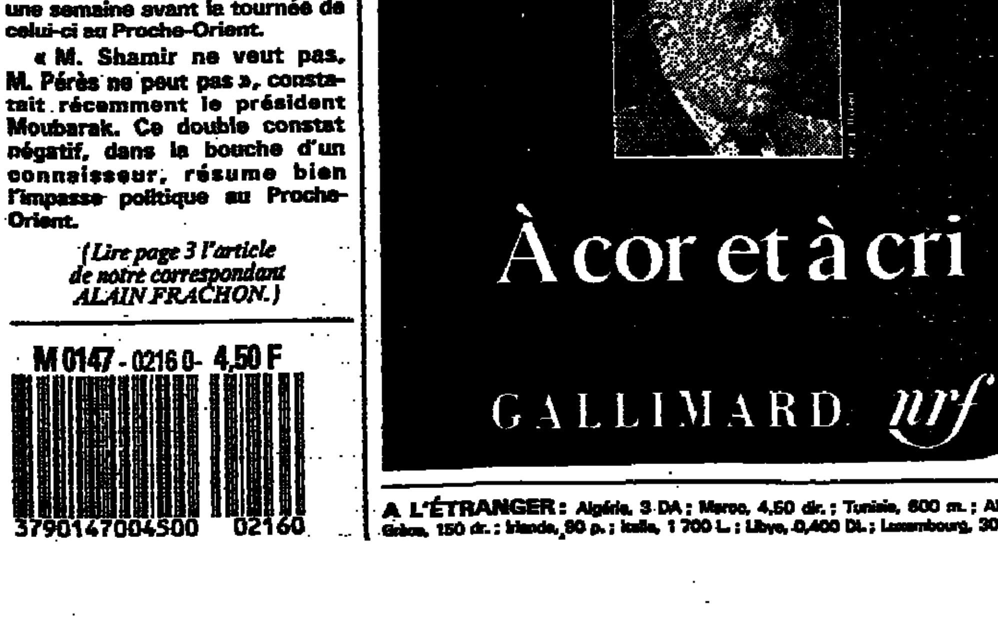
TALLIN
de notre envoyée spéciale

L'atmosphère est surchauffée et l'assemblée dans un état d'intense excitation. Ils sont à peu près soixante-dix, jeunes dans leur grande majorité, serrés dans la salle de séjour d'une maison pas tout à fait terminée, en rase campagne, dans la banlieue de Tallin. Dehors, la nuit est noire, l'humidité glacée. Têtes blondes scandinaves, joues rosies par la chaleur ambiante, ils chantent à pleins poumons en tapant dans leurs mains, en estonien ou en anglais, des cantiques modernes à la gloire de Jésus « *Notre Seigneur* », « *roi d'Israël* », entrecoupés de chants nationalistes en hommage à l'Estonie, « *notre patrie* », sous la dynamique direction d'un « pasteur » de trente-sept ans aux allures de rocker.

Une telle scène, encore insolite en URSS même par ces temps de « glasnost », est l'une des manifestations de la montée du phénomène nationaliste dans les républiques baltes. Celle-ci a pris une forme religieuse un peu particulière : les membres de cette assemblée affirment appartenir à l'« Eglise du Nouveau Monde », qu'ils ont eux-mêmes fondée. « *Nous sommes l'ambassade du royaume de Dieu en Estonie* », explique l'un de leurs dirigeants, Hubert Jacobs, sous un tonnerre d'applaudissements.

SYLVIE KAUFFMANN.

(Lire la suite page 5.)



L'intégrale des sonates enregistrée par Scott Ross

Des « Scarlatti » par centaines

Consacrer un an de sa vie à l'œuvre majeure d'un compositeur italien né voici un peu plus de trois cents ans... C'est ce qui est arrivé au claveciniste américain Scott Ross, qui vient de terminer l'enregistrement des 555 sonates pour clavier seul de Dominico Scarlatti. Résultat : 34 disques compacts coproduits par Radio France et Erato. Un monument sans précédent pour cet instrument.

Quel plaisir de passer, comme je viens de le faire, quatre heures et demie en compagnie de Scarlatti, sans voir le temps s'enfuir, plongeant à pleines mains, au hasard, dans le trésor amené au jour par Scott Ross !

Pour la première fois, voici l'intégrale des sonates de Domenico Scarlatti à portée d'oreille, grâce à la collaboration des disques Erato et de Radio-France. Un enregistrement qui a duré dix-huit mois (de juin 1984 à novembre 1985) et qui a laissé le grand claveciniste américain au désespoir... d'en avoir fini : « *Quel pincement au cœur quand j'ai joué la dernière !...* »

Notre époque aime les chiffres, et la comparaison est saisissante : ces 555 sonates, dont la plus longue dure sept minutes, totalisent trente-quatre heures, soit trois fois plus que la musique pour clavier de Couperin et de Schumann, deux fois plus que celle de Chopin et de Beethoven, ou les symphonies de Mahler, et autant que l'œuvre de Bach pour clavecin et orgue.

Mais laissons les records. L'important, c'est que dans ces sonates, écrites par un homme proche de la cinquantaine et jusqu'à quelque soixante-dix ans, il y a tout le bonheur du quotidien ; ou plutôt tout l'embellissement du quotidien que le maître de musique prodiguait à sa protectrice, la petite infante du Portugal, devenue princesse puis reine d'Espagne.

Il n'écrivait que pour elle (seules trente sonates ont été éditées de son vivant), aussi bien lors des lumineuses nuits d'été du château d'Aranjuez que lors des sinistres automnes de l'Escurial. Ralph Kirkpatrick, son admirable biographe (1), a justement insisté sur le côté antidote de cet art dans l'atmosphère morbide de la cour d'Espagne : « *Sa réaction fut d'écrire une des musiques les plus gaies et les plus heureuses qui soient. Il devait acquérir une grande expérience de l'art de la musique comme remède à la mélancolie.* »

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 15.)

(1) Editions Jean-Claude Lattès, 1982, 494 pages.

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cr. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 $; USA (West Coast), 1,75 $.

Débats

MISSILES

Europe, réveille-toi !

par MARC DE JOYBERT (*)

LE coup de semonce de Reykjavik n'aura donc servi à rien, et les morceaux de l'Europe assistent, tous impuissants et parfois, hélas ! guillerets, à la signature d'un traité qui, à échéance, met fin à leur indépendance.

L'option « double zéro », déjà signée, et la « triple zéro », inscrite dans la situation géographique de l'Allemagne, auront supprimé de l'Europe les missiles intermédiaires et rapprochés. Et pourtant, les Pershing ne faisaient pas qu'équilibrer les SS-20 ; leur vertu première et dissuasive était de menacer le sol russe, depuis le sol européen, par des missiles américains. Gorbatchev le souriant peut se frotter les mains ; il peut, plus que jamais, faire claquer au vent et de concert le drapeau russe de l'immense empire des tsars et l'oriflamme communiste de l'expansion soviétique ; car d'évidence sa Russie réveillée sera plus à redouter que la Russie sclérosée des apparatchiks.

Que faire ? Sommes-nous condamnés sans appel, et l'Europe va-t-elle faire de plus en plus figure de malade de l'univers ? Oh ! On parle, on parle, on s'agite, on se rencontre. Que de discours ! De quoi meubler tous nos comices agricoles !

Eh bien ! essayons encore ; c'est à la France qui, depuis quarante ans s'essaie, parfois de façon si exaspérante pour nos voisins, à accoucher l'Europe, c'est à la France de montrer l'exemple. Et d'abord, bien sûr, en montrant notre détermination propre ; rendons son unité à la première armée française, et dotons-la au plus tôt de la bombe à neutrons ; elle fait crier, c'est donc qu'elle est efficace.

Puis, à l'intérieur d'un OTAN à rajeunir mais plus que jamais nécessaire, abandonnons notre attitude frileuse à cheval sur l'alliance et l'isolement. De Gaulle est mort depuis près de vingt ans, personne n'a le droit de le faire parler sur les circonstances présentes. Forgeons sur des réalités ce pilier européen de l'alliance atlantique, même si le partage des responsabilités nucléaires n'est pas pour demain, avant que les Etats-Unis ne se lassent et que les Allemands ne cèdent au vertige de la neutralité-réunification.

Un président de la France a su proclamer devant un Bundestag qui s'en est trouvé ragaillardi : *« Les pacifistes sont à l'Ouest et les missiles à l'Est. »* Ils y sont toujours ; ils y seront plus que jamais. Puisse le nouveau président (ou le même) proclamer bien haut que la frontière de la France n'est plus sur le Rhin mais sur l'Elbe !

(*) Amiral (CR).

SEMBLANT MÉDIATIQUE ET VÉRITÉ

Le crépuscule des idoles

par JEAN-MARIE BENOIST (*)

EN ce curieux hiver, de bien étranges phénomènes affectent la culture médiatique en ses symboles les plus éloquents : un président de la République n'en finit pas de laisser languir le suffrage universel quant à sa décision de se soumettre à lui de nouveau. Tel Volpone, laissant passer un regard acéré sous des paupières mi-closes, il guette la foule de ses éventuels successeurs socialistes empressés qui, tels les félins du désert, avancent leur patte gourmande vers la carcasse et les reliefs. Et, pour meubler l'attente, il livre au peuple souverain la chape de sommeil et d'oubli d'une campagne publicitaire anesthésiante, modulée sur son simple nom enroulé dans la mythologie molle d'allusions à d'improbables jouvences.

Docteur Faust ou Docteur Gaudeamus, il invoque par là les forces d'un amour sénile qu'une France vieillie et lasse serait censée vouer à un septuagénaire qui, à défaut de faire don de sa personne, eût fait don de son nom à la France. Cette campagne à connotations mussoliniennes traduit un dédain fort déplaisant vis-à-vis de cette collection d'individus souverains que l'on nomme le peuple de France, comme si les publicitaires en mal de conseil venaient de manquer le rendez-vous avec un pays qui aspire au redressement, au renouveau, à la fierté dans le concert européen.

En guise d'espérance et de lucidité, on jette un nom usé en pâture à une foule qui serait censée l'adorer, comme les compagnons d'Aaron avaient érigé une idole pendant que Moïse sur le Sinaï recevait les tables de la Loi.

Erreur fondamentale de stratégie, impuissance des as du marketing, qui n'ont pas compris la métamorphose des citoyens : ceux-ci sont des personnes responsables capables d'exercer des choix souverains sur des *valeurs et des hommes* en fonction de l'intérêt général, et non les consommateurs gavés à qui l'on se contente de servir les apparences et la poudre aux yeux.

Ce que les conseillers et les publicitaires de cette non-campagne ont méconnu, c'est que la France a abandonné l'univers du semblant, sur lequel reposait depuis 1981 la « sous-culture Lang », au profit d'une attente de vérité. Autre signe de ce glissement de terrain : la chute fracassante d'une idole de la chanson, excellent comédien de music-hall, qui, mêlant avec naïveté ses qualités d'artiste, ses indignations politiques justifiées, la métaphore reaganienne, son image de tribun et la contemplation de son nom sur les affiches et les éventaires, a cru pouvoir livrer le tout pour une facture astronomique au propriétaire d'une télévision privée. Ce pas de clerc est l'une des conséquences directes du privilège donné à l'énonciation idolâtre d'un nom et d'un simple reflet, en un moment où le sol se dérobe sous les pas de la médiacratie triomphante.

Thermidoriens de la sous-culture

Le plus plaisant de l'affaire est que les dénonciateurs de ce « krach » médiatique sont précisément les tenants superficiels et les profiteurs les plus zélés de cette même culture de la vogue éphémère, de la mode fragile, et des vessies prises pour des lanternes, dans l'étouffante moiteur des jugements de valeur dispensés avec arrogance et futilité... Il est inévitable, en effet, que dans une période de transition où le vide laissé par les idéologies totalitaires ou systématiques n'est pas encore habité par la hardiesse des pensées libres, ce soient les annonciateurs du reflet et du simulacre, les mimes et les forains, qui profèrent les sentences dérisoires des anathèmes et des encensements idolâtres (*« Ne nous quitte pas ! »*) dont ils ne savent pas encore que secrètement elles s'appliquent déjà à eux, en un pastiche dérisoire de ces moments de 1793 où l'on a vu les guillotineurs frénétiques devenir des guillotinés à leur tour, jusqu'à Thermidor.

Aujourd'hui, dans l'inversion de l'histoire sous forme de caricature, ce sont les thermidoriens de la sous-culture médiatique, les Tallien et les Barras du petit écran, qui nous offrent le spectacle dérisoire de leur autodestruction publique ; tel bateleur que se disputaient à prix d'or les chaînes de télévision grisées, le prenant pour une « locomotive », se retrouve envasé dans les marécages d'indices d'écoute déshonorants, condamné à répéter dans l'obscurité, dans les impasses sombres désertées par les spectateurs, les gestes vulgaires de ses spectacles qui se fussent fait siffler dans les veillées de colonie de vacances et de patronage des années 50...

Telle vedette du journal télévisé, anabolisée par la couverture des magazines « télé », âpre au gain pour chacune de ses prestations à la ville, s'aperçoit aujourd'hui, lorsqu'on lui confie la gestion d'un magazine qui demande un savoir-faire non linéaire, que, faute d'amour des gens, l'on est condamné à se caricaturer soi-même. *« Singe de son propre idéal »*, disait Nietzsche. Encore faudrait-il qu'il y eût idéal, et non pas simplement idole.

Reflets contre sources

Nous assistons bien à l'effondrement d'une culture qui avait opté pour les reflets aux dépens des sources. Celles-ci : compétence, savoir, originalité des créateurs amoureux de leur tâche et des enjeux qu'elle révèle, s'étaient laissé évincer par le règne du semblant et de l'écho vide, purement médiatique. Les vrais hommes politiques, les futurs hommes d'Etat, l'ont compris, qui se sont guéris depuis longtemps de la drogue hallucinogène des sondages d'opinion, et qui offrent à la France une ambition, un dessein, un respect de soi et la profondeur d'une aventure de dignité. Il leur a fallu secouer les chaînes du pavlovisme mou de la sous-culture managéro-médiatique, qui leur recommandait encore récemment les gesticulations histrioniques de tréteaux que l'on croyait populaires : merci à la Cicciolina d'avoir été le révélateur paradoxal de cet affranchissement de la cité. Le désengluement en cours affecte aussi l'entreprise, qui mise aujourd'hui sur les valeurs et laisse en elle s'exprimer une attente philosophique, la recherche de son âme et non plus de son reflet bidimensionnel.

Le temps des reflets stériles s'achève ; l'aube des sources fondamentales et des discours de vérité non dogmatique se lève. Dans sa « grotte de néant », notre époque découvre, émerveillée, que Gracian avait vu juste lorsqu'il écrivait : *« Il n'y a rien de plus contraire à la vérité que la vraisemblance »*, et les *« caméléons de la popularité »* ne produiront plus que de *« méchants miracles »* pour les nigauds de la place.

(*) Philosophe, écrivain.

Au courrier du Monde

MÉMOIRE

Le président et les bilans

Parlant à Lens le 28 janvier, M. Mitterrand a déclaré que *« les bilans ne l'intéressent pas »*.

L'affirmation a de quoi surprendre. Je crois me souvenir en effet que, son élection à peine acquise en mai 1981, M. Mitterrand constitua une *« commission chargée d'établir le rapport sur l'état de la France »* et que M. François Bloch-Lainé, inspecteur général honoraire des finances, ancien président du Crédit lyonnais, accepta de la présider.

Je crois me souvenir aussi que cette « commission du bilan » – car c'est bien de cela qu'il s'agissait et ainsi que la presse l'appela – invita de nombreux hauts fonctionnaires en service et personnalités à apporter leur témoignage sur les divers aspects de la politique menée sous le septennat de M. Giscard d'Estaing.

Je crois me souvenir qu'ainsi invité, alors que j'étais ambassadeur de France en Union soviétique, j'ai estimé nécessaire, avant de répondre, de me faire confirmer par le ministre des affaires étrangères, M. Cheysson, qu'il me fallait me rendre à cette invitation.

Je crois me souvenir de l'indignation que j'éprouvai à subir un interrogatoire, mené par un aréopage qui m'apparut animé de préoccupations plus politiques que scientifiques, sur la politique étrangère du précédent président de la République et en particulier sur sa politique envers l'Union soviétique. Je crois me souvenir...

Mais peut-être est-ce moi qui ai des troubles de mémoire...

HENRI FROMENT-MEURICE,
ambassadeur de France.

● **PRÉCISION.** – Une erreur s'est glissée dans l'article de Bernard Kahane intitulé « Cette mauvaise conscience... » publié dans *le Monde* du 11 février. La dernière phrase du troisième paragraphe devait se lire ainsi : *« Se chargerait-on de l'oublier que les bombes des terroristes nous ramèneraient brutalement à la réalité. »*

CHOIX

Cravates et discours

M. Coste s'effraye, dans une lettre récemment publiée (*le Monde* du 2 février), que 38 % des Français n'aient pas encore choisi leur candidat. Je m'effraye pour ma part de ce que 62 % de ces mêmes Français aient, avant la campagne électorale, déjà effectué leur choix. Si l'élection présidentielle consiste en effet à choisir un homme, elle a également pour but de choisir un programme, et celui des principaux candidats ne nous est pas encore connu. Nous ne pouvons donc, pour l'heure, que nous prononcer sur des individus, et si péril pour la démocratie il y a, c'est dans le fait que cela nous suffise et que nos choix soient déjà faits.

Que nous ayons à l'égard des différents candidats des préjugés favorables ou défavorables, cela est humain. Mais que nous nous apprêtions à voter en fonction de ces seuls préjugés et sans rien attendre d'une campagne électorale durant laquelle nous nous boucherons les oreilles et nous voilerons les yeux, voilà qui est inquiétant. La démocratie ne consiste effectivement pas à se prononcer en fonction des cravates ; elle ne consiste pas non plus à choisir en dépit des discours.

BERNARD LAGUERRE
(Paris).

TRADUCTION

Baragoin en Ethiopie

Dans *le Monde* du 4 février, dans un article sur l'Ethiopie, je lis : *« En 1984 il a fallu procéder à des largages de nourriture* (air dropping) » ... puis : *« La réinstallation des ruraux-*resettlement ». Quel cauchemar que de lire la pseudo-traduction anglaise d'un terme français ! Pourquoi le mot français « sujet » a-t-il besoin de béquilles appelées guillemets ? D'autre part, je relève un *« Go West young man ! »* qui, lui, n'est pas traduit ! Trop c'est trop ! Je vous crie plus que mon indignation : ma douleur. J'aime la langue de mon pays ! Comment appeler cette maladie du langage qui gagne vos colonnes ? Du baragoin.

SIMONE MIALLE
(Paris).

PUBLICITÉ

Toutes nos excuses à Montesquieu...

Mille excuses, oui, mille excuses concernant l'encart publicitaire qu'*Actuel* a passé dans *le Monde* en citant une phrase trop courte de Montesquieu qui faisait passer l'auteur de *l'Esprit des lois* pour un esclavagiste. La bonne publicité, c'est un art provocant, en ce qu'il provoque des réactions, mais ne doit pas pour autant devenir un art lapidaire, dont la concision prête à confusion.

Je me dois donc de préciser ce qu'on peut, évidemment, me reprocher. Dans l'article d'*Actuel* que j'ai consacré à la période négrière de la France, j'ai été emporté par les découvertes multiples que j'ai faites. Je n'aurais par exemple pas pensé que nous pratiquions la traite des esclaves avec autant d'enthousiasme en pleine Révolution française. Et les livres d'histoire courants n'avaient pas encouragé le citoyen que je suis à s'en rendre compte. Notre fierté des Lumières, notre légitime satisfaction à être le pays des droits de l'homme, cachent le fait qu'il a fallu cinq ans pour que la Révolution en arrive enfin, sous la pression de Toussaint-Louverture, à supprimer l'esclavage en février 1794.

Et qui se souvient que Bonaparte, autre gloire nationale, a rétabli l'esclavage après la paix d'Amiens, en 1802 ? On comprendra que ces « surprises » sur nos gloires nationales m'aient rendu sensible aux thèses de Pierre Pluchon, un auteur connu pour ses ouvrages sur l'esclavage et le racisme au XVIII[e] siècle. Dans *la Route des esclaves*, p. 33 et sq., et *Nègres et juifs au XVIII[e] siècle*, p. 148 et sq., Pierre Pluchon attaque Montesquieu et bien d'autres lumières, surtout pour les remettre en perspective. Il cite notamment le passage que j'ai repris en confiance et l'assortit du commentaire suivant : *« Pourquoi refuser de croire que Montesquieu dit ce qu'il pense profondément derrière le masque commode du jeu ?* (...) *Le fondateur de la science politique moderne a-t-il par accident dit tout haut ce que tout le monde à son époque pense tout bas ?* (...) »

Ayant moi-même reçu un imposant courrier pour défendre la mémoire de Montesquieu, je me suis replongé dans *l'Esprit des lois* et je m'en réjouis : un article et une publicité m'ont permis de constater avec vous, qui avez aussi reçu beaucoup de lettres, que notre histoire n'était pas lettre morte, contrairement à ce qu'on raconte. Cela me confirme dans la nécessité qu'il y a à faire le ménage dans notre histoire avant 1989. Deux livres récents renforcent ce sentiment : d'Yves Bénot, *la Révolution française et les Colonies* ; de Suzanne Citron, *le Mythe national*.

Pour revenir à Montesquieu, ayant relu les livres XV et XVI de *l'Esprit des lois*, je me permets quand même de faire remarquer que sa position anti-esclavagiste n'est parfois pas sans ambiguïté. On lit des phrases du genre : *« Dans les Etats modérés, il est important qu'il n'y ait point trop d'esclaves. »* Ou sur les femmes, le sous-titre suivant : *« Dans les pays du Midi, il y a dans les deux sexes une inégalité naturelle. »*

Comme quoi, une lumière, aussi lumière soit-elle, ne peut faire totalement abstraction de l'esprit de son temps quand elle s'intéresse à l'esprit des lois.

Le propos des grands esprits, c'est d'arriver à s'en arracher, et Montesquieu mérite, à ce sujet, mes excuses et tous les hommages quand il écrit (avec ironie ?) : *« De petits esprits exagèrent trop l'injustice que l'on fait aux Africains. Car, si elle était telle qu'ils le disent, ne serait-il pas venu dans la tête des princes d'Europe, qui font entre eux tant de conventions inutiles, d'en faire une générale en faveur de la miséricorde et de la pitié ? »*

Il n'y a pas que 1989. Il y a aussi 1992. Et là, Montesquieu reste d'actualité.

JEAN-FRANÇOIS BIZOT,
*directeur d'*Actuel.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IX[e]

Reproduction interdite de tous les articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437
ISSN : 0395-2037

Edité par la SARL *le Monde*
Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
Durée de la société :
cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social :
620.000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.
Administrateur général :
Bernard Wouts.
Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.
Corédacteur en chef :
Claude Sales.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75442 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE			
354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE			
687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS			
399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE			
504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

La situation dans les territoires occupés

M. Shamir rejette l'approche américaine

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Devançant la pression que les Etats-Unis pourraient exercer à son égard, le premier ministre israélien a durci le ton : son entourage a fait savoir, le dimanche 14 février, que M. Shamir refusait l'approche définie par le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, pour réamorcer un dialogue israélo-arabe. Le secrétaire d'Etat avait indiqué pendant le week-end qu'une tentative de règlement n'aurait de chance de voir le jour qu'à deux conditions : avoir le soutien des deux grands partis israéliens (le Likoud et les travaillistes) ; être fondée sur le principe mentionné dans la résolution 242 de l'ONU – *« la paix en échange de territoires »*.

Sans commenter le premier point, les milieux proches de la présidence du conseil ont déclaré que la seconde condition formulée par M. Shultz était *« inacceptable »*. A quelques jours de la visite du secrétaire d'Etat à Jérusalem (prévue pour la fin février), c'est ainsi une fin de non-recevoir opposée aux propositions américaines. Le premier ministre se retrouve sur la défensive. Il est soumis aux critiques renouvelées des travaillistes et de leur dirigeant, le ministre des affaires étrangères, M. Shimon Pérès, qui, eux, ont publiquement accepté l'approche américaine. M. Shamir doit aussi tenir compte des réactions dans son propre parti où ses rivaux – MM. David Levy et Ariel Sharon – le surveillent de très près : pas question, disent-ils, que le Likoud s'engage dans un processus qui pourrait conduire à la cession d'une seule partie des territoires occupés (la Cisjordanie et Gaza).

Ce n'est pas un hasard si les cinq députés du parti d'extrême droite Tehiya ont manifesté, dimanche, devant les bureaux du premier ministre. Il s'agissait de le mettre en garde *« contre le piège de la nouvelle initiative américaine »*. L'un de ces parlementaires, M[me] Geula Cohen, affirmait il y a deux semaines, en pleine séance de la Knesset, que toute politique de concession territoriale conduirait à *« une guerre civile »* en Israël. Telle est l'atmosphère à droite et, à en croire la presse, certains proches de M. Shamir étudient la possibilité de congédier M. Pérès, occasion d'exacerber les divisions gouvernementales à l'approche de la visite de M. Shultz.

Comme si l'agitation dans les territoires occupés ne suffisait pas, le gouvernement a dû, d'autre part, faire face dimanche aux premières manifestations de masses organisées par les druzes du Golan (une communauté qui compte quelque treize mille personnes). Plusieurs centaines d'habitants des villages de la région sont descendus dans les rues pour protester contre l'annexion du plateau du Golan par Israël, officialisée le 14 février 1982. Des barrages de pneus enflammés avaient été dressés un peu partout sur les routes, et des pierres ont été lancées contre les quelque mille policiers mobilisés. Des affrontements violents ont eu lieu dans la localité de Majdal -Shams où il y eut des blessés de part et d'autre : un officier de police a été hospitalisé après avoir reçu une pierre sur la tête ; une vingtaine de personnes ont été arrêtées. Le calme était revenu en milieu d'après-midi et le gouvernement, à titre de mesure de détente, a annoncé que pour la première fois depuis 1967 plusieurs familles de druzes du Golan seraient autorisées à se rendre de l'autre côté de la frontière, en Syrie, pour y voir des parents.

L'affaire de Salem

Alors que le week-end a encore été marqué par quelques incidents sporadiques en Cisjordanie et à Gaza, les autorités militaires ont indiqué qu'elles poursuivaient leur enquête sur l'*« affaire de Salem »* (*le Monde* daté 14-15 février). Quatre habitants de ce village proche de Naplouse ont affirmé que des soldats utilisant un bulldozer les avaient couverts de terre, le 5 février, après les avoir frappés et obligés à s'étendre sur le sol. Deux des soldats ayant participé à cette opération – dans laquelle des colons sont aussi impliqués – ont été arrêtés, a annoncé un porte-parole militaire. Il a souligné que l'état-major accordait une grande *« priorité »* à l'enquête et que d'autres arrestations allaient suivre très rapidement, la police militaire ayant identifié presque tous les suspects. De telles brutalités *« unissent toute la population palestinienne contre les Israéliens »*, a commenté un officier.

Alors que les jeunes gens étaient maintenus au sol par certains soldats et frappés à coups de gourdins par d'autres, un colon, selon les villageois, serait venu se joindre au passage à tabac. Il s'agirait d'un habitant de l'implantation d'Elon-Moreh dont le fils avait été tué l'an passé, vraisemblablement par des Palestiniens.

ALAIN FRACHON.

• **Manifestation de pacifistes israéliens.** – Quelque cinq mille pacifistes israéliens ont manifesté, samedi soir à Jérusalem, contre la *« politique de la bastonnade »* dans les territoires occupés. Pour la première fois, une personnalité palestinienne favorable à l'OLP a participé à cette manifestation aux côtés des militants de La paix maintenant. Des députés, Yair Tzaban (Mapam) et Ran Cohen (Liste des droits civiques), lui-même colonel de réserve, ont appelé les soldats à désobéir à des *« ordres illégaux »* et à refuser de frapper des personnes arrêtées. – *(AFP.)*

L'assassinat de trois membres du Fath à Limassol

Un message d'intimidation lié au départ du « bateau du retour » ?

NICOSIE
de notre correspondante

Une carcasse de voiture carbonisée, des corps mutilés, c'est tout ce qui reste après l'attentat à la voiture piégée qui a coûté la vie, le dimanche 14 février, à Limassol, à trois cadres militaires du Fath, principale tendance de l'OLP de M. Yasser Arafat. Deux des victimes, Mohamed Sultan, trente-sept ans, connu sous le nom de Hamdi Adwane, et Mohamed Bhayss, trente-quatre ans, connu sous le nom d'Aboul Hassan Qassem, membre du commandement du bureau du Fath pour les affaires des territoires occupés, étaient arrivées récemment à Chypre pour y rencontrer la troisième victime, Marwan Kayyali, trente-six ans, résidant semble-t-il à Limassol, et membre du haut comité militaire de l'OLP au Liban.

M. Bassam Abou Charif, conseiller spécial de M. Arafat, qui se trouve à Athènes pour superviser l'opération *« bateau du retour »*, a accusé les services de renseignements israéliens, le Mossad, déclarant que ce meurtre faisait partie *« des efforts israéliens pour empêcher le départ du bateau »* qui doit ramener vers Haïfa cent trente et un Palestiniens expulsés. Ce bateau, dont le départ de Grèce a été ajourné à plusieurs reprises, doit faire escale à Larnaca avant de se diriger vers Haïfa. Selon les rumeurs persistantes, ce bateau pourrait même partir de Larnaca. Le directeur du bureau de l'OLP à Chypre, M. Samir Abou Ghazala, a, lui aussi, accusé le Mossad, affirmant que *« ce dernier avait profité du fait que les forces de sécurité chypriotes étaient occupées par les élections »*.

Dans un appel téléphonique anonyme à l'Agence de presse chypriote, un homme a revendiqué cette opération au nom d'un martyr, le lieutenant-colonel Rassem Elghoul, chef de la « force 17 », tué en août 1987 à Saïda dans un règlement de comptes interne au Fath, à la suite duquel M. Arafat avait limogé son représentant au Liban.

Chypre plaque tournante

Cette revendication anonyme n'empêche pas, en privé, certains milieux de la police chypriote de prendre au sérieux les accusations contre le Mossad. Dans les milieux palestiniens, on laisse entendre que le gouvernement israélien aurait demandé aux autorités chypriotes de ne pas laisser venir le « bateau du retour » à Larnaca, et on explique ainsi que cet attentat, outre qu'il visait deux responsables militaires des territoires occupés, serait aussi un message d'intimidation aux autorités de Nicosie ; dans la mesure où Israël a adressé une telle demande au gouvernement grec, il est vraisemblable qu'il en a fait autant à l'égard de Chypre.

Cette affaire risque, en tout cas, de relancer le débat sur la sécurité à Chypre, où se côtoient Palestiniens, Israéliens, Syriens et nombre d'autres services de renseignements qui ont fait de l'île la plaque tournante de leurs activités. En septembre 1985, trois Israéliens accusés par les Palestiniens d'être des agents du Mossad avaient été assassinés dans le port de Larnaca. Les auteurs de cet attentat, dont un Britannique, ont été condamnés à la prison à vie. L'été dernier, un règlement de comptes entre Palestiniens à Limassol avait provoqué une crise entre l'OLP et les autorités chypriotes.

A la suite d'une médiation du gouvernement grec, les deux parties étaient convenues de réduire la mission diplomatique palestinienne et de faire partir une dizaine de personnes jugées indésirables.

F. C.

• **LIBAN : libération de neuf marins étrangers détenus par les Forces libanaises.** – Neuf marins étrangers membres de l'équipage d'un navire marchand arraisonné le 27 décembre par la milice chrétienne des Forces libanaises (FL) ont été remis à un diplomate danois, le samedi 13 février, à Beyrouth. Les neuf hommes – trois Danois, dont le capitaine du navire, trois Polonais, deux Sri-Lankais, dont un garçon de quinze ans, et un Trinidadais – ont quitté le Liban, samedi, pour Larnaca (Chypre) par le port de Jounieh, à 19 kilomètres au nord de Beyrouth, dans un secteur contrôlé par l'armée et les FL. Ils appartenaient à l'équipage du *Inge Webb*, battant pavillon du Vanuatu. – *(AFP.)*

• **Course-relais pour le millième jour de détention de Jean-Paul Kauffmann.** – Vingt-huit personnes ont pris le départ, dimanche 14 février, à Quimperlé (Finistère) d'une course-relais en faveur du journaliste Jean-Paul Kauffmann, qui les mènera à Paris, le mardi 16 février, pour le millième jour de sa détention au Liban. Le lâcher d'un millier de ballons portant les noms des otages français au Liban (Fontaine, Carton, Seurat et Kauffmann) a précédé le départ du marathon.

A TRAVERS LE MONDE

Bangladesh

Une grève générale a de nouveau paralysé la capitale

La capitale du Bangladesh a été quasiment paralysée, pendant le week-end, par une grève et des manifestations à l'appel de l'opposition. Seuls les cyclo-pousse et les autobus circulaient, alors que la plupart des magasins et des bureaux étaient fermés. Le mouvement était également largement suivi à Chittagong, dont le port gardait néanmoins une certaine activité.

Selon la police, deux bombes artisanales ont explosé, dans la matinée de dimanche, sur le campus de l'université de Dacca, sans faire de blessés ni de gros dégâts. Des étudiants ont affronté des policiers à coups de pierres sur le campus. L'une des cinq personnes blessées par l'explosion d'une bombe, lancée contre un autobus, samedi soir, est décédé à l'hôpital dimanche matin. Un meeting est prévu mercredi par vingt et un partis de l'opposition, dont le Parti nationaliste du Bangladesh et la Ligue Awami. Selon des informations non confirmées officiellement, trois personnes sont mortes samedi des suites de violences mercredi dans la campagne pour les élections locales, portant le bilan des victimes à cent trente-cinq morts. Les autorités n'ont confirmé que quatre-vingt-cinq morts (*le Monde* du 12 février). – *(AFP.)*

Chine

Le panchen-lama reconnaît que les forces de l'ordre ont tiré sur les manifestants

La police a bel et bien ouvert le feu sur les manifestants lors des émeutes de Lhassa l'automne dernier, a reconnu publiquement le panchen-lama, seconde autorité religieuse du Tibet. C'est la première fois qu'un officiel de la République populaire admet que les forces de l'ordre ont fait usage de leurs armes. Dans un discours prononcé en janvier et diffusé par Radio-Lhassa le 8 et le 9 février, le panchen-lama a mentionné des *« erreurs mineures »* : il a dit que des *« coups de semonce »* avaient été tirés par la police, tuant ou blessant plusieurs personnes par ricochet, mais qu'une seule personne avait été tuée par un coup direct.

Toujours selon le panchen-lama, les *« informations erronées »* publiées par la presse viendraient de ce que la plupart des journalistes ne parlaient pas tibétain. Il a lancé un nouvel appel à « tous nos cadres » au Tibet pour qu'ils apprennent cette langue. Il est important, a-t-il poursuivi, de reconnaître que de nombreuses erreurs ont été commises par le passé au Tibet. Le panchen-lama, qui a déjà critiqué à plusieurs reprises les insuffisances de la politique tibétaine de Pékin, a, enfin, rejeté la responsabilité des émeutes sur un petit nombre de sécessionnistes au Tibet et à l'extérieur, sans jamais citer toutefois le nom du dalaï-lama.

• **BOPHUTHATSWANA : deux cent seize rebelles arrêtés.** – L'un des responsables du putsch raté contre le « président » du bantoustan sud-africain du Bophuthatswana a été arrêté, vendredi 12 février, ont annoncé les autorités. Parent de M. Rocky Malbane-Metsing, le chef de la rébellion, actuellement en fuite. L'adjudant Timothy Pirie a été arrêté près de Mmbatho, la capitale du bantoustan. Le sous-officier appartenait à une unité de gardes qui était responsable du soulèvement. Cette unité, forte d'environ 600 hommes, avait été constituée il y a deux ans.

Les 216 rebelles capturés jusqu'à présent vont passer en jugement pour haute trahison, à Mmabatho, dès lundi 15 février, ont indiqué les autorités. Ils risquent la peine de mort. – *(Reuter, AFP.)*

La guerre des pétroliers

Calme dans le Golfe après l'incident irako-américain

Manama *(AFP)*. – Un calme total règne dans le Golfe après l'incident qui a eu lieu, le vendredi 12 février, entre un chasseur irakien et le destroyer américain *Chandler*. Selon le commandant de ce bâtiment, le *Chandler*, qui escortait dans le centre du Golfe un convoi de pétroliers koweïtiens repavillonnés aux Etats-Unis, a tiré, vendredi, deux coups de semonce pour avertir un chasseur irakien qu'il s'approchait trop près du convoi. L'appareil a aussitôt changé de cap avant de tirer deux missiles de type C-601 de fabrication soviétique qui sont passés à moins de 12 kilomètres du destroyer américain (*le Monde* daté 14-15 février).

Depuis cet incident, aucune attaque de navires, ni par les vedettes iraniennes ni par les chasseurs-bombardiers irakiens, n'a été signalée par les diverses sources. Cette pause intervient à la fin d'une semaine qui a connu une recrudescence dans la « guerre des pétroliers » à laquelle se livrent l'Irak et l'Iran dans le Golfe depuis 1984.

Onze attaques de navires ont été signalées par les diverses sources depuis dimanche. La plus meurtrière a été menée par une frégate iranienne, vendredi, contre le pétrolier danois *Kate-Maersk*, dans le sud du Golfe. Un marin danois a été tué et trois autres, également danois, ont été blessés au cours de cette attaque.

L'identification de la « guerre des pétroliers » risque d'envenimer de nouveau les relations entre l'Iran et les membres du Conseil de coopération du Golfe (CGC, Arabie saoudite, Koweït, Bahrein, Qatar, Emirats arabes unis, Oman), qui avaient connu une ébauche d'amélioration au début de l'année suite à une médiation syrienne. Dans ce contexte, le CGC, notamment l'Arabie saoudite, semble avoir repris sa campagne visant à imposer des sanctions internationales contre l'Iran pour son refus d'appliquer sans condition la résolution 598 du Conseil de sécurité, qui exige un cessez-le-feu immédiat entre l'Irak et l'Iran.

Afrique

KENYA

Des détenus libérés affirment avoir été torturés

NAIROBI
de notre correspondant

Des prisonniers politiques, sitôt libérés, ont raconté avec force détails, la semaine dernière, les tortures qu'ils ont subies lors de leur détention.

Quatre d'entre eux ont ainsi expliqué comment la Special Branch – la police politique – s'y prenait pour obtenir d'eux, sans y réussir, de fausses confessions. Certains, d'après ces témoignages, ont été battus avec des bâtons et des lanières de caoutchouc, ont subi le supplice de l'eau et ont été privés de nourriture et d'eau pendant plusieurs jours. Ces séances ont notamment eu lieu dans les sous-sols de Nyayo House, un bâtiment administratif situé en plein cœur de Nairobi.

M. Daniel Arap Moi, le chef de l'Etat, avait ordonné, le 5 février, la libération de neuf prisonniers politiques puis les avait reçus. Comme s'il voulait détendre l'atmosphère intérieure à l'approche des élections législatives et locales prévues pour le 21 mars prochain. Mais son geste de clémence s'est, d'une certaine manière, retourné contre lui. Parmi les détenus ainsi élargis figurent plusieurs universitaires et M. Raila Odinga, fils de M. Oginga Odinga, le vieux chef socialiste qui avait été arrêté pour avoir été prétendument mêlé au coup d'Etat avorté d'août 1982. Les autres détenus avaient été mis au secret en 1986 et 1987, soupçonnés alors d'appartenir au mouvement clandestin Mwakenya ou d'être en relation avec celui-ci.

Dans un rapport rendu public en juillet dernier, Amnesty International avait dénoncé un « *véritable programme d'intimidation de l'opposition* ».

Les autorités locales avaient alors réagi très vivement. M. Moi avait qualifié l'organisation humanitaire d'« *agent de l'impérialisme* ». Quoi qu'il en soit, les « bavures » des services de sécurité et de maintien de l'ordre semblent se multiplier depuis un an. Plusieurs personnes sont ainsi mortes, de manière suspecte, alors qu'elles étaient aux mains de la police. Tout récemment, dans le cadre d'une enquête sur le meurtre d'un homme d'affaires de Mombasa, deux suspects sont passés de vie à trépas alors qu'ils étaient gardés à vue et cinq officiers de police ont aussitôt été relevés de leurs fonctions. Malgré les dénégations officielles de violation des droits de l'homme, M. Moi a néanmoins décidé, en janvier, de remplacer le ministre d'État chargé des questions de sécurité et le chef de la police.

JACQUES DE BARRIN.

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Le président Kolingba en visite officielle en France

Le général André Kolingba est arrivé, le lundi 15 février, à Paris, pour une visite officielle de trois jours. Le président centrafricain, qui s'était emparé du pouvoir à Bangui, le 1er septembre 1981, après avoir chassé M. David Dacko (qui avait lui-même remplacé Bokassa au pied levé avec la bénédiction de Paris), devait rencontrer, mardi, M. Mitterrand, puis, mercredi, M. Chirac.

Ancienne colonie française enclavée au cœur de l'Afrique équatoriale, la République centrafricaine, couverte de forêts et de savane, a 2,6 millions d'habitants. Son économie est essentiellement rurale (90 % de la population vit de l'agriculture). L'exploitation du diamant y demeure très dépendante de l'assistance internationale, surtout française. Souffrant de son enclavement et du délabrement de ses infrastructures, la République centrafricaine reste l'un des pays les plus pauvres du monde avec un produit national brut d'environ 1 300 F par an et par habitant. La dette extérieure atteint plus de 2,3 milliards de francs.

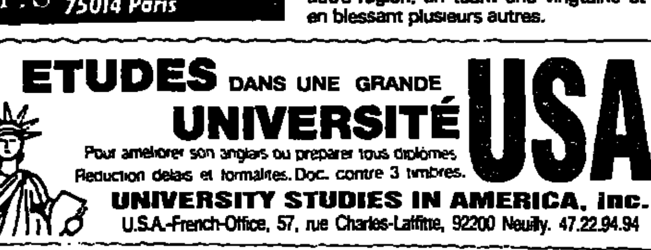
Nul doute que la coopération économique entre les deux pays constituera l'un des thèmes majeurs des entretiens prévus. En 1987, l'aide globale française à la République centrafricaine s'est élevée à 500 millions de francs, dont près des trois quarts sous forme de dons, contre 460 millions l'année précédente. Plus de trois cents Français vivent dans le pays au titre de l'assistance technique dans les domaines de l'éducation, du développement rural et de la santé.

La visite du président Kolingba a lieu exactement deux ans après la mise en place de l'opération « Epervier » au Tchad. C'est, en effet, dans la nuit du 14 au 15 février 1986 que des éléments français stationnés dans des bases centrafricaines (Bangui et Bouar) sont entrés au Tchad pour stopper une attaque libyenne sur N'Djamena. Un mois plus tôt, le 16 janvier 1986, c'est également de République centrafricaine que les Mirage et les Jaguar français avaient décollé pour bombarder la base libyenne d'Ouadi-Doum, à 150 kilomètres au nord-est de Faya-Largeau.

Aujourd'hui, alors qu'un cessez-le-feu précaire règne dans le nord du Tchad, la République centrafricaine continue d'assumer son rôle stratégique d'appui aux forces françaises. En vertu d'un accord de défense conclu en 1960, environ mille deux cents militaires français – les éléments d'assistance opérationnelle (EFAO), – essentiellement des parachutistes appuyés par des Mirage et des Jaguar, stationnent en République centrafricaine.

Formé dans les écoles militaires françaises, discret, voire effacé, le général Kolingba (cinquante-deux ans) gouverne avec prudence et pragmatisme en s'efforçant de reconstruire patiemment un Etat de droit dans son pays. En 1986, un référendum approuvant du même coup son « élection » à la tête de l'Etat et un projet de nouvelle Constitution avait été remporté par le général avec 91,17 % des voix. L'opposition, en exil depuis la mise en place d'un parti unique – le Rassemblement démocratique centrafricain, – juge les nouvelles institutions nationales totalement « antidémocratiques ».

● **ÉTHIOPIE : les soldats n'auraient pas abattu de réfugiés.** – La commission éthiopienne d'aide et de secours (RRC) a qualifié, vendredi 12 février, de « *mensonge total* » une information selon laquelle les troupes gouvernementales auraient tué à coups de feu, le 8 février, une vingtaine de victimes de la sécheresse à Korem, province de Wollo (nord du pays). Selon des informations aux sources non précisées diffusées par la BBC et par le journal de Londres *The Independent*, des troupes gouvernementales auraient ouvert le feu sur des personnes qui refusaient d'être réinstallées dans une autre région, en tuant une vingtaine et en blessant plusieurs autres.





Amériques

ETATS-UNIS : les « primaires » du New-Hampshire

L'épreuve éliminatoire dans la course à la présidence

Le mardi 16 février, se tiennent les primaires du New-Hampshire, considérées dans la tradition électorale américaine comme les véritables éliminatoires de la longue course à l'investiture pour l'élection présidentielle. Cette année, elles seront particulièrement cruciales pour deux candidats : le vice-président Bush et le gouverneur démocrate du Massachusetts, Michael Dukakis, qui a tout misé sur ce tremplin électoral.

CONCORD (New-Hampshire)
de notre envoyé spécial

Le candidat, c'est celui qui est tête nue. Tout autour, une nuée de reporters et agents des services secrets couverts de bonnets et d'écharpes se protègent tant bien que mal du vent et de la neige. Le candidat, lui, domine les éléments, d'autant mieux qu'il vient de sortir de sa limousine. Tout juste un petit blouson, et cette neige qui étoile ses cheveux blonds... C'est parfait.

Le prétexte est une course de chiens de traîneau à Laconia, au centre du New-Hampshire : le candidat s'installe sur un traîneau qu'il « sponsorise ». Il ne manque plus qu'un chien pour remplir le cadre. On va chercher le plus photogénique, « *celui qui a des yeux bleus* ». Le candidat s'assure que le chien ne mord pas, s'approche, mais l'animal, méfiant comme un électeur, se réfugie sous un camion. Aucune importance, le candidat – Dick Gephardt, – le vainqueur des caucus démocrates de l'Iowa une semaine plus tôt, est assuré d'avoir sa séquence « tempête de neige » à tous les bulletins des télévisions locales et vraisemblablement nationales.

A l'image de la tempête qui se lève, jamais sans doute la campagne pour les primaires du New-Hampshire n'avait été aussi effrénée, et la mêlée aussi confuse. Les valeurs sûres ne sont plus sûres : le vice-président George Bush, que l'on donnait il y a dix jours encore gagnant dans un fauteuil chez les républicains, a vu fondre son épaisse marge de sécurité au point même d'être légèrement distancé dans les sondages (quotidiens) par son rival, le sénateur Robert Dole. Les gentils sont devenus méchants : le démocrate Paul Simon, qui cultive les bons sentiments et rechignait à dire le moindre mal de ses adversaires, a lancé une acide campagne de publicité « négative » contre ses concurrents directs. Les durs sont devenus doux : Pat Robertson, le fondamentaliste religieux qui a obtenu chez les républicains une surprenante seconde place dans l'Iowa, n'est plus très sûr d'avoir jamais dit que les chrétiens et les juifs étaient seuls qualifiés pour diriger ce pays, ni que les Etats-Unis auraient dû assassiner Kadhafi : désormais, il ratisse large, aussi large que son suave sourire. Et si un membre de son entourage a produit un tract affirmant que la fille d'un de ses adversaires ultraconservateur (Jack Kemp) s'était fait avorter, il le regrette. Il n'était pas au courant...

On s'y perd dans cette campagne, on n'en finit plus de recenser attaques et contre-attaques, d'absorber l'avalanche de publicités télévisées dont le ton, le style et le contenu varient constamment en fonction de la position du candidat dans le dernier sondage ou de l'attitude de ses rivaux.

La dernière chance

Tout s'accélère, et des candidats qui avaient investi dans le New-Hampshire depuis parfois plus d'un an, sillonné en tous sens ce paisible petit Etat de la Nouvelle-Angleterre, voient tout remis en cause en huit jours de folie. Une seule chose est claire, cette semaine est celle de la dernière chance, et mardi marquera pour certains la fin de la belle aventure. Trop de dettes et vraiment pas assez de voix pour continuer, l'ancien secrétaire d'État Alexander Haig n'a même pas attendu l'échéance pour abandonner.

A vrai dire, on se demande si dans son esprit la campagne, qui lui valait 1 % d'intentions de vote, avait un autre but que celui de nuire à l'homme qu'il poursuit de sa hargne vindicative, son ancien collègue du temps où il servait le président Reagan, M. Bush. En bonne logique, le général Haig s'est bruyamment rallié à l'adversaire majeur du vice-président, M. Dole, après avoir laissé échapper, en marge d'une conférence de presse : « *Je crois que j'ai fait tout le mal que je pouvais faire* » (à la candidature Bush).

D'autres petits candidats avaient pourtant de plus hautes ambitions, mais peu de journalistes avec eux, peu d'espoirs et un maigre public. Restait une certaine qualité d'atmosphère. Gary Hart, par exemple, le phénomène qui, il y a quatre ans, balayait tout sur son passage et emportait haut la main la primaire démocrate du New-Hampshire. Le voici en chaussettes dans une salle de basket de Nashua en train de « faire des paniers » avec de petits garçons qui ne voteront sûrement pas avant plusieurs années. Plus tard, dans la bibliothèque du club, au lieu des autographes que les gamins lui réclament, il écrit tout de même au crayon sur des bouts de papier l'adresse et l'heure de sa réunion publique. Ce qu'on appelle une campagne modeste.

Le soir, devant quelques dizaines de personnes, il reprendra ses thèmes habituels, il se présentera comme le candidat qui va faire bouger les choses, le candidat qui dérange l'establishment démocrate. Avec toujours ce petit quelque chose qui le différencie des autres et qui ne tient pas seulement à ses beaux yeux et à sa voix douce. Tout le monde sait bien que sa campagne agonise, que la presse l'a enterré depuis longtemps et que personne ne s'intéresse au projet de budget qu'il a établi. Mais il continue, entre sa femme et sa fille, à faire comme si de rien n'était, à poursuivre un combat vaguement expiatoire, une thérapie par la politique. Cela n'effacera pas, bien sûr, sa liaison avec un mannequin, le scandale qui l'a rayé des listes des présidentiables, mais au moins Gary Hart aura, avant de sombrer, rehissé le pavillon.

Il y a aussi, dans un registre politique pourtant très différent, Bruce Babitt, le candidat qui table sur « *l'honnêteté* » et proclame qu'il augmentera les impôts parce qu'il n'y a pas d'autres solutions. Celui-ci a clairement annoncé la couleur : s'il obtient à nouveau un résultat médiocre mardi, sa campagne s'arrêtera là. C'est hautement probable mais en attendant, c'est lui qui s'est taillé le plus grand succès au « *diner démocrate* » de Concord, petite capitale administrative de ce petit Etat d'à peine plus de 2 millions d'habitants.

« *Pourquoi ne vote-t-on pas pour vous puisqu'on vous applaudit si fort ?*

– *Si je le savais, je serais le roi de ce monde...* »

Sauf miracle, il ne sera même pas président des Etats-Unis, et c'est peut-être dommage.

Il y aura sans doute d'autres victimes mardi soir, et c'est pourquoi la lutte est si acharné ici dans le clan démocrate entre Dick Gephardt, représentant du Missouri, et Paul Simon, sénateur de l'Illinois, qui ont terminé premier et second dans l'Iowa alors même qu'aucun des deux ne peut espérer inquiéter M. Michel Dukakis, gouverneur de l'Etat voisin du Massachusetts et candidat qui porte, faute de mieux, les espoirs de l'establishment du parti.

Le cas Bush

La plus grande victime potentielle, celle qui risque de s'effondrer avec d'autant plus de fracas qu'elle tomberait de très haut, c'est évidemment le vice-président George Bush, médiocre troisième dans l'Iowa et qui pourrait difficilement se remettre d'un échec ici. Là aussi ce serait un étrange résultat, car M. Bush semble bien celui qui dans le camp républicain a non seulement l'expérience la plus diversifiée mais aussi les idées les plus raisonnables, en tout cas, sur le plan de la politique étrangère où ses adversaires conservateurs jouent les fier-à-bras tandis que M. Dole semble imprévisible. Mais M. Bush est irrémédiablement maladroit, mal dans sa peau. « *Il a un problème de costume trop grand pour lui* », commente cruellement un commentateur.

Même dans ce sous-sol d'immeuble de retraités où quelques dizaines de vieilles dames l'accueillent avec déférence et sympathie, le malaise est perceptible. Et pourtant ce jour-là, George Bush inaugurait un nouveau discours, tout fraîchement écrit. Un discours où pour la première fois il essayait de sortir de sa coquille grise, d'expliquer que s'il est « *taciturne* » et pas très habile à « *faire des phrases* », il n'en a pas moins « *du sentiment* » et de la « *conviction* ».

Son adversaire Robert Dole n'a pas ce problème. Il est partout à l'aise, il a toujours le mot pour rire et s'impose d'emblée, à la télévision comme dans cette banque de Northampton sur la façade maritime de l'Etat où les républicains locaux sont venus l'écouter. M. Dole a plus de bagout que d'éloquence véritable. Sa vision politique semble souvent un peu courte, mais c'est de toute évidence un superbe politicien, un homme qui connaît tous les trucs et sait projeter une image d'efficacité.

Dole ou Bush, la dent dure ou le verbe mou, l'expérience du Congrès ou celle de l'exécutif, qui choisir ? Bien des républicains du New-Hampshire hésitent encore à la veille du scrutin. Mais que ces indécis abandonnent Bush et le vieil adage sera une fois de plus confirmé : « *Il n'y a pas de pire place pour briguer la présidence que celle de vice-président.* »

JAN KRAUZE.

L'élection présidentielle au Paraguay

Le « carnaval » du général Stroessner

Le général Alfredo Stroessner a été réélu, pour son huitième mandat successif, lors de l'élection présidentielle, le dimanche 14 février. Selon le ministre de l'intérieur, il aurait recueilli 89 % des suffrages.

ASUNCION
de notre envoyé spécial

« *Une farce* », dit un député du Parti socialiste espagnol au Parlement européen, M. Manuel Medina. « *Un carnaval* », dit un juriste français venu en observateur. Malheureusement pour le général Stroessner et son régime, les élections ont attiré, contrairement aux précédentes, un nombre important de journalistes et d'observateurs étrangers. Mouvement de curiosité compréhensible, les dictatures se faisant rares dans la région. Il ne reste plus aux amateurs de fraudes et de répression que le Chili et le Paraguay. Chacun a pu constater, dimanche, que le général-président et son parti n'étaient guère subtils dans un tel registre et que le trucage électoral se faisait publiquement.

C'est ce qu'a pu vérifier, entre autres témoins, M. Francis Jacob, avocat, président de l'Association pour la liberté et la démocratie au Paraguay. M. Jacob est allé voir à Caaguazu, l'une des principales localités de l'intérieur, comment on votait au Paraguay. Il a été édifié. « *D'abord*, dit-il, *les électeurs arrivent en camion. C'est le parti Colorado, le parti officiel, qui les convoit. Ils entrent dans le bureau de vote. Aussitôt on leur met dans la main un paquet de trois bulletins agrafés ensemble : un au nom de Stroessner « candidat » à la présidence de la République, deux autres, avec la liste des candidats Colorado au Sénat et à la Chambre des députés. Les votants ne passent pas par l'isoloir. Ils mettent leur bulletin dans une enveloppe non fermée, si bien que le président du bureau peut savoir ce qu'ils ont voté. Chaque électeur a la possibilité de mettre cinq ou dix bulletins dans l'urne en disant qu'il vote pour telle ou telle personne inscrite sur les listes électorales. J'ai parcouru une vingtaine de bureaux. Dans tous, sauf un, il n'y avait que des représentants du parti Colorado. Bref, j'ai vu une parodie de démocratie.* »

Les mêmes constatations ont été faites par un député péroniste argentin. Le choix, le dimanche 14 février, n'était pas entre les candidats du régime et ceux de l'opposition dite « participationniste ». Les deux partis (libéral et libéral-radical) qui se prêtent au jeu électoral n'ont guère de votants. La véritable alternative était de voter ou non ou de voter blanc, l'opposition véritable ayant recommandé l'abstention ou le vote blanc.

Fraude et répression

Un sondage, fait la veille du scrutin par des chercheurs de l'université catholique, a montré que le pourcentage des abstentions et des votes blancs devrait être égal (42 %) à celui des votes du Colorado. Mais nul ne pense que cette image de l'électorat se retrouvera lors du dépouillement. Le scrutin terminé, commence, en effet, la deuxième phase des opérations officielles : la transformation en vote Colorado des bulletins blancs ou des abstentions.

« *Ces élections sont frauduleuses et elle ne serviront pas à légitimer le gouvernement* », dit M. Carlos Alberto Gonzalez, doyen de la faculté de droit. « *Le régime n'a aucune légitimité. Il ne peut se maintenir que par la fraude et la répression* », dit M. Domingo Laino, président du Parti radical authentique, la principale formation d'opposition. M. Laino a fait cette déclaration dimanche en fin d'après-midi, après avoir été séquestré pendant douze heures par la police.

A 3 heures du matin, il roulait vers Caaguazu, en compagnie du vice-président de son parti et du leader des Jeunesses radicales authentiques, quand sa voiture fut interceptée par les policiers. Les trois hommes et l'épouse de l'un d'entre eux furent enfermés toute la journée dans un local de l'intérieur, sans alimentation, sans hygiène, sans eau. De nombreux incidents ont eu lieu ailleurs, en province, là où l'opposition a tenté de manifester. A Carapegua, à l'issue d'une messe, des membres du Parti radical authentique ont voulu dénoncer la « *farce électorale* ». Ils ont été attaqués à coups de gourdins par des commandos para-policiers qui les ont poursuivis à l'intérieur de l'église, où ils ont fait de nombreux dégâts.

Dimanche et toute la semaine qui a précédé les élections, des dissidents du parti Colorado, des militants du Parti radical authentique, du parti Febreriste, du Parti démocrate-chrétien, ont tenté, ici et là, des manifestations éclairs. La plupart du temps, ils ont été durement matraqués. Ce fut le cas, samedi à Asuncion, où les manifestants ont été applaudis, alors qu'ils étaient bastonnés par la police. Signe que les temps ont changé au Paraguay : nombreux sont les gens dans la rue qui contestent les méthodes du régime et ne prennent guère au sérieux l'occasion qui leur est donnée de « voter » tous les cinq ans

CHARLES VANHECKE.

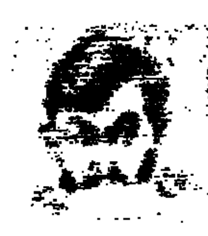
MEXIQUE

La drogue au centre des entretiens entre les présidents Reagan et de La Madrid

Au cours du sixième et dernier mini-sommet qui vient de s'achever à Mazatlan au Mexique entre les deux présidents sortants, MM. Reagan et de La Madrid, il a été essentiellement question des problèmes de la drogue, seul point qui fait problème entre les deux pays, avec la politique en Amérique centrale. Répondant aux critiques américaines, le président de La Madrid a déclaré au cours d'un déjeuner en l'honneur de M. Reagan : « *Dans la lutte contre le trafic de drogue, nous observons fréquemment de la désinformation et des déficiences. Dans certains secteurs aux Etats-Unis, il semble que les efforts et les succès de la campagne mexicaine de lutte contre le trafic de drogue ne soient pas appréciés à leur juste mesure.* » Evoquant ensuite le problème de la responsabilité dans le trafic de la drogue, le président mexicain a insisté sur la nécessité de s'attaquer aussi à la consommation, ce qui devait pousser M. Reagan à prendre la parole à son tour pour intervenir dans le sens d'une plus grande « *coopération* ».

Abordant une autre pomme de discorde entre les deux pays, l'Amérique centrale, M. Reagan a réitéré son opposition « *aux sociétés totalitaires* » : « *J'espère*, a-t-il déclaré, *que notre intérêt commun se manifestera dans une prise de position commune contre l'expansion du totalitarisme* » (Mexico reste toujours opposé à toute aide américaine aux « contras ».)

Enfin, se félicitant des nombreux progrès bilatéraux accomplis, le président américain a exprimé son souhait de voir le Mexique signer un accord de libre-échange avec Washington comparable au récent traité américano-canadien – *(AFP)*



Europe

ITALIE : nouvelle « fausse crise »

Le gouvernement Goria ressuscité mais les tensions s'accentuent au sein de la démocratie chrétienne

ROME
de notre correspondant

« Lazare » : tel est le surnom que s'est gagné M. Giovanni Goria, président d'un conseil cliniquement mort le 10 février et ressuscité le 13, avec l'invitation que lui a faite le chef de l'Etat de solliciter la confiance du Parlement. Démissionnaire, l'équipe du jeune démocrate chrétien ne pouvait guère, au nom de l'« *administration des affaires courantes* », poursuivre ce qui est la tâche essentielle du moment : faire voter le budget 1988 soumis à l'examen des Chambres depuis près de six mois. Or, des consultations menées par le chef de l'Etat, les 11 et 12 février, auprès des différentes formations, tant de l'actuelle majorité à cinq (1) que de l'opposition, n'a émergé aucune solution de rechange « *eu égard aux échéances budgétaires* ». M. Francesco Cossiga a donc repoussé la démission de M. Goria. Celui-ci a accepté sans enthousiasme de continuer à faire un bout de chemin au palais Chigi : il se présentera mercredi devant la Chambre des députés pour solliciter une confiance qui ne lui sera pas ménagée, le scrutin devant avoir lieu à main levée...

Le panorama politique s'est subtilement remis en mouvement à l'occasion de cette nouvelle « fausse crise » (2), provoquée beaucoup moins par les incertitudes de certains députés de la majorité sur la validité du projet de budget que par les calculs pour l'avenir des principales forces de la majorité, en tout premier lieu la Démocratie chrétienne.

L'ensemble du « centre-centre droit » du parti, dirigé par un vieux cheval de retour, l'actuel ministre des finances, M. Antonio Gava, fort désormais de 40 % des mandats, a peut-être obtenu, à la fin de la semaine écoulée, quelque espérance de pouvoir, lors du prochain congrès de la DC, recevoir le timon des mains de l'actuel secrétaire, M. Ciriaco De Mita, qui exprime, lui, la sensibilité de gauche aux commandes du parti depuis 1982. La stratégie de ce courant, qui avait perdu son influence avec la poussée progressiste du milieu des années 70, est de propulser au plus tôt l'actuel patron de la DC à la présidence du Conseil. Ainsi serait-il possible de prendre son relais au prochain congrès — initialement prévu pour la fin avril mais dont le renvoi à six ou douze mois est désormais quasiment acquis, chacun ayant besoin d'un peu de temps pour pousser ses pièces ou préparer sa contre-attaque.

M. De Mita, qui dispose d'environ 35 % des mandats, doit nécessairement trouver des alliances dans la lutte pour le pouvoir qui s'est déchaînée au sein de sa formation. Si l'actuel secrétaire accepte le jeu de M. Gava, le « grand centre » le soutiendra, au moins jusqu'au congrès. L'ennui, pour M. De Mita, est qu'il n'a aucune assurance que ce soutien durera bien au-delà.

Mais M. De Mita a un autre atout dans son jeu. Il s'appelle M. Giulio Andreotti. Avec ses 17 % de mandats, celui-ci est en effet en situation d'empêcher que quoi que ce soit se fasse sans lui au sein de la DC. Agé aujourd'hui de soixante-neuf ans, le ministre des affaires étrangères ne fait pas mystère de son désir de retrouver une fois encore la présidence du Conseil. Ce serait la sixième fois en seize ans. M. De Mita a d'autant plus de raisons de considérer avec faveur cette éventualité que, habile manœuvrier dans les jeux de parti, il n'a jamais caché son peu d'enthousiasme à l'idée d'accéder à la présidence du Conseil.

Les communistes arbitres de la situation ?

Ces calculs du principal parti italien ont un inconvénient : ils ne prennent guère en compte les attentes des autres formations — pour ne rien dire des intérêts du pays. Les socialistes, eux, ont un souci : que rien ne vienne faire oublier le temps du « bon gouvernement », ces trois années et demie durant lesquelles leur leader, M. Craxi, a présidé au destin du pays. Ils sont donc favorables à toute formule qui mettra en évidence la faiblesse de leur adversaire-partenaire démocrate chrétien.

Les communistes, quant à eux, ont fait leur choix. Ils entendent revenir au plus vite, sinon aux affaires, du moins à proximité. La nécessité, plus criante que jamais, de réformer les institutions (une tâche qui ne peut se faire sans eux) leur fournit une occasion au moins aussi valable que l'« *urgence* » (crise économique et agitation sociale, puis terrorisme) du milieu des années 70. Les dirigeants du parti ont clairement indiqué que leur participation à un gouvernement n'était pas, dans un premier temps au moins, obligatoire, pour peu qu'on progresse dans la bonne direction sur le chemin de l'indispensable modification des règles du jeu. L'éternelle question de la vie politique italienne est donc à nouveau posée : avec qui le PC est-il le plus prêt à faire alliance au cas où, comme il le clame désormais sur tous les tons, non sans quelques arguments, l'alliance DC-PS serait « *morte et enterrée* » ? En confirmant l'an dernier une disponibilité nouvelle à jouer « *tous azimuts* » au lieu de privilégier la seule « *alternative démocratique* » (de gauche) avec le PS, le parti se trouverait virtuellement en arbitre de la situation.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) Outre la DC, le PSI et les petits partis républicain, social-démocrate et libéral.

(2) M. Goria avait subi une « fausse crise », déjà sur la question du budget, en novembre dernier.

La coalition gouvernementale menacée d'éclatement

Affaire Waldheim : l'Autriche au bord de la crise politique

(Suite de la première page.)

Le chef du gouvernement a estimé que « *le rapport* [de la commission] *et la discussion qui s'est ensuivie auraient été superflus* » si le président avait donné des réponses acceptables « *beaucoup plus tôt aux accusations dont il est l'objet* ».

La balle est maintenant dans le camp du président autrichien et à ses partisans, au premier rang desquels figure le vice-chancelier et chef du parti conservateur, M. Alois Mock. Le chancelier a souligné qu'il ne demanderait pas lui-même la démission du président, pour éviter que le pays ne se déchire. Il a en revanche confirmé que, au cours d'une rencontre tendue avec M. Mock et M. Waldheim, cr dernier avait menacé, le lundi 8 février, jour de la remise du rapport des historiens, d'utiliser ses pouvoirs constitutionnels pour démettre le gouvernement si celui-ci ne rejetait pas les conclusions de la commission.

Tout en lavant le président de toute participation à des crimes de guerre, celle-ci lui avait reproché d'avoir cherché à tromper le monde sur son passé dans la Wehrmacht et avait souligné qu'il avait été à même, dans ses différents postes dans les Balkans, d'observer de près ce qui se passait, y compris les opérations de représailles contre les résistants et les agents britanniques ou les déportations de juifs. Elle lui a également reproché de ne jamais avoir cherché à prendre ses distances par rapport à ce qui s'était passé, alors que d'autres, dans la même position que lui, avaient refusé les ordres qui leur étaient donnés.

Après avoir purement et simplement contesté à la commission le droit de porter un jugement sur son comportement, M. Waldheim avait changé son fusil d'épaule vendredi en affirmant que, s'il avait été effectivement à même d'être « *mieux informé que d'autres* », il n'avait agi que par « *instinct de conservation* ».

Cette nouvelle ligne de défense, qui fait encore une fois appel a la commisération de toute une génération d'Autrichiens qui ont partagé, en leur temps, le drame de l'Anschluss, est cependant apparue à beaucoup comme trop tardive. Les accusations portées le même jour par un des plus proches conseillers du président, M. Gruber, contre la commission — à laquelle il a reproché d'avoir fait un travail partial, parce que ses membres étaient « *d'origine juive* » — ont montré à quel point l'équipe présidentielle se trouve aux abois. Dans son intervention télévisée, le chancelier Vranitzky, qui a qualifié ces propos d'ignominieux, a reproché au président de n'y avoir pas réagi tout de suite.

Handicap

Tout semble indiquer maintenant que la position du chef de l'Etat risque de devenir sous peu intenable. Pour la deuxième fois en trois jours, M. Waldheim a été dimanche la cible de manifestants exigeant sa démission immédiate. Plus grave encore pour le parti conservateur, qui l'avait jusqu'ici soutenu, des sondages indiquent que le nombre d'Autrichiens rejetant cette solution a fortement diminué après la publication du rapport de la commission.

Dans le Vorarlberg, l'un des bastions conservateurs, le nombre des partisans de M. Waldheim est tombé à 57 %, alors qu'il y avait obtenu 70 % des voix lors de son élection en 1986. Dans un entretien, le secrétaire central du Parti socialiste autrichien, M. Keller, a affirmé samedi que « *pour la première fois* » les militants de son parti étaient en majorité en faveur du départ du président.

Au sein du parti conservateur, l'unanimité des premiers jours n'est plus de règle. Les voix se multiplient pour exiger un réexamen de la situation. La religion des milieux d'affaires proches de ce parti est faite depuis quelque temps déjà. Précédant le chancelier Vranitzky, le secrétaire général de la puissante Fédération autrichienne de l'industrie, M. Herbert Krejci, nous affirmait jeudi dernier que l'affaire Waldheim constituait désormais un handicap non seulement pour les relations internationales de l'Autriche, mais également pour son climat politique intérieur. « *Elle absorbe beaucoup de forces et crée des problèmes au sein de la coalition* », avait-il souligné, en estimant qu'elle devait « *rapidement* » trouver une solution d'une manière ou d'une autre.

Le chancelier peut compter sur sa popularité, y compris dans les milieux conservateurs, pour être entendu. Tout en s'estimant bouleversé par les conclusions de la commission des historiens, il avait jugé jusqu'ici plus prudent d'attendre avant de se prononcer plus clairement. Certains, y compris dans les milieux libéraux de droite, lui reprochaient de trop tarder, y voyant une preuve de son technocratisme. Sa brusque entrée en jeu ne peut s'expliquer que par l'assurance que, dans le parti conservateur lui-même, le rapport des forces est en train de changer.

Le chancelier était obligé de compter jusque-là avec un vice-chancelier trop lié avec le président Waldheim pour ne pas s'accrocher jusqu'au bout à sa défense, et qui avait agité, la semaine dernière, la menace d'une nouvelle coalition entre son parti et le parti libéral d'extrême droite.

On était en outre convaincu dans les milieux socialistes qu'il serait trop risqué pour le SPOe de provoquer une rupture de la coalition tant que l'opinion publique, dans sa majorité, continuait à soutenir le président.

HENRI DE BRESSON.

Les excuses du « Spiegel »

Le magazine ouest-allemand *Der Spiegel* a exprimé ses regrets pour « *n'avoir pas présenté avec la distance nécessaire* » le télégramme incriminant personnellement M. Kurt Waldheim dans des déportations en Yougoslavie, et qui est vraisemblablement un faux.

Ce télégramme impliquait le président autrichien dans des déportations de civils en Yougoslavie en 1942. Une commission gouvernementale yougoslave a estimé que ce document était un faux.

Dans sa dernière édition, parue le lundi 15 janvier, le magazine regrette notamment d'avoir décrit début février sur une manchette de couverture ce document comme « *la preuve* » de l'implication de M. Waldheim dans des crimes de guerre.

Der Spiegel avait affirmé avoir acquis une copie de ce document pour 50 000 DM (29 500 dollars) d'un intermédiaire qui le tenait de l'historien yougoslave Dusan Plenca. Les parquets de Hambourg et de Belgrade ont ouvert des enquêtes. — *(AFP.)*

Berlin-Ouest

Des milliers de dossiers nazis volés

Le porte-parole de la mission militaire américaine à Berlin, M. Thomas A. Homan, a confirmé, le dimanche 14 février, que quelque quatre-vingt mille documents archivés au Centre des documents de Berlin et portant sur de hauts dignitaires nazis ont été volés ces dernières années. Le Centre d'archivage, administré par les Américains depuis la seconde guerre mondiale, abrite les archives les plus importantes sur l'époque nationale socialiste.

Le quotidien *Berliner Morgenpost* avait affirmé que ces dossiers avaient été volés par « *un gang hautement organisé* » qui a recueilli des sommes gigantesques « *en faisant chanter des personnalités de haut rang qui désiraient garder leur passé nazi dans l'ombre* ».

M. Homan a précisé que les Américains collaboraient à l'enquête ouverte par le parquet de Berlin sur la disparition de ces dossiers, ajoutant que la mission américaine « *prenait ses responsabilités très au sérieux* ». Le porte-parole s'est cependant refusé à tout commentaire concernant les autres affirmations du *Berliner Morgenpost*, qui indique notamment qu'un directeur adjoint du Centre et plusieurs autres collaborateurs seraient soupçonnés. — *(AFP, UPI, Reuter.)*

Voyage en Estonie nationaliste

(Suite de la première page.)

Hubert Jacobs et le « pasteur » Rein Mets sont d'anciens baptistes en rupture de ban pour cause d'opinions politiques incompatibles avec les activités de l'Eglise officielle. En novembre dernier, ils ont signé un appel à MM. Reagan et Gorbatchev, la « charte 87 », demandant pour toutes les congrégations le droit à l'émigration et annonçant qu'ils renonçaient à la citoyenneté soviétique. La charte, affirment-ils, compte deux cent trente-deux signataires.

Pour folklorique qu'elle soit, l'Eglise du Nouveau Monde, où l'on ne parle qu'estonien et qui n'accepte que des Estoniens (« *Si un Russe veut venir parmi nous, on veut bien prier pour lui, mais on ne l'acceptera pas* »), inquiète en tout cas suffisamment les autorités pour que pratiquement chaque membre de la communauté ait eu maille à partir avec la police, le KGB, voire les hôpitaux psychiatriques. Le « pasteur » affirme avoir reçu l'ordre du KGB, la semaine dernière, de se préparer à quitter le pays dans les sept jours.

Une telle menace vient d'être mise à exécution pour deux membres d'un autre groupe, le Parti pour l'indépendance nationale de l'Estonie, MM. Vello Väärtnou, trente-six ans, et Eke-Pärt Nomm, vingt-deux ans. Le jeudi 11 février, M. Vello Väärtnou nous racontait, dans un appartement de Tallin, que le KGB lui avait donné le choix, le 4 février, entre « *partir pour l'Est ou partir pour l'Ouest* » — sous-entendu le goulag ou l'émigration. Jeudi soir, il prenait l'avion pour Moscou avec Eke-Pärt Nomm. Samedi soir, ils arrivaient à Stockholm par un vol d'Aeroflot.

Contre-offensive

Surprises, le 23 août dernier, par les manifestations qui ont marqué dans les trois capitales baltes l'anniversaire du pacte germano-soviétique de 1939, les autorités ont visiblement décidé d'employer dorénavant la manière forte. Le 17 novembre, un déploiement policier sans précédent à Riga empêchait les Lettons de célébrer l'anniversaire de « leur » indépendance. Le 2 février à Tartou, petite ville universitaire d'Estonie, un autre anniversaire historique se heurtait à des forces de l'ordre équipées de casques et de boucliers, du jamais vu en Union soviétique. De toute évidence, pourtant, le mal s'étend.

La police politique espère sans doute neutraliser le noyau des militants actifs en les forçant à émigrer, en les arrêtant sous divers prétextes ou en les harcelant. En Estonie, les plus visés sont les membres du « groupe pour la publication de l'accord Molotov-von Riffentrop » de 1939 (dont un protocole secret faisait passer les républiques baltes dans la zone d'influence soviétique) et les membres du Parti pour l'indépendance nationale, fondé le 21 janvier. En Lituanie, ce sont souvent des militants catholiques ; en Lettonie, ce sont les membres du groupe de surveillance des accords d'Helsinki.

Parallèlement, le Parti communiste tente une contre-offensive pour éviter que ce noyau ne fasse tache d'huile. Responsables, membres de l'intelligentsia officielle, journalistes, ont entamé une analyse du phénomène nationaliste, qu'ils attribuent, selon les tendances politiques, à l'influence des « *ennemis du socialisme* » — c'est notamment le point de vue du chef du KGB, M. Viktor Tcherbrikov et du chef de l'Etat, M. Andreï Gromyko, qui a fait un voyage officiel en Lituanie début février, — aux effets négatifs des années du brejnévisme ou encore aux mauvaises conditions socio-économiques. Le comité central du Parti communiste d'Estonie, au cours d'un plénum dont la *Pravda* a rendu compte le 22 février, a limogé le secrétaire à l'idéologie, M. R. Ristlann, pour n'avoir pas su mener à bien l'action idéologique et l'« *éducation internationaliste* ». Le comité central estonien a également décidé de créer une section de contre-propagande et des relations entre nationalités.



Maîtriser l'immigration

Au cours d'une table ronde organisée la semaine dernière par l'agence Novosti pour une quinzaine de correspondants étrangers, plusieurs intellectuels et responsables officiels baltes ont montré que leurs préoccupations ne s'arrêtaient pas aux manifestations d'« extrémisme ». Les représentants estoniens, en particulier, ont exprimé une réelle inquiétude face à la régression quantitative constante de leur population, confrontée à l'immigration russe. En 1939, les Estoniens formaient 92 % de la population de la république; cette proportion est passée à 74 % en 1959, pour descendre à 61 % l'an dernier.

Tout en se défendant officiellement d'avoir en affaire à une immigration délibérée, à des fins de « *russification* » de l'Estonie, ces intellectuels disent clairement aujourd'hui, comme l'économiste Arvo Kuddo, que le mouvement doit être « *maîtrisé* ». Car, si le flux d'immigration s'est ralenti, le niveau de vie relativement plus élevé des républiques baltes par rapport au reste de l'URSS constitue encore un attrait.

Des mesures récentes ont donc été prises pour favoriser la pratique de l'estonien, y compris par les non-Estoniens, pour encourager la natalité et même pour freiner l'immigration. Ainsi, toute entreprise souhaitant employer un non-Estonien devra désormais payer aux pouvoirs locaux la somme de 16 000 roubles (1 600 F au cours officiel), théoriquement pour aider les autorités locales à financer son logement, puisque tout travailleur a droit à un appartement. Parallèlement, l'idée d'une plus large autonomie économique des républiques baltes, dont les résultats sont meilleurs que la moyenne des républiques soviétiques, fait son chemin. Un économiste estonien, M. Otsasson, proposait, la semaine dernière, dans les colonnes de la *Pravda*, que l'Etat soviétique rende aux républiques baltes les commandes des secteurs de production destinés à la consommation locale, comme l'industrie légère, et que les recettes des budgets locaux soient établies en fonction des résultats économiques des républiques. C'est peut-être le prix que Moscou devra commencer par payer pour calmer les esprits dans les républiques baltes.

SYLVIE KAUFFMANN.

Au cœur des enjeux entre l'Allemagne et la Russie

Les trois Etats baltes (Estonie, Lituanie et Lettonie) n'ont cessé d'être l'enjeu de rivalités entre Allemands, Russes et Polonais. Avec le troisième partage de la Pologne de 1795, ils sont passés sous l'influence russe, mais la première guerre mondiale y ramène les Allemands. Ceux-ci voient leur position consolidée par le traité de Brest-Litovsk, par lequel Lénine cède de vastes portions de l'empire des tsars, mais la défaite allemande et la conscience du danger bolchevique permettent aux pays baltes de se constituer en républiques, avec l'accord des gouvernements occidentaux. A partir de 1920, leur indépendance sera reconnue par les grandes puissances, puis par la Société des nations.

En août 1939, le pacte germano-soviétique attribue, dans un protocole secret, l'Estonie et la Lettonie à la « zone d'influence » soviétique, et la Lituanie y sera ajoutée un mois plus tard. En juin 1940, les trois Etats baltes sont occupés par l'armée rouge. L'incorporation officielle à l'URSS, proclamée en août 1940, est confirmée en 1944 après la contre-attaque soviétique contre les Allemands.

Europe

ESPAGNE

L'ETA accuse le gouvernement espagnol de rendre impossible la trêve

MADRID
de notre correspondant

Un pas en avant, un pas en arrière : deux semaines à peine après son offre d'une « trêve » de soixante jours, l'ETA militaire a rendu public, le lundi 15 février, un nouveau communiqué destiné à tempérer l'optimisme, apparemment prématuré, qui prévalait à Madrid.

« La trêve n'est pas en vigueur parce qu'il n'y a pas eu de réponse adéquate aux requêtes préalables que nous avions formulées », souligne le texte. Les indépendantistes affirment qu'ils attendent une *« réunion préalable »* avec des représentants du gouvernement, *« dont le résultat déterminera le commencement ou non de la trêve »*. Le communiqué fait allusion à ce sujet à une rencontre apparemment prévue le 7 février, mais qui *« n'a pas pu avoir lieu en raison de la continuelle attitude dilatoire de la partie espagnole »*.

Le texte prétend déjouer une *« manœuvre d'intoxication du gouvernement espagnol »*, qui consisterait à considérer que la trêve est implicitement entrée en vigueur dès la publication du premier communiqué de l'ETA. Il n'en reste pas moins – et c'est là le plus important – que cette thèse avait été également défendue, et de manière publique, par certains membres de la coalition Herri Batasuna, proche de l'ETA. Ce qui confirme l'existence de sérieuses divisions dans le camp des indépendantistes, les plus intransigeants semblant à nouveau imposer leurs vues avec ce nouveau communiqué.

Dans ces conditions, *« tous les fronts restent ouverts »*, conclut d'ailleurs le texte : une formule qui laisse planer la menace de nouveaux attentats, bien qu'aucun n'ait encore eu lieu depuis la publication du précédent communiqué de l'ETA.

TH. M.

Retenu deux ans dans son pays

Un haut fonctionnaire roumain de l'ONU a pu regagner Genève

M. Liviu Bota, le fonctionnaire roumain des Nations unies qui était retenu contre son gré depuis décembre 1985 en Roumanie, a regagné Genève, où il a été accueilli, vendredi 12 février, par son épouse et par M. Jan Martenson, secrétaire général adjoint des Nations unies.

« Je n'avais rien fait de répréhensible, une erreur a été commise à quelque niveau, a déclaré M. Bota, interrogé sur les raisons de son séjour forcé à Bucarest, *mais tout est bien fini à présent. »*

Les autorités roumaines avaient accusé M. Bota d'« espionnage » au mois de novembre 1986, onze mois après l'avoir rappelé à Bucarest pour « consultation ». Une démission de M. Bota parvenue à l'ONU par l'intermédiaire du gouvernement roumain avait été refusée par le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar. En mai 1986, l'épouse de M. Bota, qui était restée à Genève avec sa fille, avait tenté de mettre fin à ses jours.

M. Bota reprendra ses fonctions de directeur à l'ONU, a indiqué un porte-parole des Nations unies. Il n'occupera toutefois pas le poste de directeur de l'UNIDIR, qui a été pourvu entre-temps.

La Ligue pour la défense des droits de l'homme en Roumanie, basée à Paris, a d'autre part annoncé, dimanche 14 février, que M. Dan Petrescu, l'écrivain dissident roumain arrêté le 5 février après avoir accordé une interview au quotidien français *Libération*, a été libéré.

Selon un porte-parole de la Ligue, M. Petrescu a pu parler samedi à sa famille établie au Pays-Bas, précisant qu'il avait été libéré mercredi 10 février. Il est cependant toujours sous stricte surveillance ; son téléphone est constamment coupé, et son courrier est toujours censuré, a-t-on indiqué de même source.

● **PAYS-BAS : un dirigeant syndical passe de l'autre côté de la barricade...** — Le grand syndicat socialiste néerlandais FNV estime que son président, M. Hans Pont, est passé dans le camp de l'ennemi en acceptant un poste de haut fonctionnaire au ministère de l'intérieur. A compter du 1er octobre, il se retrouvera ainsi face aux représentants des salariés lors de négociations sur le renouvellement des conventions collectives.

La décision de M. Pont, qui dirige la FNV depuis septembre 1985, ne fait qu'ajouter au malaise régnant actuellement au sein du syndicat, qui compte plus d'un million de membres. La FNV a rencontré des difficultés à former un front uni contre la politique d'austérité du gouvernement conservateur et de nombreuses rivalités internes n'ont pas contribué à renforcer sa crédibilité. — *(Corresp.)*

Diplomatie

GRANDE-BRETAGNE : après le sommet de Bruxelles

La presse populaire s'émeut des écarts de langage de M. Jacques Chirac

LONDRES
de notre correspondant

La presse populaire britannique n'a retenu du conseil européen de Bruxelles que l'« *obscénité* » proférée par M. Chirac à l'encontre de Mme Thatcher. Selon la version publiée ici, le premier ministre français a, dans un moment de colère, employé le mot « *couille* ». Sermonné par le chancelier Kohl, il a aussitôt présenté ses excuses. Les diplomates britanniques sont plongés depuis vendredi dans leur dictionnaire français-anglais pour comprendre la signification de ce terme que, apparemment, ils ne connaissaient pas.

L'article consacré par le *Sun*, le lundi 15 février, au sommet de Bruxelles porte exclusivement sur cette grave affaire. Le langage du premier ministre français est qualifié d'« *ordurier* ». Un député britannique conservateur au Parlement européen, M. Edward McMillan, exige, selon le *Sun*, des *« excuses officielles »* et estime que *« ces propos sont scandaleux de la part d'un candidat à la présidence d'un grand pays européen à l'égard de la première femme d'Etat européenne »*.

La presse sérieuse traite l'incident avec plus de décontraction. Le *Sunday Telegraph* raconte comment la sortie de M. Chirac a profondément embarrassé la délégation britannique, incapable de fournir sur-le-champ une traduction à Mme Thatcher. *« Je croyais connaître tous ces mots. Il est vrai que la fréquentation du Quai d'Orsay n'enrichit pas vraiment notre vocabulaire. Cela devait être quelque chose de très paysan »*, remarque honnêtement un membre de l'entourage du premier ministre britannique, cité par ce journal du dimanche.

L'émoi réel suscité en Grande-Bretagne par ce manque de selfcontrol du premier ministre français pourrait, paradoxalement, faciliter la tâche de Mme Thatcher dans les jours qui viennent. La « dame de fer », est la cible, en effet de très vives critiques pour les concessions qu'elle a consenties à Bruxelles.

« C'est une reculade », a déclaré dimanche le leader travailliste, M. Kinnock. *« Mme Thatcher est revenue de Bruxelles tête basse »*, a estimé M. Kaufman, le secrétaire au Foreign Office du « cabinet fantôme ». *« Elle a capitulé face aux agriculteurs français et allemands en échange des promesses habituelles. Elle a voulu bluffer, mais elle a craqué la première »*, a commenté le porte-parole travailliste pour l'Europe.

Ces attaques, après tout normales, de l'opposition travailliste forment un tir croisé avec celles de personnalités conservatrices hostiles à l'intégration européenne. *« Il vient un moment où un premier ministre britannique doit calmement dire : « Non, ça suffit ! » Si la Communauté européenne s'écroule alors, on n'en mourra pas »*, remarque l'une d'entre elles, M. Richard Body, appartenant à la minorité anti-européenne du groupe conservateur aux Communes.

L'épreuve des Communes

Mme Thatcher devrait ainsi, mardi, essuyer un feu roulant de questions désagréables aux Communes. Les commentaires cependant de la presse, mis à part l'incident provoqué par l'écart de langage de M. Chirac, sont cependant plutôt nuancés. M. Kinnock élève moins la voix que ses lieutenants. Il cherche surtout, en fait, à se dédouaner à l'égard de ses électeurs, lesquels sont en général des Européens moins convaincus que lui.

La plupart des éditoriaux rendent hommage à Mme Thatcher pour sa science inattendue du compromis. *« Elle a visiblement eu du mal à présenter l'accord* [de Bruxelles] *à la presse. Elle n'avait pas à être si timide.* [Celui-ci] *pourrait bien constituer la ligne de partage des eaux dans l'histoire de la Communauté et l'est certainement en ce qui concerne le long combat pour mettre en place une politique agricole commune plus raisonnable et plus défendable »*, écrivait, lundi, l'*Independent*. »

DOMINIQUE DHOMBRES.

Les dirigeants agricoles français restent perplexes

Les dirigeants agricoles français ont accueilli sans enthousiasme l'accord conclu le vendredi 12 février à Bruxelles sur le financement de l'agriculture au cours des cinq prochaines années. *« Qu'on le veuille ou non, le conseil s'est engagé dans une maîtrise drastique de la production »*, a indiqué M. Raymond Lacombe, le président de la FNSEA, soulignant toutefois que MM. Mitterrand et Chirac avaient *« résisté au maximum à la « dame de fer »*. A la veille du sommet, M. Lacombe avait reconnu que les agriculteurs étaient *« piégés dans cette affaire européenne »* entre la signature d'un accord qui ne les satisfaisait pas et un échec qui aurait mis la CEE dans une situation bugdétaire critique. Selon lui, il restera désormais au conseil des ministres de l'agriculture des Douze qui se réunira bientôt pour fixer les prix agricoles 1988-1989 à *« corriger l'effet néfaste de cet accord ». « A cette maîtrise drastique de la production, il faudra adjoindre une évolution convenable des prix »*, a conclu M. Lacombe.

De son côté, le président du CNJA, M. Michel Tesseydou, a déclaré qu'il faudrait *« prendre au niveau national des mesures de réduction des charges pour atténuer l'effet de cet accord »*. Un message clair adressé au gouvernement, à l'approche de la conférence agricole annuelle exceptionnelle que le premier ministre a fixée au 25 février. Un milliard de francs pourrait à cette occasion être distribué sous forme d'aides diverses. Si les organisations agricoles ont reconnu qu'*« qu'on a évité le pire »* à Bruxelles, elles ont regretté de n'avoir obtenu aucune garantie sur l'instauration d'une taxe sur les matières grasses végétales et sur le développement des utilisations non alimentaires des produits agricoles (éthanol). Pour M. Louis Perrin, président de l'APCA (Assemblée permanente des chambres d'agriculture), les baisses de prix qui frapperont le premier kilo de céréales au-dessus de 160 millions de tonnes *« posent une nouvelle fois le problème de la rentabilité économique des exploitations et du revenu des agriculteurs »*.

« En accentuant les efforts de réduction des coûts de production et les progrès de productivité, il sera possible de compenser ces baisses de prix », expliquait-on au ministère de l'agriculture, tout en admettant que ce serait *« dur »*.

En RFA, le gouvernement a fait savoir que des aides financières diverses seraient accordées aux agriculteurs, pour un montant évalué à 3,7 milliards de francs environ.

Selon le « Sunday Times »

La Grande-Bretagne pourrait accueillir de nouveaux bombardiers nucléaires américains

LONDRES
de notre correspondant

Mme Thatcher serait prête à accueillir en Grande-Bretagne entre quarante et soixante bombardiers nucléaires américains F-111 supplémentaires pour contrebalancer le retrait d'Europe occidentale des Pershing-2 et des missiles de croisière, affirmait, le dimanche 14 février, le *Sunday Times*.

Les Etats-Unis s'efforcent, depuis plusieurs semaines, de convaincre Mme Thatcher que la sécurité britannique sera assurée aussi efficacement que par le passé lorsque entrera en vigueur le traité éliminant les euromissiles signé en décembre dernier à Washington par MM. Reagan et Gorbatchev.

La « dame de fer », pour sa part, n'a pas oublié comment toute la défense nucléaire de l'OTAN a été, un moment, sur la table de négociations lors du sommet avorté de Reykjavik sans qu'aucun des alliés de Washington — pas même elle — n'ait été consulté...

Il est de notoriété publique que Mme Thatcher souhaite donc des gestes concrets prouvant la volonté des Etats-Unis de ne pas abaisser leur garde en Europe occidentale. L'accroissement du nombre de bombardiers F-111 stationnés en Grande-Bretagne sur les bases de Upper-Heyford et de Lakenheath pourrait être l'un d'entre eux.

Selon le *Sunday Times*, il s'agirait d'ajouter une quarantaine ou une soixantaine de F-111 aux cent cinquante déjà déployés. Ces appareils supplémentaires emporteraient des bombes nucléaires destinées à être larguées sur leur cible. Ils pourraient être, à l'avenir, équipés de missiles de croisière à tête nucléaire, lesquels effectueraient ainsi une partie du chemin. Dans tous les cas de figure, ces F-111 ne sont pas capables d'atteindre Moscou.

Le *Sunday Times* croit savoir que Mme Thatcher est totalement décidée et que la décision formelle du cabinet, qui doit être prise collectivement, ne posera pas de problème. Ces F-111 seraient prélevés sur les appareils déployés aux Etats-Unis par le commandement stratégique aérien américain.

D. Dh.

● **Sir Geoffrey Howe à Moscou.** — Le secrétaire au Foreign Office a quitté Londres, le 14 février, pour une visite officielle de trois jours en Union soviétique, qui répond à celle faite en Grande-Bretagne par M. Edouard Chevardnadze, en juillet 1986.

Sir Geoffrey rappellera aux dirigeants soviétiques la position britannique sur l'après-INF. Cette visite, survenant au lendemain de la déclaration du numéro un soviétique sur un calendrier de retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, est *« particulièrement opportune »*, note-t-on à Whitehall. — *(AFP.)*

● **Le SS-20 à la télévision soviétique.** — Un missile soviétique SS-20, destiné à être prochainement détruit suite à l'accord américano-soviétique sur les missiles à moyenne portée, a été filmé pour la première fois le samedi 13 février par des équipes de télévision d'Europe de l'Est.

Lors de la diffusion du document par la télévision soviétique, un commentateur a déclaré que ces journaliste avaient demandé à visiter la base, dont la localisation n'a pas été précisée et y ont vu plusieurs missiles.

Le commentateur a également montré plusieurs copies de photos de la base de missiles prises par des satellites américains.

Asie

THAILANDE

Bangkok reconnaît la perte d'un deuxième avion sur la frontière avec le Laos

Les forces antiaériennes laotiennes ont abattu, le samedi 13 février, un avion de reconnaissance thaïlandais du type américain OV-10 au-dessus de la zone frontalière que se disputent la Thaïlande et le Laos, a annoncé, dimanche, le commandant en chef des forces aériennes thaïlandaises. Les deux membres de l'équipage ont pu sauter en parachute. Des recherches ont été entreprises afin de retrouver l'appareil, près de la zone frontalière de 75 kilomètres carré, à 450 kilomètres au nord de Bangkok, qui fait l'objet du conflit entre la Thaïlande et le Laos depuis le 15 décembre dernier (*le Monde* du 10 février). Il s'agit du deuxième avion dont les autorités thaïlandaises reconnaissent la perte depuis le début du conflit.

D'autre part, la radio thaïlandaise a affirmé, dimanche, que les pertes thaïlandaises depuis le début du conflit s'élevaient à cent morts et blessés. *« Au moins quatre cents soldats laotiens et « étrangers » ont été tués et au moins six cents blessés ont été hospitalisés à Sayaboury et à Vientiane »*, selon la même source.

On estime que quarante mille à cinquante mille militaires vietnamiens sont stationnés au Laos, mais Hanoï et Vientiane ont démenti qu'ils étaient engagés dans les combats à la frontière thaïlandaise.

INDE

Important remaniement du gouvernement

NEW-DELHI
de notre correspondant

M. Rajiv Gandhi a procédé, le dimanche 14 février, à un remaniement du gouvernement affectant une quinzaine de portefeuilles, ainsi qu'à des changements à la tête de plusieurs Etats (postes de gouverneurs et de chefs ministres). Attendu depuis plusieurs mois, ce mouvement ministériel est dans l'ensemble plus technique que politique, les ministères les plus importants (intérieur, défense, affaires étrangères et finances) n'étant concernés, pour trois d'entre eux, qu'au niveau des secrétaires d'Etat.

Le premier ministre s'est dessaisi de certains dossiers, mais conserve la haute main sur des secteurs importants comme les affaires étrangères, les sciences et la technologie, l'énergie atomique et l'espace. Ce remaniement, notamment destiné à pourvoir certains portefeuilles sans titulaire depuis plusieurs mois (le cabinet passe de 47 à 60 membres), devenait urgent : la session budgétaire du Parlement commence le 22 février et, pendant trois mois, il aurait été impossible de bouleverser la composition du gouvernement. Ces changements sont également opérés en prévision des élections générales de 1989, mais leur caractère politique relativement limité montre que le Parti du Congrès-I et son président, M. Gandhi, ont repris confiance depuis les victoires du parti majoritaire lors des élections locales du Tripura et du Meghalaya.

Les treize nouveaux ministres sont en majorité des hommes d'expérience et peu suspects de sympathie à l'égard de M. V. P. Singh, ancien ministre des finances et de la défense, et principal adversaire de M. Gandhi. Le premier ministre a, d'autre part, renoncé à promouvoir de jeunes technocrates (les *computer boys*) en accord avec sa propre idée de l'avenir, mais dépourvus de bases électorales.

Cette reprise en main s'accompagne de décisions plus significatives au niveau de plusieurs Etats. Deux chefs ministres (M. Bindeshwari Dubey au Bihar et M. Moti Lal Vora au Madhya-Pradesh) font leur entrée au gouvernement et sont remplacés comme chefs ministres par M. Bhagwat Jha Azad (Bihar) et Arjun Singh (Madhya Pradesh). Le chef ministre du Rajasthan avait été remplacé le mois dernier. Des mesures analogues devraient intervenir sous peu dans au moins deux autres Etats, l'Orissa et le Gujarat. Cinq nouveaux gouverneurs d'Etat ont d'autre part été nommés : Mme Ram Dulari Sinha dans le Kerala (Etat à majorité communiste), M. Hari Anand Barari dans l'Haryana (où le Congrès-I a subi une cuisante défaite électorale en juin dernier), MM. Brahmanand Reddy dans le Maharastra (l'ancien gouverneur, M. Shankar Sharma, a été nommé vice-président de l'Inde il y a deux mois), Sukhdev Prasad dans le Rajasthan, Govind Narain Singh dans le Bihar. Le président titulaire du poste de gouverneur dans le Bihar, M. Venhatasubbiah, a été nommé gouverneur du Karnataka.

LAURENT ZECCHINI.

● **INDONÉSIE : nouveau chef des forces armées.** — Le président Suharto, qui brigue un nouveau mandat de cinq ans et devrait être réélu à la tête de l'Etat le 11 mars prochain en sa qualité de candidat unique, a nommé, mercredi 10 février, un nouveau commandant en chef des forces armées en remplacement du très influent général Benny Murdani, âgé de cinquante-cinq ans, qui occupait le poste depuis 1983. Il s'agit du général Try Sutrino, cinquante-deux ans, chef d'état-major de l'armée de terre, présenté comme un poulain du chef de l'Etat. — *(AFP.)*

CORRESPONDANCE

AUSTRALIE

Canberra n'établira pas de « relations formelles » avec l'Afghanistan et le Cambodge

A la suite de la publication dans *le Monde* daté 24-25 janvier d'une information de l'AFP selon laquelle l'Australie avait décidé de reconnaître les régimes de Phnom-Penh et de Kaboul, nous avons reçu de M. Pocock, ambassadeur d'Australie à Paris, la lettre suivante :

« Je me permets de vous signaler une erreur d'interprétation de la part de l'AFP des propos tenus récemment par le premier ministre au sujet de la nouvelle politique australienne de reconnaissance des Etats. Dans sa déclaration du 22 janvier, M. Hawke a précisé que l'Australie, tout comme la France, reconnaîtrait désormais les Etats plutôt que, comme par le passé, les régimes politiques (...).

» Je précise cependant que, en annonçant cette nouvelle politique, le ministre des affaires étrangères et du commerce a annoncé que l'Australie ne ferait aucune démarche pour établir des relations formelles avec l'Afghanistan ou le Kampuchéa (Cambodge). »

هكذا من الأصل

natie

près le sommet de Bruxelles

ulaire s'émeut
de M. Jacques Chirac

Selon le « S...

La Grande-Bretagne pourrait accu...
de nouveaux bombardiers nucléaires...

CORRESPONDANCE

on devient
d'Israël à Paris

SOFFER
ANT NOIR



Politique

La campagne pour l'élection présidentielle

M. Raymond Barre semble préserver ses forces

M. Raymond Barre a achevé, le dimanche soir 14 février, par l'émission de TF 1 « Questions à domicile » une semaine de forte présence qu'il avait entamée, le 8 février, par sa déclaration officielle de candidature.

Son objectif était de réapparaître comme le candidat naturel de la droite face à M. Mitterrand et pour cela de rattraper le léger retard concédé au premier ministre dans les intentions de vote telles qu'elles ressortent des enquêtes d'opinion.

Tout se passe cependant comme si M. Barre faisait délibérément l'impasse sur le premier tour du scrutin et la primaire qui l'oppose à M. Chirac pour « se positionner » dès maintenant pour le second tour et le combat qu'il espère mener, au centre, face à M. François Mitterrand.

Après avoir reçu samedi, à l'occasion d'un conseil national élargi, le soutien tardif mais enthousiaste de l'UDF, l'ancien premier ministre a fait part sur TF 1 de sa *« détermination »*. Il a refusé de critiquer nommément M. Jacques Chirac et sa gestion, mais il a souligné, notamment en matière économique, ce qui fonde à ses yeux sa propre originalité. C'est ainsi qu'il a daté l'amorce du redressement économique non pas du mois de mars 1986, mais du tournant socialiste de 1983.

C'est ainsi également que, confronté à M. Michel Delebarre, ancien ministre socialiste du travail, qui était l'invité-surprise de l'émission, il a laissé, sans réagir, ce dernier souligner que, depuis mars 1986, la France a manqué d'un traitement économique du chômage et d'une ambition industrielle fondée sur l'investissement, la recherche et la formation.

Soucieux de donner de lui-même une image d'authenticité, propre selon lui à le distinguer de MM. Mitterrand et Chirac, M. Barre a plaidé pour une société *« ouverte et pluraliste »* et souhaité que la majorité sache s'ouvrir au lendemain de l'élection présidentielle, cette ouverture ne devant pas se faire selon lui en direction d'un mouvement, le Front national, qui véhicule des thèses qu'il condamne.

« Je suis déterminé »

assure l'ancien premier ministre sur TF 1

« *Je ne suis pas optimiste, je suis déterminé.* » Tel est le message essentiel que M. Raymond Barre a voulu faire passer à l'occasion de sa seconde participation à l'émission politique de TF 1 « Questions à domicile » le dimanche 14 février, qui avait pour cadre les bureaux de son état-major de campagne. « *La tortue, elle va son chemin,* a-t-il lancé. *Je n'arrête pas mon comportement en fonction de ce qui se passe ici et là. Ce n'est pas de la confiance en moi-même. C'est de la détemination. Je sais très bien quels sont les obstacles multiples qui se trouvent sur ma route. Je sais très bien que je ne suis pas un candidat comme les autres. Je sais que je n'ai pas derrière moi un fort parti politique. En revanche, je sais qu'il y a des hommes et des femmes qui me soutiennent, qui le font avec un grand dévouement C'est cela qui me touche le plus.* »

Interrogé sur les conditions matérielles de sa campagne, l'ancien premier ministre a réaffirmé que, « *par les temps difficiles que traverse la France* », il a bien l'intention de mener « *une campagne sobre* », de « *ne pas exagérer en matière d'affichage et de publicité* » afin de rester dans les limites financières désormais imparties par la loi, soit environ 120 millions de francs. Il veut « *travailler à l'économie* ».

Quant à son attitude personnelle, à son manque de « modernisme » que les Français semblent lui reprocher, il a répondu qu'il n'a point l'envie « *de se mettre des plumes partout* » ou de « *se promener en tee-shirt avec dessus . I like Barre* ». « *Rien n'est plus dangereux,* a-t-il expliqué, *que de paraître et de ne pas être. Car on peut paraître pendant quelque temps et le moment vient où la réalité éclate. Si l'on prend des libertés avec les réalités, tôt ou tard vos apparences vous suivent.* » Faisant de l'« *authenticité* » et de la « *crédibilité* » les deux principes majeurs de son attitude, M. Barre a relevé par la suite . « *Personne ne pourra m'accuser d'avoir changé constamment de position. Je n'ai pas l'intention d'aller faire le procès des uns et des autres. Je ne suis pas un homme de virevoltes. Je ne vais pas demain faire le contraire de ce que j'ai dit.* »

Ainsi, refusant de commenter les mérites que ses concurrents « *s'attribuent* », l'ancien premier ministre a donné sa propre définition du slogan « *Barre confiance* » : « *Confiance pour faire en sorte que la France puisse reprendre son chemin sur la voie de la prospérité et surtout sur la voie de la grandeur.* » « *Qu'est-ce qui fait la force de l'Allemagne,* s'est-il encore interrogé ; *c'est son économie et son deutschemark. C'est l'infrastructure, comme disait Marx, et de ce point de vue je suis marxiste. Mais l'économie n'est pas une fin en soi. Pour la France, c'est l'ambition nationale.* »

M. Barre a ensuite présenté « *ses différences* », conscient toutefois qu'il est normal que les Français aient du mal à faire la distinction entre M. Jacques Chirac et lui-même puisqu'au bout du compte tous deux « *sont dans la même majorité et partagent les mêmes valeurs* » ils sont partisans d'une « société non socialiste »

Respecter les traditions républicaines

Revenant sur la période actuelle de cohabitation, M. Barre a relevé que, « *depuis quelques jours, M. Chirac est contre la cohabitation* », déclarant que « *c'était un mal nécessaire* » ce que lui-même, personnellement, ne cessait de répéter. Il a critiqué au passage le refus de M. Bernard Pons d'accompagner le chef de l'Etat lors de son dernier voyage à la Réunion . « *Ou bien on rompt,* a-t-il noté, *ou bien on collabore. Si on collabore, il faut évidemment respecter les traditions républicaines.* »

Il n'a pas manqué non plus d'insister sur les avantages qu'avait personnellement retirés M. Mitterrand de cet épisode constitutionnel : « *M. Mitterrand,* a-t-il ironisé, *a procédé très intelligemment dans un comportement non inerte. Il engrange tout ce qui est positif et laisse aux autres tout ce qui est négatif. Sa grande force, ce sont les apparences. Alors qu'en réalité il s'est trouvé en situation d'avaler des couleuvres qui dans certains cas n'étaient pas appétissantes.* » « *Sur le fond,* a-t-il conclu sur ce point, *je crois que les Français souhaitent vraiment que nous revenions aux principes de base de la V[e] République.* »

Sur le plan économique, M. Barre a estimé, que si le pays n'est pas en déclin, il « *a pris du retard* » « *Il est possible,* a-t-il souligné, *de faire une autre politique économique fondée sur la liberté des entreprises, l'investissement, la recherche, la formation des hommes.* » « *C'est ce que j'aurai souhaité que le gouvernement puisse faire,* a-t-il dit, en relevant que la France est le seul pays européen à avoir perdu des emplois depuis 1983.

Concernant les privatisations, M. Barre s'est dit favorable à leur poursuite et a même regretté que, depuis mars 1986, les choses n'aient pas été plus rondement menées. « *Par rapport à 1982,* a-t-il noté, *il y a beaucoup de grandes entreprises qui ne sont pas encore privatisées, alors qu'on aurait très bien pu concevoir que l'on remette la situation au niveau de 1981.* » Une nécessité qui maintenant s'impose d'autant plus « *en prévision du grand marché unique européen de 1992* »

En matière de politique fiscale, il a souhaité que l'on abandonne « *la politique de l'autruche* », « *que l'on cesse de prendre des mesures fiscales pointillistes pour mettre enfin sur la table l'ensemble du système fiscal français* »

Ouvrir la majorité

M. Barre n'a pas vraiment approuvé l'idée de M. Chirac d'un réforme sur le code de nationalité, précisant n'y voir « *nul inconvénient* », mais préférant, pour ce type de référendum, la voie parlementaire ; il s'est félicité du récent accord européen obtenu à Bruxelles, même si, évoquant le cas des agriculteurs, il a affirmé : « *Il ne faut pas croire que l'on puisse désormais se reposer sur un mol oreiller parce qu'il y a pendant cinq ans un bon financement.* »

Revenant sur l'insistance de M. Delebarre à des questions plus politiques, M. Barre a affirmé qu'il n'a, pour l'heure, aucune raison de douter des engagements de bonne conduite pris au sein de la majorité. Ne voulant pas préjuger de « *la loyauté* » de M. François Léotard ni de celle de M. Chirac, le député du Rhône s'est dit convaincu que la majorité ne peut pas revivre l'expérience de 1981 « *Il y a des différences dans la majorité,* a-t-il expliqué, *mais il y a une volonté de gouverner ensemble demain derrière le président élu.* »

S'il reste partisan d'une dissolution de l'Assemblée nationale, « *ce n'est pas du tout,* a-t-il dit, *par défiance à l'égard des membres de l'actuelle majorité* », mais plutôt parce qu'il souhaite « *que cette majorité puisse être plus large et plus consistante qu'elle ne l'était en 1986 et qu'elle puisse s'ouvrir vers ceux qui seraient d'accord sur une politique dont les orientations seraient claires et qui servirait d'une manière objective les intérêts du pays* »

A plusieurs reprises, M. Barre a été interrogé sur ses rapports avec le Front national. « *Pourriez-vous assurer,* lui fut-il demandé, *que jamais vous ne prendriez une formation politique qui véhicule des thèses avec lesquelles vous êtes en désaccord ?* » « *Cela va tellement de soi,* a répondu M. Barre, *mais je vous dirai que cela va mieux en le disant. Alors je le dis.* »

A M. Delebarre, qui revenait sur le même sujet, il a encore répondu qu'il ne souhaitait pas que la majorité, s'il était élu, « *s'ouvre vers ceux qui, avec des conceptions très particulières diraient Barre confiance.* »

Interrogé sur le comportement dans leur région de ses amis MM. Jean-Claude Gaudin et Jacques Blanc, il les a défendus en notant qu'« *ils n'avaient en rien compromis sur les idées essentielles qui inspirent leur action* » et que « *s'ils avaient passé un accord en acceptant les thèses du Front national* », il aurait été « *le premier à le regretter* » Plus généralement, M. Barre a rappelé son attitude « *Je ne négocie avec personne. En revanche, je dis ce que je pense et je dis ce que je ferai. Et c'est à partir de là que je demande aux autres de se déterminer* »

En conclusion, M. Barre a terminé l'émission par cette profession de foi électorale . « *La France doit prendre un nouveau départ. Nous devons nous engager dans une voie nouvelle vers une société ouverte et solidaire, économiquement solide, à haut niveau d'emplois et de salaires, à monnaie forte.* »

Les comités de soutien (suite)

L'état-major de M. Raymond Barre a publié une nouvelle liste de comités de soutien départementaux.

Loire-Atlantique. - Coprésidents M. Charles de Cosse-Brissac, sénateur (RI), président du conseil général, et M[me] Monique Papon, député (CDS).

Eure-et-Loir. - Président : M. Maurice Dousset, député (PR).

Loire. · Coprésidents : MM. Pascal Clément, député (PR), François Dubanchet, maire de Saint-Étienne (CDS), Michel Durafour, sénateur (Gauche démocratique).

Hautes-Alpes. — Président : M. Pierre Bernard-Reymond, député (CDS).

Aveyron. — Président : M. Jean Puech, sénateur (RI), président du conseil général.

Guyane. — Président . M. Claude Ho A Chuck, conseiller régional (UDF).

● **Le financement de la campagne, selon M[me] Beaux.** — La campagne présidentielle de M. Raymond Barre est *« volontairement très sobre »*, a expliqué, le samedi 13 février dans *Libération*, M[me] Gilberte Beaux, chargée de la trésorerie du candidat de l'UDF. Administrateur de la Générale occidentale, M[me] Beaux a expliqué que *« chez Barre, avec mon petit côté rapia, nous faisons moins que les autres »*

● **Une majorité de Français souhaitent un président de droite, selon la SOFRES.** - 52 % des Français souhaitent l'élection du candidat de la majorité au second tour de la consultation présidentielle Seulement 48 % des personnes interrogées souhaitent la victoire du candidat socialiste à l'élection présidentielle, selon le sondage réalisé par la SOFRES du 1[er] au 3 février auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes et publié le 15 février dans *le Point*.

A deux vitesses

COMMENT changer sans avoir l'air de changer ? Comment se nourrir de la confiance des Français sans désespérer définitivement les militants ? Comment, autrement dit, s'adapter au terrain chaotique de la campagne tout en préservant l'illusion de demeurer imperturbable ?

Dans cette période plutôt délicate qu'il traverse, c'est bien à ce véritable dilemme que M. Raymond Barre paraît confronté: Dans une navigation moins aisée qu'il ne le pensait, le voici donc tout à la fois contraint de garder son cap et de tirer de plus en plus des bords pour éviter la houle des mauvais sondages et surmonter le refroidissement « microcosmien ».

Bref, et bien qu'il s'en défende toujours, voilà M. Barre contraint, à son tour, de composer. Tout se passe aujourd'hui comme s'il y avait maintenant un Barre à deux vitesses, comme en témoigne le déroulement de ce week-end.

Il y a eu le Barre du samedi, acceptant, pour la première fois, de participer à un conseil politique de l'UDF, multipliant les civilités à l'égard de ses dirigeants et pratiquant même, pour finir le pardon des offenses. Presque point par point, il a répondu aux exigences du fameux « carré magique » dessiné par M. François Léotard en réaffirmant son souci de ne pas faire le procès des deux années de cohabitation, en admettant même — chose nouvelle dans sa bouche — que la décision de cohabiter ou de ne pas cohabiter en mars 1986 relevait de *« deux interprétations »* permises *« par la lettre de la Constitution »*, et en demandant enfin à tous de veiller *« à ne pas attaquer les alliés de la majorité »*. Un Barre oecuménique à souhait, ajoutant en dernière minute à son discours le *« j'ai besoin de vous »* que chacun, dans la salle, attendait, et que jusqu'alors l'ancien premier ministre n'avait prononcé qu'une seule fois, l'été dernier, devant les jeunes centristes rassemblées à Hourtin

Mais il y a eu aussi le Barre du dimanche soir, celui soucieux de présenter une image plus avenante en tout cas plus décontractée, mais surtout attaché sur le fond à faire valoir ses différences, en se plaçant délibérément dans la position de l'homme seul. *« J'ai besoin de vous »*, disait-il samedi. *« Je ne négocie avec personne, je ne demande à personne un soutien »* a-t-il fait valoir le lendemain. Subtilement, trop subtilement sans doute, l'ancien premier ministre a voulu, une fois de plus, se présenter comme un *« candidat pas comme les autres »*, dont le triple principe *« de détermination »*, *« d'authenticité »* et *« de crédibilité »* suffirait déjà amplement à le distinguer de ses principaux concurrents.

En relevant avec insistance que la France avait été, en Europe, le seul pays à connaître un déficit d'emplois depuis 1983, en regrettant que les privatisations n'aient pas connu, depuis mars 1986, un rythme plus soutenu, en dénonçant le régime fiscal à la petite semaine en ne jugeant pas utile de relever la dénonciation faite par M. Michel Delebarre de la politique du traitement exclusivement social du chômage engagée par M. Chirac, on aura pu juger que, décidément, l'ancien premeir ministre fait, en réalité, très peu de cas du bilan du gouvernement de M. Chirac

Quel est donc le vrai Raymond Barre ? Celui qui fait des *« mamours »* aux partis politiques ou celui qui se contente, le lendemain, de se prévaloir de la confiance des Français ? Celui qui met un mouchoir sur ses états d'âme ou celui qui les agite devant le taureau du RPR ? M. Barre cherche aujourd'hui à naviguer au plus près. Les Français risquent d'être désorientés par ce pas de deux. Les semaines qui viennent, a-t-il fait valoir samedi, *ne sont « qu'une mise en train »* en attendant que M. Mitterrand se déclare. Des semaines qui seront, en tout cas, longues à passer pour l'ancien premier ministre

DANIEL CARTON

PROPOS ET DÉBATS

M. Pons
Comparaisons

M. Bernard Pons, ministre des DOM-TOM, qui était, le dimanche 14 février, l'invité du « Forum » de RMC, a notamment déclaré, à propos de la rivalité entre MM. Barre et Chirac : *« Le style Barre, c'est celui d'un homme assez froid, qui a voulu se donner une image de rigueur ; c'est un homme assez secret et qui [...] prend souvent des décisions seul. Il ne consulte pas souvent autour de lui. [...] Jacques Chirac a une panoplie beaucoup plus large que M. Barre, et il a toujours travaillé en équipe [...]. C'est un homme qui est ouvert, très tolérant et d'une fidélité en amitié qui est quelquefois un petit peu coupable tant sa fidélité est grande. »*

M. Pons a répliqué, d'autre part, aux propos tenus par M. Mitterrand, à son sujet, au cours du récent voyage présidentiel à la Réunion. Il a notamment justifié son refus d'accompagner le président de la République dans l'océan Indien en disant qu'il n'avait pas voulu lui *« servir de caution [...] alors que, entre 1981 et 1986, il n'a rien fait pour l'outre-mer et laissé l'outre-mer dans un état d'abandon total »*.

M. Aurillac
Aucun état d'âme

M. Michel Aurillac, ministre de la coopération qui était, le dimanche 14 février l'invité du « Grand Jury RTL-*le Monde* » a notamment déclaré, en réponse aux questions sur les relations entre le RPR et l'UDF . *« Si nos efforts, et surtout la capacité de persuasion de Jacques Chirac, ne devaient pas donner le résultat que nous attendons, nous n'aurions aucun état d'âme pour nous reporter sur Raymond Barre [...]. Je trouve que le programme de M. Barre est très proche du nôtre et qu'il sera relativement difficile aux électeurs de la majorité de se déterminer sur les programmes. Le bilan nous étant commun, il nous sera naturellement difficile de nous séparer sur ce bilan. Il reste la personnalité du candidat. [...] Par ailleurs, dans une campagne électorale je ne crois pas au débauchage [...]. Quoi qu'il en soit, Raymond Barre et Jacques Chirac ne sont pas le produit d'un clonage. »*

M. Delebarre
Seul

« Si Raymond Barre éprouve le besoin de lancer un appel, c'est qu'il se sent vraiment seul », a affirmé, le samedi 13 février, à Bayonne, M. Michel Delebarre, ancien ministre socialiste. *« Et je le comprends quand je regarde de quelle manière Léotard le soutient. Léotard, c'est le tabouret qui soutient le pendu. Raymond Barre s'aperçoit qu'il fléchit et lance un appel pour que tout le monde le supporte. »*

M. Schwartzenberg
Décaféiné

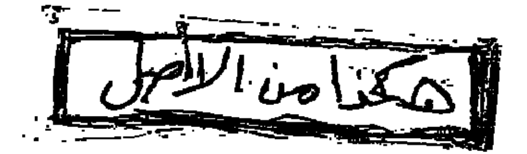
Invité de Radio CVS M. Roger-Gérard Schwartzenberg président d'honneur du MRG, député du Val de-Marne, a notamment déclaré, le dimanche 14 février *« Le gaullisme de Chirac et de Barre, c'est le gaullisme décaféiné. MM. Chirac et Barre se réclament l'un et l'autre du gaullisme Pourtant, le gaullisme c'était aussi la participation, la planification et la maîtrise des grands secteurs de l'économie nationale. Beaucoup d'électeurs gaullistes, soucieux de justice sociale, préféreront certainement voter pour le candidat des forces de progrès en mai 1988 »*

M. Lajoinie
Sans concession

M. André Lajoinie, candidat du PCF à l'élection présidentielle, indique notamment, dans des déclarations publiées le dimanche 14 février par *l'Humanité-Dimanche* *« Il ne sera jamais question pour les communistes de voter à droite. Je mène mon combat contre la droite et ses candidats, Chirac Barre et Le Pen sans concession et sans complaisance. »*

M. Stirbois
Imbécile

« RPR et imbécile vont souvent ensemble », a estimé M. Jean-Pierre Stirbois, le vendredi 12 février, à Nîmes, en visant en particulier *« cet imbécile de Malhuret »* (le secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme) auquel le secrétaire général du Front national a reproché d'avoir réagi comme si la France avait *« failli assister à l'incendie du Reichstag »* en octobre dernier lors des incidents provoqués à l'Assemblée nationale par les députés d'extrême droite M Stirbois a également affirmé *« Les ouragans sont devant nous, mais Jean-Marie Le Pen est un marin de gros temps, et c'est dans ces moments-là qu'il est le plus calme et le plus décidé Enfilons donc nos cirés pour rassembler le peuple français. »*



Politique

pour le second tour

Enfin, M. Barre a affirmé braver ses propres conseils en communication en plaidant pour une *« remise à plat »* de l'ensemble du système fiscal français, et notamment pour une révision de l'assiette de l'impôt sur le revenu.

L'essentiel est pour lui de *« retrouver un rythme de développement économique qui permette d'améliorer le niveau de vie de tous les Français »*. Il a estimé que les solutions qu'il propose ont *« peut-être plus d'efficacité que celles des autres candidats »*.

Quelques heures avant sa prestation, M. Barre avait été qualifié par M. Bernard Pons, ministre des DOM-TOM, d'homme *« froid et secret »*, par opposition à M. Chirac, présenté comme *« ouvert et tolérant »*.

Après l'émission, le Front national, par la voix de M. Stirbois, a estimé qu'il a *« une fois de plus parlé pour ne rien dire »*. Enfin, M. Pierre Mauroy a jugé que l'ancien premier ministre est apparu comme *« un fieffé conservateur »*.

Au conseil national de l'UDF

Echanges de bons et loyaux procédés

— M. Jean Lecanuet : *« Il vous suffira de nous insuffler l'élan. »*

— M. Raymond Barre : *« J'ai besoin de vous. »*

En un échange entre le président de l'UDF et le candidat *« issu de cette famille »*, tout est dit. L'homme qui se flatte d'être hors des querelles partisanes a été adoublé par la confédération réunissant la plupart des plus vieilles familles de pensées politiques françaises. Le samedi 13 février, le conseil national élargi de l'UDF a fait de M. Barre son candidat dans la course à l'Elysée. En échange, il a reconnu que le soutien de ses *« amis de l'UDF »* lui était indispensable pour convaincre les Français, et il s'est défendu d'être l'*« adversaire »* des partis.

Il était temps. Les trois mille cinq cents militants présents au Palais des congrès de Paris (délégués départementaux des composantes de la confédération, maires des grandes villes, présidents des conseils généraux et régionaux, parlementaires et ministres) étaient venus pour donner un peu d'enthousiasme à une campagne dominée jusqu'alors par le sérieux un peu ennuyeux du candidat. Car s'ils ont applaudi, chaque fois que cela a été possible, le nom du grand absent de la journée, M. Valéry Giscard d'Estaing, s'ils ont fait un triomphe à M. François Léotard, si M. Didier Bariani a été puni pour ses attirances chiraquiennes par quelques *« hou ! hou ! »*, ils ont surtout laissé parler leur espérance aux cris de *« on va gagner »* et *« Barre président »*.

Tout avait été réglé pour montrer que l'UDF est en ordere de bataille derrière son candidat. Le matin, hors la présence de M. Barre, ses dirigeants avaient présenté *« le pacte UDF pour la Frace »* d'où avait été expurgé tout ce qui pourrait gêner le candidat. La matinée fut aussi consacrée à l'analyse du rôle et de la place de l'UDF dans la campagne. Occasion pour M. Charles Million, délégué national des comités de soutien, de rassurer les hommes de partis inquiétés par la présence des « socio-professionnels » dans les réseaux REEL qu'il avait dans un premier temps mis en place : *« Les comités de soutien seront animés par des hommes politiques car eux, ils savent faire de la politique, même s'ils doivent être ouverts à tous ceux qui sont aux portes de l'action politique. »*

Occasion aussi pour le lieutenant de M. Barre de manifester son ironie sur l'entreprise de « débauchage » conduite par les chiraquiens : *« Nous, nous n'avons pas besoin de rechercher des ralliements intéressés pour montrer que nous sommes pluralistes et ouverts. »* Idée reprise, plus tard, par M. Lecanuet : *« La puissance de l'UDF rend très négligeable la défection ou l'attentismetimide de quelques signatures sollicitées dans la guerilla absurde des comités de soutiens »*.

Le symbole fut encore plus fort l'après-midi. A la tribune, encadrant les dirigeants de toutes les composante de l'UDF, avaient pris place tous les ministre membres de la confédération, afin de manifester que ceux qui avaient été attirés par la personalité du premier ministre avaient finalement rejoint leur « famille » et de rappeler à leur candidat qu'il devraient rester solidaire de l'action gouvernementale menée depuis le 16 mars 1986. Tout au long de la journée, les attaques furent donc réservées au socialisme et à M. Mitterrand. Le RPR ne fut critiqué que par allusion sur des points dont les dirigeants de l'UDF sont persuadés qu'ils suffisent pour manifester leur différence.

« Les Français ont peur des partis trop hiérarchisés et structurés », dit M. Millon. *« Il faut de la morale en politique ; nous n'avons pas droit à tous les coups bas, même pour l'emporter »*, renchérit M. François Bayrou, député centriste. Tout cela ne peut être qu'allusif, car M. Léotard a prévenu : l'action menée depuis deux ans *« est le patrimoine commun de toute la majorité »* ; l'UDF devra être *« le meilleur défenseur de ce bilan »*, car il traduit *« le succès de nos idées : ce sont nos partenaires qui bien souvent nous ont rejoints »*.

M. Léotard sans regret

Conséquence, pour le secrétaire général du PR : *« Il ne faut pas que la victoire au premier tour soit acquise à un tel prix de polémique et de dénigrement qu'elle rendrait impossible la victoire au deuxième tour. »* Sur ce dernier point, au moins, le candidat est d'accord : *« Veillez bien à ne pas vous tromper d'adversaire, à ne pas attaquer nos alliés de la majorité, à ne pas commettre les erreurs que d'autres que vous commirent en 1981. »* Le rappel du passé peut servir à lancer quelques piques !

Les uns après les autres, les dirigeants de l'UDF sont donc venus, au micro, plier le genou devant M. Barre. Chacun à sa manière. M. Alain Lamassoure (Clubs Perspectives et Réalités) : *« Vous serez à l'Elysée le meilleur continuateur des années Giscard. »* M. Paul Girod (adhérents directs) : *« Il faut rendre le pouvoir au groupe central des Français. »* M. Charles Baur (Parti social démocrate) : *« Notre objectif : battre le candidat socialiste. »* M. André Rossinot (Parti radical) : *« Notre soutien sera loyal et actif. [...] La diversité de l'UDF a pu parfois vous paraître un handicap. Transformez-la en atout. [...] Le parti radical doit être pour vous la force politique d'avant-centre. »* M. Pierre Méhaignerie (CDS) : *« Mon choix est ancien, personnel et politique, car vous êtes membres de notre famille libérale, sociale et européenne. »* M. Léotard (PR) : Tant pis pour *« les archéologues du sous-entendu, les érudits de l'arrière-pensée. Notre soutien n'est ni à regret, ni à moitié, ni à mi-temps »* ; la campagne devra retenir *« la stratégie de la vérité »*, même si les vraies questions *« ne sont pas des sujets électoraux »*.

« On ne gagne pas seul »

Rassembler toutes ces fleurs dans un bouquet harmonieux revint naturellement à M. Lecanuet, président de l'UDF : *« Vous êtes le mieux placé pour gagner au deuxième tour. [...] Vous êtes l'espoir d'un nouveau départ »* ; *« l'UDF vous soutient, mais elle ne restreindra pas votre audience à sa propre légitimité. »*

Il ne restait plus à M. Barre qu'à payer le prix d'un soutien qu'il a jugé *« dépourvu d'équivoque »*. A ses *« chers amis de l'UDF »*, il a rappelé que la confédération avait été créée lorqu'il entreprenait *« en février 1978 sa première campagne nationale pour les élections législatives »*. Puis il n'a cessé de les couvrir d'éloges : *« Vous avez joué un rôle décisif dans le renouveau des idées politiques en France »* ; *« vous vous situez au point d'aboutissement de quatre grandes familles politiques : les démocrates-chrétiens de Robert Schuman, les sociaux-démocrates, les radicaux de Clemenceau et de Pierre Mendès France, les libéraux héritiers de Poincaré et compagnons de Valéry Giscard d'Estaing. [...] Vous êtes une authentique force de rassemblement. »*

Impossible de passer sous silence les points de divergence. La cohabitation : *« La lettre de la Constitution permettait les deux interprétations »* ; chacun a fait son choix *« en toute clarté »* ; *« je respecte votre opinion comme vous respectez la mienne »*. Mais pas question d'aller plus loin : *« J'avais prévu qu'elle permettrait de redonner à François Mitterrand la popularité qu'il avait perdue. [...] Ses principaux acteurs [...] proclament qu'elle fut un mal nécessaire »*. Les partis : *« Je n'en suis pas l'adversaire ; je dis et je pense que leur rôle est nécessaire. Il n'y a pas de démocratie sans partis, au pluriel naturellement. »* Les institutions : *Ma conception n'est pas ultra-présidentialiste »* ; le président doit être *« un arbitre actif »* ; il doit y avoir *« une relation de confiance et de complémentarité »* entre le président et le premier ministre, *« comme celle que j'ai eu l'honneur de connaître pendant cinq ans »*.

Tout cela pour arriver à ce cri du cœur : *« J'ai besoin de vous »*, car *« je ne réussirai pas à convaincre les Français à moi seul. [...] L'on ne gagne pas seul. Dans le monde moderne, l'esprit d'équipe est nécessaire »*.

M. Barre n'est plus un homme seul. L'homme qui se veut indépendant a obtenu l'appui des partis de sa famille. Il a dû y mettre le prix.

THIERRY BRÉHIER.

● **SOS-Racisme dans la campagne.** — Le conseil national de SOS-Racisme s'est réuni, le dimanche 14 février, afin d'intervenir à l'occasion de la campagne pour l'élection présidentielle. Les dirigeants de SOS-Racisme, qui ont constaté que leur combat pour l'égalité *« n'a pas été suivi de mesures concrètes, ancrées dans la vie quotidienne »*, ont décidé de lancer une série d'actions pour peser sur la campagne.

Deux élections cantonales

BAS-RHIN : canton de Sélestat (1er tour).

Inscr., 18096 ; vot., 10583 ; suffr. expr., 10284. MM. Gilbert Estève, PS, 2926 voix ; Robert Weber, m., UDF-PR, sout. RPR, 2724 ; Camille Hihn, div. d., 2650 ; Mme Martène Heng, FN, 1089 ; MM. Jean-François Gueidan, Verts, 707 ; Gilbert Hugel, PCF, 188. *Il y a ballottage.*

[Malgré le soutien du RPR, qui ne présentait pas de candidat contre lui, M. Robert Weber n'arrive qu'en deuxième position. M. Weber, qui vient de remplacer à la mairie de Sélestat le conseiller général décédé, François Kretz (UDF-PR), lequel siégeait à l'assemblée départementale depuis 1980, est devancé par le représentant du PS. Ce dernier, ancien chef de cabinet de M. Jack Lang au ministère de la culture, ne retrouve pourtant pas son score de mars 1985 : il recueille 28,45 % des suffrages exprimés contre 30,30 % il y a trois ans. Le trouble-fête de ce premier tour est un candidat indépendant, M. Camille Hihn, ancien directeur adjoint des sapeurs-pompiers du Bas-Rhin, qui a obtenu 25,76 % des voix.

De leurs côtés, le candidat des Verts et celui du PCF subissent un forte érosion de leur électorat : le représentant des écologistes passe de 13,80 % à 6,87 % et celui du PCF de 3,07 % à 1,82 %.

Le FN, qui présentait pour la première fois une candidate, totalise 10,58 %, alors qu'aux législatives de mars 1986 la liste d'extrême droite avait obtenu dans ce canton 11,49 % des voix.

En mars 1985, François Kretz avait été réélu dès le premier tour avec 6113 voix, contre 3508 à M. Estève, 1598 à M. Güeidan et 356 à M. Hugel sur 17810 inscrits, 12431 votants et 11575 suffrages exprimés.]

TARN : canton de Graulhet (2e tour).

Inscr., 11585 ; vot., 8913 ; suffr. expr., 8359. MM. Guy Laporte (RPR), cons. mun. de Graulhet, 4955 voix, ÉLU ; Henri Argelès (PS), m. de Graulhet, 3404.

[L'ancien demi d'ouverture de l'équipe de France de rugby a remporté cette élection partielle organisée à la suite du décès, le 29 décembre, de Georges Ravari (RPR). Soutenu par l'UDF, le candidat RPR, qui recueille 59,27 % des suffrages, a amplement profité de la meilleure mobilisation électorale au second tour (23,06 % d'abstentionnistes au lieu de 28,52 % dimanche dernier). M. Laporte améliore de plus de sept points le score obtenu, en 1985, par Georges Ravari au second tour (51,96 %).

En revanche, le maire de Graulhet, qui recueille 40,72 % des voix, a pâti d'un mauvais report des suffrages qui s'étaient portés au premier tour sur les représentants de la gauche, qui rassemblaient 43,92 % des voix.

Au premier tour, les résultats étaient les suivants : inscr., 11585 ; vot., 8283 ; suffr. expr., 7968. MM. Laporte, 3254 ; Argelès, 1996 ; Doga (PCF), 1504 ; Gros (FN), 1214. Au second tour du scrutin de 1985, Georges Ravari l'avait emporté avec 4722 voix, contre 4365 à M. Rouyre (PS), sur 9087 suffrages exprimés, 9502 votants et 11514 électeurs inscrits.]

● **La fédération Grand Sud du MRG soutien la candidature de M. Mitterrand.** — La fédération Grand Sud du MRG, réunie le samedi 13 février à Blagnac (Haute-Garonne), a lancé un appel à la candidature de M. Mitterrand lors de l'élection présidentielle. La fédération, qui regroupe les représentants des dix-huit départements de l'Aquitaine, de Midi-Pyrénées et du Languedoc-Roussillon, estime que le président de la République est *« le seul capable de rassembler autour de son nom une majorité de Français »*. En cas de renoncement de M. Mitterrand, M. Jean-Michel Baylet, président de la fédération Grand Sud a cependant déclaré que *« le MRG se retrouverait derrière le candidat de la gauche à condition que celui-ci ne soit pas désigné uniquement par le Parti socialiste, mais après accord de l'ensemble des adversaires de la droite »*.

● **Une majorité de Français souhaitent un président de droite, selon la SOFRES.** — 52 % des Français souhaitent l'élection du candidat de la majorité au second tour de la consultation présidentielle. Seulement 48 % des personnes interrogées souhaitent la victoire du candidat socialiste à l'élection présidentielle, selon le sondage réalisé par la SOFRES du 1er au 3 février auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes et publié le 15 février dans *le Point*.

Dans le dernier numéro du bulletin « Synthèse-Flash »

M. Poperen veut relancer le débat sur l'école

M. Jean Poperen, ancien numéro deux du PS et animateur, au sein de ce parti, d'une *« nouvelle composante »*, apporte, dans le numéro du 15 février de son bulletin *Synthèse-Flash*, son soutien à M. Yannick Simbron, secrétaire général de la FEN, qui, à l'ouverture du congrès de son organisation, avait souhaité *« reprendre calmement le débat laïque »*. M. Poperen remarque : *« L'Eglise catholique ne peut renoncer à sa nature même. L'avantage acquis en 1984 étant digéré, elle entend — comme il est normal — reprendre sa marche en avant. »*

M. Poperen récuse la mise en *« accusation »* de M. Simbron et affirme : *« Les laïques ne sont tolérés que s'ils se taisent. »* Le député du Rhône ajoute, à propos de la FEN : *« Sa capacité, non seulement à faire front, mais à mener le combat, à prendre de nouvelles initiatives, décidera, pour une bonne part, des chances de l'ensemble de la gauche. »* Il continue : *« Il faudra bien* [...] *donner un contenu à la formule de Simbron* [...] *Simbron a dit ce que pense la base. »*

Ironisant sur le fait de savoir si la déclaration de M. Simbron était une *« pression sur l'intérieur »* du PS, M. Poperen écrit : *« Comme si les réactions de la base PS, sur cette question, n'étaient pas en harmonie avec celles de la base de la FEN* [...] ; *comme si, plus généralement, la base PS, elle aussi, n'entendait pas peser pour la définition d'une stratégie non consensuelle. »* M. Poperen conclut que le problème de l'école laïque *« se trouve à nouveau posé »*, s'interroge sur *« le silence de l'actuelle direction du PS »* et, évoquant les *« nouvelles alliances »*, s'interroge : *« Comment imaginer un débat politique plus actuel ? »*

Politique

POINT DE VUE

Le débat au sein du Parti communiste

Refuser la spirale du déclin !

Ancien membre du comité central du PCF, non réélu, officiellement *« pour des raisons politiques »*, dans cette instance lors du vingt-sixième congrès, en décembre 1987, M. Félix Damette, universitaire et « rénovateur » déclaré, vient d'entrer au comité de rédaction du mensuel *M*, dans lequel il signe son premier article consacré à l'autogestion (février 1988, numéro 17). Il expose ici les raisons pour lesquelles, selon lui, les communistes – orthodoxes et hétérodoxes – doivent *« préserver l'avenir »*.

par Félix Damette

UN étrange paradoxe marque la société française. Alors que la classe dominante renonce explicitement à assurer les exigences du développement social et qu'un nouveau champ s'ouvre pour les idées révolutionnaires, la principale forme qui s'en réclame, le PCF, est en recul accéléré. La précarité de l'emploi s'étend avec le démembrement du système productif et le déficit des échanges. La tutelle conjointe du mark au sein du système monétaire européen et des taux d'intérêt sur le plan mondial engendre un mécanisme d'étouffement aux effets dévastateurs. Libéralisation financière et dénationalisations vont de pair pour accroître une dépendance qui annonce de nouvelles régressions sans doute décisives lors de la prochaine récession.

A l'opposé, des aspirations de progrès d'une ampleur nouvelle « travaillent » la société. Responsabilité dans le travail, rejet de la double insulte à la jeunesse que sont les TUC et autres PIL, volonté de solidarité, désir de justice à cent lieues du modèle « Tapie », sont autant de démentis cinglants à ceux qui accusent les jeunes de se laisser glisser dans une dérive droitière.

Face aux enjeux réels, les discours politiques sont d'une commune pauvreté. Pour la droite, il s'agit seulement de gérer le chômage massif, car il est désormais établi à ses yeux que le niveau d'emploi possible est structurellement inférieur à la population disponible. Le Parti socialiste, qui s'est rallié à ce postulat, considère cette conversion comme le principal acquis de sa nouvelle *« culture de gouvernement »*. Il cherche à se démarquer grâce à un simple supplément d'âme à l'égard des déshérités. Qu'il accepte le capitalisme n'est pas nouveau, mais, aujourd'hui, il légitime une gestion qui associe l'affaiblissement de la nation et le fractionnement de la société.

Quand le PS ne se distingue qu'à la marge du projet inégalitaire que la droite affiche avec cynisme, un remarquable terrain s'offre aux forces qui luttent pour le changement de société.

Une image politicienne

Dans les années 30, le PCF avait été capable d'utiliser une conjoncture certes différente, mais qui présentait aussi quelques affinités avec la situation actuelle. Or on assiste à un véritable effacement du PCF, et le débat sur la nature des erreurs commises apparaît déjà dépassé.

L'essentiel tient dans un constat cruel : la perte de crédibilité nationale. Même si les thèmes avancés sont pour la plupart pertinents, il n'y a plus d'écoute. Les louvoiements des dernières années ont cassé l'image de rigueur construite au cours des décennies précédentes. La direction a réussi à donner du parti l'image politicienne d'une machine qui tourne avant tout pour elle-même, à côté de la société réelle et en dehors de solutions économiques vraisemblables. Des ressorts essentiels ont été brisés dans le système des valeurs et des références communistes.

Personne n'a de réponses crédibles à fournir aux questions d'ampleur historique qui se posent. Il y faudra un travail collectif de longue haleine, novateur et respectueux des véritables acquis. Il faudra, c'est inévitable, être capable de se remettre en cause pour aborder ces interrogations.

Comment recomposer une conscience de classe dans les conditions de la révolution scientifique et technique, et de la mondialisation de l'économie ? Comment élaborer un projet national cohérent avec la nouvelle division internationale du travail et le processus d'intégration européenne ? Comment impulser une politique d'union qui fasse de la gauche un levier pour le progrès et le changement de société ? Comment concevoir et faire vivre une organisation révolutionnaire qui soit en prise réelle avec la société française, avec les luttes telles qu'elles se développeront à l'avenir, avec l'exigence croissante d'individualité et de responsabilité personnelle ?

Pour cause de campagne électorale, une parenthèse est ouverte. Encore faudra-t-il que cette période n'accélère pas la spirale du déclin. Le risque est grand qu'elle ne constitue une nouvelle étape dans la chute et la division du courant communiste.

Quand la direction du PCF ne maîtrise plus la situation, cela entraîne inévitablement des soubresauts et des divergences. Gardons-nous de les durcir et de créer une situation irréversible. Le pire est encore de traiter en hérétiques ceux qui ont fait un autre choix ou de lancer des anathèmes contre les communistes qui cherchent sincèrement dans d'autres directions. Chaque communiste doit savoir qu'il ne sera pas en surnombre pour redresser la barque. Quels que soient les clivages de 1988, il est indispensable d'avoir à l'esprit que l'échéance réellement vitale se situe aux élections municipales, en 1989.

C'est grâce à son assise locale que le PCF se maintient, et c'est en elle que réside la principale chance de reprise pour le mouvement communiste. Evitons de la compromettre par des gestes sectaires et des discours de rejet.

Fraude électorale devant le tribunal de Créteil

Deux anciens adjoints au maire communiste de Limeil-Brévannes (Val-de-Marne), accusés de fraude électorale lors des élections municipales de 1983, ont comparu, le mercredi 10 février, devant la douzième chambre du tribunal correctionnel de Créteil. L'enquête a permis d'établir que Mmes Josette Pilhan et Michèle Devisme, qui présidaient, le soir du second tour du scrutin de 1983, respectivement les deuxième et septième bureaux de vote, ont signé des procès-verbaux falsifiés qui ont modifié le sens des résultats au profit de la liste d'union de la gauche conduite par M. Guy Berjal, maire sortant (PCF).

A la suite de cette fraude électorale, le tribunal administratif avait, le 21 décembre 1983, proclamé élue la liste de l'opposition UDF-RPR, conduite par M. Gérard Bessière (RPR). Devant le refus de M. Berjal de se retirer (l'opposition n'avait pas déposé, dans les délais, de recours tendant à annuler sa réélection), le Conseil d'Etat avait finalement prononcé la dissolution du conseil municipal. La liste d'union de l'opposition avait ensuite été élue, dès le premier tour, lors de l'élection partielle de mars 1984.

Le procureur de la République a réclamé, mercredi, à l'encontre des deux prévenues des *« sanctions sévères contre ceux qui piétinent la Constitution et prennent les électeurs pour des imbéciles »*, à savoir une peine d'emprisonnement de six mois avec sursis, une amende de 15 000 francs et la privation des droits civiques pour une période supérieure à cinq ans.

L'avocat de la défense a, pour sa part, demandé la relaxe de ses clientes en déclarant que le tribunal ne peut pas *« condamner deux femmes qui sont peut-être manipulées mais qui ne sont pas coupables »*.

Jugement rendu le 9 mars.

F. G.

● **Décès du maire communiste de Bolbec (Seine-Maritime).** – Paul Belhache, maire communiste de Bolbec (Seine-Maritime), est décédé dans la nuit du lundi 8 au mardi 9 février. Il était âgé de soixante-quinze ans. Ouvrier du textile puis métallurgiste, Paul Belhache avait adhéré au PCF en 1933. Sous le Front populaire, à vingt-trois ans, il devient secrétaire de l'union locale des syndicats CGT de Bolbec, responsabilité qu'il occupera jusqu'en 1977, date à laquelle il gagne les élections municipales à la tête d'une liste d'union de la gauche. Conseiller général de 1976 à 1982, Paul Belhache fut réélu maire de Bolbec (12 000 habitants) après les élections municipales de 1983. Avant son décès, le conseil municipal comptait douze communistes, douze socialistes, trois rénovateurs communistes et six élus de la majorité parlementaire.

● ***L'« officiel »* du 26e congrès du PCF.** – Le mensuel politique et théorique du comité central du PCF, *les Cahiers du communisme*, publie, dans un numéro spécial daté décembre 1987-janvier 1988, l'intégralité des interventions publiques faites par les délégués au 26e congrès du parti qui s'est déroulé du 2 au 6 décembre dernier. Cet ouvrage de (511 p., 120 F) est disponible au siège du PCF, 2, place du Colonel-Fabien, 75019 Paris.

Dans « le Monde diplomatique » de février

La faillite des gestionnaires

Tous les dirigeants politiques sont aujourd'hui fascinés par un nouveau scientisme : l'économisme. Claude Julien, dans *le Monde diplomatique* de février, explique pourquoi, par ces temps de libéralisme et de crise, une telle fascination pour la « science » économique, pour sa technicité et pour ses méthodes, a conduit tant de grands esprits à succomber à *« la faute gestionnaire »*.

Dans le domaine de l'agriculture, par exemple, Henri Nallet, ancien ministre, et Claude Servolin s'interrogent sur les innovations techniques qui accroissent les rendements pendant que les politiques mondiales déstructurent les marchés et, dans un monde de pénurie, créent de coûteux excédents. La logique gestionnaire n'a pu éviter le désastre boursier d'octobre dernier, ni le considérable désordre du marché monétaire. Conséquence : le yen, jusqu'à présent petite monnaie d'un géant industriel, tend à devenir, selon Christian Sautier, *« le souverain »* des devises internationales.

Comme ailleurs, en France le triomphe de l'économisme néglige la finalité humaine ; Patrick Viveret constate que de nombreux *« gisements de démocratie »* demeurent en friche, tandis que Christian de Brie établit, sur la justice française, un diagnostic fort alarmant.

Faillite aussi, à travers le monde, des politiques de courte vue. Dans les territoires occupés par Israël, la vie quotidienne est souvent un calvaire pour les Palestiniens. Florence Beaugé décrit, en un vivant reportage sur Naplouse, leurs longues journées d'amertume et de rage. Dans un dossier sur l'« Afrique australe, sphère de conflits », Victoria Brittain, Alain Gresh et Jacques Marchand expliquent la stratégie de survie du régime de Pretoria et les luttes d'influence, dans la région, des Deux Grands.

Dans le même numéro : Yves Eudes, dans une étude passionnante, décrit la « culture Disney » et l'idéologie des parcs de loisirs ; Adolfo Perez Esquivel, prix Nobel de la paix, se demande comment garantir les droits des plus pauvres en Amérique latine ; Aimé Savard montre la nouvelle démocratie sud-coréenne aux prises avec de pressantes exigences sociales ; Jean-Yves Potel explique pourquoi, malgré les promesses de la « perestroïka » soviétique, les sociétés de l'Est attendent le vrai changement ; Monique Chemillier-Gendreau décrit le crépuscule du Rhin pollué. Enfin, l'écrivain Juan Goytisolo, dans un récit intitulé *Les mille moins une nuits*, raconte une drôle de noce à Marrakech.

Société

Le laboratoire de parapsychologie de Toulouse « ausculte » une maison hantée

Les quatre cents coups de la maison Boudon

MONTPELLIER
de notre envoyé spécial

Il y a de quoi devenir fou. Presque chaque nuit, depuis deux mois, la maison des Boudon à Vailhauques (Hérault) résonne de bruits inexpliqués. On croirait que quelqu'un assène des coups de masse sur les murs ou qu'une force souterraine frappe sur un gong. Tout se passe entre 22 heures et 6 heures du matin. Certains soirs, la maison demeure silencieuse. Parfois elle n'émet que quelques coups. Mais, dans la nuit du 23 au 24 janvier l'« esprit frappeur » s'est manifesté à cent treize reprises. Les témoins — ils étaient sept — ont eu largement le temps de faire des rondes autour de la demeure, d'ausculter les canalisations et de contrôler l'installation électrique. Rien.

Objectivement, rien non plus ne paraissait disposer le lieu et ses habitants à des manifestations aussi mystérieuses. Vailhauques, mille cent quarante habitants, n'est qu'un ancien village de vignerons devenu commune-dortoir de Montpellier, à 17 kilomètres de là. La maison ne ressemble guère à un manoir hanté. Il s'agit d'un ancien chai, de vastes proportions, transformé partiellement en résidence il y a une vingtaine d'années. Nul souvenir macabre ne s'y attache.

Les Boudon ? Une famille du pays, fervents catholiques, sans histoire ni antécédents bizarres. Georges, le père, quarante-sept ans, collier de barbe et chevelure soignée, est employé à la faculté de médecine. Il s'est fait, avec talent, l'historiographe de sa petite patrie dans le bulletin communal. Son épouse, Yvette, qui a les pieds sur terre, travaille à l'école maternelle du bourg. Olivier, leur fils, solide gaillard de seize ans, passionné de foot, prépare une carrière de plombier au lycée d'enseignement professionnel de La Paillade. Dans un appartement contigu, spécialement aménagé pour lui, le « pepi » coule une fin de vie paisible.

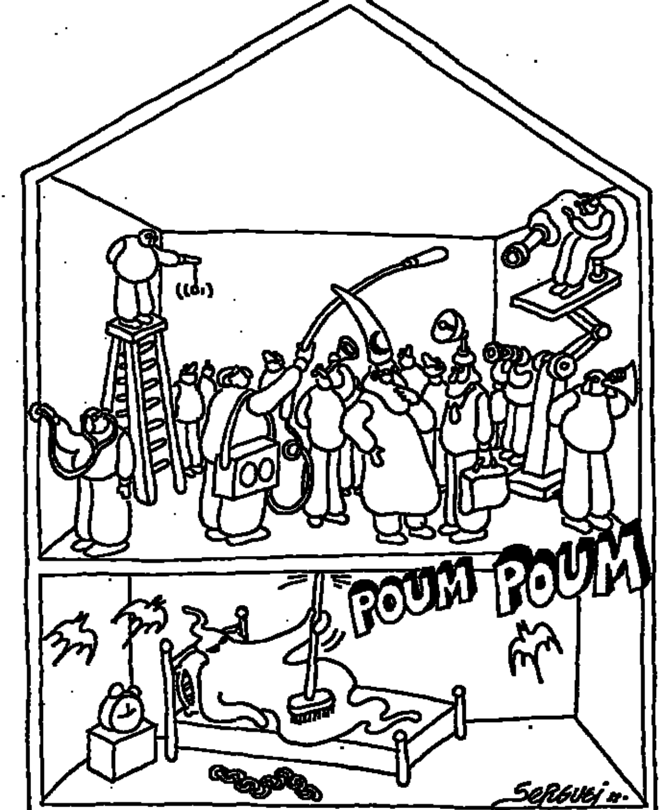
Les Boudon ne sont même pas apeurés ou affolés. Préoccupés, oui. Et surtout dérangés dans leur existence quotidienne. Quarante-cinq nuits bruyantes sur cinquante-quatre entre le 7 décembre et le 31 janvier, c'est dur. Alors, ils en ont parlé à l'adjudant de gendarmerie, Claude Criado, vingt ans de carrière dans le département. Deux de ses hommes sont venus *« constater les faits »*, plusieurs nuits de suite. *« Incontestable,* dit-il. *Mais inexplicable. »* Enquête discrète dans le village, vérification des tuyauteries communales, rondes nocturnes.

Pas le moindre indice. D'ailleurs, il n'y a ni plainte, ni infraction, ni désordre public. Seulement une famille qui ne peut plus dormir.

Un homme qui dérange

A la mi-janvier, l'adjudant Criado fait appel au « laboratoire » de parapsychologie de Toulouse, l'un des rares de ce genre en France. Il s'agit d'une équipe de huit personnes animée par un professeur de statistiques à l'université du Mirail : Yves Lignon, quarante-cinq ans, petit homme brun à la barbe d'encre, méridional jusqu'au bout de sa pipe. Un homme qui dérange dans l'univers, à la fois compassé et lépreux, de cette ruche surpeuplée par dix-huit mille étudiants qu'est devenu le campus du Mirail.

Avec ses acolytes, une poignée de matheux, de statisticiennes et d'électroniciens, il travaille depuis quatorze ans sur les phénomènes parapsychiques. La réalité de ceux-ci, transmission de pensée, bruits, déplacement d'objets, détection de courants souterrains, est démontrée depuis des décennies. Mais aucun scientifique n'a été en mesure de dire quelle est la nature de ce pouvoir, et moins encore à quelles lois il obéit. En outre, les médiums qui font profession de leur pouvoir deviennent souvent des illusionnistes, voire des simulateurs. D'où l'abandon de toute recherche sérieuse, au moins en France.



C'est dire qu'Yves Lignon et les siens sont isolés. Pourtant, obstinément, à l'aide d'appareillages qu'ils ont mis au point et grâce à leurs connaissances statistiques, ils s'efforcent de prouver l'existence de la prémonition et de la transmission de pensée. Leur réputation est telle que chaque fois qu'on signale une « maison hantée », on les appelle. *« En quatorze ans,* dit Yves Lignon, *nous avons examiné environ quatre-vingts cas. Deux seulement, l'un dans la Nièvre en 1976, l'autre à Toulouse en 1983, sont restés inexplicables au regard des connaissances scientifiques actuelles. Pour nous, il s'agissait de psychokinèse, c'est-à-dire d'une action de la pensée sur la matière sans intermédiaire perceptible. Vailhauques paraît être le troisième exemple. Aussi, nous faisons le maximum pour l'étudier à fond. »*

Les parapsychologues de Toulouse se sont donc rendus par deux fois chez les Boudon. Des coups peu nombreux ont été entendus et parfois enregistrés. Mais, par leur communiqué à la presse, et en se présentant comme *« le laboratoire de parapsychologie de l'université du Mirail »*, Yves Lignon et ses équipiers ont indisposé leurs collègues universitaires.

M. Georges Bertrand, président de l'université du Mirail, qui reconnaît à M. Lignon d'éminentes qualités d'homme et d'enseignant en mathématiques et qui ne veut surtout pas « jouer les inquisiteurs » est obligé de mettre les choses au point. *« N'ayant été reconnu ni par le CNRS, ni par le ministre, ni par notre conseil scientifique, le labo de parapsychologie n'existe pas. Il s'agit d'une activité extra-universitaire de M. Lignon, qui n'engage absolument pas le Mirail. »*

Seulement à corps présent

Abandonné par ses pairs, M. Lignon n'en a pas moins organisé à Vailhauques, dans la nuit du 10 au 11 février, ce qu'il appelle l'*« opération loch Ness »* par référence à celle qui a tenté, cet été, de lever le mystère du monstre écossais. Etrange veillée en vérité. Une vingtaine de personnes ont parcouru les environs de la maison des Boudon, puis s'y sont installées pour une nuit entière. Il s'agissait d'étudier, une à une, toutes les hypothèses. L'influence des émissions radar de la base aérienne de Nîmes ? Un dispositif très simple en a fait justice. Des mouvements de terrain provoquant des craquements dans la bâtisse ? Un expert en bâtiment n'a rien retenu d'anormal. Des variations électriques intempestives ? Un appareillage branché sur l'installation EDF n'a pas bronché. Des voisins malveillants ou trop émotifs ?

Les curieux qui battaient la semelle à l'extérieur ont été chassés par le froid. D'ailleurs l'adjudant Criado était là, dialoguant par radio avec ses hommes. Restent les eaux souterraines dont les mouvements amplifiés par les pluies exceptionnelles de ces dernières semaines pourraient provoquer des bruits dans ces terrains calcaires traversés de failles. Deux géologues n'ont pas écarté cette éventualité. Mais pourquoi, remarquent-ils eux-mêmes, ne les entend-on que la nuit et lorsque les époux Boudon sont chez eux ?

En effet, l'esprit frappeur s'est à nouveau manifesté vers 4 heures du matin, par quelques coups assez discrets, comme si cette brigade d'enquêteurs l'intimidait. Les caméras à infrarouge qui avaient été mises en batterie n'ont rien enregistré, et les micros pas grand-chose. Même les tests auxquels Georges et Yvette Boudon ont été soumis, une fois encore, par M. Lignon, se sont révélés normaux.

Tous les experts convoqués pour la circonstance remettront leur rapport à Yves Lignon, qui en fera la synthèse pour la gendarmerie. Celle-ci transmettra au procureur de la République de Montpellier. *« J'en tiens pour l'hypothèse de la psychokinèse,* dit M. Lignon. *Les coups ont été déclenchés par un trouble affectif survenu dans cette famille depuis le mois de novembre, date des premières manifestations. Mais je pense qu'ils ne se reproduiront pas car nous avons réalisé une sorte d'exorcisme scientifique. »* Les Boudon, qui songeaient la semaine dernière à s'en remettre à l'exorciste officiel du diocèse, ne demandent aujourd'hui qu'à croire les parapsychologues de Toulouse.

MARC AMBROISE-RENDU.

Société

Au Puy-en-Velay

La mort en public

LE PUY-EN-VELAY
de notre correspondant

Léon Gineys, cinquante-quatre ans, était agent payeur vacataire à la Caisse d'allocations familiales de la Haute-Loire. En novembre 1981, en raison de la généralisation du paiement des allocations par chèques, ce poste fut supprimé, et l'on proposa au fonctionnaire de la CAF une autre affectation. Léon Gineys n'accepta pas cette mutation, estimant qu'en supprimant la fonction d'agent payeur, on supprimait aussi une fonction sociale auprès des familles.

Début d'un long et vain combat. Léon Gineys avait fait épouser sa cause par quelques sympathisants. Puis il avait multiplié les actions : grèves de la faim, conférences de presse, lettres ouvertes, vaine tentative d'« interpellation » de M. François Mitterrand lors de la visite du président de la République au Puy-en-Velay au mois de juillet 1984. Vendredi 12 février, Léon Gineys, très excité, avait convoqué les journalistes du Puy pour leur exposer, une fois encore, son cas.

Le lendemain, sur le portail de sa villa d'Aiguilhe, dans la proche banlieue du Puy-en-Velay, Léon Gineys a accroché une banderole sur laquelle on pouvait lire : *« Grève de la faim : soixante-dix-huitième jour. A la caisse d'allocations familiales du Puy, la vie humaine ne vaut-elle pas la restitution du droit des familles ? »* Vers 18 heures, il est sorti dans la rue devant son domicile en compagnie de son amie, Madeleine Aubert, qui, elle, avait perdu son emploi il y a une douzaine d'années.

Tous deux avaient un fusil et un revolver. Des voisins ont tenté, en vain, de les raisonner et ont immédiatement alerté la police. Léon et Madeleine ont refusé d'entendre ces appels à la sagesse.

Devant une dizaine de témoins, Léon Gineys a embrassé sa compagne, l'a prise par le cou et, enfin, lui a tiré une balle dans la tête, la tuant. Puis il a retourné l'arme contre lui et s'est donné la mort.

J.-P. F.

Dans le Vaucluse

Agression contre un responsable du comité de défense des commerçants

Le secrétaire départemental du Comité de défense des commerçant et artisans (CDCA) du Vaucluse a été grièvement blessé lors d'une agression, dans la nuit du samedi 13 au dimanche 14 février, au Pontet.

Vers 4 heures, cinq hommes, dont un armé, se sont présentés dans le restaurant tenu par M. Philippe Cabassud, trente-deux ans. Violemment frappé à la tête, celui-ci, souffrant d'une fracture du crâne, a été hospitalisé à Marseille.

Quelques heures avant l'agression contre M. Cabassud, des hommes s'étaient présentés à Jonquières (Vaucluse) au domicile du président départemental du CDCA, M. Norbert Perveyrie. Celui-ci avait refusé de leur ouvrir sa porte.

Le Centre de défense des commerçants et artisans, dont le siège national est à Quimper, a protesté dimanche contre l'agression. Malgré ce *« coup lâche et révoltant »*, affirme un communiqué, le CDCA national *« saura garder son calme et sa combativité »*.

RELIGIONS

Dix mille enfants autour du cardinal Lustiger

Notre-Dame de Bercy

Le Palais omnisports converti en cathédrale, Bercy n'avait encore jamais vu cela. L'Américain Billy Graham y était venu prêcher en septembre 1986. Mais, dimanche 14 février, Notre-Dame avait émigré à l'est de Paris. C'est la première fois que, dans ce temple du sport, de la musique et du spectacle, une messe était célébrée et que l'archevêque de Paris, le cardinal Lustiger, entouré de deux cents prêtres, y faisait son sermon dominical (*le Monde* daté 14-15 février).

Dix mille enfants, de sept à douze ans, parmi lesquels 30 % environ d'immigrés (Portugais, Espagnols, etc.) avaient rempli les gradins de Bercy pour dire que l'enseignement religieux a bien changé.

Des pompiers de Paris à Henri Tisot et à Mireille Mathieu, de la Garde républicaine aux petits chanteurs à la Croix de bois, du chœur orthodoxe russe de Zagorsk aux acteurs du Puy-du-Fou : un curieux cocktail de figurants avaient prêté leur concours à cette manifestation sans précédent.

De Beaubourg à la chapelle de la Médaille miraculeuse, de la tour Eiffel à Saint-Merri, la plus ancienne église de Paris : les enfants étaient invités, dans un joyeux mélange topographique, historique et spirituel, soutenu par les projecteurs et les synthétiseurs, à découvrir par jeux ou sur écran géant les « trésors » de la capitale.

Le principal « trésor », il est en vous, devait cependant leur dire le cardinal Lustiger : *« Chaque vie est infiniment digne d'être aimée, car elle vient de Dieu. »* La vie des enfants est le *« don »* le plus précieux, ajoutait-il, demandant aux parents de leur donner davantage de *« raisons de vivre »*.

H. T.

Ancien évêque auxilaire de Paris

Mgr Robert Frossard est mort

Mgr Robert Frossard, ancien évêque auxiliaire de Paris, est mort, d'une périartérite, le samedi 13 février, dans la capitale, à l'âge de soixante-dix-huit ans. Il avait été chargé, pendant de longues années, par le cardinal Veuillot, ancien archevêque de Paris, de l'évangélisation des milieux ouvriers de la région parisienne. Ses obsèques seront célébrées par le cardinal Lustiger, le samedi 20 février, à 9 h 30, à Notre-Dame de Paris. Une veillée de prières est organisée, le jeudi 18 février, à 20 h 30, à la cathédrale.

[Né à Paris le 14 avril 1909 de parents savoyards, Robert Frossard devient prêtre à trente ans, après avoir été employé d'assurances. Pendant la guerre, il sera appelé par le cardinal Suhard à implanter à Paris les Missionnaires du travail.

Dans les quartiers industriels de la capitale et en banlieue (Vitry, Ivry), il est l'un de ceux qui essaient de réconcilier, comme on disait alors, l'Eglise catholique et la classe ouvrière. Il va à Rome, avec le Père Yvan Daniel (« France, pays de Mission »), défendre la cause des prêtres-ouvriers et développe l'Action catholique ouvrière.

Sacré évêque en janvier 1968, il est le plus proche collaborateur, pendant les événements de mai-juin, du cardinal Marty, arrivé le 3 mai dans la capitale. Il a une grande influence sur des prêtres parisiens devenus depuis évêques comme Mgr Georges Gilson (Le Mans) et Mgr Emile Marcus (Nantes). Mgr Frossard faisait partie de ceux qui ont contribué au renouveau missionnaire de l'Eglise catholique, bien avant le concile de Vatican II.]

● **Le millénaire du baptême de la Russie célébré à l'UNESCO.** — L'Eglise orthodoxe russe du patriarcat de Moscou a célébré le millénaire du baptême de la Russie le vendredi soir 12 février à l'UNESCO à Paris, au cours d'une séance solennelle à laquelle participait le métropolite Vladimir, exarque du patriarche de Moscou en Europe occidentale. Devant un public nombreux et de hauts dignitaires de l'Eglise catholique, notamment le cardinal-archevêque de Paris, Jean-Marie Lustiger, et le nonce apostolique, devant l'ambassadeur de l'URSS, M. Riabov et des représentants de l'Etat et du gouvernement français, le métropolite a évoqué les liens qui unissent la France et la Russie depuis le onzième siècle. Un groupe choral de la Laure-Trinité-Saint-Serge de Zagorsk a ensuite donné un concert de musique religieuse.

Soupçonnés de préparer l'évasion d'un membre du GAL

Trois hommes appréhendés à Bordeaux

Trois hommes soupçonnés de préparer l'évasion de Patrick de Carvalho, membre du GAL (Groupe antiterroriste de libération), incarcéré à la prison de Graguignan (Gironde), ont été interpellés, vendredi 12 février à Bordeaux par la police judiciaire. Didier de Carvalho et deux malfaiteurs, dont l'identité n'a pas été révélée, ont été arrêtés après la découverte, le 4 février, d'une voiture 205 GTi dont le coffre renfermait le matériel nécessaire à une évasion : sept armes de poing, des fusils à crosse et canon sciés, une grenade quadrillée, des perruques, des cagoules et des cordes munies de grappins. Les trois hommes ont été appréhendés alors qu'ils venaient récupérer le véhicule en stationnement sur un parking de la ville.

Les policiers estiment que le commando était sur le point de préparer l'évasion de Patrick de Carvalho, un ancien parachutiste qui comparaîtra le 21 mars prochain devant la cour d'assises spéciale de Pau. Il est accusé d'avoir tué, le 23 mars 1983, dans une station-service de Biarritz, un réfugié basque espagnol, Perez de Arenaza, beau-frère de « Txomin » Iturbe, l'un des chefs de l'ETA militaire, décédé en 1987 dans un accident de la route en Algérie.

Patrick de Carvalho comparaîtra également, en compagnie de deux complices, Roland Sampietro et Jean-Philippe Labade, pour un attentat à la moto piégée commis à Biarritz, le 4 juin 1984, qui avait coûté la vie à un autre réfugié basque espagnol, Thomas Perez Revilla.

Selon certaines informations, le projet d'évasion de Patrick de Carvalho aurait pu filtrer de l'intérieur de la prison de Gradignan. Les enquêteurs de la police judiciaire auraient ainsi pu établir un lien avec la 205, munie de fausses plaques d'immatriculation et apparemment abandonnée.

Destruction d'une villa près d'Ajaccio

Un commando de cinq hommes se réclamant de l'ex-FLNC (Front de libération nationale de la Corse), a fait sauter, samedi soir 13 février, une villa proche d'Ajaccio (Corse-du-Sud) après en avoir éloigné les occupants. Vers 21 h 40, les agresseurs, armés et portant des cagoules, ont fait irruption dans la demeure de M. Galvarino Torelli, originaire de Sardaigne et de nationalité italienne, directeur d'une entreprise de construction de cheminées, à Sarrola-Carcopino, à la sortie sud d'Ajaccio. Après voir neutralisé M. et Mme Torelli et leurs deux filles, des membres du commando les ont conduits à bord du véhicule de M. Torelli, dans le maquis, où ils ont abandonné leurs victimes ligotées.

Pendant ce temps, le reste du commando a fait exploser plusieurs charges reliées à cinq bouteilles de gaz. La demeure a été entièrement détruite. L'attentat a été revendiqué dimanche par l'ex-FLNC.

A Draguignan

Un gardien de prison inculpé de connivence à évasion

Un gardien de la prison de Draguignan (Var) a été inculpé de connivence à évasion et sortie illégale de correspondance par M. Jean-Jacques Baudino, juge d'instruction à Draguignan, qui l'a fait placer sous mandat de dépôt à Toulon. Thierry Lys est soupçonné d'avoir introduit à la prison des lames de scie à métaux découvertes lors d'une fouille approfondie. Le 21 janvier (*le Monde* du 23 janvier) un détenu de Draguignan, Pascal Hernandez, s'était évadé du alais de justice de la ville en utilisant une grenade. C'est en enquêtant sur cette affaire que les policiers et les gardiens de prison sont remontés jusqu'à Thierry Lys. Toutefois, aucun élément ne permet actuellement d'étayer sa complicité dans l'évasion spectaculaire de Pascal Hernandez.

Carlos Monzon et les violences conjugales

L'Argentin Carlos Monzon, ancien champion du monde de boxe en poids moyens, est soupçonné du meurtre de sa femme, la danseuse Alicia Muniz, tombée du balcon de leur appartement au cours d'une violente dispute, dimanche 14 février à Mar-del-Plata (Argentine). Après être lui-même tombé du premier étage au cours de l'altercation, l'ancien boxeur, âgé de quarante-cinq ans, a été hospitalisé dans un profond état de choc. Il souffre en outre de fractures à deux côtes et à la clavicule ainsi que de nombreuses coupures sur le corps. Le magistrat instructeur devait l'interroger lundi 15 février avant de prononcer une éventuelle inculpation.

EN BREF

● **Trois incupations après la mort d'un enfant.** — Joël Bourgon, vingt-deux ans et Christine de Poncelle, vingt-sept ans, qui hébergeaient à leur domicile parisien Jérémy, l'enfant âgé de trois ans, décédé le 11 février à la suite de mauvais traitements (*le Monde* daté 14-15 février), ont été placés sous mandat de dépôt, dimanche 14 février, par M. Michel Ajasse, juge d'instruction au tribunal de Paris. Christine de Poncelle a été inculpée d'homicide volontaire, de coups avec violence et défaut de soins à enfant de moins de quinze ans par personne chargée de sa garde. Son compagnon, Joël Bourgon, de coups et voies de fait habituels sur enfant de moins de quinze ans par personne ayant autorité et de non-assistance à personne en danger.

La mère de l'enfant, Christine Bourgon, vingt-trois ans, sœur de Joël Bourgon, a été inculpée de non-assistance à personne en danger, mais laissée en liberté sous contrôle judiciaire.

● **Un détenu légèrement blessé lors d'une tentative d'évasion.** — Jacques Théra, vingt-cinq ans, a été légèrement blessé, vendredi 12 février, lors d'une tentative d'évasion du palais de justice de Cahors où il devait comparaître pour une affaire de drogue. Au moment où il descendait du fourgon, le détenu bouscula les gendarmes qui l'accompagnaient et s'enfuit menottes aux poignets. Après les sommations d'usage, ses gardiens ouvrirent le feu l'atteignant à l'épaule gauche. Maîtrisé, le fuyard a été conduit à l'hôpital où il a subi une intervention chirurgicale.

● **Six morts dans un accident d'avion en Saône-et-Loire.** — Un accident d'avion a causé la mort de six personnes, samedi 13 février, près de l'aérodrome de Pouilloux (Saône-et-Loire). L'appareil, un bombardier Dassault-Flamand, racheté par le club de Pouilloux, qui volait à très basse altitude, a fauché trois personnes à terre, qui filmaient ses évolutions, avant de s'écraser en bordure de piste. Les trois personnes à terre ont été tuées ainsi que les trois personnes à bord de l'appareil.

● **Deuxième arrestation après la fusillade de Sombernon (Côte-d'Or).** — Le conducteur de la Porsche qui avait franchi en force, jeudi soir 11 février, un barrage de gendarmerie à Sombernon (Côte-d'Or), malgré une fusillade au cours de laquelle le conducteur d'une autre Porsche avait été tué (*le Monde* du 13 février), a été arrêté vendredi à son domicile lyonnais. Il s'agit d'Alain Valette, trente-trois ans, connu des services de police, mais qui n'est pas fiché au grand banditisme.

DÉFENSE

Aviateurs et marins

Des équipages mixtes pour Astarté

Pour la permière fois en France, des équipages mixtes, composés d'aviateurs et de marins, mettront en œuvre un même avion, le Transall-Astarté, qui servira aux communications entre le gouvernement et les forces nucléaires stratégiques.

Pour donner l'ordre éventuel d'engagement des missiles des sous-marins nucléaires, des missiles du plateau d'Albion et des bombardiers Mirage-IV, il a été prévu l'acquisition de quatre avions Transall, dits Astarté (*le Monde* du 2 février). Equipés de matériels américains de transmissions, baptisés Tacamo et conçus par Rockwell Collins, qui sont des émetteurs avec une antenne longue et une antenne courte, ces Transall sont reliés au sol par VHF (très hautes fréquences) et HF (hautes fréquences) et ils ont des liaisons en VLF (très basse fréquences) avec les sous-marins nucléaires lance-missiles stratégiques.

Ces Transall-Astarté sont donc en état de communiquer avec les sous-marins en plongée, pour remplacer ou seconder la base de transmisions de Rosnay (Indre).

A bord de ces avions, qui seront basés à Evreux (Eure) et utilisés par le commandement des forces nucléaires stratégiques, l'équipage réunira une dizaine de navigants, dont deux (un officier et officier-marinier) appartiennent à la marine nationale et sont responsables de la cellule de communications. C'est la première fois qu'une telle intégration des personnels, entre l'armée de l'air et la marine, est réalisée. Les Transall-Astarté sont susceptibles de remplacer les centres de transmissions, au sol, des forces nucléaires stratégiques s'ils venaient à être neutralisés ou détruits. Dans une étape ultérieure, ils devraient pouvoir assurer les liaisons gouvernementales avec les unités chargées de mettre en œuvre des armes nucléaires préstratégiques, comme le missile sol-sol Hadès.

Ce programme interarmées de quatre Transall-Astarté a un coût estimé à environ 3 500 millions de francs.

A l'origine, l'état-major de la marine avait songé à utiliser des avions de surveillance maritime Breguet-Atlantic, qu'il aurait transformés pour la mission. Il y a renoncé pour des raisons financières, dès lors que les besoins opérationnels pouvaient être partagés avec une autre armée cliente d'un matériel identique ou assez voisin.

Les Breguet-Atlantic, en revanche, apportent à l'armée de l'air française, au Tchad, leur concours comme avion-PC guidant un raid de Mirage ou de Jaguar sur leurs objectifs. Mais leur équipage relève de la seule marine nationale.

REPÈRES

Espace

D'autres modifications pour la navette

Une équipe d'experts vient de recommander que le revêtement intérieur des tuyères des fusées d'appoint — boosters — de la navette spatiale américaine soit modifié. Dans un rapport révélé par le *Washington Post*, ces spécialistes — quatre des six ingénieurs de la firme Morton Thiokol qui fabrique les « boosters » — indiquent que des phénomènes d'érosion importants de ce revêtement de carbone et de résine phénolique sont apparus au cours d'essais moteurs. Les fissures constatées, dues peut-être à une trop grande présence d'eau et de gaz dans le carbone, étaient, disent-ils, *« si nombreuses, si grandes et si rapprochées que l'intégrité de cette pièce de 4 mètres de diamètre pouvait être remise en cause »*. C'est pourquoi les experts pensent que le carbone utilisé présente *« un risque de performance limitée »* et recommandent que des modifications soient faites avant le prochain vol de la navette prévu pour le mois d'août. De son côté, la NASA affirme que deux essais récents ont montré que l'érosion était normale et que, dans ces conditions, elle ne ressentait pas le besoin de *« modifier ses choix »*, sinon d'améliorer encore ses contrôles de qualité.

La Chine préparerait une station orbitale

La Chine qui est passée maître dans le lancement des satellites — elle en a déjà mis vingt et un sur orbite — a fait savoir, le samedi 13 février, qu'elle travaille à l'étude d'une station orbitale habitée. En octobre dernier le président de la commission d'Etat des sciences et techniques avait affirmé que son pays entraînait des cosmonautes qui seraient lancés *« tôt ou tard »*. Il confirmait ainsi indirectement les rumeurs sur l'étude d'une navette spatiale chinoise. — *(AFP.)*

Inondations

Des cours d'eau montent encore

L'arrivée du beau temps peut laisser espérer que les cours d'eau vont enfin baisser. Mais, si la décrue s'est légèrement amorcée ou tout au moins si le niveau des eaux s'est stabilisé sur les cours supérieurs des fleuves et des rivières, les cours inférieurs continuent à monter en raison du temps d'écoulement des crues en l'amont vers l'aval.

A Paris, le 15 janvier, la Seine a dépassé les 5,30 mètres en début de matinée et elle devrait encore monter avec l'arrivée des crues de l'Yonne et de la Marne. Une centaine de pavillons de Villeneuve-Saint-Georges sont toujours dans l'eau et plusieurs localités riveraines de l'Yerres sont inondées. L'Oise, la Marne et le Petit-Morin ont dépassé leur cote d'alerte. De même, le cours moyen de la Loire est monté rapidement le 12 février. Il se maintient à un très haut niveau à Langeais, Saumur, Ancenis et au confluent avec la Maine. Cette rivière ne peut donc écouler son trop-plein. Les fleuves côtiers bretons ont connu des situations diverses. Leur niveau a monté dans les Côtes-du-Nord, mais il a baissé en Ille-et-Vilaine. Dans le Morbihan et le Finistère, il a monté brutalement le 12 février pour redescendre rapidement (tout en restant supérieur au niveau habituel). Dans le Nord et le Pas-de-Calais, les eaux ont un peu baissé, mais sans faire cesser les inondations. Dans le Sud-Ouest, la décrue est générale. L'état d'alerte a été levé pour la Dordogne et ses affluents.

Médecine

Des tests de grossesse peu fiables

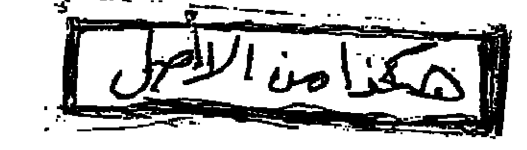
Les tests de grossesse utilisables à domicile sont, pour la plupart, peu fiables et difficiles à interpréter, selon l'Institut national de la consommation (INC). Un essai comparatif publié, lundi 15 février, dans *50 millions de consommateurs* montre en effet que, sur dix tests achetés en pharmacie et deux en grandes surfaces, quatre seulement sont parfaitement fiables. C'est pourquoi l'INC réclame *« une réglementation »* de ces tests — dont plus d'un million sont vendus chaque année — mais surtout de *« tous les tests médicaux »* à faire chez soi.

La *Gazette médicale* a mené l'enquête de son côté et constaté que les tests de grossesse ne présentent *« pas tous la même qualité »*. Pour sa part, le docteur Marc Roger, de la Fondation de recherche en hormonologie, réclame *« un contrôle plus strict »* de ces produits par *« une autorité indépendante »* qui publierait les résultats de ses travaux.

SIDA

Les Suisses sont les plus tolérants

Les Suisses et les Suédois sont beaucoup plus tolérants que les Américains et les Grecs envers les personnes atteintes du SIDA, selon un sondage réalisé pour l'hebdomadaire *le Point*, en novembre 1987, par TMO Consultants auprès des échantillons représentatifs de mille personnes dans onze pays. 86,4 % des Suisses, 84,2 % des Suédois seraient prêts, en effet, à serrer la main d'une personne qui a le SIDA, contre 49,6 % des Américains et 57,9 % des Grecs. Les Français figurent parmi les plus ouverts, même s'ils ne sont que 51,1 % (contre 30,2 %) à répondre « oui » à la question : *« Etes-vous prêt à mettre vos enfants dans la même école qu'un enfant qui a le SIDA ? »* On compte 69,8 % de réponses positives en Suisse et 67 % en Suède.



Sports

JUDO : Le Tournoi de Paris

La classe biberon

Onze médailles d'or, six d'argent et onze de bronze. Il aura fallu les sursauts d'orgueil d'un Japonais (Mizoguchi en moins de 52 kilos), d'un Soviétique (Zintchenko en plus de 95 kilos) et d'une Allemande de l'Ouest (Kutz en plus de 72 kilos) pour que les judokas français ratent de peu le grand chelem à Coubertin pour le quatorzième Tournoi de Paris, où les hommes et les femmes étaient réunis pour la première fois.

Fabien Canu (moins de 86 kilos) et Cathy Arnaud (moins de 56 kilos), ont brillamment étrenné leur titre de champion du monde, ainsi que Marc Alexandre, vice-champion du monde des moins de 71 kilos, le seul à gagner deux tournois de Paris d'affilée avec l'étonnant Stéphane Traineau (moins de 95 kilos). Toutes les autres catégories ont montré qu'elles disposaient de bataillons de jeunes judokas aux dents longues, capables de mettre en danger les « barons » aux noms prestigieux tels que Patrick Roux (champion d'Europe et troisième aux championnats du monde d'Essen mais inexistant à Coubertin), Jean-Pierre Hansen (champion d'Europe) ou Roger Vachon (vice-champion d'Europe). Ainsi, Philippe Pradayrol (moins de 60 kilos), Bruno Carabetta (moins de 65 kilos) et Stéphane Traineau (moins de 95 kilos), tous trois nés entre 1965 et 1966, sont de très sérieux candidats à la relève. De même que Pascal Tayot, champion d'Europe juniors 1986 en moins de 78 kilos, troisième derrière les « vieux » Marcel Pietri et Jean-Pierre Berthet. Mêmes horizons nouveaux chez les filles, où Martine Dupond en moins de 48 kilos, Céline Gérand en moins de 61 kilos, Claire Lecat en moins de 66 kilos et surtout Aline Batailler, victorieuse de la reine Ingrid Berghmans, en moins de 72 kilos, n'attendront pas longtemps pour se débarrasser de leurs kimonos de réservistes.

« Avec Bruno Carabetta, Jean-Louis Geymond et Olivier Depierre, on s'était fixé 1992 comme objectif. Mais si on peut aller aux Jeux olympiques cette année, on ne va pas se gêner... » Ces quelques mots nonchalamment lâchés par Philippe Pradayrol, vainqueur vendredi soir de Jean-Marie Le Sonn en moins de 60 kilos (après être venu à bout de Pessoa, cinquième à Essen, ou Noguchi, champion du monde juniors), en disent long sur les ambitions des jeunes loups du judo français. Et pourtant, on lui donnerait le bon Dieu sans confession à ce Vauclusien de vingt-deux ans tant il a l'air gentil, poli et respectueux. Mais voilà, ces qualités bien réelles sont au service d'une passion de vaincre, de se battre jusqu'au-delà de ses réserves qui est une des marques les plus attachantes de la classe biberon qui s'est distinguée ce week-end à Coubertin.

En cela, ces jeunes gens et jeunes filles ne font que mettre leurs pieds nus dans les traces largement balisées par les glorieux « anciens » retraités, tels Rougé, Parisi ou Rey, ou encore en activité, et pour longtemps semble-t-il, tels Canu ou Alexandre. *« Oui, ce sont des modèles pour moi*, reconnaît Philippe Pradayrol. *Mais je crois que la génération qui arrive est aussi forte, sinon plus. Car en France, à cause justement de ces grands champions, le niveau est très relevé et cela devient extrêmement difficile de sortir. Ce qui veut dire qu'il faut saisir la moindre opportunité pour se propulser. Les jeunes comme moi quittent donc bien plus tôt leurs clubs (Vedène près d'Avignon pour Pradayrol, Mortagne-sur-Sèvre pour Stéphane Traineau) pour monter à l'INSEP et finir dans un grand club (ACBB, Racing, Orléans, etc...). Il est donc normal qu'ils éclosent plus tôt. »*

Des poussins aux allures d'aigles... *« Il est clair qu'une génération arrive en bloc, alors que l'ancienne part petit à petit*, analyse Jean-Luc Rougé, un directeur technique national heureux qui doit faire des jaloux du côté du football ou du tennis, où l'on aimerait bien avoir de telles réserves... *Pradayrol passe devant Le Sonn (qui l'avait battu lors du championnat de France 1987), et maintenant on va revoir les choses par rapport à Roux. Mais attention, nous ne sommes qu'aux cinq premiers kilomètres d'un marathon encore long. Pour le moment, certains tiennent la corde, c'est tout ce que l'on peut dire. »*

« Je me vois déjà aux Jeux »

Certains font même plus que tenir la corde, ils ont presque leur billet pour Séoul en poche. En moins de 95 kilos, le parcours sans faute de Stéphane Traineau, vingt-deux ans, vaut presque sélection automatique. En trois combats, trois ippons sonnants et trébuchants. Et pas contre n'importe qui : le Brésilien Vieira tout d'abord, vice-champion olympique, puis le Coréen Huh et l'Islandais Fridriksson, médaille de bronze aux Jeux de Los Angeles. Et enfin, en finale, superbe d'intensité et de générosité de mouvement, une belle victoire par décision sur le Brésilien Miguel, troisième aux championnats du monde d'Essen. Un combat d'hommes où Traineau a tout donné, et même au-delà, jusqu'à ce qu'il sente son adversaire craquer dans les quarante dernières secondes...

« Je me vois déjà aux Jeux », annonce sans vergogne celui qui n'a pour tout bagage que sa victoire dans le Tournoi de Paris l'an dernier, mais qui avoue avoir été enthousiasmé par *Wall Street* et l'histoire des « golden boys » à qui tout réussit : *« J'ai beaucoup de respect pour Roger Vachon et sa carrière, mais là je me sens prêt. »* Une assurance tempérée d'un bémol par Serge Feist, l'entraîneur des garçons, qui, malgré le potentiel énorme de Traineau, considère qu'il combat encore au-dessus de ses moyens.

Chez les filles, les passions sont un peu moins vives dans la mesure où ne sont sélectionnées pour Séoul que les médaillées d'Essen (toutefois, des places resteraient à prendre en cas de forfaits). Il n'en reste pas moins qu'Aline Batailler a, elle aussi, accompli ce que les psychanalystes appellent le « meurtre du père » en détrônant la quadruple championne du monde, Ingrid Berghmans, dans la catégorie des moins de 72 kilos. *« Je n'ai pas vraiment pensé à cela*, corrige la jeune Toulousaine. *Cette victoire me permet de savoir où j'en suis dans cette catégorie, surtout dans l'optique du championnat de France, où il faudra battre Laetitia Meignan et Christine Cicot. Il me reste encore beaucoup de progrès à faire et à prouver que je peux être régulière. Mais j'ai le temps, les Jeux olympiques, ce n'est que dans quatre ans... »* Une préparation qu'elle mènera de front avec un diplôme d'éducateur physique spécialisé dans l'aide aux handicapés, dont elle a l'intention de s'occuper plus tard.

JEAN-PHILIPPE SCHALLER.

MOTOCYCLISME

L'Enduro du Touquet endeuillé

Près de 300 000 personnes ont assisté, dimanche 14 février, à la quatorzième édition de l'Enduro du Touquet. L'épreuve, qui a battu son record de participation avec mille cent cinquante motards, a été gagnée par le Belge Eric Geboers (Honda 500 CR), champion du monde de moto-cross en 250 m³ Le Belge, qui a mené la course de bout en bout, a devancé le Néerlandais Kees Van der Ven (KTM), quintuple vainqueur de cette compétition.

L'Enduro avait été endeuillé la veille par l'accident d'une voiture des services techniques de la ville du Touquet qui, avait fait un mort — Mme Véronique Cuvillier, une employée de l'office de tourisme — et trois blessés. Après avoir heurté une pierre sur la plage, le véhicule avait fait plusieurs tonneaux.

TENNIS : le Tournoi de Lyon

Yaya la surprise

Le Sénagalais Yaya Doumbia a remporté, dimanche 14 février, le Tournoi de Lyon, doté de 280 000 dollars et comptant pour le Nabisco Grand Prix, en battant en finale l'Américain Todd Nelson en trois sets (6-4, 3-6, 6-3).

Privé de la présence au dernier moment de John McEnroe, déçu par les prestations en dents de scie de Yannick Noah encore en forme précaire (battu en demi-finale par Nelson), le public lyonnais avait adopté ce joueur inconnu de vingt-quatre ans, classé 454e mondial.

Au bout du compte, Yaya Doumbia entre à un double titre dans l'histoire du tennis après son exploit lyonnais. Il devient le premier Africain francophone à gagner un tournoi du Grand Prix. En autre, c'est la première fois qu'un joueur issu des qualifications parvient à s'imposer dans un tournoi de ce niveau. Ce Sénégalais né au Mali et résidant en France en est à sa deuxième saison professionnelle. Il s'entraîne à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine) sous la direction d'un Camerounais, Jacky Bijako.

Les résultats du week-end

Athlétisme

RECORDS DU MONDE

Trois records du monde en salle ont été battus par des athlètes est-allemands, samedi 13 février à Vienne (Autriche). Ronald Weigel a remporté le 5 000 mètres marche en 18 min 11 s et 41/100. Christine Wachtel a battu celui du 800 mètres en 1 min 56 s 40/100 alors que sa compatriote Heike Drechsler battait celui du saut en longueur avec 7,37 mètres. Par ailleurs, la Roumaine Doina Melinte a battu le record du monde en salle du mile en 4 min 18 s 86/100, samedi 13 février à East-Rutherford (Etats-Unis). Au cours de la même réunion, l'Américain Tim Lewis établissait le meilleur temps mondial du 1 500 mètres marche en 5 min 13 s 53/100.

RECORD DE FRANCE

Laurence Bily a battu le record de France du 60 mètres en salle, samedi 13 février à Liévin, en 7 s 21/100.

CROSS DE L'EQUIPE

1. Regalo (Port), les 9,5 km en 25 min 16 s 1 ; 2. Canario (Port), 25 min 18 s 8 ; 3. Hackney (GB), 25 min 29 s 7 ; 4. Castro (Port), 25 min 31 s ; 5. Arpin (ASA), 25 min 34 s.

Basket Ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(23e journée, 8e tour retour)

*Saint-Etienne b. Villeurbanne	91-83
*Antibes b. Mulhouse	87-79
*Nantes b. Caen	75-67
*RCF Paris b. Vichy	75-68
Reims b. *Lorient	100-82
*Limoges b. Orthez	101-93
*Avignon b. Cholet	79-69
*Monaco b. Tours	110-95

Classement. – 1. Limoges, 63 pts ; 2. Cholet, 59 ; 3. Monaco, 56 ; 4. RCF Paris, Nantes, 53 ; 6. Orthez, Villeurbanne, 52.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(9e journée)

POULE 1

*Grenoble et Agen	15-15
*Tarbes et Toulon	3- 3
*St-J.-de-Luz b. Pau	16-14
*Lourdes b. Béziers	18-12

Classement. – 1. Toulon, 25 pts ; 2. Agen, 21 ; 3. Grenoble, 19 ; 4. Tarbes, 19.

POULE 2

*Dax b. Aurillac	38- 9
*Valence b. Tulle	31-10
*Bègles-Bord. b. Perpignan-R.	29-10
*Graulhet b. Auch	29-12

Classement. – 1. Dax, 24 ; 2. Bègles-Bord., 21 ; 3. Graulhet, 20 ; 4. Perpignan-R., 18.

POULE 3

*Montferrand b. Montchanin	22- 0
*Racing CF b. Romans	46-13
Biarritz b. *Bayonne	24-12
*Bourgoin-J. b. Toulouse	24-22

Classement. – 1. Toulouse, 23 ; 2. Bourgoin-J., 22 ; 3. Montferrand, 21 ; 4. Bayonne, 20.

POULE 4

*Narbonne b. Brive	21-17
Tyrosse b. *Hyères	12-10
*Nice b. Bagnères	12- 6
Mt-de-Marsan b. *Marmande	24-12

Classement. – 1. Narbonne, 24 ; 2. Mt-de-Marsan, 22 ; 3. Brive, 21 ; 4. Bagnères, 21.

Les XVe Jeux olympiques d'hiver

Plumes et paillettes à Calgary

Les Indiens étaient au rendez-vous de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques d'hiver, samedi 13 février. Du moins les bons Indiens, ceux qui, malgré leur bedaine avantageuse et leurs lunettes à monture dorée, n'hésitent pas à se couvrir de plumes et à se hisser sur des poneys. Dans leur costume traditionnel, ces Indiens de fête ont paradé devant les soixante mille spectateurs rassemblés dans le stade McMahon. Ils ont assuré le spectacle avec la police montée, les danseurs et les spécialistes du rodéo.

Cow-boys et Indiens ont enterré la hache de guerre. A la gloire de la fée Olympe, ils ont caracolé et dansé ensemble. Mais, pendant ce temps, à quelque distance du stade, d'autres Indiens jouaient à la guerre. Des descendants de la tribu des Cris, et surtout leurs jeunes supporters, ont tenté, en brandissant des pancartes, d'entraver la progression des porteurs de la flamme olympique. En vain. Les revendications des Lubicons, à propos de la terre de leurs ancêtres (*le Monde* du 10 février), sont restées sans réponse. Une nouvelle fois.

La flamme a poursuivi sa route. Après avoir été porté par des milliers de mains, le symbole olympique a finalement été remis à une gamine de douze ans : Robyn Perry – *« véritable futur espoir olympique »*, aux dires du commentateur – a eu l'insigne honneur de réaliser le geste sacré. Face à une foule passionnée, devant des athlètes anxieux, la fillette a grimpé les marches sans reprendre son souffle. En se dressant sur la pointe des pieds, Robyn a embrasé une énorme vasque de cuivre brusquement surgie du sol, qui va rester allumée pendant deux semaines à la manière des torchères qui, la nuit, illuminent ce pays pétrolier.

Après le rituel, après les ballets parfaitement réglés, après les lâchers de ballons multicolores, après le passage de la patrouille aérienne et malgré l'indolence des pigeons qui refusèrent de s'envoler, les spectateurs devinrent les acteurs. Vêtu de ponchos en plastique colorés – mis à leur disposition gracieusement par une société de boissons gazeuses, – le public a composé un tableau vivant qui n'était pas sans rappeler celui du stade olympique de Los Angeles. Le mariage des couleurs a permis de former sur toute la hauteur des travées les anneaux olympiques.

Et en dépit du froid qui engourdissait les muscles de chacun, le symbole s'est animé. Les Jeux pouvaient commencer. En beauté.

S. B.



SKI ALPIN : le report de la descente masculine

Les caprices du « chinook »

Super-favori de la descente hommes, le Suisse Pirmin Zurbriggen devait tenter de gagner son premier titre olympique lundi 15 février, la course initialement prévue dimanche 14 ayant été annulée à cause de la violence du vent qui soufflait sur le mont Alain.

CALGARY
de notre envoyé spécial

Le réveil a sonné à 6 h 30 ; pas question de faire la grasse matinée en ce dimanche de la Saint-Valentin : les pistes de Nakiska sont à plus de 100 kilomètres du centre de Calgary et les policiers veillent sévèrement aux limitations de vitesse. En route donc dès potron-minet car les embouteillages sont aussi à craindre.

En prévision de l'affluence sur le site de la descente olympique, un immense parking de délestage a d'ailleurs été aménagé à la sortie de l'autoroute transcanadienne, 25 kilomètres avant d'arriver sur les pistes. Il restera aux trois quarts vide. Ce n'est décidément qu'en Suisse et en Autriche que le ski alpin mobilise autant de spectateurs qu'un match de football.

Il n'y a finalement aucun problème pour être à pied d'œuvre bien avant le départ officiel de la course, à 11 h 30. C'est Frank Piccard qui doit s'élancer avec le dossard numéro 1. Une aubaine, dit-on, pour le jeune Français.

La neige artificielle, qui pallie avantageusement les carences du ciel en la matière, a malgré tout un inconvénient. De minuscules escaliers se forment en effet sur la piste au fur et à mesure des passages. Ceux-ci rendent le pilotage des skis imprécis. Or la piste dessinée par le Suisse Bernard Russi, vainqueur de la descente de Sapporo (1972), doit être négociée au millimètre. Le plus petit écart avec la ligne idéale se traduit par des secondes de retard à l'arrivée. Partant premier, le Français aurait sous les skis un billard qui pourrait lui permettre de briguer une place de podium, comme peuvent le laisser espérer ses résultats en Coupe du monde au début de la saison et ses performances aux entraînements ici même.

Une immense barbe à papa

Pour l'heure, le podium de l'épreuve alpine reine n'est pas le problème des organisateurs. Le sommet du Mount Allan ressemble à une immense barbe à papa. Le vent qui souffle en rafales à près de 100 km/h fait tourbillonner les cristaux de neige. Impossible de donner le départ dans ces conditions ! Négocier les premiers virages dans la pente abrupte relèverait du ski extrême.

Si ce n'est pas à 11 h 30, ce sera peut-être à 12 h 30. La boutade favorite des Calgariens concerne les sautes d'humeur du climat local. Le temps peut changer du tout au tout en cinq minutes. Evoluera-t-il favorablement pour le bon déroulement de la compétition en une heure ? Dame Météo est en train d'arbitrer un combat singulier entre une masse d'air polaire et un courant chaud du Pacifique. L'issue est indécise.

Les quelques milliers de spectateurs battent la semelle en regardant d'un œil inquiet la tente d'hospitalité, qui couvre un quart d'hectare, se gonfler comme un spinnaker. Pour les amuser, les oursons mascottes des Jeux les embrassent tandis qu'un yéti en peluche les poursuit. L'unique boutique de souvenirs est dévalisée. On fait aussi la queue pour poser à côté de gardes de la police montée en rutilante tunique rouge. Quelques Helvètes captent l'attention d'une caméra de télévision en agitant le drapeau à croix blanche et en poussant des jodels.

L'attente paraît interminable. Les journaux européens ont maintenant bouclé leurs premières éditions. Leurs envoyés spéciaux maudissent les organisateurs des Jeux 1988 qui ont retenu une station modèle, Gréolières-les-Neiges (Alpes-Maritimes), comme site olympique. En clair, on s'énerve d'autant plus qu'on s'entasse à trois cents dans des installations prévues pour cent. Et, de fil en aiguille, on en vient à refaire le ski français comme on refait le monde le soir au Café du Commerce.

Précisément, Roland Francey est là alors qu'il a bien failli ne pas y être. Le directeur technique de la Fédération de ski avait mis son veto à la présence de l'entraîneur suisse à Calgary. D'aucuns en auraient fait une maladie. Pas Roland Francey. Son calme contraste même avec l'agitation de Jean-Pierre Puthod. Cela n'empêche pas l'entraîneur d'avoir la dent dure : *« On dit que l'arrivée de Jean-Pierre Puthod a provoqué un déclic. En descente, peut-être. Mais en slalom ? En fait, il n'y a que le travail en profondeur qui donne des résultats. Depuis vingt ans, je suis le premier qui soit resté en place plus de trois ans... »*

Manifestement il y a des comptes qui, dans le ski français, seront réglés après les Jeux. Pour l'instant ceux-ci restent à faire. Il faudra en tout cas revenir lundi à Nakiska. Car, à 12 h 30, le jury de la Fédération internationale de ski a dû convenir que les conditions étaient trop mauvaises pour assurer une course régulière. Mais rien ne presse. Avec un programme étalé sur seize jours, au lieu de douze précédemment, ce serait bien le diable si le *chinook* – ce méchant vent chaud qui gâte l'hiver – ne laissait pas une petite matinée de répit aux descendeurs. Hélas ! Frank Piccard n'arborera plus le dossard numéro 1 car les règlements obligent à un tirage au sort de l'ordre de départ la veille de chaque course. Il partira quinzième !

A. G.

SAUT A SKIS : le tremplin de 70 mètres

Nykaenen, drôle d'oiseau

Le Finlandais Matti Nykaenen, médaille d'or au tremplin de 70 mètres, dimanche 14 février, n'est pas un champion comme les autres : demi-dieu du saut, il est dans le vie un sorte d'ange déchu.

CALGARY
de notre envoyé spécial

Les Finlandais aiment, paraît-il, regarder les mouettes dans le ciel. A force de contempler ces grands oiseaux blancs, Matti Nykaenen a-t-il percé le secret du vol plané ? En tout cas, les autres sauteurs à ski sont incapables de transgresser les lois de la pesanteur comme lui.

Déjà vainqueur cet hiver sur tous les plus prestigieux tremplins – Garmisch, Innsbruck, Bishofsheim, – il a confirmé sa supériorité sur le sautoir olympique, planté comme un grand huit de foire à la sortie ouest de Calgary. Ni le vent ni ses rivaux ne l'ont inquiété. Dans des conditions précaires, il a tiré deux vols idéaux à 89,5 mètres.

Sans avoir besoin du mètre de l'arpenteur, il était évident à l'œil nu qu'il restait en l'air plus longtemps et plus en ligne que les autres, les Tchécoslovaques Ploc et Malec, ou encore le Yougoslave Tepes. A quoi cela tient-il ? Les leçons de physique élémentaire sont impuissantes à expliquer le prodige. Sur le bec du tremplin, ss principaux adversaire sont passés 4 à 5 km/h plus vite. Malgré tout, ils ne sont pas allés plus loin.

L'extrême légèreté de Nykaenen a souvent servi d'explication à ce phénomène. Le Finlandais pèse à peine 55 kilos pour un bon mètre quatre-vingt-cinq. On a attribué à un régime alimentaire à base de poisson cette densité d'oiseau. En fait, on ne sait pas vraiment ce que mange Nykaenen. En revanche, on sait ce qu'il boit. Un mélange de vodka et de bière a précipité cette manière d'ange dans l'enfer de l'alcoolisme.

La liste des victoires de Nykaenen est impressionnante : champion du monde junior et senior pour ses dix-neuf ans, champion olympique l'année suivante à Sarajevo au tremplin de 90 mètres après une médaille d'argent au tremplin de 70 mètres, lauréat des trois Coupes du monde qui vont suivre, auteur du plus long vol à skis jamais mesuré (191 mètres)... Ce qui lui permet d'être le seul sauteur à vivre confortablement de ce sport : un sponsor autrichien lui alloue environ 500 000 F par an, qui s'ajoute à son salaire d'employé municipal de Jyvasky.

Cure de désintoxication

Pour des milliers de petit Finlandais, Nykaenen est un demi-dieu. Mais cela n'efface pas l'angoisse du sauteur en haut du tremplin. L'alcool a été un remède facile au stress. Hélas ! sous l'empire de la boisson, le Finlandais perdait tout contrôle. Cela a provoqué une belle liste de scandales : en 1985, il démolit la voiture de son entraîneur après avoir menacé celui-ci. ; quelques mois après, il saccage une école de sport dans laquelle il est en stage, puis cambriole un magasin. Marié en 1986, il ne se calme pas pour autant : il bat son épouse en public et casse tout dans leur appartement.

C'en est trop pour la Fédération finlandaise qui décide de le suspendre. Il entame à ses frais la Coupe du monde 1987. Mais, pour regagner sa sélection, il doit subir une cure de désintoxication. C'est la naissance d'un fils en octobre dernier qui semble toutefois le meilleur des traitements. Ses anciens équipiers, qui refusaient sa compagnie, l'ont à nouveau accepté parmi eux. Et si l'homme s'est amendé, le sauteur n'a heureusement rien perdu de sa superbe.

ALAIN GIRAUDO.

HOCKEY SUR GLACE : un entretien avec Jean Ferrand

Leçon suédoise

Dans l'immense patinoire du Saddledome, les hockeyeurs suédois ont triomphé des français (13 à 2), dimanche 14 février. Une défaite prévisible pour les jeunes tricolores, qui, pour leur première rencontre, affrontaient les champions du monde. Lors du premier tiers-temps, les joueurs ont même égalisé à la douzième minute grâce à un tir de Paulin Bordeleau. Président de la Fédération française des sports de glace, Jean Ferrand nous déclare ci-dessous n'être pas inquieté par ce premier résultat.

CALGARY
de notre envoyé spécial

« Le tournoi commence mal pour les hockeyeurs français...

– Mais il commence, et c'est déjà un événement important. Pour la première fois depuis les Jeux olympiques de Grenoble, en 1968, les joueurs français participent à une compétition internationale de haut niveau. Il faut toujours penser au chemin parcouru depuis cette époque. Il y a vingt ans, nous nous situions au vingtième rang mondial. Et nous devions alors à notre situation de pays organisateur le fait de pouvoir être en compétition. Aujourd'hui, la situation est différente puisque nous nous sommes qualifiés lors des championnats du monde, qui ont eu lieu en mars. Nous sommes rentrés dans l'élite des douze meilleurs.

– Mais vous venez néanmoins d'être battus.

– Il est difficile pour un petit pays de hockey de venir briller avec les grands. Face aux professionnels que sont les Suédois, nos joueurs ont quand même beaucoup à apprendre. Aujourd'hui, nous avons manqué de chance, puisque, lors de l'échauffement d'avant match, Pierre Pousse, un joueur du club du Mont-Blanc, a reçu un palet dans le nez. Il souffre d'un traumatisme à la face et devra être opéré.

– Cet incident a-t-il eu une influence sur le résultat ?

– Non, on ne peut pas dire cela. Cet accident n'a pas empêché le reste de l'équipe de se montrer à la hauteur de nos adversaires dès le début de la rencontre. Résister aux Suédois, et même marquer un but, représente une petite performance pour notre équipe. Certes, en deuxième période, la rapidité de jeu de ces solides Nordiques ne nous a pas facilité les choses. Nous souhaitions limiter les dégâts lors de cette première rencontre. Nous y sommes à moitié parvenus, si l'on sait que les Suédois se vantaient avant le match de nous infliger une défaite en marquant vingt buts.

– La présence d'un entraîneur suédois a-t-elle facilité les choses ?

– Kell Larson est suédois. Il a connu les joueurs de ce pays alors qu'il entraînait les équipes nationales universitaires. Depuis deux ans qu'il exerce ses fonctions en France, il a beaucoup apporté à notre équipe. Accepté par les joueurs, il a su leur enseigner des constructions de jeu nouvelles. Aujourd'hui encore, nous avons pu constater que les consignes qu'il répète souvent aux joueurs étaient bien respectées. La discipline et la bonne ambiance règnent dans une équipe fortement motivée.

– Même après la suspension d'un joueur franco-canadien ?

– Vous faites allusion à la mésaventure survenue à Patrick Daley, privé au dernier moment de tournoi olympique. Selon les règlements de la Fédération internationale et du CIO, un joueur qui a déjà participé à une compétition officielle pour un pays ne peut pas ensuite porter les couleurs d'un autre pays. Patrick Daley (Gap), qui avait disputé les championnats du monde juniors en 1977 avec l'équipe du Canada, ne peut donc plus être titulaire dans l'équipe nationale.

– Ne le saviez-vous pas avant de le faire venir à Calgary ?

– Disons simplement qu'il y a eu dénonciation auprès des instances internationales. Et que cette dénonciation est venue de France. Mais cette affaire, même si elle a perturbé les joueurs, ne doit pas nuire aux performances de l'équipe.

» Il faut souligner que la sélection pour les Jeux olympiques a donné un coup de fouet au hockey en France. Ce sport compte maintenant 10 500 licenciés contre seulement 3 500 en 1968. De plus, les joueurs acquièrent dans ce genre de compétition une expérience internationale qui leur sert dans leur club. Croyez-moi, les retombées seront sensibles dans le championnat de France. »

Propos recueillis par
SERGE BOLLOCH

SKI NORDIQUE : 10 kilomètres dames

Le bon fart des Soviétiques

La première médaille d'or des quinzièmes Jeux olympiques d'hiver a été attribuée, dimanche matin 14 février, sur le site nordique de Canmore, à une Soviétique de vingt-six ans, Vida Ventsene, la plus rapide dans l'épreuve des 10 kilomètres en ski de fond. C'est son premier succès international.

CALGARY
Correspondance

Le ski de fond soviétique ne s'est pas encore mis à l'heure de la « perestroïka ». La conférence de presse officielle qui suivait la course d'ouverture du programme olympique fut privée de ce qui devait en faire l'essentiel : la présence de l'héroïne du jour, Vida Ventsene.

Cette illustre inconnue, tout juste apparue à la treizième place des championnats du monde d'Oberstdorf sur cette même distance de 10 kilomètres, en 1987, venait de couvrir le parcours en 38 min 8 s et on aurait aimé établir avec elle toute la transparence d'un succès façonné sur le mode *crescendo*.

Triomphe collectif

Au premier temps intermédiaire, elle occupait le troisième rang, puis le deuxième au pointage suivant. Cette progression s'acheva en apothéose. Imprégnée de toute la gamme des gestes qui composent la technique classique, la jeune femme au visage anguleux savait, en pénétrant dans le stade recouvert de neige artificielle, qu'elle écrivait une page d'histoire, non seulement pour son propre compte, mais aussi pour celui du ski de fond féminin de sa patrie. La dernière médaille d'or individuelle des Soviétiques remontait en effet aux Jeux de Lake Placid en 1980. Raisa Smetanina en était la signataire, cette moissonneuse de titres qui avait pris la succession de « la » Kulakova, montée dix-sept fois sur les podiums entre 1968 et 1982.

Raisa, aux trente-sept printemps, la fille d'éleveurs de rennes aux confins de la Sibérie, était partagée dimanche entre deux sentiments : la peine d'avoir laissé échapper la médaille d'or dans le dernier kilomètre pour seulement 8 s 7, et la joie d'avoir participé à un triomphe collectif inégalé dans l'histoire du ski de fond aux Jeux olympiques.

Les deux autres représentantes de l'Union soviétique, Svetlana Nagueikina et Tamara Tikhonova, se classèrent en effet respectivement quatrième et cinquième. Il n'y eut que la petite finlandaise Marjo Matikainen, aux yeux bleus et aux cheveux blonds de poupée, pour échapper aux rouleaux d'une mer rouge déchaînée. Sa médaille de bronze paraissait presque anachronique, et d'ailleurs elle n'aurait peut-être tenu qu'à un fil si Tamara Tikhonova n'avait sottement chuté dans les premiers hectomètres du parcours.

Les drakkars vikings coulèrent l'un après l'autre, et il n'y eut que la Norvégienne Inger-Hélène Nybraaten, sixième à 43 s pour sauver ce qui pouvait l'être. Le reste de cette course disputée par – 5 °C n'est que broutilles en regard d'un raz de marée qui renvoie les Scandinaves au fond de la classe.

Secré coup de pied aux fesses ! Aux championnats du monde de Seefeld (Autriche) en 1985, comme à ceux d'Oberstdorf (République fédérale d'Allemagne) l'année dernière, les techniciens soviétiques avaient subi les pires moqueries pour n'avoir su résoudre des rédutables problèmes de fartage qui s'étaient alors posés. Certains avaient d'ailleurs payé leurs erreurs par une éviction de l'encadrement.

Il faut croire qu'une remise en cause des méthodes d'appréciation de la nature de la neige a été opérée, car celle de Canmore, à 80 % artificielle, comportait une traîtise majeure. *« Mangeuse de fart »*, pour reprendre l'expression d'une concurrente, elle usait rapidement les semelles. Les Soviétiques avaient mis cette fois la bonne couche et, du même coup, leurs visages avaient repris des couleurs. Dommage qu'elles ne soient pas venues les exposer !

LLIBERT TARRAGO.

Les résultats

Hockey sur glace

Groupe A

Suède b. France	13-2
Canada b. Pologne	1-0
Suisse b. Finlande	2-1

Groupe B

Etats-Unis b. Autriche	10-6
URSS b. Norvège	5-0
RFA b. Tchécoslovaquie	2-1

Patinage de vitesse

500 mètres messieurs

1. Mey (RDA, les 500 m en 36 s 45 ; 2. Ykema (P-B), 36 s 76 ; 3. Kuroiwa (Jap.), 36 s 77 ; 31. Nicouleau (Fr.), 38 s 63 ; (...) 33. Van Helden (Fr.), 39 s 05.

Saut à skis

Tremplin de 70 mètres

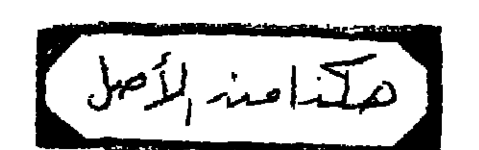
1. Nykanen (Fin.), 229,1 pts (89,5 m + 89,5 m) ; 2. Ploc (Tch.), 212,1 pts (84,5 m + 87 m) ; 3. Malec (Tch.), 211,8 pts (88 m + 85,5 m) ; (...) 34. Mollard Fr.), 174,3 pts (79 m + 77 m) ; (...) 49. Berger (Fr.), 164,5 (75 m + 75,5 m).

Ski nordique

10 kilomètres dames

1. Ventsene (URSS), les 10 km en 30 min 8 s 3 ; 2. Smetanina (URSS), 30 min 17 s ; 3. Matikainen (Fin.), 30 min 20 s 5.





d'hiver

lgary

Leçon suédoise

es Soviétiques

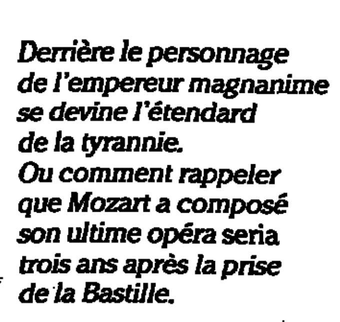
Culture

MUSIQUES

« La Clémence de Titus », de Tourcoing à Montpellier

Despotisme mal éclairé

Derrière le personnage de l'empereur magnanime se devine l'étendard de la tyrannie. Ou comment rappeler que Mozart a composé son ultime opéra seria *trois ans après la prise de la Bastille.*



DANIÈLE PIERRE

« Liberté, égalité, fraternité ». Au lever de rideau, une escouade de laquais armés de balais-brosses tente maladroitement d'effacer, écrits en lettres énormes sur le mur princier, les principes de la déclaration des droits de l'homme. D'emblée, la couleur est annoncée. Oubliées les rivalités de Vespasien et de Titus, la Rome du premier siècle, les fastes impériales, l'Antiquité. L'action se passe en 1791, date à laquelle cette *Clémence de Titus* a été représentée (Mozart l'ayant composée pour le couronnement à Prague, comme roi de Bohême, de Léopold II, fils de François-Joseph, frère de Marie-Antoinette). La révolution est au palais.

La mise en scène, signée Martin Schlumpf, un habitué de l'Atelier lyrique de Tourcoing (créée dans le Nord, la production est actuellement reprise à Montpellier) va juxtaposer tous ces « niveaux de lecture » sans rien vouloir démontrer. Pourquoi s'empêtrer en effet dans les toges et les couronnes de laurier alors que l'argument antique était déjà pour Mozart, ses spectateurs et son impérial commanditaire, un sujet à clefs : louange du jeune monarque pour sa future magnanimité. Mais ces clefs, un metteur en scène du vingtième siècle peut-il à nouveau les faire fonctionner autrement qu'avec distance et incrédulité ? Le pardon de Titus aux conjurés ne reste-t-il pas un abus de pouvoir, simulacre de fraternité sans égalité ni liberté ?

Martin Schlumpf s'interroge donc. Mais en aparté. L'action (bonté trahie, amitié bafouée) est jouée au premier degré. Des jeux de scène, toujours vraisemblables et discrets, viennent s'y incruster. Ainsi, quand Titus chante au premier acte l'amour qu'il voue à son peuple : du pain est distribué, des pierres précieuses jetées aux pauvres. Mais ces derniers sont des miséreux en guenilles que la garde impériale disperse avec brutalité. Sur le finale heureux, sur les victimes amnistiées, planera pour finir l'ombre de la guillotine.

Dramatiquement, la grandeur d'âme n'est pas un sentiment bien intéressant. Montré par Schlumpf comme un gentil potentat largué par l'histoire, despote mal éclairé, Titus gagne indiscutablement en épaisseur et en crédibilité. Des boiseries sévères, des bibliothèques bien rangées où trône le buste en plâtre des philosophes français, composent un décor austère mieux adapté à son caractère que le marbre et la pourpre d'une pseudo-antiquité (cependant présente, quand l'action l'impose, sous forme d'immenses gravures d'Arc de triomphe ou de Capitole, qu'on croirait sorties de l'imagination des architectes de la Révolution).

Le rôle de Titus est, hélas ! chanté dans cette production par un ténor italien à la voix de séducteur d'opérette (Léonard Pezzino). Et celui de Vitellia – mégère bottée de cuir, emperruquée de roux avant d'être transformée par le remords en sœur de charité – par une soprano (Nobuko Takahashi) trop visiblement appliquée à chanter toutes les notes de son emploi, impossible il est vrai.

Lynne Dawson (Servilia) est, en revanche, délicieuse, vocalement lumineuse. Meral Jaclin, dans le rôle travesti d'Annio, amant de Servilia, qui lui arrive à l'épaule, semble également avoir chanté Mozart toute sa vie. Mais la véritable héroïne – dans un rôle d'homme elle aussi – est Guillemette Laurens, la Cybèle d'*Atys* à l'Opéra-Comique. Voix un peu grasse sur certaines consonnes, ce qui lui donne un genre, une personnalité. Legatos suaves, merveilleusement dessinés. Expression résolue et pensée : science vocale incontestable qu'avivent ici sur scène de vrais excès de tragédienne. Guillemette Laurens est un Sextus accablé, genoux fléchis, échine courbée, humilié, écrasé, seul personnage démesuré de ce plateau bien sage.

Encore ces jeunes chanteurs chantent-ils très juste dans l'ensemble et exploitent-ils au mieux leurs possibilités vocales, ce qui n'est pas le cas de bien des vétérans ! Autre bonne surprise de cette production : la qualité du chœur régional Nord-Pas-de-Calais que Jean-Claude Malgoire a eu l'idée d'installer dans la fosse. Ainsi l'ultime opéra *seria* de Mozart bascule-t-il clairement vers l'oratorio, ce qui n'est pas un mal. Les musiciens de la Grande Ecurie allient à une rythmique d'ensemble un peu floue (instruments d'époque obligent ?) beaucoup de chaleur individuelle. Les pupitres de vent sont excellents.

ANNE REY.

★ Prochaine représentation : le mardi 16 février, 20 heures. L'Opéra de Montpellier, toujours sur sa lancée, sous la direction d'Henri Maier, accueille le célèbre ténor mozartien et rossinien Luigi Alva pour une semaine de cours d'interprétation, du 23 au 30 avril. Le concours de recrutement a lieu le 28 et le 29 février. Renseignements à l'Opéra, 11, bd Victor-Hugo, 34000 Montpellier, tél. : 67-66-31-11, poste 431.

Des « Scarlatti » par centaines

(Suite de la première page.)

Pourtant on sent derrière cette œuvre quelque chose de « dramatique », au sens théâtral, qui lui donne un relief particulier. Le trait est toujours net et acéré ; ce n'est pas une musique simplement mondaine ; on croit discerner un homme de forte stature, fier, voire indomptable comme un Bach ou un Beethoven, aussi pur et lumineux qu'un Mozart ou un Schubert. Il est de ceux qui aident à vivre, un génie bienfaisant dans l'existence de tous les jours. Alors, écoutons-le sans remords, comme la princesse Maria Barbara.

On se promène à l'infini dans ces champs de sonates qui semblent toutes pareilles (deux parties, allant de la tonique à la dominante et vice versa, chacune reprise), mais sont en réalité d'une incroyable diversité que le *Catalogue analytique* d'Alain de Chambure vous fera découvrir *(voir notre encadré)*.

Changements d'atmosphère

Ecoutez par exemple la *Sonate K.212* : elle escalade et dévale sans trêve les collines, les prés et les bois, en chantant joyeusement ; et tout à coup une modification de tonalité lui donne un ton héroïque, impétueux, irascible, d'un éclat admirable, avant de conclure dans une grande lumière. Ou bien la suivante, K.213, ingénue, poétique, avec des arpèges tournoyant comme des feuilles mortes sur le gazon, qui se charge dans la seconde partie d'ombres et de doute.

Il en est qui changent d'atmosphère à une vitesse étonnante ; ainsi la K.215, comme une chanson de la pluie, avec ses notes répétées, où surgit un développement formidable, ferraillant comme le *Concerto* de de Falla ; et la K.216 qui répète inlassablement son motif initial, dérivant peu à peu au gré de modulations suffocantes de beauté, d'une audace schubertienne, extraordinaire poème qu'on pourrait comparer à quelques variations des *Diabelli*.

Il y a des sonates d'apparat, comme une présentation à la cour ou quelque défilé (K.238, 296), des portraits de dames coquettes, pétulantes et tapant du pied (K.297), partout des rythmes de danse, des séguedilles, du flamenco, de la guitare (K.239, 454, 491, 492), de la mandoline même (K.298). Mais on trouve aussi des sonates sérieuses, méditatives (K.356), impérieuses et sévères (K.139), où l'on sent percer quelque angoisse, avec des traits ou des cadences hésitant au bord du précipice (K.507, 508), voisinant avec de joyeuses parties de chasse, des sonneries de trompettes et de tambours, des comédies, des jongleries, des feux d'artifice de castagnettes, des refrains volubiles (voyez entre cent autres les K.509 à 511), comme dans cette amusante jota parsemée d'éclats de rire à la manière des *Noces de Figaro* (K.209).

Mais il n'y a pas de limites à ce bonheur, intraduisible en mots, multiplié par 555 ou à peu près, car bien peu de ces sonates sont banales et médiocres. On peut en vivre pendant des mois.

JACQUES LONCHAMPT.

★ *L'Œuvre intégrale pour clavier de Domenico Scarlatti*, par Scott Ross, claveciniste (direction artistique : Alain de Chambure ; prise de son : Alain Duchemin). Coproduction disques Erato et Radio-France. Offre exceptionnelle : 34 disques compacts vendus au prix de 20. Avec un *Catalogue analytique* de 200 pages.

Un barbu rêveur et passionné



ERATO-JACQUES SARRAT

Scott Ross

Il s'est si bien coulé, dissimulé dans la peau de Scarlatti qu'on ne peut imaginer celui-ci jouant autrement avec cette sonorité de miel et de feuille d'or, cette finesse de phrasé et d'articulation, cette virtuosité ailée, joyeuse et comme négligente, ce charme et cet humour, cette grandeur du style, jamais désinvolte et souvent secoué par de puissants accès lyriques.

Né à Pittsburgh le 1er mars 1951, Scott Ross habite la France depuis l'âge de quatorze ans. Il a travaillé avec une impressionnante brochette de professeurs (Huguette Grémy-Chauliac, Laurence Boulay, Saorgin, Veyron-Lacroix, K. Gilbert, Chapuis), remporté le concours de Bruges en 1971, et il est à son tour professeur dans les rares loisirs que lui laissent sa carrière de concertiste et ses nombreux enregistrements, en particulier, excusez du peu ! ses intégrales Couperin et Rameau (chez Stil).

Un entretien avec Denise Fasquelle, joint à l'intégrale Scarlatti, donne un délicieux portrait de ce musicien barbu, rêveur, décontracté et passionné, outre la musique, par les volcans, les minéraux, les chats, les ordinateurs et les orchidées qu'il cultive dans sa maison, près de Montpellier.

Il a enregistré toutes les sonates de Scarlatti à la suite, d'après le classement de Kirkpatrick et la belle édition de Kenneth Gilbert en onze volumes, chez Heugel.

Et l'on n'aura aucune peine à se repérer dans cet univers immense grâce au *Catalogue analytique* d'Alain de Chambure, qui complète ce trésor. On y trouvera pour chaque pièce l'incipit musical, les indications de mouvements et de tonalités, un bref commentaire fort précis, et en outre tout un « jeu de piste » de vignettes imagées qui permettent de saisir d'un coup d'œil le caractère dominant de la forme et les éléments typiques du langage dans la pièce considérée. Un petit chef-d'œuvre pédogogique.

J. L.

CALENDRIER

PARIS ET BANLIEUES

Paata Bourchouladze à l'Athénée. – Coffre énorme, basse profonde, ce jeune Géorgien, découvert l'an dernier par la Fondation Maria-Callas, chante, accompagné par Ljumilla Ivanova, des mélodies de Rachmaninov et de Moussorgski.

★ Le lundi 15, 20 h 30. Tél. : 47-42-67-27.

Maria Joao Pirès au Châtelet. – Cette Portugaise quadragénaire a une façon bien à elle de faire sa vie et d'organiser son métier. Cela se sent à sa manière décontractée d'aborder au clavier un répertoire varié. Ici : Bach, Mozart, Ravel, Chopin.

★ Le lundi 15, 20 h 30. Tél. : 42-33-44-44.

Journées égyptiennes à la Maison des cultures du monde. – Ensemble de la région de Suez ; chants sacrés de la confrérie Chazili ; duo du tambour (tabl) et du hautbois (mizmar) ; soirée en compagnie d'un conteur-chanteur ; récital d'arghoul (flûte en roseau) : le panorama est vaste, le détail des programmes, journée par journée, reste à déterminer.

★ Du 16 au 21, 20 h 30. Tél. : 54-44-72-30.

Le Chœur de Zagorsk à la Madeleine. – Aboutissement d'une tournée française du Chœur du monastère de Zagorsk et de l'académie de théologie de Moscou, qui n'avait pas quitté l'Union soviétique depuis 1917 : pour un soir à l'église de la Madeleine, les gardiens de l'authenticité de la liturgie orthodoxe.

★ Mardi 16, 20 h 30.

De Schoenberg à Donatoni à la radio. – Pierre-Laurent Aimard au piano, Pierre Strauch au violoncelle, Frédéric Stochl à la contrebasse : trois membres de l'Intercontemporain jouent Donatoni (*Lame*, pour violoncelle seul, *Almari*, pour violoncelle, contrebasse et piano), mais aussi Schoenberg et Webern.

★ Le mercredi 17 (*Feuillets d'Orphée*, programme musical de France-Culture, entrée libre). Tél. : 42-30-36-43).

***Orphée*, de Gluck, aux Champs-Elysées.** – L'immense Marilyn Horne pleure la délicieuse Ruth Ann Swenson, son Eurydice disparue. Direction Mackerras, mise en scène Gérard Vergez, chorégraphie Andy de Groat... soit Gluck à guichet fermé.

★ Les 18, 20, 23, 26 et 29, 20 h 30. Tél. : 47-23-36-86.

Encore des jeunes à Pleyel. – Après Hélène Grimaud et Pierre-Michel Durand, l'Orchestre de Paris, dirigé par Serge Baudo, accueille le pianiste Jean-Marc Laforêt (*Concerto en sol*, de Ravel) et, en soliste, le clarinettiste maison, Pascal Moragès (*Rhapsodie pour clarinette*, de Debussy).

★ Les 18 et 19, 20 h 30. Tél. : 45-63-07-96.

Janacek à Garnier. – *Katya Kabanova*, avec Leonie Rysanek, mise en scène Götz Friedrich, pour sept représentations au palais Garnier : coup d'envoi de six semaines d'hommage tous azimuts au musicien tchèque. On en reparlera.

★ Les 18, 20, 22, 24, 27, 28 février et 1er mars. Tél. : 42-66-50-22.

***Les Noces* à la Maison des arts de Créteil.** – Le metteur en scène (Jacques Krief) est loin d'être un vétéran, et les chanteurs des célébrités. Jacques Mercier dirige son orchestre d'Ile-de-France. Pourquoi ne pas aller revoir à Créteil *les Noces de Figaro*, de Mozart ?

★ Les 19 et 23, à 20 heures. Le 21, à 15 h 30. Tél. : 48-99-90-50.

Supertramp à Bercy. – Faux adieux pour deux superstars du rock : Supertramp reprend la route et passe au Palais omnisports de Bercy les 21 et 22 février, au Parc des expositions de la porte de Versailles le 12 mars ; Robbie Robertson, l'ancien leader du Band, suite à un album solo chez WEA, se produit au Grand Rex le 16 mars.

★ Les 21 et 22.

PROVINCE

Milhaud en Lorraine. – Les jeunes chercheurs de l'ARCAL (Ateliers de recherche et de création pour l'art lyrique), autour du metteur en scène Christian Gangneron, promènent Darius Milhaud en Lorraine ; *les Malheurs d'Orphée* et *le Pauvre Matelot*, paroles de Jean Cocteau.

★ Le 17 à Nancy, le 23 à Epinal, le 25 à Bar-le-Duc, le 27 à Thionville. Tél. : à Cergy-Pontoise, 30-30-33-33.

DISQUES

CLASSIQUES

Gluck ressuscité

Le dernier ouvrage dramatique de Gluck, *Echo et Narcisse*, créé à Paris en 1779, quatre mois après *Iphigénie en Tauride*, tomba à plat. La cause en était moins la faiblesse du livret – après tout, on en avait vu bien d'autres – que la synthèse audacieuse opérée par le compositeur entre la pastorale et la tragédie. L'œuvre ne s'inspire de la fable d'Ovide qu'en partie, car, à la fin, Narcisse, au lieu d'être métamorphosé en fleur, est uni à Echo par l'Amour. Son personnage n'a pourtant rien d'un langoureux berger : aveuglé par sa folie, il est dramatiquement tout à fait convaincant.

Echo et Narcisse a été repris l'année dernière, pour le bicentenaire de la mort de Gluck, au festival de Schwetzingen, et il est heureux qu'une de ses représentations, prise sur le vif, ait pu faire l'objet d'un enregistrement discographique. Orfèvres en la matière, les interprètes – le Concerto Köln, divers solistes et les chœurs de l'Opéra de Hambourg dirigés par René Jacobs – servent au mieux une partition qui, sans être la plus grande de Gluck, méritait absolument de revivre.

M. V.

★ 2 CD Harmonia Mundi.

JAZZ

Le retour d'Eddy Louiss

Monumental, rayonnant, sujet à de longues disparitions, soudain las d'une écrasante présence, Orson Wells au sourire d'enfant, lorsque Eddy s'assied à son orgue, c'est toute la lumière des tropiques qui vous inonde. Senteur des double-six, instrumentiste total, Eddy Louiss, malgré une carrière à éclipses, domine ces vingt dernières années. Antillais, il a joué avec les plus grands improvisateurs, menant dans la création comme dans la chanson une carrière à l'américaine : avec une insouciance très personnelle... Son retour, *le Retour de la baleine bleue* dans son dernier disque *Sang mêlé*, est un miracle qui recourt à toutes sortes de techniques modernes. Mais, dès qu'il entre en jeu, lui qui ferait danser des baleines et swinguer des éléphants, c'est comme une vague de rythme qui submerge. Eddy Louiss joue comme les autres rêvent de jouer.

F. M.

★ *Sang mêlé*, Média 7,1 CD.

VARIÉTÉS

Le nouvel équilibre de Hubert-Félix Thiéfaine

Hubert-Félix Thiéfaine, c'est dans le rock français « l'homme qui venait d'ailleurs », propulsé au premier plan par les spectateurs des régions. Son huitième album marque un nouvel équilibre chez ce rocker amoureux des mots. Un peu plus de recul aussi. Rock et blues alternent dans *Eros über alles* avec une chanson autobiographique *(Was ist das rock n'roll)*, une autre écrite en réaction à des événements *(Je suis partout)*, imaginée librement à partir d'un thème de Marguerite Duras *(Amants Destroy)*. Un disque romantique, tendre, plein d'humour et de dérision.

C. F.

★ *Eros über alles* (CBS).

Les mots de Louis Chedid

Le plaisir des mots chez un auteur-compositeur qui n'a pas de recette à vendre mais offre simplement (et presque discrètement) des chansons mi-figue mi-raisin, avec une malice pudique. Un album chaleureux, entrepris avec la collaboration d'Alain Souchon « *Roulez, roulez jeunesse)*.

C. F.

★ *Bizou* (Philips).

Culture

CINÉMA

« Un enfant de Calabre », de Luigi Comencini

Le gamin aux pieds légers

Un enfant court.
La lutte des classes.
Les paysages calabrais.
Un film chaleureux.

Qu'est-ce qui fait courir Mimi, pas le sphinx landais, l'autre, le moutard calabrais, le petit dernier de Comencini, qui, sur les affiches, galope dans une peinture post-impressionniste un peu mièvre, en souriant ? Le soleil, le bon air, la beauté de son pays ou la frousse que lui inspire son père (Diego Abatantuono), on ne sait trop. C'est plutôt un don naturel chez ce gamin de treize ans aux yeux noirs, au front bas, pas trop joli ; il a plutôt l'air d'un chien maigre et têtu, avec deux jambes sans fin, un cœur d'acier, et, comme un rêve de somnambule, indéracinable, cette passion d'enlever ses chaussures et d'avaler des kilomètres de campagne, de caillasse ou d'asphalte.

C'était en 1960, avant l'invention du jogging, et la Calabre n'était pas très différente du siècle précédent, sinon par quelques transistors. L'arrivée d'un poste de télévision dans une famille fortunée était un événement auquel les pauvres étaient exceptionnellement conviés, un peu en retrait, à condition de se taire. Pour le reste, rien ne devait changer, et les chèvres seraient bien gardées. Mimi dérange donc avec sa façon de s'envoler sans un mot dès qu'on le lâche, qu'on ne le regarde plus, comme un oiseau, une mouche, un drôle d'animal, qui ne dit rien et met son père hors de lui. Il est rude le père, certes, gardien dans un asile de fous, et voudrait que Mimi travaille mieux à l'école, profite des bontés de son oncle, un mafioso de seconde catégorie qui a du piston dans le canton. Mais, entre deux raclées paternelles (la mère, remarquable Thérèse Liotard, n'y peut rien), Mimi se relève, se faufile et reprend son entraînement avec Felice, le conducteur du bus.

Ce n'est plus un enfant indiscipliné, le minuscule athlète, mais une vraie pomme de discorde, un rebelle qui va rallumer la lutte des classes dans cette contrée pelée : Felice est communiste et boiteux, une blessure, dit-il, a brisé sa carrière de sportif, avant il détalait comme personne. Pieux mensonge, il est né infirme, mais qu'importe, il est le premier supporter de Mimi et l'entraîne, lui apprend à doser son effort, son souffle, chaque matin derrière son bus, sur la route de l'école. Le père n'est pas de cet avis, et le conflit, la jalousie des deux hommes autour du petit époumoné sont truculents et sympathiques comme un duel Don Camillo-Peppone de la grande époque.

Mimi, le paysan ailé, gagnera contre les riches, contre son père, contre l'inertie générale du monde, sera le premier à Rome, aux Jeux de la jeunesse, l'année où Abebe Bikila, l'Éthiopien, remportera le marathon, lui aussi, pieds nus. Comencini a réalisé là une de ses œuvres les plus dépouillées, les plus pures, chaleureuse et juste, sans esprit de démonstration morale, comme un conte. Et Santo Polimeno, qui interprète Mimi, sans affectation, sans effet, sans peser, met le film dans sa poche et nous avec. En petite foulée.

MICHEL BRAUDEAU.

« Home of the brave » de Laurie Anderson

Il y a deux ans, dans le New Jersey, Laurie Anderson donnait un concert devant un public bon enfant et quelques caméras. Un film en a résulté, que la danseuse-chanteuse new-yorkaise a elle-même réalisé et dont l'inconvénient premier est d'être précisément du concert filmé.

Imaginez cette bricoleuse de première, fouilleuse de poubelles électroniques, maquilleuse de voix et de sons instrumentaux, sorcière du néon, fée électricité, lâchée dans la nature avec une bonne caméra puis libre des ses actes dans un studio bien équipé. Le film, le vrai, qui en résulterait, ferait un certain grabuge, on ne peut en douter.

Mais voici un spectacle de Laurie Anderson, filmé numéro après numéro, en plans d'ensemble et plans rapprochés, comme un concert de la Philharmonie de Berlin ; ses petites chansons intellos réduites à ce qu'elles sont – association d'idées et de mots pour leur sonorité ; ses grimaces de clown punk cadrées de près et pas très jolies à regarder ; tout son arsenal de gadgets futés (combinaison truffée de micros, lunettes sonorisées) dont on ne saurait deviner s'il fait partie du direct ou s'il n'émane pas, plus banalement, d'une bande-son post-synchronisée. Bref, l'effet spectacle est manqué. Et rien n'a été prévu pour le remplacer.

A. R.



THÉATRE

« La Double Inconstance », de Marivaux

Pour les bougies de l'anniversaire

C'est un théâtre privé,
celui de l'Atelier,
qui fête le tricentenaire
de la naissance
de Marivaux
– en février 1688 –
en donnant
la Double Inconstance.

En ce mois du tricentenaire de Marivaux, rappelons que sa résurrection sur nos théâtres s'est faite en quatre temps.

Le premier, c'est Jean-Louis Barrault qui, en 1946, à Marigny, présente *les Fausses Confidences*. Mise en scène d'ailleurs classique, mais éblouissante, grâce surtout au jeu de Madeleine Renaud et à l'éclat d'une toile peinte, au fond du décor, de Brianchon.

Deuxième temps, *« d'origine modeste »*, selon l'expression consacrée, mais qui fait date : à la gare d'Austerlitz, les travailleurs de la SNCF donnent une mise en scène remarquable de *l'Ile de la raison*, en 1950.

Puis c'est, en 1956, à Chaillot, *le Triomphe de l'amour* animé par Jean Vilar. Enfin, comme dit Frédéric Deloffre, le meilleur connaisseur de Marivaux aujourd'hui, Roger Planchon *« fait disparaître définitivement l'image d'un Marivaux poudré, musqué et affadi »* en donnant *la Seconde Surprise de l'amour*, en 1959.

A partir de là, Marivaux va être joué sans cesse, sur les scènes privées et publiques, et va donner lieu aux imaginations les plus neuves, témoin *la Dispute*, mise en scène par Jean-Marie Patte en 1965 et deux ans plus tard par Chéreau.

Marivaux, de son temps, ne sut pas plaire à tout le monde. On lui reprochait ses complications, ses chassés-croisés, et son style, qui semblait obscur. *« Il a trouvé le moyen singulier de se rendre guindé avec les termes les plus clairs »*, disait un critique. Et un autre : *« La multitude ne va pas au théâtre pour observer au microscope les fibres du cœur humain. »*

Et le grand défenseur de Marivaux, d'Alembert, disait : *« S'il fait tant de chamin dans ce petit espace, ce n'est pas précisément en repassant par la même route. C'est en traçant des lignes très proches, et cependant très distinctes. »*

Eh bien, aujourd'hui, trois cents ans après la naissance de Marivaux, *la Double Inconstance*, jouée à l'Atelier, balaie toutes ces réserves. Marivaux n'y est pas « guindé », ses plans ne semblent pas restreints, et la « multitude » va y prendre son plaisir. La mise en scène de Bernard Murat n'est pas faite au microscope, c'est le moins que l'on puisse dire, elle est donc menée tambour battant. Des noms de vedettes, Daniel Auteuil, Emmanuelle Béart, sont à l'affiche. Peu importe que Daniel Auteuil se permette des effets comiques qui sont étrangers au rôle, peu importe qu'Emmanuelle Béart ne quitte pas un ton bébé, une voix nunuche, puisque le public vient voir, pour son bonheur, deux figures en vogue du cinéma et de la télévision.

Et puis les « esprits chagrins », comme l'on dit dans ce cas-là, pourront se raccrocher du jeu de l'acteur Robert Rimbaud, qui interprète Trivelin avec intelligence, ferveur, métier, dans le droit fil de Marivaux.

Et après tout, ce qui compte, les soirs d'anniversaire, c'est l'éclat des flammes des bougies, ce n'est pas le degré de finesse de la farine du biscuit.

MICHEL COURNOT.

★ Atelier, 20 h 30.

« Toute différente est la langouste » de Roland Dubillard

Au risque d'en rire

Elisabeth Depardieu
et ses amis
de l'Atelier de Bougival
jouent avec bonheur
onze textes
de Roland Dubillard.
Ils s'amusent beaucoup,
et nous aussi.

Tout de suite, tout est dit : *« Le langage n'existe que si l'homme se charge de lui. »* Sur un plateau quasi nu là un fauteuil, ici un bureau, quelques accessoires, – cinq comédiens, François Bernheim, Joël Cartini, Antonio Cauchois, Ariane Dubillard et Nicolas Sorel, réunis par Elisabeth Depardieu pour sa première mise en scène parisienne, se chargent sans arrière-pensée des mots de Roland Dubillard.

La tâche est ardue. Entre deux points, la ligne du poète se brise. Dubillard ne couche pas les mots sur le papier, il les dresse les uns contre les autres, les apprête au combat singulier.

Pis, il ne se contente pas de pourfendre la syntaxe, cet arrangement du discours qu'il prend plaisir à bouleverser, mais il s'empare aussi de situations simples ou même convenues, d'autres plus oniriques et les mêle sans retenue : là, le poète est dramaturge ; là, l'œuvre de Dubillard est théâtre.

Du meilleur théâtre, subtil et fragile alliage d'émotions contradictoires. Rires et larmes toujours contrariés, réel et irréel toujours en conflit, et, par-dessus tout, le vivant et le mort toujours confrontés.

Elisabeth Depardieu et ses cinq camarades, tous excellents, vont jusqu'au bout de ce théâtre-là. Ils s'amusent beaucoup, et nous avec eux, de situations qui, pour être cocasses, drôles, n'en laissent pas moins apparaître une autre définition de l'humour : le rire comme linceul des illusions.

OLIVIER SCHMITT.

★ Théâtre moderne. A 21 heures, du mardi au samedi ; matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-74-16-82.

ARTS

A l'Hôtel de Ville : Paris et ses rois

Le temps des lys

L'année du millénaire
de la dynastie capétienne
s'achève avec une exposition
présentée dans la salle Saint-Jean
de l'Hôtel de Ville.
Elle évoque les relations
privilégiées qui ont existé
entre les rois de France
et leur capitale.

Paris doit beaucoup aux Capétiens. Son destin politique, économique, administratif et religieux d'abord. En 987, Hugues, comte de Paris, est élu roi du duché de France. Ce protégé de l'Église a la subtilité, en ces temps troublés, de faire élire, la même année, son fils Robert comme successeur. Cet acte qui « pose » la dynastie capétienne est aussi un événement capital pour Paris. Les centres de décision se déplacent, en effet, de Laon, fief carolingien, au palais de l'île de la Cité.

De Philippe Auguste à Louis-Philippe, les rois couvrent le sol parisien d'églises, de monastères, de palais et d'édifices publics. Ils jettent des ponts sur la Seine et dessinent la trame d'un plan d'urbanisme dont le Paris républicain garde toujours l'empreinte.

Pour raconter cette vieille liaison tour à tour idyllique et orageuse entre les souverains français et leur capitale, plusieurs musées dont ceux de Versailles, Fontainebleau, Chambord, Toulouse, Troyes et le Louvre ont prêté peintures, sculptures et tapisseries. C'est Paris en fête : les mariages et les naissances qui illustrent les « riches heures » de la famille royale. Paris au quotidien : les lits de justice, la réunion des édiles autour du prévôt et les visites solennelles des ambassadeurs. Paris orageux la Fronde, la rupture, les émeutes puis les révolutions de 1793, 1830 et 1848.

Parmi les œuvres exposées, on remarque un volume orné de splendides gravures, *le Grand Carrousel de 1662*, provenant de la bibliothèque municipale de Versailles, la reconstitution du casque de Charles VI avec ses précieux éléments découverts en 1984 lors de la fouille de la cour Carrée du Louvre et deux tapisseries faisant partie de la célèbre suite des Gobelins, *Histoire du Roi* ou les magnifiques statues de bronze de Louis XIII, d'Anne d'Autriche et du Dauphin, par Simon Guillain, seuls vestige du monument aujourd'hui disparu et qui s'élevait à l'entrée, côté Châtelet, du pont au Change.

Cette promenade dans le Paris de jadis aurait mérité d'être mieux mise en valeur. Pourquoi ses promoteurs ont-ils abusé de la lumière tamisée, qui a, ici, un relent macabre ? Par souci esthétique, obligation technique ou pour évoquer un temps révolu ?

JEAN PERRIN.

★ Jusqu'au 25 février, t.l.j. de 11 heures à 19 heures.

JAZZ

L'ascension du groupe Malavoi

A la force des archets

Violons au vent,
rythmes tropicaux
au bout des doigts,
mélodies à chanter,
le groupe Malavoi
débarque à Paris.
En mai, il reviendra
à l'Olympia.

Ils sont huit, tous Martiniquais, amateurs pendant longtemps, dont la réputation ne cesse de grandir. Leur talent y suffit. Mais rien ne serait arrivé, peut-être, sans le festival de Fort-de-France...

L'île n'est pas assez grande pour que beaucoup de musiciens vivent de leur musique. Mais, proportionnellement, la Martinique en engendre beaucoup, chanteurs, danseurs ou instrumentistes. Certains s'installent à Paris. D'autres pratiquent le zouc avec talent (Kassav). Beaucoup, les variétés avec bonheur. La musique populaire des Antilles est globalement de meilleur qualité : question de rythmes et de métissages. Et il y a Malavoi, qui s'est fait une place à part. A la force des archets.

Modernes, traditionnels, enjoués; précis, ils ont fabriqué leur propre son. Ces cinq violons qui n'ont qu'une âme, ils jouent en Antillais que le jazz rendrait fous. Sans rien renier de leurs racines. Mais sans se priver d'aucune piste nouvelle. D'une poignée d'amis, ils ont fait Malavoi.

Dans leur avènement, le festival du CMAC (Centre martiniquais d'action culturelle) a joué un rôle très socratique. Et sa directrice Fanny Auguiac, celui de femme sage. Son thème ? Rencontre des musiques populaires et du jazz. Au programme, les meilleurs. En décembre dernier, pour la troisième édition du festival qui alterne désormais avec le Carrefour mondial de la guitare, Branford Marsalis, Marion Williams, Hermeto Pascual ou Michel Sardaby se sont produits sur la petite scène du Foyer Bellevue. En prime, des films d'archives présentés par Francis Paudras.

Du côté local, comme d'habitude, des amateurs étonnants (le groupe Frégate, le très jeune Claude Césaire), des semi-professionnels éprouvés (le trio Bernard), et un big band provoqué, produit et protégé par le festival, le West Indies Jazz Band, *melting pot* explosif de pupitres venus de toute la Caraïbe. Paulo Rosine, le pianiste de Malavoi, est justement un des compositeurs de l'orchestre avec Luther François et Jacky Bernard. Franchement, on connaît des festivals plus riches mais moins entreprenants.

A son rôle récréatif, celui-ci ajoute celui de découvreur. Un presque inconnu, Dave Valentin, Portoricain qu'une maison avait fait enregistrer aux Etats-Unis (trois disques lourds, fades, pénibles), s'est retrouvé ici dans toute la puissance de son expression. Un flûtiste de charme aventuré dans la violence du Bronx. Une bête de scène taillée pour Montreux. Question de public, de lieu, de tempérament.

Malavoi est typiquement le fruit de cette politique. Ils ont vu. Ils ont appris. Les visiteurs les ont forcés à être exigeants. A être eux-mêmes. Leur musique raconte un souvenir antillais sans nostalgie. Avec un toupet très actuel et le génie du rythme : imprenable.

FRANCIS MARMANDE.

★ Malavoi au Méridien (Jazz club Lionel Hampton) du 15 au 20 février, 22 h.

Deux disparitions

Le compositeur de comédies musicales Frederick Loewe...

Le compositeur de comédies musicales Frederick Loewe est mort dimanche 14 février à Palm Springs, en Californie. Il était âgé de quatre-vingt-six ans.

[Né à Berlin le 10 juin 1901, Frederick Loewe avait eu une carrière de pianiste prodige (il avait été soliste de l'Orchestre symphonique de Berlin à treize ans) avant de partir aux Etats-Unis et d'écrire de nombreuses chansons populaires. En 1942, Frederick Loewe s'associe avec le parolier Alan Jay Lerner. Ensemble, ils imagineront quelques-uns des succès de Broadway : *Brigadoon*, en 1947, *My Fair Lady* en 1956, *Camelot*, en 1958. Frederic Loewe et Alan Jay Lerner signeront aussi en 1959 l'adaptation musicale de *Gigi* au cinéma.]

...et du hautboïste Léon Goossens

Le hautboïste anglais Léon Goossens est mort le 12 février à Londres. Il était âgé de quatre-vingt-dix ans.

[Frère du chef et compositeur Sir Eugen Goossens, Léon Goossens avait tenu la partie de hautbois solo dans les meilleurs orchestres anglais : Covent Garden, London Philharmonic et Royal Philharmonic Orchestra sous la baguette de Sir Thomas Beecham. Il devait ensuite se consacrer à l'enseignement. Partenaire occasionnel du claveciniste George Malcolm et du violoniste Yehudi Menuhin, il était le dédicataire d'œuvres pour hautbois d'Elgar, Vaughan-Williams, Britten...]

VARIÉTÉS

Jean Guidoni au Bataclan

Une foule de voix

Jean Guidoni revient
de la descente aux enfers.
Il abandonne Damia,
Fréhel et la marginalité.
Et conquiert
un nouveau public.

Habillé de noir, le visage maquillé de blanc, Jean Guidoni a joué, depuis le début des années 80, à l'ange de la pénombre racontant ses voyages dans l'univers fantasmagorique des bas-fonds, décrivant les bruits et les fureurs de ses passions tendres et torturées. Renouant avec une tradition de l'expressionnisme, reprise autrefois par Marianne Oswald, Guidoni a ainsi affirmé, du Théâtre en rond aux Bouffes du Nord, de l'Olympia au Cirque d'hiver, un style à contre-courant de la mode et imposé un univers réaliste que le temps avait rendu irréel.

Les musiques tumultueuses écrites par Astor Piazzola et Lewis Furey lui ont permis d'inscrire naturellement dans les notes ses états d'âme, la violence et la douleur, la solitude et la nostalgie. Elles ont aussi donné de la force à un chanteur qui, aujourd'hui, n'a plus envie de mettre systématiquement les points sur les i, de chanter des textes descriptifs et théâtraux.

Avec Pascal Auriat, son nouveau producteur et compositeur, Jean Guidoni a conçu un spectacle pour le Bataclan autour du thème de la folie qui bascule entre le rêve et la réalité. Mis en scène par Lydie Callier, réalisatrice du vidéo-clip de Guesch Patti, ce *one-man-show* offre justement à Guidoni non seulement une ouverture musicale plus simple, plus mélodique, des chansons plus émotionnelles, plus directes, mais aussi, en alternance avec des séquences dramatiques, des numéros de music-hall et des parodies vivement enlevées.

Entouré de trois danseuses-choristes et de six musiciens, Jean Guidoni n'est plus enfermé dans le romantisme noir, dans la personnage de rôdeur, amateur d'ombres et explorateur de décombres. Il s'épanouit, imagine des foules de voix, désespérées, émerveillées, folles de douleur ou de gaieté. Des chansons comme *Tramway terminus Nord*, *Je pourris camarade*, *Marseille* sont de petits-bijoux. Un public nouveau, plus jeune, plus féminin, plus large aussi, semble l'entendre.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Le Bataclan, 20 h 30. Lire dans la collection Seghers « Poésie et chansons ». *Jean Guidoni*, par Colette Godard.

Spectacles

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX

LE NECROPHILE. Théâtre le Zèbre (43-57-51-55), 21 h 30.

COMMENT EST LE PRINTEMPS LA-BAS? Théâtre des Cinquante (43-55-33-99), 20 h 30.

LE PRÉSIDENT SCHREBER. Théâtre du Lierre (45-86-55-83), 20 h 30.

ZINGARO. (Cabaret équestre et musical). Sous chapiteau chauffé. 91, boulevard de Charonne (43-71-28-28). 20 h 15.

HORS PARIS

A LA SEPTIÈME HEURE DE LA PLEINE LUNE. Malakoff Théâtre 71, 18 h 30.

◇ : *Horaires irréguliers.*

Les autres sallles

ARCANE (43-38-19-70). Le Vœu : 20 h 30.

ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02). Les Racines de la haine l'enfance d'Hitler : 20 h 30.

ATALANTE (46-06-11-90). Rosel, suivie de Douce Nuit : 20 h 30.

BATACLAN (47-00-30-12). ◇ Match d'improvisation : 21 h.

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34). ◇ Iphigénie : 19 h 30.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Reviens dormir à l'Elysée : 21 h.

COMÉDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). ◇ Rotrou, la bague de l'oubli : 18 h 30. Salle Richelieu. ◇ La guerre de Troie n'aura pas lieu : 20 h 30.

DAUNOU (42-61-69-14). Monsieur Masure : 21 h.

DÉJAZET-T.L.P. (42-74-20-50). Best of Schlomo, ou les meilleures histoires de Grand-Père Schlomo : 20 h 30.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30.

LIERRE-THÉATRE (45-86-55-83). Le Président Schreber, d'après les mémoires d'un névropathe : 20 h 30.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Nous, Théo et Vincent Van Gogh : 21 h 15. Théâtre rouge. Le Petit Prince : 20 h. Veuve martiniquaise cherche catholique chauve : 21 h 15. La Ronde : 21 h 30.

MARAIS (42-78-03-53). En famille, on s'arrange toujours : 20 h 30.

MATHURINS (42-65-90-00). Monsieur Vénus ou le Rêve fou de Louis II de Bavière : 20 h 30.

OPÉRA-COMIQUE - SALLE FAVART (42-96-06-11). ◇ La Fille du régiment : 19 h 30.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-93). Petite salle. Show Chiche : 20 h 30.

THÉATRE DES CINQUANTE (43-55-33-99). ◇ Comment est le printemps làbas ? : 20 h 30.

THÉATRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande salle. Le Public : 20 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Le Rebelle : 21 h.

ZÈBRE (43-57-51-55). ◇ le Nécrophile : 21 h 45.

ZINGARO (CHAPITEAU CHAUFFÉ) ALEXANDRE-DUMAS (43-71-28-28). ◇ Zingaro : 20 h 15.

Les concerts

MAISON DE RADIO-FRANCE (42-30-15-16). INA-GRM, 18 h 30. Av. M. Kientz et R. Troman (fl. à bec). Œuvres de Giner « K ». Entrée libre. – 20 h 30. Œuvres de Carré, Roudier et Ascione. Entrée libre.

MAISON DE L'AMÉRIQUE LATINE (42.22.97.60). Haydée Alba, 20 h 30. Musique traditionnelle d'Argentine et tango. 60 F, 45 F, 30 F.

SALLE GAVEAU (45-63-20-30). Arianna, Goldina et Rémy Loumbrozo, 20 h 30. Duo de pianos. Œuvres de Mozart, Brahms, Liszt, Debussy et Rachmaninov. De 80 à 150 F.

THÉATRE MARIGNY (45.04.12.15). Groupe vocal de France. 20 h 30. Dir. par G. Reibel, The Nash Ensemble of London et I. Partridge (t.). Œuvres de Dex, Delius, Bridge, Ireland, Vaughan-Williams, B. Warlock et P. Warlock (Messieurs les Anglais...), 140 F, 100 F. FNAC + agences.

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (42-21-00-86), Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, 18 h 30. Dir. par J. Nelson, avec M. Kliegel (cello). Œuvres de Haydn, Mozart et Tchaïkoski. 49 F. – Maria Joao Pirès, 20 h 30. Récital de piano. Œuvres de Bach, Mozart, Ravel et Chopin, de 44 F à 232 F.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Et vote... la galère... 21 h.

DEUX ANES (46-06-10-26). Elysée... Moi, 21 h.

Lundi 15 février

Les opéras

OPÉRA-COMIQUE. Salle Favart (42-96-06-11). « La fille du régiment », 19 h 30 (dernière). Opéra-comique en deux actes de Gaetano Donizetti, livret de J.-H. Vernoy de Saint-Georges et J.-F. Alfred Bayard, dir. mus. de J. Burdekin, chor. de J.-M. Foret, mise en scène de B. Stefano. 20 F à 280 F.

Région parisienne

ANTONY (THÉATRE FIRMIN GÉMIER) (46-66-02-74). ◇ La Comédie des erreurs : 21 h.

MALAKOFF (THÉATRE 71) (46-55-43-45). ◇ A la septième heure de la pleine lune : 18 h 30.

cinéma

La Cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

Les Possédés (1987), d'Andrzej Wajda, 20 h 30.

CENTRE GEORGES POMPIDOU
(42-78-35-57)

Annibal (v.f.), de Carlo Ludovico Bragaglia, 15 h ; les Ailes du serf (1926), de Youri Tarich, 17 h ; Boule de suif (1945), de Christian-Jaque, 19 h.

SALLE GARANCE,
CENTRE GEORGES POMPIDOU
(42-78-37-29)

Trente ans de cinéma espagnol 1958-1988 : Requiem por un campesino espanol (1985, v.o.), de Francesco Betrin, 14 h 30 ; Soldados de plomo (1983, v.o.), de José Sacristan, 17 h 30 ; El Proceso de Burgos (1979, v.o.), d'Imanol Uribe, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE
(40-26-34-30)

Relâche.

Les exclusivités

ACCORD PARFAIT (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

L'AMI DE MON AMIE (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

ANGE GARDIEN (Youg., v.o.) : Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

ANGEL HEART (*) (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

L'ARBRE DU DÉSIR (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-All.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

AUX QUATRE COIN-COIN DU CANARD (Fr.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

L'AVENTURE INTÉRIEURE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

LES AVENTURES DE CHATRAN (Jap., v.f.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79).

BENJI LA MALICE (A., v.f.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (4.-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Napoléon, 17e (42-67-63-42) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

BIRD NOW (Fr., v.o.) : Saint-Germain Studio, 5e (46-33-63-20).

CANDY MOUNTAIN (Fr.-Can.-Suis., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

CARAVAGGIO (Brit., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

CHAMBRE AVEC VUE... (Brit., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

COBRA VERDE (All., v.o.) : UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

CREEPSHOW 2 (*) (A., v.f.) : Maxevilles, 9e (47-70-72-86).

CROCODILE DUNDEE (Austr., v.f.) : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

DANDIN (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).

DE GUERRE LASSE (Fr.) : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

DIRTY DANCING (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

EL SUR (Esp., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

EN TOUTE INNOCENCE (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Maxevilles, 9e (47-70-72-86) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

ENGRENAGES (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

FULL METAL JACKET (*) (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) ; v.f. : Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03).

GARDENS OF STONE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

GOOD NIGHT, MOTHER (A., v.o.) : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03).

HOPE AND GLORY (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23).

IN THIS OUR LIFE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LES INCORRUPTIBLES (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

LES INNOCENTS (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36).

INTERVISTA (Fr.-It., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

LES KEUFS (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

LA LÉGENDE DE L'AMOUR (Sov., v.f.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

LIAISON FATALE (*) (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

MA VIE DE CHIEN (Su., v.o.) : Racine Odéon, 6e (43-26-19-68).

LA MAISON ASSASSINÉE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LES MAITRES DE L'UNIVERS (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

MAURICE (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Le Champo, 5e (43-54-51-60) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

NOCES EN GALILÉE (Fr.-Bel.-palestinien, v.o.) : Saint-Germain Village, 5e (46-33-63-20).

LE NOM DE LA ROSE (Fr.-It.-All., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

PACTE AVEC UN TUEUR (*) (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

PRICK UP YOUR EARS (*) (Brit., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE PROVISEUR (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

RETOUR SUR TERRE : STAR TREK IV (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Images, 18e (45-22-47-94).

ROBOCOP (*) (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

SAXO (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Images, 18e (45-22-47-94).

SENS UNIQUE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

SOIGNE TA DROITE (Fr.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

SOUS LE SOLEIL DE SATAN (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

TAMPOPO (Jap., v.o.) : Cluny Palace, 5e (43-54-07-76).

TOO MUCH ! (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

37°2 LE MATIN (*) (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

UN AMOUR A PARIS (Fr.) : UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94).

UNE FEMME HONNÊTE (Chin., v.o.) : Cluny Palace, 5e (43-54-07-76).

LE VENTRE DE L'ARCHITECTE (Brit., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

Les grandes reprises

A L'EST D'EDEN (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

ALADDIN (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

LES ANGES DU MAL (**) (A., v.f.) : Maxevilles, 9e (47-70-72-86).

LES AVENTURES DE BERNARD ET BIANCA (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) ; Napoléon, 17e (42-67-63-42).

LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

LES 101 DALMATIENS (A., v.f.) : Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Napoléon, 17e (42-67-63-42).

LA CITÉ DES FEMMES (It., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

CONAN LE BARBARE (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

LES DIABLES (**) (Brit., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

DIAMANTS SUR CANAPÉ (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

DOCTEUR FOLAMOUR (Brit., v.o.) : Le Champo, 5e (43-54-51-60).

DON GIOVANNI (Fr.-It., v.o.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52).

DREAM LOVER (*) (A., v.f.) : Brady, 10e (47-70-08-86).

FANTASIA (A.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

FANTOME A VENDRE (Brit., v.o.) : Le Champo, 5e (43-54-51-60).

GLORIA (A., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

JOUR DE COLÈRE (Dan., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

JOY AND JOAN (**) (Fr.) : Maxevilles, 9e (47-70-72-86).

LACOMBE LUCIEN (Fr.-It.-All.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).

LOVE (Brit., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

MA FEMME EST UNE SORCIÈRE (A., v.o.) : Le Champo, 5e (43-54-51-60).

MIDNIGHT (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

MISFITS (A., v.o.) : Reflet Médicis Logos, 5e (43-54-42-34).

ON NE VIT QUE DEUX FOIS (Brit., v.f.) : Club.

OPÉRATION JUPONS (A., v.o.) : Reflet Médicis Logos, 5e (43-54-42-34).

ORDET (Dan., v.o.) : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25).

OVER THE TOP (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

LA PETITE (A., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

PHARAON (Pol., v.f.) : Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

POLTERGEIST II (*) (A., v.f.) : Brady, 10e (47-70-08-86).

LE PRÊTE-NOM (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

QUAND LA VILLE DORT (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

RÉPÉTITION D'ORCHESTRE (It., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

LE SOLITAIRE DE FORT HUMBOLT (A., v.f.) : Club, 9e.

TOM, JERRY, DROOPY ET TEX AVERY (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

LES FILMS NOUVEAUX

BABY BOOM. Film américain de Charles Shyer, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Images, 18e (45-22-47-94).

HAMBURGER HILL. Film américain de John Irvin, v.o. : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79).

HOME OF THE BRAVE. Film américain de Laurie Anderson, v.o. : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88).

LA MAISON DE JEANNE. Film français de Magali Clément : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

LES SAISONS DU PLAISIR. Film français de Jean-Pierre Mocky, v.f. : Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

UN ENFANT DE CALABRE. Film italo-français de Luigi Comencini, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Le Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).

WALL STREET. Film américain de Oliver Stone, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Pathé Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).

PARIS EN VISITES

MARDI 16 FÉVRIER

« Winterhalter », 10 h 45, Petit Palais, avenue Winston-Churchill (Approche de l'art).

« L'Opéra », 11 heures, dans le hall (Paris passion).

« Une heure au Père-Lachaise », 11 heures et 15 heures, boulevard de Ménilmontant, face à la rue de la Roquette (V. de Langlade).

« Winterhalter », 11 h 15, entrée Petit Palais, avenue Winston-Churchill.

« Le palais Garnier », 13 h 15, hall de l'Opéra (Monuments historiques).

« Les impressionnistes au Musée d'Orsay », 13 heures, 1, rue de Bellechasse, sous l'éléphant (Pierre-Yves Jaslet).

« La sculpture, de Pradier à Carpeaux », 13 h 30, Musée d'Orsay (Gh. Caneri).

« La demeure parisienne, seizième-dix-huitième siècles », 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musée Carnavalet).

« Meubles et objets d'art du dix-huitième siècle », 14 h 30, Petit Palais, avenue Winston-Churchill.

« Bourdelle, atelier et œuvres », 14 h 30, 16, rue Antoine-Bourdelle (Musée Bourdelle).

« Donation Duhem et Monet du Musée Marmottan », 14 h 30, 2, rue Louis-Boilly (Didier Bouchard).

« Pont Neuf, place Dauphine », 14 h 30, métro Pont-Neuf (D. Fleuriot).

« La cathédrale russe », 14 h 30, 12, rue Daru (E. Romann).

« Les Catacombes », 14 h 30, 2, place Denfert-Rochereau (Pygma).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« De la place des Vosges aux hôtels de Sens et de Soubise », 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Flâneries).

« Crypte archéologique sous Notre-Dame », 14 h 30, caisse (Arts et curiosités).

« Dans le clocher de Saint-Médard », 14 h 45, métro Censier-Daubenton (Marcel Benassat).

« Winterhalter », 15 h 45, entrée du Petit Palais, avenue Winston-Churchill (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES

Versailles, 7, rue des Réservoirs, 14 h 30 : « Les eaux à Versailles sous le règne de Louis XIV » (Office du tourisme).

11, avenue du Président-Wilson, petit auditorium, 14 h 30 : « Klee, dessins à rebours », par Thierry Chabanne (Musée d'art moderne de la Ville de Paris).

3, rue Rousselet, 14 h 30 et 19 heures : « Les cultures Jomon et Yayoï au Japon » (Arcus).

Salle des ingénieurs, 9 *bis*, avenue d'Iéna, 14 h 30 et 18 h 30 : « Palmyre » (Odette Boucher).

Salle Chaillot-Galliera, 28, avenue George-V, 15 heures : « Prague, ville élue du baroque » (Paris et son histoire).

78, boulevard Malesherbes, 19 h 30 : « Sur quelques problèmes de la physique », par Olivier Costa de Beauregard (L'homme et la connaissance).

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 15 février

TF 1

20.40 Cinéma : Borsalino and Co ■ Film français de Jacques Deray (1974). Avec Alain Delon, Catherine Rouvel, Daniel Ivernel, André Falcon. 22.25 Magazine : Choca. De Claude Maggiori, présenté par Stéphane Paoli. Sommaire : Monsieur A; La chèvre; Claudia. 23.25 Journal. 23.40 La Bourse. 23.45 Jeux olympiques de Calgary. 0.30 Magazine : Panique sur le 16 (rediff.).

A 2

20.00 Journal. 20.30 Série : Sentiments. Mam, d'Alfredo Giannetti, d'après une nouvelle de Luigi Pirandello. Avec Ray Lovelock, Virginia Bryant, Daniel Ceccaldi. 22.05 Documentaire : Mgr Lustiger, le choix de Dieu. 2. L'histoire n'est pas finie (1954 à nos jours). 23.05 Magazine : Strophes. De Bernard Pivot. 23.25 Informations : 24 heures sur la 2. 23.55 Jeux olympiques de Calgary. Ski alpin; Luge; Hockey sur glace; Ski de fond.

FR 3

20.30 Cinéma : Ils sont fous ces sorciers □ Film français de Georges Lautner (1978). Avec Jean Lefebvre, Henri Guybet, Julien Guiomar, Renée Saint-Cyr. *Deux Français, en vacances à l'île Maurice, pissent sur le socle de la statue d'une divinité locale. Celle-ci se venge en les ensorcelant. Des images touristiques. L'inspiration burlesque s'essouffle vite.* 22.10 Journal. Avec un résumé des Jeux olympiques de Calgary : ski (combiné descente hommes) et ski de fond (30 km hommes). 22.40 Magazine : Océaniques. Peut-on fabriquer l'homme ? Avec Irène Fernandez (écrivain) et Jacques Testard (directeur de recherche à l'INSERM). 23.35 Musiques, musique. Deux pièces pour clarinette, alto et piano, de Max Bruch, par les solistes du Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Mister Mom, profession père au foyer ■ Film américain de Stan Dragoti (1983). Avec Michael Keaton, Teri Garr, Frederick Kœhler. 21.55 Flash d'informations. 22.00 Canal Foot. 22.35 Les KO de Canal Plus. 23.35 Basket professionnel américain. 1.05 Cinéma : House ■ Film américain de Stephen C. Minor (1985). Avec William Katt, George Wendt, Richard Moll. 2.30 Série : Superman.

LA 5

▶ 20.30 Les accords du diable. Emission présentée par Sangria. *Pour amateurs d'horreur et de science-fiction.* 20.35 Cinéma : Alien ■■■ Film américain de Ridley Scott (1979). Avec Sigourney Weaver, Tom Skeritt, Veronica Cartwright. 22.35 Les accords du diable (suite). 22.50 Série : Arabesque. 23.15 Série : Mission impossible (rediff.). 0.35 Série : Maigret (rediff.). 2.25 Série : La grande vallée (rediff.). 4.00 Aria de rêves.

M 6

20.50 Téléfilm : Scandale à la une. De David Lowell Rich, avec Burt Lancaster, Lauren Hutton. *Dans la presse à sensation...* 22.30 Série : Hawaii police d'Etat. 23.20 Journal et météo. 23.35 Magazine : Club 6. De Pierre Bouteiller. 0.20 Magazine : Charmes (rediff.). 0.50 Feuilleton : Pot-Bouille. Dernier épisode (rediff.). 1.50 Musique : Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Le grand débat. Social-démocratie, ou social-libéralisme ? 21.30 Dramatique : Histoire du temps qui passe, de Pascal Sablier. 22.40 La nuit sur un plateau. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollon. Concert (donné le 2 novembre 1987 à Marrakech) : œuvres de Brahms, Fauré, R. Strauss, par Barbara Hendricks, soprano, et Roland Pontinen, piano; à 22.30, Feuilleton : De l'opus 1 à l'opus 145 (Carl Loewe, un génie méconnu du Lied et de la ballade); à 23.07, Symphonie nº 2 (adagio), de Hartman; à 23.25, L'opéra hongrois : Hunyadi Laszlo (acte 3, fin), de Erkel : Léonore 3, de Beethoven. 0.00 Musique de chambre. Quatuor à cordes nº 15 en sol majeur, op. 161, de Schubert; Sonate pour violoncelle et piano nº 5 en ré majeur, op. 102, nº 2, de Beethoven.

Mardi 16 février

TF 1

14.20 Feuilleton : C'est déjà demain. 14.45 Variétés : La chance aux chansons. Emission de Pascal Sevran. Avec Patachon, Fred Mela, Anny Gould, Prudy, Romain Didier, Pierre Billon, Josy Andrieu. 15.10 Série : Le véto. L'intox. 16.00 Club Dorothée vacances. Bomber X; Jackson Five; les Luxioles. 17.00 Magazine : Panique sur le 16. Animé par Christophe Dechavanne. Mode, littérature, cinéma, théâtre, revue de presse et rubriques insolites. Avec Lionel Kazan, Shona, Gold, Les vengeurs masqués. 17.55 Flash d'informations. 18.00 Série : Agence tous risques. Acier. 18.55 Météo. 19.00 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.30 Jeu : La roue de la fortune. 20.00 Journal et météo. 20.35 Tapis vert. 20.40 Ciné-star : les Canons de Navarone ■ Film américain de Jack Lee Thompson (1961). Avec Gregory Peck, David Niven, Anthony Quinn, Irene Papas, Stanley Baker. 23.20 Magazine : Ciné-star (suite). De Michel Denisot. Thème : « Trois hommes et un couffin », version américaine, avec Tom Selleck, Steve Guttenberg, Ted Danson. 0.20 Journal et Bourse. 0.35 Basket. Pesaro-Limoges. 1.50 Jeux olympiques de Calgary. 2.35 Magazine : Panique sur le 16 (rediff.).

A 2

14.35 Magazine : Fête comme chez vous. De Frédéric Lepage, présenté par Marc Besson. Avec Anthony Delon, Eric Morena, Anabelle, François Feldman, Valli, Christian Schwartz. 15.00 Flash d'informations. 15.05 Magazine : Fête comme chez vous (suite). 16.25 Flash d'informations. 16.30 Variétés : Un DB de plus. De Didier Barbelivien. Avec Claude Nougaro, Les Calamités, Michel Delpech, Les Avions. 16.45 Récré A 2. Barbapapa; Bogus; Mimi Cracra; Les Campbells. 17.20 Série : Au fil des jours. L'enfant de Ginny. 17.50 Flash d'informations. 17.55 Série : Magnum. Petite sœur. 18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres. D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont. 19.10 Actualités régionales. 19.35 Série : Maguy. Chambre accouchée. 20.00 Journal. 20.30 Mardi-cinéma : Jamais plus jamais ■■ Film anglais d'Irving Kershner (1983). Avec Sean Connery, Klaus Maria Brandauer, Max von Sydow, Barbara Carrera, Kim Basinger. 22.45 Les jeux de Mardi-cinéma Animés par Fabrice. 23.30 Informations : 24 heures sur la 2 0.00 Jeux olympiques de Calgary. Ski alpin; Hockey sur glace.

FR 3

14.00 Magazine : Océaniques. Peut-on fabriquer l'homme ? (rediff.). 15.00 Flash d'informations. 15.03 Magazine : Télé-Caroline. Présenté par Caroline Tresca. Mon héros préféré; Decoramdam; Top sixties; La main verte; La télé du cœur; Faites-vous des amis; Province-chic, province-choc; De âne à... zèbre; Papy-Mamy; Jeu de la séduction; Variétés. 17.00 Flash d'informations. 17.03 Feuilleton : Studio folies. Le fan club. 17.30 Jeu : Ascenseur pour l'aventure. 17.35 Dessins animés : Les entrechats. 18.00 Jeu : Génies en herbe. 18.30 Feuilleton : Une mère pas comme les autres. Le juge. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, actualités régionales. 19.30 Jeux olympiques de Calgary. 19.55 Dessin animé : Il était une fois la vie. Les chaînes de la vie. 20.05 Jeux : La classe. Présentés par Fabrice. 20.25 INC. 20.30 Cinéma : les Barbouzes ■■ Film français de Georges Lautner (1964). Avec Lino Ventura, Mireille Darc, Bernard Blier, Francis Blanche. 22.20 Journal. Avec un résumé des Jeux olympiques de Calgary : ski alpin (combiné slalom hommes 1re et 2e manche). 22.50 En direct des régions.

CANAL PLUS

14.00 Cinéma : Cross ■ Film français de Philippe Setbon (1987). Avec Michel Sardou, Roland Giraud, Patrick Bauchau. 15.30 Cinéma : Terminus □ Film français de Pierre-William Glenn (1986). Avec Johnny Hallyday, Karen Allen, Jürgen Prochnow. 17.20 Cabou cadin. Rambo; Alvin et Les Chipmunks. 18.10 Flash d'informations. 18.16 Dessins animés. 18.25 Dessin animé : Le piaf. 18.26 Top 50. Présenté par Marc Toesca. 18.55 Starquizz. Présenté par Alexandra Kazan. Invités : Stéphane Caristan, Silvia Monfort, Marcel Amont. 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gildas et Les Nuls. Invité : Charlélie Couture. 20.30 Cinéma : Twist again à Moscou ■ Film français de Jean-Marie Poiré (1986). Avec Philippe Noiret, Christian Clavier, Martin Lamotte, Marina Vlady. 22.00 Flash d'informations. 22.05 Cinéma : Opération Hongkong □ Film américain de Henry Levin et David Lowell Rich (1973). Avec Fred Willamson, Byron Webster, Teresa Graves. 23.45 Téléfilm : Le viol de Richard Beck. De Karen Arthur, avec Richard Crenna, Meredith Baxter Birney. 1.15 Cinéma : le Voyeur ■ Film anglais de Michael Powell (1960). Avec Carl Boehm, Moira Shearer, Anna Massey (v.o.).

LA 5

13.35 Série : Maigret. Maigret a peur. 15.20 Série : La grande vallée. 16.30 Série : La cinquième dimension. Copie non conforme. 16.55 Dessin animé : Vanessa. 17.20 Dessin animé : Flo et les Robinson suisses. 17.45 Dessin animé : Le tour du monde de Lydie. 18.10 Dessin animé : Jeanne et Serge. 18.30 Série : Happy Days. 18.55 Journal images. Sept minutes d'informations sans présentateur. 19.02 Jeu : La porte magique. Présenté par Michel Robbe. 19.30 Boulevard Bouvard. De Philippe Bouvard. 20.00 Journal. 20.30 Cinéma : la Belle Américaine ■ Film français de Robert Dhéry (1962). Avec Robert Dhéry, Colette Brosset, Annie Decaux, Pierre Tchernia, Jacques Fabbri, Louis de Funès, Pierre Dac. 22.10 Série : Spenser. La saveur de l'argent. 23.05 Série : Mission impossible (rediff.). 0.00 Série : Maigret (rediff.). 1.45 Série : La grande vallée (rediff.). 2.55 Aria de rêves.

M 6

14.15 Feuilleton : L'homme du Picardie. 8e épisode (rediff.). 14.40 Feuilleton : Nans le berger. 21e épisode (rediff.). 15.05 Documentaire : Le monde sauvage. 15.30 Clip combat. 16.55 Hit, hit, hit, hourra ! 17.05 Série : Daktari. 18.00 Journal. 18.10 Météo. 18.15 Cinéma : l'Année sainte □ Film français de Jean Girault (1976). Avec Jean Gabin, Jean-Claude Brialy, Henri Virlojeux. *Un vieux caïd et un jeune truand évadés se déguisent en prêtres et prennent l'avion pour Rome. Ils veulent profiter de l'année sainte pour récupérer un magot. L'avion est détourné par des pirates de l'air. Gabin tint là son dernier rôle. Ce n'est pas une raison pour perdre son temps à regarder cette médiocrité dont la dernière diffusion remonte juste à six mois.* 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Les routes du paradis. ▶ 20.50 Cinéma : la Porte du paradis ■■■ Film américain de Michael Cimino (1980). Avec Kris Kristofferson, Isabelle Huppert, Christopher Walken. 23.20 Série : Hawaii police d'Etat. 0.10 Journal. 0.20 Météo. 0.25 Magazine : Club 6. 1.10 Série : Maîtres et valets (rediff.).

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel médecine. Dossier : La prescription médicale. 21.30 Débat. Où en est la muséographie aujourd'hui ? 22.40 Nuits magnétiques. La nouvelle donne intellectuelle (1re partie). 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 13 février au Grand Auditorium) : Symphonie nº 5 en ré mineur, op. 57, de Chostakovitch; Alexandre Nevski, cantate pour mezzo-soprano, chœur et orchestre, de Prokofiev, par l'Orchestre national de France et le Chœur de Radio-France, dir. Rudolf Barshai.
23.07 Club d'archives. Les pêcheurs de perles. Les premiers concerts de Bruno Walter à la NBC (Haendel, Mozart, Brahms); Les premiers enregistrements de la musique de Stravinsky.

Audience TV du 14 février 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée; région parisienne 1 point = 32 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	52.5	Journal 15.0	Stade 2 16.0	Casse-cou 8.5	Peter et Elliott 6.0	Mondo Dingo 4.5	Ile fantastique 3.5
19 h 45	57.5	Quest. à dom. 16.5	Maguy 17.5	Casse-cou 8.5	Ça cartoon 5.0	Mondo Dingo 8.0	Ile fantastique 2.5
20 h 16	63.0	Quest. à dom. 15.0	Journal 27.5	Benny Hill 9.5	Ça cartoon 6.0	Journal 3.0	Mash 2.0
20 h 55	67.0	Quest. à dom. 19.5	Maigret 19.0	Le sphinx 2.0	Vers le futur 6.0	Falling in love 9.5	Nevada Smith 11.5
22 h 08	57.0	Grand Bazar 20.5	Œil coulisses 4.5	Journal 6.0	Vers le futur 6.0	Falling in love 8.0	Nevada Smith 12.5
22 h 44	32.0	Sport soir 11.0	Œil coulisses 1.0	Razumov 4.5	Spéc. surprises 2.5	Place au soleil 5.0	Drôles de dames 9.0

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 183 reçoivent la 5 et 143 reçoivent M 6 dans de bonnes conditions.

Informations

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le lundi 15 février à 00 h TU et le mardi 16 février à 24 h TU.

Les hautes pressions persistent sur la France. Elles nous protègent d'une perturbation très atténuée qui ne donnera que des passages nuageux sur le nord du pays.

Mardi : journée bien ensoleillée.

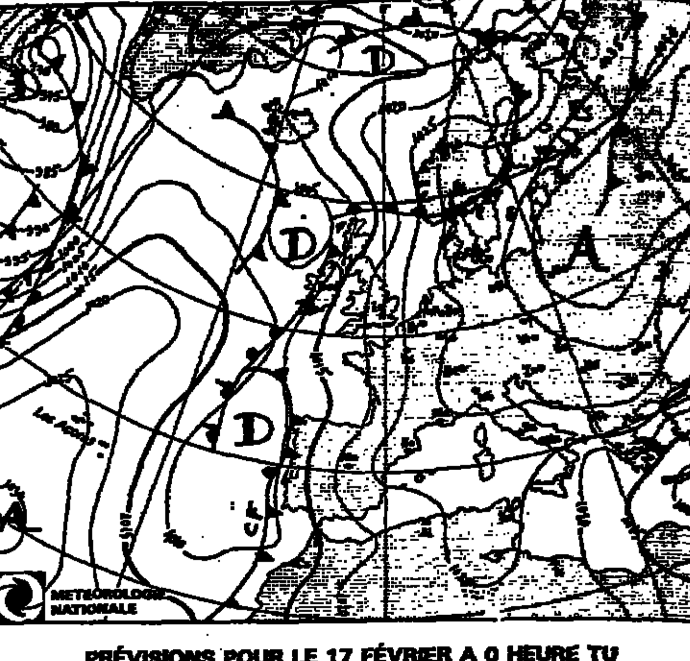
Le soleil sera largement présent sur la majorité du pays. Il fera frais le matin sur la moitié nord, avec des gelées surtout dans l'Est. Sur la moitié sud, il fera plus doux au lever du jour. Le soleil s'imposera rapidement et la journée sera douce et agréable. Sur le nord du pays, des passages nuageux cacheront parfois le soleil. Les nuages seront parfois plus nombreux près de la Manche et du Nord-Picardie aux Ardennes. On risquera même par endroits quelques gouttes de pluie ou de bruine.

Les températures matinales seront voisines de – 3 à – 6 degrés dans l'Est, de 0 à – 1 degré dans le nord et le centre du pays, de 3 à 6 degrés près de la Manche. Il fera également de 3 à 6 degrés dans le Sud-Ouest et de 0 à – 1 degré dans le Sud-Est (4 à 6 degrés près de la Méditerranée).

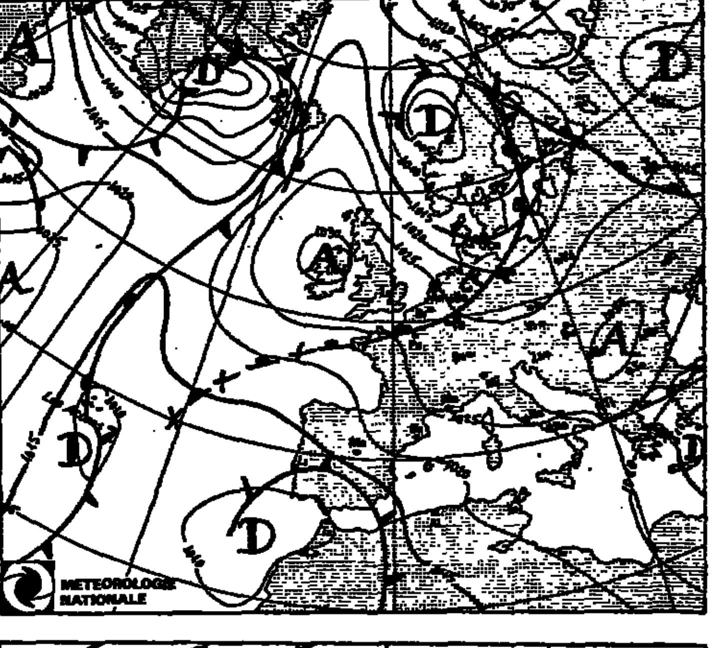
L'après-midi, il fera doux : de 8 à 10 degrés dans le Nord et l'Est, de 10 à 12 degrés dans l'Ouest, de 11 à 13 degrés dans le Centre.

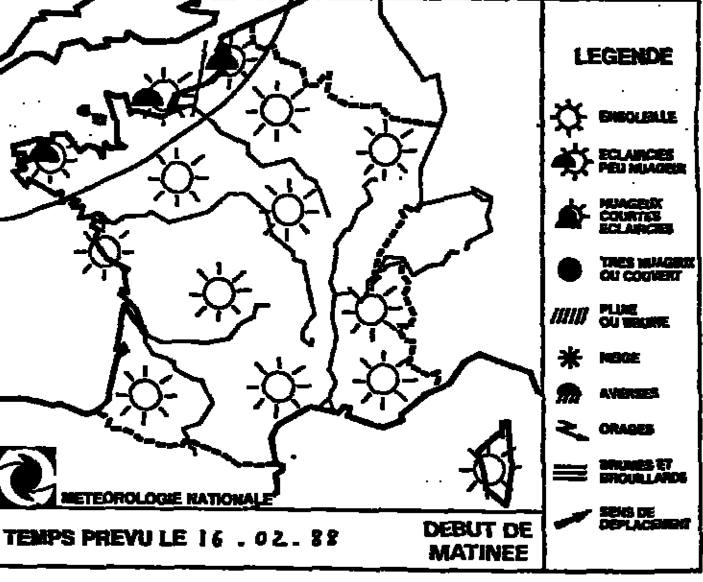
Dans la moitié sud, il fera plus chaud encore : de 13 à 16 degrés dans le Sud-Est, de 14 à 16 degrés dans le Sud-Ouest. Le thermomètre atteindra même 18 degrés au pied des Pyrénées.

SITUATION LE 15 FÉVRIER 1988 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 17 FÉVRIER A 0 HEURE TU





TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 14-2-1988 à 6 heures TU et le 15-2-1988 à 6 heures TU — le 15-2-1988

FRANCE			
AJACCIO	14	2	D
BIARRITZ	21	7	D
BORDEAUX	16	7	D
BOURGES	13	0	D
BREST	12	9	D
CAEN	14	2	N
CHERBOURG	13	5	D
CLERMONT-FERR.	18	3	D
DIJON	8	–2	D
GRENOBLE St-M-H	9	–3	D
LILLE	10	1	D
LIMOGES	17	5	D
LYON	13	2	D
MARSEILLE-MAR.	14	1	D
NANCY	8	–5	D
NANTES	15	6	N
NICE	14	6	D
PARIS-MONTS.	12	3	D
PAU	17	5	D
PERPIGNAN	15	6	D
RENNES	14	4	D
ST-ÉTIENNE	11	–1	D
STRASBOURG	7	–3	N
TOURS	15	1	D
TOULOUSE	14	9	D
POINTE-A-PITRE	30	21	A

ÉTRANGER			
ALGER	17	3	D
AMSTERDAM	10	1	D
ATHÈNES	10	5	P
BANGKOK	34	26	C
BARCELONE	15	6	N
BELGRADE	7	–1	B
BERLIN	7	–1	N
BRUXELLES	12	1	D
LE CAIRE	20	16	D
COPENHAGUE	4	2	C
DAKAR	23	17	N
DELHI	20	12	B
DJERBA	16	12	D
GENÈVE	5	–4	D
HONGKONG	21	16	N
ISTANBUL	6	3	P
JÉRUSALEM	14	5	N
LISBONNE	19	11	A
LONDRES	12	4	D
LOS ANGELES	26	9	D
LUXEMBOURG	7	–4	D
MADRID	17	2	D
MARRAKECH	24	12	N
MEXICO	20	7	B
MILAN	11	–1	D
MONTRÉAL	–7	–12	C
MOSCOU	–4	–12	C
NAIROBI	31	22	N
NEW-YORK	3	–4	D
OSLO	4	1	P
PALMA-DE-MAL.	16	1	D
PÉKIN	0	–8	N
RIO-DE-JANEIRO	29	24	D
ROME	16	4	D
SINGAPOUR	32	26	N
STOCKHOLM	3	1	C
SYDNEY	21	20	C
TOKYO	8	1	D
TUNIS	17	6	D
VARSOVIE	5	–6	N
VENISE	11	1	D
VIENNE	6	–2	D

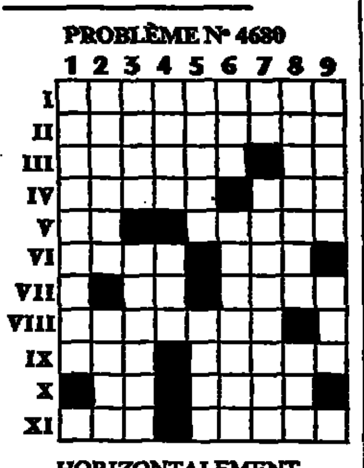
A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 4680



HORIZONTALEMENT

I. Peuvent être rangées avec les vernis. – II. Peut être rangée avec les bricoles. – III. Qui ne plient donc pas. Peut être assimilé au cours élémentaire. – IV. Peut être formé de mensonges. Comme Philippe. – V. Un peu de miel. Se fait parfois traiter de rat. – VI. On en trouve dans le Sud. Bon à cueillir. – VII. Contracté. Parfois utilisé par celui qui veut faire le mur. – VIII. Un rouge à reflets. – IX. Pronom. Il n'y en a pas quand c'est du tout cuit. – X. Point de départ. Devient bleue en grandissant. – XI. Se lance dans les retranchements. Se laisse aller.

VERTICALEMENT

1. Une façon de répondre en employant en quelque sorte un langage coloré. – 2. Belle, pour ceux qui n'ont pas de couvert. Ne dure qu'un temps. – 3. Sa poudre est utilisée en parfumerie. Est plus facile à extraire quand on a une table devant soi. – 4. Jolis couverts. Se mouilla. – 5. Pour les arracher, il faut savoir bien cuisiner. Qui a été beaucoup porté. – 6. Compagnon de jeux. Mettre au pieu. – 7. Jeté pour jouer. N'a pas à intervenir quand on joue en silence. – 8. Quand elles sont grosses, peuvent sauter aux yeux. Etendue sur le sol. – 9. Qui risquent de s'ennuyer. En Suisse ou en Allemagne.

Solution du problème nº 4679

Horizontalement

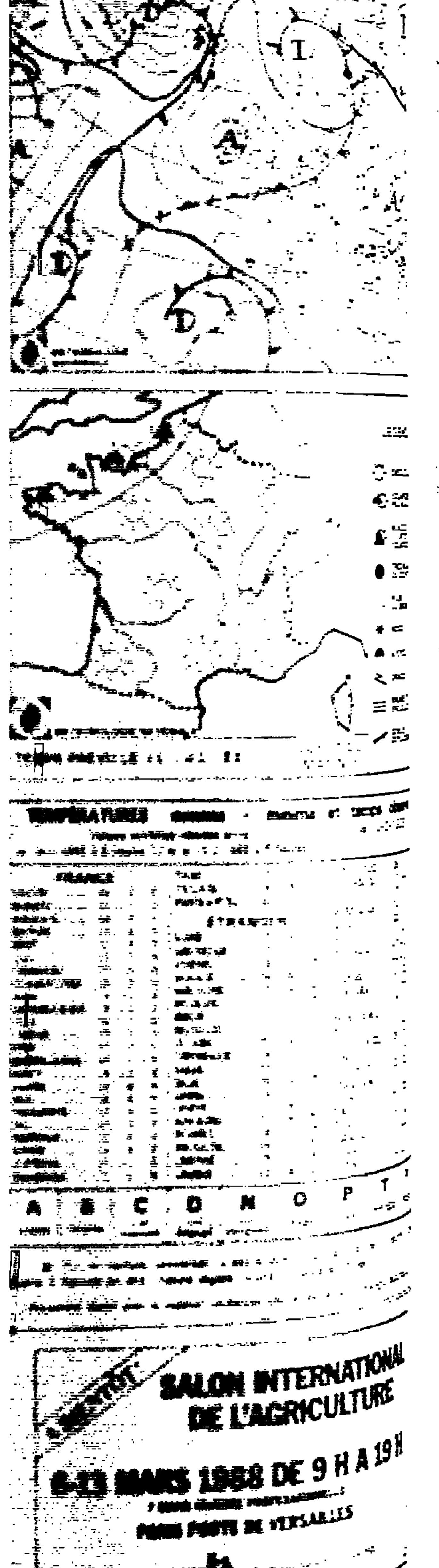
I. Température. Clé. – II. Ovaires. Pinceau. – III. Ninas. Tapage. Ré. – IV. Dean. Tige. Riom. – V. Ermite. Errance. – VI. Asile. Cuite. – VII. Su. Tas. Russules. – VIII. Néron. Sro. – IX. Râ. Enée. Béotie. – X. Rira. Falun. – XI. Encre. AFNOR. Sal. – XII. Agissements. Ore. – XIII. Las. Etat. Blés. – XIV. Erse. Instille. – XV. Désolé. Essence.

Verticalement

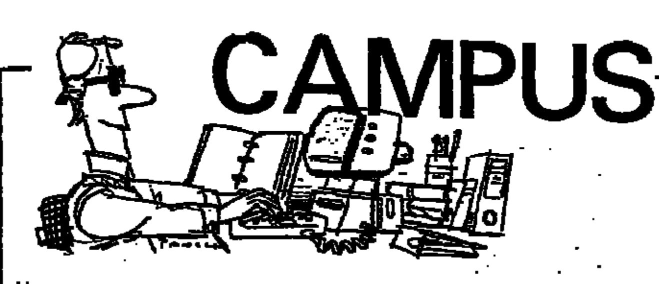
1. Tondeuse. Réale. – 2. Evier. Ringard. – 3. Manama. Narcisse. – 4. Pianiste. Ars. Es. – 5. Ers. Tiare. Est. – 6. Ré. Telsons. Il. – 7. Asti. Né. Amène. – 8. Age. Effets. – 9. Uppercut. Annate. – 10. Ria. Rus. Blottis. – 11. Engraisseurs. Ls. – 12. Ceinturon. Blé. – 13. Ce. Ocelot. Solen. – 14. Larme. Icare. – 15. Ene. Esse. Leste.

GUY BROUTY.

● **Ecoute-cancer.** – La Ligue nationale française contre le cancer rappelle le numéro de sa permanence téléphonique : (1) 45-02-15-15. Avant, pendant, après la maladie, la possibilité de confier à une oreille anonyme, attentive et compétente, les problèmes et les inquiétudes liés au cancer.



« services »



L'inquiétude des psychomotriciens

CRÉÉE il y a quelques mois par des étudiants inquiets de l'avenir de leur formation, de leur diplôme et de leur future profession, l'Association française des étudiants et professionnels en psychomotricité (AFEPP) a décidé d'organiser, le 4 mars, une manifestation nationale à Paris. Elle espère ainsi débloquer un dossier qui est en panne depuis deux ans au ministère de la santé. La psychomotricité — thérapie qui permet de rétablir des fonctions psychiques ou comportementales perturbées grâce à des jeux et à des activités corporelles — fait en effet l'objet d'un projet de décret qui devrait redéfinir le statut de la profession et ses conditions d'exercice.

Or les étudiants de l'AFEPP, ainsi que les professionnels qui les ont rejoints, estiment que les moutures actuelles de ce projet de décret menacent l'avenir même de la profession de psychomotricien. Ils réclament notamment le maintien et la protection du diplôme d'Etat, un statut spécifique au sein des professions paramédicales, la définition et l'inscription de leurs « actes » au code de la santé permettant ainsi le remboursement par la Sécurité sociale, enfin la possibilité d'exercer leur métier en « libéral » et pas seulement dans les hôpitaux et les centres spécialisés.

L'inquiétude des étudiants est d'autant plus vive que les quotas d'élèves en psychomotricité, fixés chaque année par le ministère, ont été sévèrement réduits au fil des années. Au point que sur les onze écoles ou filières universitaires de formation lancées en 1974-1975, au moment de la création du diplôme, trois ont d'ores et déjà fermé et trois ont interrompu, depuis deux ans, le recrutement d'étudiants de première année.

G. C.

(AFEPP, Paris : 43-99-04-89 (Laurence Douret) ; Bordeaux : 56-93-08-81 ; Nantes : 40-46-45-18 ; Grenoble : 76-21-82-39 ; Pau : 59-30-71-85.)

Management de la technologie

Le groupe ESC Lyon crée un mastère spécialisé en management de la technologie, pour les diplômés des écoles de gestion ou scientifiques, les diplômes d'universités ou les cadres d'entreprise. Cette formation en alternance prépare *« à toutes les fonctions en interface entre la gestion et la technologie »* : gestion de production, informatique, logistique, management des ressources technologiques, conseil en tranfert de technologie, produits nouveaux, marketing industriel, commercialisation de produits techniques...

(Renseignements : Noëlle Pierre, tél. : 78-33-81-22, poste 474.)

Portes ouvertes au CELSA

Le CELSA (Institut des hautes études de l'information et de la communication de l'université Paris-Sorbonne) organise une journée « portes ouvertes », le mercredi 16 mars de 10 heures à 18 heures pour les étudiants, lycéens et parents désirant s'informer sur ses formations.

(CELSA, 77, rue de Villiers, Neuilly-sur-Seine. Renseignements : Sophie Courau, tél. : (1) 47-45-17-90, poste 440.)

« Bizut » futé

Une équipe d'étudiants de Sup de Co Lille publie *Bizut futé*, un guide gratuit des grandes écoles et des universités de la région Nord-Pas-de-Calais.

(Sup de Co Lille, avenue Gaston-Berger, 59045 Lille Cedex, tél. : 20-53-10-38.)

BIBLIOGRAPHIE

La ligne de Sceaux et la ligne d'Auteuil en albums

Ligne de Sceaux, ligne d'Auteuil. A l'origine, il y a environ cent quarante ans, ces deux courtes et modestes voies ferrées d'intérêt local, isolées des grands réseaux, connaissaient surtout l'affluence les dimanches et jours de fête, quand elles emmenaient les Parisiens vers les bals de Robinson ou sous les frondaisons du bois de Boulogne.

La première, tracée au milieu des vergers et des exploitations maraîchères de la banlieue sud, devait, selon son créateur, l'ingénieur Jean-Claude-Républicain Arnoux, démontrer l'efficacité de son système de train articulé, qui autorisait la circulation sur des voies très sinueuses... mais ne connut pas de postérité.

La seconde, construire par Emile Péreire, longeait les fortifications de la capitale, des Batignolles à Auteuil. Elle possédait, à la gare du Bois-de-Boulogne, un quai spécialement prévu pour l'accueil triomphal des chefs d'Etat étrangers, et était renommée pour la qualité des chocolats chauds servis dans ses wagons-bars.

Aujourd'hui, de prolongements en modernisations, ces deux lignes ont subi un remodelage complet : la ligne de Sceaux est devenue, en 1977, la ligne B du RER ; la ligne d'Auteuil, fermée depuis trois ans pour travaux, sera intégrée, à la fin de cette année, à la ligne C. Toutes deux seront en correspondance à la station Saint-Michel.

Deux albums abondamment illustrés viennent de leur être consacrés. Bien qu'il ne s'agisse que d'une coïncidence, ces deux ouvrages sont bâtis selon un plan similaire : la première partie retrace l'histoire de ces lignes ; la seconde est réservée à une étude technique. Si, bien évidemment, la seconde partie s'adresse plus particulièrement aux spécialistes de l'histoire ferroviaire, la première, grâce à ses nombreux documents iconographiques — dont certains sont inédtis, — ne manquera pas d'intéresser les amateurs de la petite histoire de la région parisienne.

J.-C. R.

★ *La Ligne de Sceaux*, de Gaston Jacobs. Editions de la Vie du Rail, 11, rue de Milan, 75440 Paris Cedex 09. 272 pages, 249 F.

★ *Cent trente ans de trains sur la ligne d'Auteuil*, d'A. Jacquot et D. Adamovitch. Editions de l'Ormet, Valignat, 03330 Bellenaves. 112 pages, 190 F.

● **Cours d'allemand au Goethe Institut de Paris.** — Les inscriptions pour les cours d'allemand sont ouvertes au Goethe Institut de Paris. Les cours ont lieu de fin février à fin juin. Prix : 1 360 F pour soixante heures. *Renseignements* : 17, avenue d'Iéna, 75016 Paris, tél. : 47-20-00-96 et 31, rue Condé, tél. : 43-26-09-21.

D'autre part, le Goethe Institut organise, à Expolangues (du 18 au 22 février), une animation en allemand pour enfants de cinq à sept ans et de sept à dix ans, le samedi 20 février, de 11 heures à 13 heures, et le dimanche 21 février, de 11 heures à 13 heures et de 16 heures à 17 h 30.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 14 février 1988 :

DES ARRÊTÉS

● Du 22 et du 26 janvier 1988 fixant les listes de classement aux concours d'entrée (session 1987) à l'Ecole normale supérieure (section des lettres, groupes L et S), à l'Ecole normale supérieure (section des sciences, groupes A, B, C, D), à l'Ecole normale supérieure de Fontenay-Saint-Cloud, séries lettres, sciences humaines, langues vivantes et à l'Ecole normale supérieure de Lyon, options mathématiques, physique et chimie, sciences de la vie et de la Terre.

Communication

En 1987

Les pertes de « Libération » se sont élevées à 27,5 millions de francs

Selon des informations communiquées aux représentants du personnel, les pertes de *Libération* s'élèveraient pour 1987 à 27,5 millions de francs. Ce chiffre est encore provisoire puisque les comptes définitifs du quotidien ne seront arrêtés que le mois prochain. Ces pertes, les plus lourdes de l'histoire du journal, proviennent de l'édition nationale (12,6 millions de francs), de *Lyon Libération* (10 millions de francs), des activités télématiques et de la liquidation du secteur radio. Sur la même période, les recettes du quotidien ont progresssé de 10 %, pour atteindre 219,7 millions de francs.

Libération, qui avait déjà enregistré en 1986 un déficit de 9,5 millions de francs, va devoir revoir à la hausse l'augmentation de capital de 15 millions de francs prévue pour le printemps. En attendant, un plan de redressement a été mis en place pour réduire les frais de personnel. Il a déjà donné lieu au départ volontaire de cinquante-quatre salariés. Pour l'exercice 1988, *Libération* prévoit cependant une hausse de ses bénéfices en tablant sur une progression de la publicité et des petites annonces.

Un projet de Marcel Jullian pour le 18 juin 1990 sur TF 1

Vingt-quatre heures pour un saut dans l'histoire

Le 18 juin 1990 sera, sur TF 1, le théâtre d'une des plus importantes opérations réalisées par une télévision. Pendant vingt-quatre heures, les téléspectateurs feront un saut dans l'histoire, invités à vivre, en une sorte de direct différé, les événements qui ont marqué la France entre le 18 juin 1940 et le 8 mai 1945. Vingt-quatre heures de programmes continus pendant lesquels alterneront reportages, documents, fictions, débats, chasons, spectacles et même publicités de l'époque. Surtout, reconstitution d'actions importantes avec quelques grands témoins survivants ; mise en images de souvenirs de ces moments-clés racontés par des personnages célèbres qui étaient alors enfants ; transformation d'un petit village du centre de la France en une sorte de lieu témoin de ces cinq longues années.

Grâce à une reconstitution fidèle du village, les caméras fileront la vie quotidienne, les craintes, les conflits, les changements, voire les divisions de la population comme s'il s'agissait d'un document retrouvé dans les archives de la télévision française. Puis, comme elle s'était ouverte au matin sur l'aube du 18 juin 1940, l'antenne se fermera le lendemain, sur le 8 mai 1945.

Proposé par Marcel Jullian, ce projet d'envergure vient de recevoir le feu vert de la direction de la Une où un service spécial va être organisé pour la mise en œuvre d'ici deux ans de ces vingt-quatre heures peu ordinaires. Des appels seront d'ailleurs lancés d'ici peu aux téléspectateurs qui auraient des documents, photos, films ou témoignages sur l'époque en question.

« Ce ne sera pas une récitation d'histoire ni un chant gaullien, encore moins un musée, explique Marcel Jullina, *mais le défi de la télévision utilisée comme un champ de mémoire grâce à laquelle un peuple tout entier revivra son histoire. La télévision doit montrer qu'elle peut être autre chose que le grand casino qu'elle singe actuellement. Ce peut être un instrument magique si l'on parvient à briser le cercle infernal dans lequel aujourd'hui elle s'enferme. Il est urgent de rattraper une parcelle de l'honneur perdu du service public. »*

ANNICK COJEAN.

Cinquième jour de grève

Les syndicats de RFO-Guadeloupe dénoncent les « pressions politiques »

La station de radio et télévision RFO-Guadeloupe est entrée, lundi 15 février, dans son cinquième jour de grève. Cet arrêt de travail, dont l'origine est la mise à pied d'un technicien guadeloupéen... à la suite de la grève du 21 décembre dernier, révèle le malaise profond de la station.

POINTE-A-PITRE
de notre correspondant

Depuis le 11 février, date à laquelle un technicien guadeloupéen de RFO, qui avait, selon la direction, *« refusé d'exécuter un ordre »* a été mis à pied sans salaire pendant dix jours, un programme minimal composé d'un journal télévisé sans images et d'un film est diffusé aux 330 000 habitants de la Guadeloupe. Sur les ondes radio (réseaux AM et FM), un programme de musique continue et deux journaux sont diffusés chaque jour, y compris sur les fréquences attribuées depuis deux mois à la diffusion en direct de France-Inter.

Dans un communiqué diffusé samedi, l'intersyndicale considère que *« cette grève est le résultat de la dégradation du climat général de la station »*. A l'appui de ce constat, les syndicalistes contestent notamment *« la diffusion permanente de France-Inter sur les ondes locales, la décision de brader le deuxième canal de RFO au profit d'A 2, la réalisation de journaux télévisés clés en main par la diection parisienne et les pressions politiques s'exerçant sur les salariés par l'intermédiaire de la hiérarchie »*. L'intersyndicale de la station considère en outre que *« la colère et l'indignation du président de la République jettent une lumière crue sur la situation de RFO à la veille d'une importante échéance électorale nationale »*.

De son côté, le président socialiste du conseil général, M. Dominique Larifla, devait expédier durant le week-end un télex à M. Gabriel de Broglie, le président de la CNCL, dénonçant notamment *« les pressions et vexations que doivent subir les journalistes dans l'exercice de leurs fonctions »*.

ANDRÉ LÉGER.

Selon la CNCL

Les programmes étrangers envahissent de plus en plus les chaînes

La Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL), dans un bilan sur les obligations de programmes au dernier trimestre 1987, estime *« préoccupante »* la faible diffusion d'œuvres audiovisuelles françaises. *« Seule Antenne 2 présente sur un trimestre les pourcentages exigés*, constate la Commission nationale, celle de FR 3 étant *« assez fluctuante »*. TF 1 et la Cinq ont programmé moins d'œuvres d'expression originale française en novembre et décembre qu'en octobre, M 6 présentant, bien qu'avec des chiffres très bas, une tendance à la hausse.

Côté création originale, TF 1, A 2 et surtout FR 3 remplissent *« largement »* leur quota d'œuvres françaises en première diffusion mais les nouvelles chaînes ont *« une montée en charge plus lente »*.

Enfin, la CNCL constate la nette progression (+ 37 %) de la diffusion de longs métrages. D'octobre à décembre, le nombre de films a notamment doublé sur TF 1 et la Cinq.

Nouvelle fusion internationale dans la publicité

MGTB s'allie à l'agence américaine AYER

Le passage à la dimension internationale demeure la clef du succès dans le domaine de la publicité. Fusions et associations entre agences publicitaires françaises et anglo-saxonnes sont donc devenues monnaie courante. L'association qui vient d'être scellée entre le groupe publicitaire français MGTB, créé en 1982, et la plus ancienne des agences américaines, AYER, fondée en 1869, en est un nouvel exemple.

En rachetant les actifs en France de l'agence américaine et en s'associant à elle, MGTB fait un prodigieux bond en avant. AYER fut à la pointe de la création publicitaire : c'est elle qui réalisa le premier spot à la radio puis à la télévision, qui mis au point la première étude de marché. C'est elle, aussi, qui introduisit le parrainage dans les émissions de télévision.

Inventive, AYER est aussi fidèlement suivie par ses annonceurs. Outre cet important client qu'est le lessivier Procter et Gamble, elle est l'agence de la firme diamantaire De Beers (depuis 1939), de Du Pont de Nemours (depuis 1956) de Dunlop, d'Avon, mais aussi de Burger King, la chaîne de restaurants fast food dont le budget — un milliard de francs — représentait, en octobre dernier, le plus important transfert de l'histoire de la publicité.

Avec un chiffre d'affaires légèrement supérieur à 6 milliards de francs et ses 84 agences réparties dans 35 pays, AYER se situe au douzième rang mondial. Ses agences en Italie, en Espagne, en Allemagne de l'Ouest, en France, etc., lui octroient ainsi une place de choix sur le plan européen.

Le mariage de MGTB avec AYER en France devrait produire très vite des résultats. Grâce à son association avec ce géant, MGTB passe de la cent cinquantième place à la treizième place au sein des agences publicitaires françaises. La nouvelle entité, baptisée MGTB-AYER (75 % pour les dirigeants de MGTB, 25 % pour AYER-International), a déjà gagné un client de poids. En effet, la société américaine de cosmétiques et de produits de beauté Gillette a confié une partie de son budget européen — soit environ 150 millions de francs — à MBGTB-AYER.

YVES-MARIE LABÉ.

EN BREF

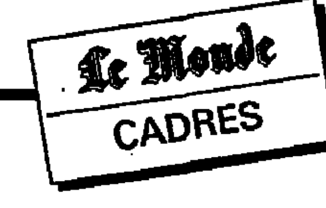
● **Le BVP veut codifier la publicité pour le minitel rose.** — Le Bureau de vérification de la publicité se préoccupe de la prolifération des publicités pour le minitel rose. En accord avec le ministère des PTT, cet organisme professionnel vient d'émettre des recommandations à ses adhérents, en rappelant la *« nécessité de ne pas porter atteinte à la moralité publique et à la décence »*. C'est ainsi que la publicité *« ne doit pas suggérer l'idée d'une infériorité ou de subordination, même acceptée, d'une personne par rapport à une autre »* ou ne *« comporter aucune déclaration ou présentation visuelle risquant de causer un dommage mental, moral ou physique »* à des enfants ou des adolescents. Pour *« respecter la dignité de la femme »*, cette publicité doit enfin *« proscrire toute déclaration ou présentation visuelle contraire aux convenances selon les normes couramment admises »*.

● **La radio nantaise Mandarine cesse ses émissions.** — Radio-Mandarine, qui était le seul réseau national à émettre de province a cessé ses émissions en raison de graves difficultés financières. Sa disparition a été provoquée par la mise en liquidation de sa régie publicitaire, Contact Promotion. Elle souffrait d'un lourd déficit financier et n'avait pas obtenu de la CNCL, l'été dernier, la fréquence parisienne qu'elle avait demandée et qui semblait nécessaire à la viabilité du réseau.





Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

BANQUE PRIVÉE
à taille humaine
FILIALE D'UN GRAND GROUPE

recherche un

CADRE D'EXPLOITATION P.M.E.-P.M.I.

Agé d'environ 30 ans, diplômé d'enseignement supérieur ou ITB, ayant une expérience bancaire réussie de 3 à 5 ans en exploitation entreprises, si possible P.M.E.-P.M.I., pour prendre en charge une partie de notre fonds de commerce sous la responsabilité de notre directeur de l'exploitation.

Nous recherchons une personne dynamique, ayant le sens du risque financier, des aptitudes commerciales prouvées, un esprit d'équipe, ainsi qu'un bon potentiel d'évolution pour aborder dans un deuxième temps d'autres activités (opérations de haut de bilan).

Salaire : 200 000 F en fonction de l'expérience.

Candidatures (lettre manuscrite, C.V. et photo) à transmettre sous nº 8395 M,
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

LE SYNDICAT MIXTE DE LA REGION DE LONGWY

recrute pour diriger et animer
SA PEPINIERE D'ENTREPRISES

Un directeur salarié

Le candidat retenu devra posséder :

- Une bonne connaissance des petites et moyennes entreprises acquise au cours d'expériences personnelles.
- Une expérience de société en difficulté ou en redressement sera appréciée, ainsi qu'un savoir-faire de montage de dossiers financiers et marketing.
- Une capacité d'animation polyvalente et un réel savoir-faire en négociation de tout niveau.
- Nous cherchons un caractère fort, allié à une rigueur d'organisation prouvée, capable de fonctionner en autonomie dans le respect des objectifs fixés, et à s'impliquer totalement dans l'exercice de sa mission.
- Le candidat qui sera âgé de 35-40 ans aura une rémunération très incitative.

Expédier CV, photo et lettre manuscrite à
M. CASAS – Société TEN – 10, rue Mayet – 75006 Paris
(aucun dossier de candidature incomplet ne sera pris en compte)

GPAO

Un manager

pour développer un département de conseil et de mise en œuvre

Un des premiers Cabinets-Conseil français ayant une forte notoriété dans le secteur industriel (stratégies industrielles, qualité, innovation, analyse de la valeur, maîtrise des flux...) recherche un Ingénieur de valeur pour lui confier la direction et le développement d'un département intervenant dans le domaine de la GPAO.

Ce poste conviendrait à un candidat X, ECP, Mines, AM, ayant une solide expérience industrielle et ayant déjà été maître-d'œuvre dans la mise en place de grands projets d'informatisation de la production.
Véritable manager, il sera capable d'animer une équipe étoffée, de gérer un centre de profits, d'en assurer le développement commercial, de le maintenir constamment à la pointe des techniques.
Poste de premier plan pour un candidat alliant les qualités d'un opérationnel à celles d'un conseil de haut niveau.

Poste à Paris — Rémunération : **450.000 F +**

Ecrire sous réf. 6A 902-8M
Discrétion absolue

Membre de Syntec — etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

Nous sommes

Un des leaders de l'assurance vie. Nous misons sur les hommes et sur une organisation rigoureuse, bâtie autour d'une informatique performante.

Vous êtes

UN CONSULTANT CONFIRMÉ

De formation Grande École (Mines, Centrale, HEC, etc...) et vous avez mené dans un Cabinet de Conseil, pendant 5 années, des missions complexes d'organisation dans le secteur tertiaire.
Vous vous êtes fait apprécier pour votre capacité d'analyse, votre esprit de synthèse, votre sens du contact et votre souci de la mise en œuvre.
Vous souhaitez vous voir confier la responsabilité d'actions concrètes, faisant appel également à vos qualités de management et de motivation des hommes.

Alors venez

DÉVELOPPER LA FONCTION QUALITÉ

Rattaché à la Direction Générale, vous interviendrez avec le souci constant d'améliorer les performances de la gestion.
A terme, votre connaissance du fonctionnement interne de la Compagnie, vous permettra d'accéder à de larges responsabilités.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, C.V. détaillé, photo et rémunération actuelle à notre Conseil, qui vous garantit réponse et confidentialité.
A l'attention de M. Henri ROBET
5, rue Plumet - 75015 PARIS

AVILOG
CONSEIL EN RECRUTEMENT, LE SPÉCIALISTE DE L'ASSURANCE

Responsable trésorerie

poste évolutif pour un financier de fort potentiel

Une entreprise française (CA 1,5 milliard), très performante, solidement implantée et ayant des projets ambitieux, offre à un Cadre Financier (HEC, ESSEC, SC, PO., MBA...) la possibilité de valoriser une première expérience professionnelle.

Collaborateur direct du Directeur Financier, il assumera d'emblée des responsabilités importantes.

- gestion de la trésorerie (placements et emprunts) en mettant en œuvre des méthodes de pointe,
- assistance auprès des opérationnels pour les aider à optimiser la gestion de leurs comptes clients,

La réussite dans ce poste implique :

- une expérience probante de la gestion de trésorerie (francs et si possible devises),
- des qualités marquées d'esprit d'entreprise, d'imagination et de rigueur.

Réelles possibilités d'évolution dans le Groupe.
Poste : banlieue sud-ouest Paris.

Ecrire sous réf. 6A 914-8M
Discrétion absolue

Membre de Syntec — etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Nous sommes une société d'Ingénieurs Conseils en Organisation et en Traitement de l'Information.
Notre réussite prouve qu'une entreprise à taille humaine et novatrice est performante.
Notre expansion nous amène à rechercher des

INGÉNIEURS INFORMATICIENS DE HAUT NIVEAU

Diplômés de l'enseignement supérieur (Grandes Écoles ou Universitaires), vous possédez une première expérience en cabinet conseil ou en grande entreprise.
Nous vous proposons de vous intégrer à notre équipe d'ingénieurs en organisation et d'ingénieurs en informatique. Nous vous confierons des missions à hautes responsabilités dans de grandes entreprises.
Vous possédez un niveau élevé de qualification, nous vous proposerons une rémunération motivante.

Notre Directeur Associé Monsieur BERTHELOT vous remercie de lui adresser votre candidature.
SIGMA CONSEIL, 12 rue Marbeuf, 75008 PARIS.

VIA GENERALE DE TRANSPORTS ET D'INDUSTRIE

20 000 personnes, leader européen
recherche pour sa
Division Transports de Voyageurs

Responsables commerciaux

promotion - communication information

Nos filiales, réparties sur l'ensemble du territoire, partenaires des collectivités locales, ont la mission de fournir au public un service de qualité, adapté à ses besoins, dans le cadre d'une gestion rigoureuse.
Pour promouvoir nos activités, nous recherchons des candidats de valeur capables d'assurer la conception et la mise en œuvre des actions de communication de l'entreprise :

- information du public,
- campagnes promotionnelles,
- politique d'image de marque,
- relations presse,
- relations publiques.

Nous recherchons des candidats de fort potentiel, ESC ou équivalent, ayant 2 ans d'expérience professionnelle, capables, après réussite dans leur première mission, d'assumer la responsabilité du service commercial d'une filiale.

Ces postes sont à pourvoir à :

- Evry — réf. 6A 917-8M
- Argenteuil — réf. 6A 916-8M

Ecrire en précisant la référence
Discrétion absolue

Membre de Syntec — etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

Dans le cadre de son développement,
McDonald's France crée le poste de

SECURITY MANAGER

De formation supérieure (BAC + 4), vous avez environ 32 ans.
Votre expérience acquise principalement dans la grande distribution vous permettra de maîtriser la prévention dans les domaines tels que : protection bâtiments, systèmes d'alarme, caisses enregistreuses, vols, etc.

Cadre à fort potentiel, vous êtes disponible, rigoureux et doté d'un esprit ouvert.



Vos qualités pédagogiques vous permettront d'assurer l'encadrement et la formation de l'équipe de sécurité.

Bilingue anglais-français, nous vous offrons une formation adaptée à nos méthodes aux Etats-Unis.

Créer ce nouveau département vous motive !

Adresser votre dossier (lettre man., C.V., photo), s/réf. IS/708, à notre Conseil Michel GLASZ.

Glasz Conseil Associés
Conseil de Direction en Ressources Humaines
66, rue Monceau - 75008 Paris

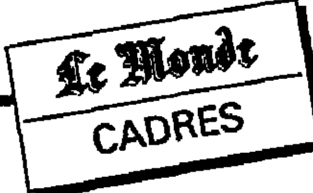
Important éditeur universitaire - Paris 6e
recherche son

chef de fabrication livres

Rattaché à la direction générale, il aura la responsabilité d'animer l'équipe de fabricants (10 personnes) chargée de réaliser les ouvrages des différentes collections et sera le garant de la qualité, du respect des délais et des coûts de fabrication. Il devra tout particulièrement assurer les négociations avec les fournisseurs et optimiser les rapports qualité/prix. Il aura des relations constantes avec les autres départements et en particulier avec les directions littéraires et les services commerciaux.

Ce poste conviendrait à un excellent spécialiste de la fabrication du livre, de formation technique supérieure et possédant une expérience confirmée de la direction d'un service de fabrication. Il exige de réelles qualités d'organisateur, de gestionnaire et un sens développé des relations humaines. Connaissance de l'anglais appréciée.

Adresser dossier de candidature, comprenant lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous réf. CF à Acanthe, 12, rue de l'Eperon, 75006 PARIS.

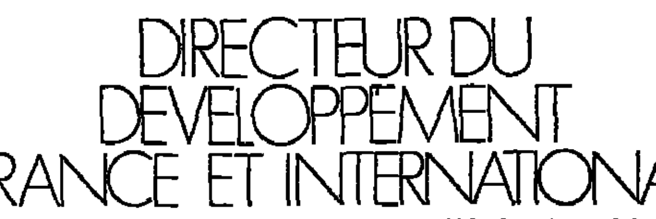


Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Grand Groupe industriel, nous sommes au tout premier plan de la compétition internationale avec des implantations en France comme à l'étranger.

Notre entreprise se distingue par une diversification réussie de ses activités, une expansion constante de son chiffre d'affaires avec à ce jour 3 milliards de francs, une gestion prévisionnelle de sa croissance.

Aujourd'hui, l'ampleur du Groupe nous amène à renforcer l'équipe de Direction.



DIRECTEUR DU DEVELOPPEMENT FRANCE ET INTERNATIONAL

Vous possédez une double formation ingénieur Grande Ecole + IAE ou équivalent, vous maîtrisez parfaitement l'anglais et si possible l'allemand.

Vous disposerez de tous les moyens et de toute la latitude nécessaires pour mener à bien votre mission.

Bien introduit dans les milieux industriels français et européens et doté de solides compétences comptables et financières, vous serez chargé de détecter de nouveaux marchés, de nouvelles activités nécessaires et bénéfiques à notre diversification avec rachats éventuels, des modes d'implantation adéquats.

Fin stratège, vous êtes une force de proposition. Très motivé et homme d'action, vous savez vous mobiliser rapidement et possédez un sens aigu des relations publiques ainsi qu'une grande rigueur dans le suivi des affaires.

Pour ce poste basé à PARIS, merci d'adresser lettre manus + C.V. + photo, s/réf. 5221/LM, à

MEDIA PA
53, AVENUE VICTOR-HUGO - 75116 PARIS, QUI TRANSMETTRA.

CONSULTANT

PARIS

Aider les entreprises à réfléchir à leurs structures et à leur évolution dans le domaine des ressources humaines, mais aussi écouter, informer et conseiller les candidats pour leur permettre de mieux gérer leur carrière. C'est ainsi que les Consultants de G.R.H. Conseils conçoivent leurs interventions dans la recherche de cadres et équipes dirigeantes (par annonce ou approche directe) qu'ils entreprennent pour le compte d'entreprises évoluant dans des secteurs d'activité très diversifiés. Notre développement constant depuis douze ans rend nécessaire l'intégration d'un nouveau Consultant pour lui confier des missions complètes de recherche, d'évaluation et de sélection des cadres, et participer aux actions commerciales et de conseils du Cabinet. Ce poste pourrait convenir à un candidat de formation supérieure – Ecole d'Ingénieurs, E.S.C. ou Sciences Humaines – et possédant quelques années d'expérience professionnelle acquise en entreprise ou en cabinet.

Écrire sous référence 1001/M à Monsieur J. BLIN, qui étudiera confidentiellement toutes les candidatures.

GRH Conseils

3, avenue de Ségur – 75007 PARIS.



Si vous « collez » à nos idées !..

Nous appartenons à un Groupe qui est un des leaders mondiaux dans le secteur hygiène-beauté, pharmacie grand public, colle et bricolage [C.A. de plus de 25 milliards de francs, 40 000 personnes dans le monde].

En France, notre fort développement sur le marché des colles, EN PAPETERIE ET EN GMS, nous conduit à solidifier notre structure en recherchant pour ce réseau spécifique le nouveau

DIRECTEUR DES VENTES

Diplômé d'une Ecole de Commerce, la trentaine, avec une expérience réussie de Direction Régionale dans une société commercialisant des produits de « Mass Market », vous cherchez aujourd'hui à étendre vos responsabilités en animant un réseau sur tout le territoire.

Homme de terrain, bien sûr, mais également gestionnaire rigoureux, vous avez envie de conduire une équipe soudée et de lui transmettre votre « Fighting Spirit ».

La connaissance de la papeterie serait un plus, comme le serait celle de l'anglais.

Si vous « adhérez » fortement à ce challenge, si vous êtes prêt, en résidant à Paris, à accomplir de fréquents déplacements, prenez contact avec notre Conseil Denis SESBOÜÉ, à qui nous avons confié cette mission, en lui transmettant votre dossier complet [C.V., lettre man. + photo + prét.], s/réf. S/COL/LM.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA PA

Leader dans le domaine de l'agro-fourniture, 2000 personnes, 2,5 Mds de F. de C.A., notre Groupe privé français, d'envergure internationale, connait une croissance constante notamment par la diversification de ses activités.
Dans cet esprit, nous recherchons plusieurs

chefs de marché

MATIERES PREMIERES MINERALES / NUTRITION ANIMALE

Agro/agri + 3è cycle ou HEC, ESSEC, Sup. de Co...
Vous possédez une première expérience réussie dans un domaine proche (agro-alimentaire, produits pondéreux).

Votre profil : homme de marketing, commercial et gestionnaire, vous êtes un excellent négociateur.
Votre rôle : accroître nos parts sur le marché des matières premières minérales.
Votre base : Saint-Malo.

Votre évolution dans notre groupe : prendre en charge la responsabilité d'un Centre de profit et en assurer le développement par votre action commerciale.



Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. T/LM/17 à Gilles CLEMENT - TIMAC - B.P. 158 - 35408 SAINT-MALO Cedex.

Organisation et Publicité

PHARMACOLOGUE CARDIOVASCULAIRE

A Rennes,

dans le centre de recherche

d'un groupe mondial



Vous êtes pharmacien, ou diplômé es sciences (Doctorat d'Etat) avec une spécialisation et une expérience en pharmacologie Cardiovasculaire. Créatif et rigoureux, vous apprécierez d'intégrer un Groupe d'envergure mondiale qui a les moyens de son ambition.
Votre rôle dans le département BIOLOGIE de notre Centre de Recherche français situé à RENNES, sera de :
- Concevoir et mettre au point les modèles physiopathologiques expérimentaux.
- Réaliser et suivre les études et travaux sur le métabolisme myocardique.
- Animer l'activité des techniciens placés sous votre responsabilité.

Votre potentiel, votre détermination, et la maîtrise de l'anglais, seront des atouts supplémentaires pour évoluer dans notre groupe.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. E/PC/PL à :
Jean-Michel REMY - C.R.E.S. (Laboratoires SOBIO) - 4, rue du Chesnay Beauregard B.P. 45 - 35760 SAINT GREGOIRE.

BEECHAM PHARMACEUTIQUE FRANCE

Organisation et Publicité

Rédacteur : des dossiers en quête d'auteur.

Le Directeur des Affaires Publiques d'une importante société industrielle de dimension internationale (19 000 personnes - C.A. : 14,5 milliards) recherche un cadre pour l'assister dans la communication externe et institutionnelle.
La plume alerte, l'esprit méthodique et synthétique, vous participez à l'élaboration de dossiers et documentations, à leur planification et à leur diffusion.
Vous mettez parfois vos talents de scribe au service de nos attachés de presse. Nous apprécierons donc votre polyvalence et votre aisance vis à vis de la presse professionnelle comme de la presse économique et sociale.
Face aux clients, aux organisations professionnelles et aux ministères publics, votre sens du contact et des relations sera un atout important au même titre que la qualité des informations communiquées.
Généraliste avant tout, une expérience similaire d'environ 5 ans et la maitrise de l'anglais vous sont indispensables pour cette fonction basée aux portes de Paris.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle) sous référence 4062 à RSCG CARRIERES 48, rue St-Ferdinand, 75017 PARIS, qui transmettra.

BOYDEN INTERNATIONAL

Consultant en Ressources Humaines depuis 1946
1er réseau multinational, 42 bureaux implantés dans 25 pays.

Chargée de recherche

Pour assister et documenter les Associés du Bureau de Paris dans leurs différentes missions.
Expérience équivalente en Cabinet ou dans un service de documentation performant à justifier.
Connaissance de l'informatique.
Formation supérieure et parfaite maîtrise de l'anglais exigées.
Rémunération liée à l'acquis professionnel.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé s/réf. 881/M à Danièle Chapuis, 13, rue Madeleine Michelis 92522 Neuilly.
(les dossiers seront traités confidentiellement).

CURRICULUM

Optimiser notre organisation pour développer nos performances

C'est ce que nous proposons à un

RESPONSABLE ORGANISATION ET INFORMATIQUE

Notre Société (CA 550 MF) est placée sur le marché de l'automobile et du bâtiment, et elle est dans ses technologies leader incontesté en France. Elle assurera sa croissance en développant sa présence européenne (actuellement 20%)

Vous êtes ingénieur -jeune- et vous exercez depuis plusieurs années une fonction industrielle en production.
Vous avez maintenant besoin d'élargir le champ d'application de vos connaissances.

Vous avez une vue globale de l'entreprise, venez nous convaincre de vos atouts pour prendre progressivement en charge cette fonction, située en banlieue ouest.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et indication de situation actuelle sous réf. 71559 à PROJETS 12, rue des pyramides 75001 PARIS, qui transm.

VOUS avez environ 35 ans.
parlez l'anglais et pourquoi pas l'allemand.
VOUS connaissez la pratique de l'exportation dans le domaine commercial (clients français travaillant à l'étranger et clients étrangers).
VOUS voulez prendre en charge la création, l'animation et le suivi de nos filiales à l'étranger.
VOUS connaissez la gestion et gérer des centres de profits n'est pas pour vous déplaire.
VOUS êtes capable d'assurer les relations avec le C.F.C.E., la D.R.E.E. et la C.O.F.A.C.E.
VOUS êtes **Ingénieur** ou **Commercial**, issu d'une Grande Ecole.
+
NOUS sommes une société française (CA : 1 milliard de F, 2000 personnes), leader sur son marché, filiale d'un Groupe International.
NOUS avons à vous confier .
la gestion d'un C.A. de 60 à 80 MF
l'animation d'une équipe de 40 personnes.
NOUS vous offrons une rémunération motivante et des perspectives d'évolution dans le Groupe.
NOUS vous proposons une implantation en région parisienne et un
NOUS poste de

= DIRECTEUR EXPORT

Adressez CV détaillé, photo, lettre manuscrite avec vos prétentions s/réf. 3999 à Lévi Tournay/Asscom 51, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 qui transmettra.

LEVI-TOURNAY/ASSCOM

Le Directeur d'un important établissement hospitalier privé à REIMS, recherche son adjoint

SECRETAIRE GENERAL
FUTUR DIRECTEUR ADJOINT
250.000 F +

VOTRE PROFIL :
A 28-40 ans, après une formation supérieure en gestion/finance, et au minimum 5 ans d'expérience, vous souhaitez élargir vos fonctions et participer en équipe à une direction d'établissement.

NOTRE PROPOSITION
Vous serez plus particulièrement chargé des fonctions administratives et financières et de la coordination interne : suivi de la gestion, mise en place d'une comptabilité analytique, amélioration de l'organisation interne, missions ponctuelles.

Ce poste très ouvert et diversifié requiert une certaine stabilité, de bonnes qualités relationnelles, un sens réel de l'organisation et de la distribution.

Adressez rapidement votre candidature
(CV, photo et rémunération actuelle) sous réf. 35192
à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra,
75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL

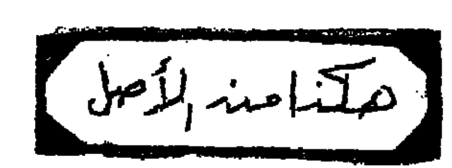
recherche pour son Siège Social
en Région Parisienne

Adjoint du Directeur (H/F) du Département Droit du Travail

ayant le goût des contacts et de l'organisation pour :
- Préparer commentaires et notes juridiques destinés aux utilisateurs de la fonction PERSONNEL du Groupe,
- Assister les Etablissements dans le contentieux social,
- Etablir les audits sociaux des Sociétés à reprendre en assurant la gestion sociale des reprises ou des restructurations,
- Assister son Directeur dans le domaine des relations sociales du Groupe (carte sociale, préparation des protocoles d'accord, des C.C.E., etc.).

De formation supérieure (droit social, maîtrise minimum), à environ 35 ans vous êtes doté d'autonomie, d'esprit délié, et de qualités rédactionnelles et souhaitez valoriser votre expérience d'au moins 5 ans dans un organisme ou une entreprise professionnelle, au service d'un Groupe vous assurant une réelle situation évolutive.

Merci d'adresser votre CV, lettre manuscrite et photo sous réf. 69346
à DEB'S 103, rue Jouffroy 75017 Paris
qui transmettra en toute confidentialité.



Recherche débutants délibérément

Jeunes diplômés

1. Vous venez d'achever vos études d'ingénieur, vous êtes diplômé d'une grande école de commerce, ou universitaire 3ᵉ Cycle.

Trouver un emploi n'est pas, pour vous, un problème. Mais le plus souvent vous vous heurtez à l'exigence première d'une expérience.

SEMA•METRA n'a pas peur des débutants car nous sommes passés maîtres dans l'art de vous former et de vous intégrer, c'est-à-dire adapter vos connaissances et vos aspirations aux métiers de l'informatique.

2. Nous avons un plan pour vous.
D'abord un stage de formation. Puis une intégration dans des groupes d'informaticiens ou d'Ingénieurs commerciaux travaillant notamment sur :
- les systèmes d'information pour la gestion,
- les systèmes d'informatique industrielle,
- la télématique et les télécommunications.

3. Ensuite ?
Toutes les opportunités de carrière que peut offrir un des premiers groupes européens de conseil et d'ingénierie informatique travaillant avec tous les secteurs de l'économie.

Envoyer CV et lettre manuscrite à Agnès Chauvin, SEMA•METRA Direction de la Gestion Opérationnelle des Ingènieurs, sous référence MCB4 16-18 rue Barbès – 92126 Montrouge cedex.



SEMA • METRA

dèse

ARTHUR ANDERSEN & ASSOCIES

Gestionnaire de notre Bureautique...

L'exercice du Conseil au sein de nos Cabinets, renvoie en interne à un traitement intensif de l'information et à des outils devant évoluer au rythme du développement rapide de leurs activités.

Etudier les besoins exprimés par les utilisateurs, les former, superviser ou réaliser les projets bureautiques, incluant la messagerie électronique dans le cadre d'un réseau international, encadrer et dynamiser l'équipe d'assistance, prévoir l'évolution du parc bureautique tant au plan matériels et logiciels que budgétaire sont les domaines de compétences confiés à notre...



Vous, demain, si à votre profil de gestionnaire et à votre maîtrise de l'anglais vous associez de solides compétences techniques sur matériel bureautique (WANG de préférence), acquises au cours de 3 ans d'expérience. Homme de contact, vous savez discerner les besoins mais également négocier les propositions de notre fournisseur.



Si ces perspectives vous intéressent, merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence SB à :
Catherine YAGUIYAN - ARTHUR ANDERSEN & Associés - Tour GAN - Cedex 13 - 92082 PARIS LA DEFENSE 2

HAVAS CONTACT

CHARGEURS S.A.

CHARGEURS TEXTILE

fait partie de CHARGEURS S.A. Première entreprise privée française dans le domaine des transports. CHARGEURS S.A. est aussi un groupe industriel en Europe et sur le continent américain. CHARGEURS S.A. compte parmi ses principales filiales Chargeurs textile (Delcer, Gillet, Lainière de Picardie, Roudière, P.J.T), Paquet, UTA, Spontex, Causse-Walon.

Directeur du personnel

pour sa division ENTOILAGE (5 sites industriels en Europe et 5 sites commerciaux en Europe et Extrême-Orient) qui sera basé à **PERONNE** ou à **LILLE.**

Le candidat retenu aura au moins 5 ans d'expérience dans la fonction dont il exercera la totalité.

Il relèvera hiérarchiquement du Directeur Général de la Division et fonctionnellement du Directeur du Personnel de CHARGEURS TEXTILE basé à **PARIS.**

La connaissance de l'anglais est indispensable et celle de l'allemand constituera un plus indiscutable.

Le niveau de rémunération sera fonction de l'expérience et du potentiel du candidat.
L'évolution de carrière est prévue au sein de CHARGEURS TEXTILE et/ou des autres sociétés de CHARGEURS SA

Adresser lettre de candidature, C.V., photo et prétentions à :
CHARGEURS TEXTILE - 3, boulevard Malesherbes - 75008 PARIS.

PARIS

RESPONSABLE ETUDES ET ORGANISATION LOGISTIQUE

Notre société fait partie d'un groupe multinational très important, qui occupe en France et en Europe, la première place sur ses marchés. Notre forte expansion et nos résultats économiques exceptionnels, nous conduisent à investir de façon croissante en France. Au sein de notre direction logistique (qui couvre les achats, l'ordonnancement et la planification des productions de nos différentes Usines), nous proposons un poste de RESPONSABLE ETUDES ET ORGANISATION dont les missions principales seront les suivantes : participation à la planification de l'outil et à la gestion des besoins des achats de matières premières et marchandises ; interface entre les achats et les usines pour l'application des contrats d'approvisionnements ; développement d'outils d'aide à la décision sur micro.

Pour ce poste nécessitant des qualités de rigueur et de créativité, ainsi que d'excellentes qualités relationnelles, nous souhaitons rencontrer un professionnel de la fonction organisation achat, ou logistique, disposant d'un première expérience (Bac + 2, DUT ou BTS). Il sera fortement motivé par le contexte d'une entreprise en expansion.

Le poste est basé à Paris. Les conditions offertes sont attractives et les perspectives d'évolution concrètes.

Nous vous remercions d'adresser C.V. complet et rémunération souhaitée, sous référence 105 E1, à notre Conseil NEMESIS, 10, rue de Richelieu, 75001 PARIS, qui traitera votre dossier dans la plus stricte confidentialité.

NEMESIS

Affluents

Société industrielle française (950 personnes, 650 millions de CA) *possédant une forte notoriété dans son domaine et dotée d'outils de production performants (robotique, commandes numériques, découpe laser...) recherche pour l'une de ses unités situées dans l'Ouest de la France*

. Jeune ingénieur de production
2 ans d'expérience

Dans un premier temps, un an environ, rattaché au Directeur de l'usine (500 personnes), il lui sera confie des missions devant lui permettre une excellente connaissance des différents secteurs de cette unité de production performante. Il sera ensuite affecté comme ingénieur de production au sein de l'un des départements.

Diplômé AM, ECL, CESTI..., il disposera d'une première expérience dans un site industriel (méthode, gestion de production...).

Poste évolutif pour candidat de valeur.

réf. 4 A 870-8 M

. Chef de service maintenance et installations nouvelles

Rattaché au Directeur d'usine, il succèdera à l'actuel responsable amené à prendre sa retraite.

Animateur et gestionnaire d'un service d'environ 35 personnes, il aura également comme objectif de concevoir et de mettre en œuvre une politique efficace de maintenance préventive. Par ailleurs, il sera responsable, en étroite liaison avec le service méthodes de l'étude et de la mise en place d'investissements.

Ingénieur AM ou équivalent, il possèdera une expérience de 8 ans environ dans le même type de fonction et ainsi que des connaissances approfondies en électromécanique et automatismes. De fortes capacités d'organisation et d'animation sont indispensables.

réf. 4 A 871-8 M

Postes : ville 50 km du Mans.

Ecrire en précisant la référence
. Discrétion absolue

Membre de Syntec



71 rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

DIRECTEUR TECHNIQUE ET DU DEVELOPPEMENT
CHIMISTE

■ *Des produits pour l'automobile et pour le second-œuvre du bâtiment*
■ *Des technologies de mise en œuvre des métaux et des matières plastiques*
■ *Une société - leader incontesté en France - bien implantée sur le marché européen (20% du C.A.) et décidée à y accroître ses positions*
■ *Un groupe (C.A. 750 millions de francs) en croissance rapide, qui centre son développement dans la transformation des matières plastiques.*

Le poste consiste à :
- assurer le maintien de nos supériorités dans les technologies bien maîtrisées
- conduire nos diversifications technologiques, notamment en matériaux composites.

Si vous êtes ingénieur chimiste (maîtrisant l'anglais) et ayant éventuellement une formation complémentaire (plastique, caoutchouc),

Si vous avez une expérience industrielle d'au moins 10 ans en recherche, développement, élaboration ou mise au point de produits,

Enfin, si vous avez envie de vous joindre à une équipe jeune pour participer fortement à notre évolution ...

... nous sommes prêts à vous proposer une rémunération à la mesure de vos performances.

Localisation en banlieue ouest.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et indication de situation actuelle en rappelant la référence 71600 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris, qui transmettra. Dicrétion assurée.



Société de conseil en management en forte expansion, rattachée à un bureau d'études international, nous recherchons pour la France et l'Outre Mer des

Consultants seniors

Diplômés de Grande Ecole (scientifique ou commerciale), les candidats devront faire preuve d'une solide expérience dans le domaine du conseil en STRATEGIE et MANAGEMENT.

Ils devront allier esprit méthodologique et rigueur d'intervention et montrer une forte capacité d'adaptation au contexte varié de nos missions.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à : S.M.P.I., 64, rue Fondary 75015 Paris.

Le Monde
CADRES
Le Monde, point de rencontre des grandes ambi[tions]

Parfums
YVES SAINT LAURENT

RESPONSABLE GESTION DU PERSONNEL

Nous commercialisons dans le monde entier des parfums et cosmétiques haut de gamme aux noms prestigieux : OPIUM, PARIS, KOUROS...
Notre unité de Lassigny, qui comprend environ 600 personnes, est le principal centre international de production et de distribution du groupe.

Nous voulons vous associer à notre stratégie de progrès. Pour cela, nous renforçons le Département du Personnel par l'intégration d'un cadre praticien confirmé au sein d'une équipe de 7 personnes.

Vous participez aux études de modification de structure, d'optimisation des organisations de travail et d'amélioration des conditions de vie au travail, ainsi qu'à la gestion des effectifs et des emplois dans le cadre des plans définis.
Vous consultez et assistez l'encadrement dans l'application du cadre réglementaire.

Votre formation supérieure Bac + 4 a été sanctionnée par un diplôme type Ecole d'Ingénieur, ESC, IEP, DESS Gestion de Personnel, ...
Vous possédez nécessairement une expérience réussie de 3 à 5 ans dans la fonction Personnel en milieu industriel.

Par dessus tout, nous vous voulons homme d'éthique et de convictions, d'animation et de communication. Votre parti pris de l'action n'exclut pas la rigueur, bien au contraire. Vous savez convaincre, mais aussi comprendre.

Poste basé à notre usine de Lassigny à 20 Km de Compiègne.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous réf. M 53/1351 AB à

EGOR S.A.
8, Rue de Berri - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

Assurances

CHEF DE PRODUIT

Cette Société d'Assurance à forme mutuelle, leader sur son marché, recherche pour son siège à Rouen un chef de produit.

Rattaché à la Direction de la Société, il anime une équipe de 4 personnes, avec les missions suivantes :

- CONCEPTION de nouveaux contrats et rajeunissement de la gamme de ceux existants, avec proposition d'actions de développement à mener ;
- SOUSCRIPTION des risques accidents soumis à la Société avec la responsabilité de la production ;
- INFORMATISATION du Service Production et de la gestion des contrats.

Nous souhaitons rencontrer un candidat de formation supérieure (ESC, Droit, Sciences Eco.), avec une expérience acquise au sein de l'inspection IARD ou d'un Service Production. Une expérience en marketing serait un plus.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 48/2152 A à :

EGOR S.A.
8, rue de Berri - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

Nous sommes un organisme d'étude et de recherche appliquée socio-économique, attentivement écouté par les Pouvoirs Publics et les Partenaires sociaux.
Pour renforcer notre équipe de consultants animateurs, nous recherchons un :

CHEF DE PROJET H/F
(Animateur)

Sa mission consistera à animer sur de longues périodes les travaux de groupes de haut niveau, à mettre en forme leurs conclusions et à promouvoir leurs recommandations.

Vous avez environ 30 ans, une formation supérieure de type Sciences Pô, ENA, Normale Sup, Droit, Sciences Eco, Sociologie..., et une expérience de 2 ou 3 ans au minimum en entreprise.

Vous avez un goût prononcé pour les études micro-économiques, l'analyse prospective, et l'animation. Vous avez de réelles aptitudes à l'expression écrite et un enthousiasme entraînant.

Chez nous, vous trouverez un contexte culturel valorisant et motivant, et de réelles opportunités d'évolution.

Anglais nécessaire. Autre langue européenne bienvenue.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), en indiquant la référence 6100 M, à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantit une entière discrétion.

20 rue Pergolèse - 75116 Paris
Actiman

LES PRESSES DE LA CITÉ

Logisticien brillant et messager du livre.

Vous avez une tête bien faite, c'est sûr. Mines, IDN, Arts & Métiers, ingénieur généraliste ou Sup de Co. spécialisé, vous avez depuis au moins 5/6 ans fait preuve de talent dans la fonction logistique, comme conseil ou comme opérationnel. Vous souhaitez évoluer ? Nous avons un grand projet pour vous.

Nous sommes un puissant groupe en développement permanent dans tous les secteurs de l'édition et de la diffusion du livre. Entreprise de taille humaine, avec des structures décentralisées et des outils de gestion performants, nous allons faire évoluer notre distribution. Il nous faut l'homme pour mener les études, concevoir les solutions, piloter leur mise en œuvre, et diriger ensuite les opérations. Il sera directement rattaché au Directeur de la distribution.

Vous avez une bonne expérience de la logistique, acquise dans la grande distribution, la pharmacie, l'industrie. Vous êtes intéressé par ce défi complet où vous aurez à montrer vos capacités conceptuelles et opérationnelles. Alors envoyer votre CV et une lettre manuscrite aux consultants de SIRCA sous la référence 828 525 M - 64, rue La Boétie - 75008 Paris, ils examineront confidentiellement votre candidature.



Membre de Syntec

Les Frères Lissac

Directeur Administratif et Financier

L'entreprise est de celles, rares, dont le nom s'associe à son secteur d'activité. Son expansion régulière entraîne une structure commerciale de plus en plus importante (Magasins plus Franchisés). Le départ à la retraite de son Directeur Administratif et Financier nous amène à chercher son remplaçant.

Il est pour nous un collaborateur essentiel. Avec son service qu'il anime et contrôle, il assure la fonction dans sa plénitude : comptabilité, trésorerie, prévisions budgétaires, fiscalité, la relation avec l'informatique...

Il forme et conseille, si nécessaire, les responsables des magasins dans les domaines qui le concernent. De plus, proche de la Direction Générale, il lui apporte tous les éléments (analyses...) susceptibles de l'aider dans ses prises de décision.

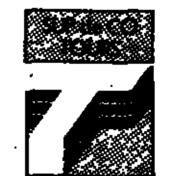
Pour tenir ce poste nous vous souhaitons la formation supérieure qu'elle suppose mais aussi une bonne pratique de ces techniques. L'on attend de vous rigueur, précision et méthode ainsi que de la créativité et un réel sens relationnel.

Le poste est à pourvoir à Paris.

SEFOP, notre conseil, remercie les personnes intéressées d'adresser leur dossier sous réf. LD 212 M.

SEFOP · 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.
MEMBRE DE SYNTEC

Responsable des relations extérieures



En Décembre 1987 l'Ecole Supérieure de Commerce de Tours a inauguré ses nouveaux locaux permettant une capacité d'accueil de 500 étudiants dans ses différents programmes.
Nous recherchons le

RESPONSABLE DES RELATIONS EXTERIEURES

qui aura deux missions :
1° - attirer vers l'Ecole les meilleurs candidats : contacts suivis avec les classes préparatoires, responsables et étudiants, campagnes de promotion, conférences, etc.
2° - concevoir et conduire le plan de communication de l'Ecole (documentations, contacts avec les médias, manifestations de prestige, etc.).

Agé d'environ 25-30 ans, diplômé ESC ou équivalent, votre métier est la communication. Vos qualités d'homme de terrain seront appréciées.

Merci d'envoyer votre dossier complet (lettre, C.V. et photo), sous la référence JB/166, à CAPFOR - 15, rue de la Paix - 75002 PARIS.

CAPFOR

PARIS - LYON - AIX/MARSEILLE - NANTES - CLERMONT-FERRAND
ANGERS - AUCH/TOULOUSE - BREST - NICE - NIORT - QUIMPER - ROUEN - STRASBOURG

TRANSPAC, Réseau National de Transmission de Données Informatiques, support de la Télématique Française, Service de Messagerie ATLAS 400, propose un poste d'avenir à un

Ingénieur d'affaires
Haut niveau

Au sein du Département Marketing, vous prendrez en charge une activité stratégique. Professionnel de la **vente de services** et si possible de la **Messagerie**, vous serez responsable des contacts avec nos partenaires (Constructeurs, SSII, Groupements Professionnels,...) et contribuerez personnellement à l'expansion **d'ATLAS 400.**

De formation Ingénieur ou Grande Ecole de Commerce, vous alliez efficacité, rigueur et sens des contacts.

Si votre dynamisme et votre ambition vous poussent à rejoindre une entreprise en forte expansion pour développer une activité nouvelle.

Adressez C.V., photo et prétentions au Département du Personnel et des Relations Humaines

Tour Maine-Montparnasse
33, avenue du Maine
75755 PARIS Cedex 15

TRANSPAC

Pierre Lichau





LE CREDIT AGRI[redacted]
RECHERCHE P[redacted]MARKETING
[redacted]RESPONSABLE (H/F)

Rattaché à la Direction Stratégie et Communication, il aura pour mission :

— Le développement du marché des Particuliers
— La coordination des études et des marchés ainsi que des nouvelles technologies appliquées au Marketing.

PROFIL :
— Titulaire d'un diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées.
— Expérience de deux années minimum exigée dans la fonction.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV + photo et prétentions à :

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE DU MIDI
Département du Personnel - Avenue du Montpelliérais
MAURIN - 34977 LATTES

AXIAL




Recherche pour optimiser le Département Ingénierie et Développement de son Siège à PARIS (2ème)

Deux Ingenieurs d'Etudes

- Vous êtes rigoureux, dynamique, créatif, disponible et motivé pour la technique de haut niveau.
- Vous avez le désir d'assumer le mission suivante : étudier, concevoir, mettre au point des produits nouveaux, dans des domaines aussi divers que :

. LES TRAITEMENTS DE TEXTE,
. LES TRAITEMENTS D'IMAGES,
. LES TELECOMMUNICATIONS.

__Vous possédez :__
. un diplôme d'une Grande Ecole Electronique,
. un acquis professionnel de quelques années dans un laboratoire d'Etudes Electroniques appliquées à l'industrie,
. des connaissances certaines en micro-informatique et microprocesseurs (matériel et programmation),
. une très bonne pratique de l'anglais,

Vous avez une expérience dans le domaine des télécommunications.
Nous vous offrons des conditions de travail attractives au sein d'une entité jeune et motivée.
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) (réf. LM) à l'Administrateur du Personnel Technique de l'A.F.P. 11 à 15 Place de la Bourse, 75002 PARIS.

HAVAS CONTACT

Entreprises
saunier duval

CADRE DE LA FONCTION PERSONNEL

Diplômé de l'Enseignement Supérieur, vous souhaitez valoriser une expérience de 5 à 6 ans du recrutement, qui vous a permis d'affiner et d'affirmer votre jugement.

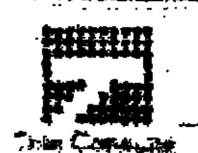
Vous souhaitez approfondir votre savoir faire et vous ouvrir à d'autres aspects de la fonction (gestion du Personnel Cadre, Formation) si ce n'est pas encore le cas.

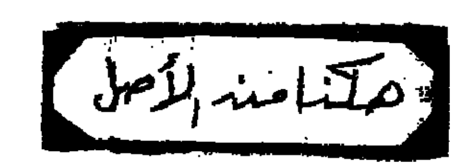
Une première expérience dans ces domaines serait un atout supplémentaire.

Directement rattaché au Directeur des Affaires Sociales, nous vous proposons de rejoindre son équipe au sein d'ENTREPRISES SAUNIER DUVAL - Un des Grands de l'Electricité (3600 pers.).

Nous vous remercions d'adresser votre curriculum vitae à Monsieur Patrick PARISON, D.A.S., Entreprises SAUNIER DUVAL, 250 Route de l'Empereur - 92500 RUEIL MALMAISON.

CONTESSE

La banque
du marché
ADJOINT
AUX DIRECTE

SON NOUVEAU
ESPONSABLE
ADMINISTRATI
DES VENTES EX
TOM, DOM, AFRIQUE FRANCOPH
MAGHREB



هكذا من الأصل



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

La banque et les collectivités locales

Depuis 10 ans, le Crédit Mutuel a pris une place de premier rang parmi les prêteurs privés des collectivités locales.

De formation supérieure, vous êtes un professionnel de la banque et vous connaissez les techniques de crédit et les nouveaux instruments financiers. Une expérience pratique des relations avec les décideurs publics locaux serait un atout.

La Direction du Développement de la Confédération Nationale du Crédit Mutuel recherche son

Responsable du marché des collectivités locales

Au sein du Département Collectivités et en étroite collaboration avec les organismes régionaux du Crédit Mutuel, vous participerez activement à la conception des orientations stratégiques et serez chargé de la mise en œuvre pratique des moyens correspondants.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 177/M à Dominique PETERSON, **CONFEDERATION NATIONALE DU CREDIT MUTUEL** 88-90, rue Cardinet 75017 PARIS

Crédit Mutuel
une banque à qui parler

CURRICULUM

Directeur commercial



La filiale française de ce groupe suisse réputé pour la qualité de ses peintures et revêtements industriels recherche le directeur commercial de sa filiale française (chiffre d'affaires: 55 millions de francs; effectif: 70 personnes). Basé en proche banlieue nord de Paris, il sera chargé, sous l'autorité du président-directeur général, de concevoir et mettre en œuvre les actions commerciales qui assureront le développement des ventes sur les marchés existants et qui permettront d'en conquérir de nouveaux. Pour y parvenir, il animera et gèrera une équipe (13 personnes) composée d'ingénieurs commerciaux et de responsables produits compétents et d'une administration commerciale dynamique, tout en dirigeant l'action d'un laboratoire performant. Ce poste, qui suppose une réelle disponibilité, s'adresse à un cadre commercial confirmé, âgé de 35 ans minimum et diplômé de l'enseignement supérieur. Issu du secteur considéré, il doit impérativement justifier de connaissances approfondies en chimie des peintures industrielles et d'une expérience de direction d'équipe de ventes. La pratique de l'allemand, ou à défaut, de l'anglais constituerait un atout conséquent. Assortie d'une voiture de fonction, la rémunération annuelle brute de départ sera de nature à intéresser un candidat de valeur. Ecrire à JM JACLOT en précisant la référence A/R9357M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

ADJOINTS AUX DIRECTEURS

CHARENTE - GIRONDE - DORDOGNE

Vous aurez :

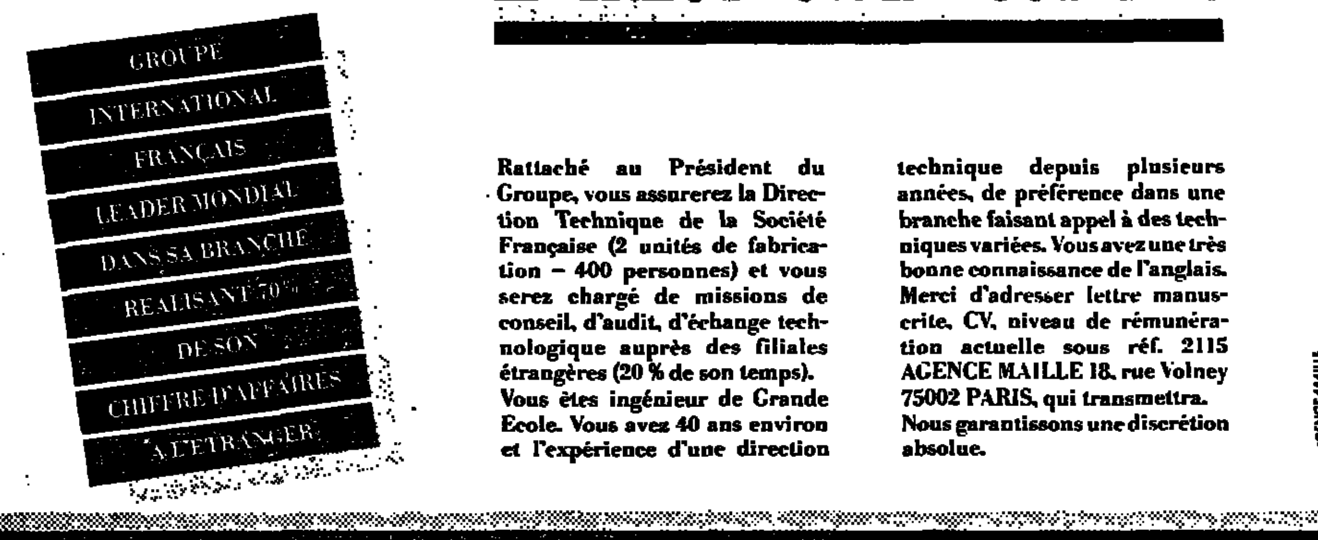
- à contribuer activement au développement commercial d'une de nos Caisses Locales (5 - 8 personnes),
- à suivre l'activité de vos collaborateurs en fonction des objectifs fixés à la Caisse Locale,
- à seconder le Directeur dans toutes ses activités.

Après une première expérience réussie dans l'activité commerciale bancaire, vous souhaitez donner un nouveau développement à votre carrière au sein d'une Banque Régionale en plein essor.

Adressez c.v., photo et rémunération actuelle à Alain Skiba, Direction du Personnel, CRÉDIT MUTUEL DU SUD-OUEST, rue du Piave, 16003 ANGOULEME CEDEX.

AXIAL

Crédit Mutuel du Sud-Ouest





Sociétés de banques de données professionnelles

RECHERCHE

SON NOUVEAU RESPONSABLE DES FONDS DOCUMENTAIRES,

dont l'objectif prioritaire devra être la recherche du « zéro défaut » dans les résultats de son service.

IL DEVRA : diriger avec souplesse et efficacité la petite équipe déjà en place ; définir, puis les rédiger en langue anglaise, les structures des nouveaux fonds documentaires ; suivre les accords avec les sources d'information et contrôler la réception des documents à saisir ; surveiller les délais et la qualité de la saisie ; améliorer la gestion du service par l'utilisation de la micro-informatique.

INDISPENSABLE : connaissance parfaite de l'anglais parlé et écrit.
NÉCESSAIRE : esprit rigoureux, soucieux des détails, entraîné au contrôle permanent de la qualité de la production.
SOUHAITE : bonne connaissance de l'outil micro-informatique.

Conviendrait à un jeune diplômé ayant eu une première expérience d'encadrement.

Lieu de travail : PARIS.

Envoyer lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à M. le Directeur du personnel, TÉLÉ CONSULTE - 44, rue du Four, 75006 PARIS.



Premier Groupe Français de Réassurance Implanté sur les cinq continents

Jeunes Ingénieurs donnez une autre orientation à votre carrière...

Notre société multinationale (4,5 milliards de CA) a pour vocation de prendre des engagements financiers sur des entreprises du monde entier. L'importance des risques couverts implique l'intervention de nos experts qui les évaluent et réalisent des diagnostics techniques.

Pour notre activité qui se développe rapidement nous recherchons des ingénieurs pour les secteurs suivants :

PREVENTION : vous avez une expérience industrielle de 2 à 3 ans en exploitation/maintenance, éventuellement complétée par une ou deux années dans une compagnie d'assurance ou dans le courtage. (réf. 2036 M)

SPATIAL : diplômé d'une école d'aéronautique ou d'électronique, vous avez fait vos premières armes dans l'industrie aérospatiale. (réf. 2037 M)

RC DECENNALE : vous avez passé quelques années en bureau de contrôle (bâtiment, génie civil...), une expérience en entreprise constituerait un atout supplémentaire. (réf. 2038 M)

Pour des missions très opérationnelles qui vous conduiront souvent à l'étranger, il est impératif que vous parliez parfaitement anglais. Diplômé de grande école, la trentaine, vous avez décidé de développer votre carrière, dans un secteur dynamique du tertiaire. Nous faisons un métier d'action dont les techniques d'analyses sont intellectuellement des plus passionnantes.

Merci d'adresser lettre, CV, photo sous référence choisie (à mentionner sur le courrier et l'enveloppe) 79-83, rue Baudin - 92300 Levallois Perret. Nous vous assurons confidentialité et réponse.



BERNARD JULHIET *RESSOURCES HUMAINES*

Membre de Syntec

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE EN FORTE EXPANSION C.A. export 80 millions de francs, implante son campus industriel près de ROUEN pour gérer son évolution et recherche son...

RESPONSABLE ADMINISTRATIF DES VENTES EXPORT

TOM/DOM, AFRIQUE FRANCOPHONE, MAGHREB

H/F CADRE

- Ayant une expérience de l'Industrie Pharmaceutique et maîtrisant les procédures du commerce international (douane, transport, financement, Coface, recouvrement).
- connaissant la spécificité Pharmacie de la distribution, des appels d'offre, des shippings et sachant gérer le planning, les relations usine, les stocks, les prévisions et le budget.

Pour ce poste passionnant et évolutif, le candidat a une expérience similaire de 5/7 ans mini, une formation de commerce international, une culture Export/Afrique, des qualités de rigueur et de tonicité.

Il parle anglais et utilise la micro-informatique. Il sait diriger une petite équipe.

Le poste est basé près de ROUEN, dès JUILLET 1988 après une période de formation près du titulaire actuel à PARIS.

Adresser CV et prét. s/réf. 35637 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

Chefs de projets organisation et informatique

... dans l'un des premiers groupes mondiaux de communication

LE LIVRE DE PARIS. Importante filiale du Groupe HACHETTE - plus d'1 milliard de CA, 3500 personnes - nous sommes leader sur notre marché : vente par courtage ou par correspondance de livres, encyclopédies, ouvrages de référence.

Nous vivons... et accompagnons activement une véritable explosion des besoins informatiques. Pour cela, notre équipe d'Organisation s'étoffe de 2 CHEFS DE PROJETS ORGANISATION ET INFORMATIQUE.

Avec une large délégation du Directeur Administratif auquel vous serez rattaché, vous définirez, réaliserez (ou ferez réaliser) et mettrez en place nos projets : bases de données, applications commerciales, informatique éditoriale, micro informatique.

Au delà de la technique, vous serez avant tout un homme (ou une femme) de dialogue, sensibilisé à l'approche humaine autant qu'économique des besoins des utilisateurs. Jeune diplômé (Ingénieur, MIAGE, ESC...) vous avez 3 ans d'expérience en Cabinet ou en Entreprise et souhaitez vous sentir responsabilisé dans des structures légères.

Merci d'adresser votre dossier complet sous réf. 57 à Monsieur LEFEVRE, DRH, LIVRE DE PARIS 5, avenue de Garlande - 92220 BAGNEUX CEDEX



Hachette : l'enthousiasme ça se communique.

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Assurances

CHEF DE PRODUIT

EGOR S.A.

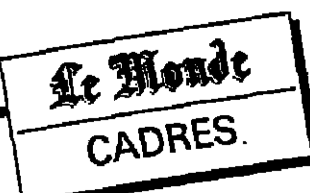
...isticien brillant ...essager du livre.

Ingénieur d'affaires Haut niveau

TRANSPAC



CADRE DE LA FONCTION PERSONNEL



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

AGB leader mondial de l'audimétrie

Groupe de recherche marketing présent sur 4 continents, nous mesurons l'audience TV. Nous arrivons sur les chaines françaises et mettons en place un réseau national de 1 000 audimètres. Nous cherchons pour Paris

un statisticien, H/F,

180 000 F/an

En étroite relation avec le service informatique, venez contrôler, maintenir la représentativité du panel et garantir la validité statistique des résultats. Votre mission sera aussi de contribuer à la réalisation d'études socio-économiques classiques.

Débutant ou ayant déjà l'expérience des techniques d'échantillonnage et des études médias, vous maîtrisez l'anglais.

Merci d'écrire à Mme M.C. TESSIER, (réf. 5199 LM)

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTEC

Filiale d'un groupe textile de grande notoriété, nous cherchons pour notre établissement proche de Troyes le futur

directeur
de notre centre d'expédition

Vous vous préparez à prendre en main une unité de 30 000 m². Vous gérez un flux annuel de plus de 12 millions d'articles et 60 000 références. Vous dirigez et animez 150 personnes.

A 30 ans environ, ingénieur Arts et Métiers, IDN ou équivalent, vous avez démontré vos qualités d'organisateur conseil. Vous êtes un battant et souhaitez réussir dans une responsabilité sédentaire et opérationnelle.

Merci d'écrire à J. LE CALLOCH, consultant, (réf. 5181 LM)

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTEC

Société de gestion immobilière (800 collaborateurs dont 200 cadres à notre siège à Paris 13è et dans les directions opérationnelles) liée à un groupe financier de premier plan, nous créons le poste de

responsable communication, H/F,

190 000 F+/an

Sous l'autorité de la direction générale, vous élaborez et mettez en œuvre notre politique de communication interne et externe : rédaction et édition de brochures, conseil et assistance auprès de nos directeurs, promotion des produits (participation à des congrès professionnels, diffusion régulière d'informations, etc.).

A 30 ans minimum, de formation supérieure, vous avez 4 à 5 ans d'expérience de la fonction. Votre rigueur, votre enthousiasme, vos qualités de communication et votre talent rédactionnel sont des atouts pour réussir.

Merci d'écrire à Mme M.C. TESSIER, (réf. 5196 LM)

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTEC

Sélection du Reader's Digest recherche son

CHEF DES VENTES LIBRAIRIES

Diplômé d'une école de commerce ou formé par une école de vente réputée, vous avez une expérience réussie de 5 ans dans la direction d'une équipe de vendeurs.

Jeune et dynamique, le contact terrain vous passionne.

Vous savez utiliser les statistiques et les techniques modernes de la vente pour optimiser les résultats.
Bien entendu vous maîtrisez l'anglais.

Directement rattaché au Directeur Commercial, vous aurez la responsabilité de développer nos ventes dans les Réseaux Détaillants du Livre et de la Presse.

Vous participerez à la définition de la Stratégie avec la Direction et les autres Départements.

Vous dirigerez, animerez et contrôlerez une Equipe de 5 Délegués-Promoteurs exclusifs en mettant en œuvre les opérations de merchandising.

Si vous avez ces qualités et si vous êtes prêt à relever ce challenge avec l'appui d'une équipe de professionnels, adressez-nous votre C.V., lettre manuscrite, photo à Direction des Relations Humaines, SELECTION DU READER'S DIGEST, 1 à 7, avenue Louis-Pasteur, 92220 BAGNEUX.

HAVAS CONTACT

UN GROUPE QUI RESPONSABILISE... UN DIRECTEUR D'USINE QUI ATTEND SON BRAS DROIT

CHEF DE PERSONNEL

La responsabilisation est un des mots clefs de notre système de fonctionnement et certainement la base de notre brillante réussite. Avec 17 000 pers., nous sommes l'un des Groupes les plus performants (et profitables) dans le Monde des technologies de pointe.

Vous y prendrez en mains l'ensemble de la fonction aux côtés du Directeur de l'un de nos sites de Production (400 pers., 20 % de Cadres). Vous animerez avec lui les relations paritaires et la gestion prévisionnelle de nos ressources humaines. Vous développerez ainsi une politique sociale adaptée aux particularismes locaux.

Créatif et novateur, vous mettrez également en place toutes les actions de fond (et de forme) susceptibles de dynamiser l'Usine (cercles de qualité, formation, motivation, communication...). C'est donc un poste à la hauteur de vos compétences.

La réussite de cette première mission est bien sûr le meilleur viatique pour votre évolution ultérieure (2 ou 3 ans), puisque pour nous toute situation acquise est un point de départ.

Poste basé dans le Sud de la France.

Merci d'adresser votre dossier complet, s/réf. 5281/L, à

MEDIA PA
53, av. Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

La Rochelle

INGENIEUR AGRO TECHNICO-COMMERCIAL



La Compagnie ANGIBAUD, leader européen des fertilisants organiques, effectifs 200 personnes, 5 unités de production, CA 200 millions, rattachée au groupe de la Compagnie Générale des Eaux, recherche, pour faire face à son développement un Ingénieur Technico-Commercial. Ses fonctions comporteront de très nombreux contacts avec les services officiels et avec la clientèle sur toute la France, auprès de laquelle il interviendra en appui technique à notre force de vente. Il aura également de nombreuses liaisons avec notre laboratoire de recherches et sera responsable de la formation technique de l'équipe commerciale et de la rédaction des documentations. Basé à La Rochelle, il se déplacera environ 50 % de son temps. Ce poste intéresse un Ingénieur Agro, débutant ou ayant une première expérience, désireux d'occuper un poste très actif et diversifié.
Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé, sous la réf. 11754/M en précisant votre niveau de rémunération à D. de LARIVIERE qui étudiera votre dossier en toute discrétion.

Sélé-CEGOS Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé CEGOS

PUBLIVAL

Membre du Syntec



Groupe Pharmaceutique Français
recherche pour son usine de Tours (400 personnes)

UN PHARMACIEN
(Option Industrie)

pour s'intégrer aux équipes de production, de développement ou de contrôle qualité.

Débutant ou possédant une première expérience, il pourra, après une période d'intégration, prendre en charge des responsabilités réelles en rapport avec ses compétences et les besoins de l'entreprise.

Les candidats intéressés peuvent adresser leur dossier
de candidature en précisant leurs motivations
sous la référence 88/28 MO à
l'attention de Monsieur PORTEAUX
SYLATEC/SYNTHELABO PHARMACIE
BP 01 - 66, avenue Gustave Eiffel
37001 TOURS Cedex.



Pierre Lichau



CONSTRUCTIONS METALLIQUES.

Le Groupe SOCOTEC (2400 personnes en France et dans le monde) s'est acquis, par la compétence de ses collaborateurs et le sérieux de ses prestations, une très grande notoriété dans les milieux du Bâtiment et de l'Industrie.
Dans le cadre du développement de nos activités, nous recherchons pour le département CONSTRUCTIONS METALLIQUES de notre Direction Technique, un ingénieur.
Ingénieur diplômé (une formation complémentaire type CHEM, serait très appréciée), vous avez au moins 3 années d'expérience professionnelle.
Après une période de formation à nos méthodes, vous prendrez en charge le suivi complet (technique et commercial) des affaires qui vous seront confiées.

Si ce poste, vous intéresse, adressez votre candidature sous référence 88.09 à P. CANDES - SOCOTEC - Département du Personnel 3, Avenue du Centre - 78182 SAINT QUENTIN EN YVELINES.

Organisme fédéral d'une profession juridique recherche son

ATTACHEE DE DIRECTION

pour diriger le secrétariat du Président : traitement du courrier, classement d'archives, R.V., contacts avec les adhérents et les personnalités extérieures, organisation, suivi et secrétariat des réunions, conférences et manifestations.

Formation supérieure (lettres-droit), et 5 à 10 ans d'expérience dans un poste avec tâches administratives et missions de représentation.

Connaissance en bureautique souhaitée. Anglais apprécié.

Rémunération de l'ordre de 180 000 F. Avantages en nature et contraintes d'horaires tardifs.

Veuillez adresser votre candidature sous réf. 923 à Solange MONTEIL - PLEIN EMPLOI - 10, rue du Mail - 75002 PARIS.





Votre mission : superviser la gestion d'un ensemble de trois ou quatre cliniques en assurant l'interface avec le corps médical, en dialoguant avec les organismes de tutelle, en optimisant le développement des établissements et en contrôlant leurs prévisions et leur évolution budgétaire. Vous disposerez dans chaque clinique d'un adjoint assurant la gestion au quotidien.

Connaissance des milieux hospitaliers privés indispensable. Votre sens de l'analyse, des relations humaines et des responsabilités, votre capacité à traiter les problèmes de personnel et de législation du travail sont essentiels. Prévoir de nombreux déplacements en France.

Un candidat à fort potentiel se verra offrir de larges possibilités d'évolution.

Adressez votre candidature (lettre manuscr., C.V. et photo) à la Société AUXIGEM - 2, rue de Messine - 75008 PARIS.

MEDIA PA

GROUPE BANCAIRE IMMOBILIER recherche pour son bureau de Marseille

ATTACHE COMMERCIAL

Agé de 27 ans minimum, le candidat devra justifier d'un niveau Bac + 4 et d'une expérience probante de la vente.

Il devra pour remplir sa fonction, témoigner d'un esprit rigoureux et d'une constante volonté de perfectionnement.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo sous réf. M/1230 à LTA St Lazare 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

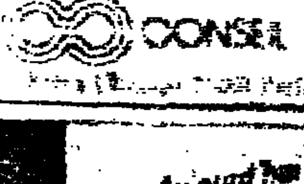
LEVI-TOURNAY/ASSCOM

Dans le cadre de son développement
E.S.O.P.
Etudes et sondages d'opinions
recherche

UN CHARGÉ D'ÉTUDES

qualitatives/quantitatives
CONFIRMÉ
(minimum 3 ans d'expérience en cabinet d'études).

Merci d'adresser votre lettre de candidature + C.V. + photo + prétentions à :
E.S.O.P. - 92, avenue d'Ivry, 75013 PARIS.





هكذا من الأصل



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



DIRECTEUR JURIDIQUE

L'un des premiers groupes textiles européens en forte progression, avec Descamps, Anny Blatt mais aussi d'autres industries liées à la mode. C.A. 8 milliards recherche un directeur juridique.

Rattaché à la Direction Juridique et Fiscale du Groupe, son rôle sera double :
– interne, près de la Direction Générale pour répondre à toutes questions d'ingénierie juridique (fusions, acquisitions, contrats, etc.).
– externe, pour agir en qualité de conseil auprès des opérationnels.

Une expérience réussie de 5 ans minimum dans un poste polyvalent, soit au sein d'une entreprise de premier plan, soit dans un cabinet à forte notoriété est exigée.
Les connaissances techniques doivent être irréprochables et sanctionnées d'un diplôme de troisième cycle, le DECS serait un plus. Parfaite maîtrise de l'anglais, allemand souhaité.
Ce poste s'adresse à un jeune professionnel de 30 ans environ, organisé et entreprenant, sachant travailler dans une équipe performante et ne craignant pas les responsabilités. Rémunération attractive et poste basé à Paris.

Ecrire avec C.V., prétentions et téléphone privé, (joindre une enveloppe pour réponse plus rapide) sous référence 28004/M à

MRI conseil
Danièle Chapuis.
13, rue Madeleine-Michelis 92522 Neuilly.
Paris - Francfort - Genève - Hong-Kong - Toronto

CURRICULUM

Consultant en organisation informatique

X, ESE, ENST, ENSIMAG, ENSHEIT, INSA

Débutant ou déjà expérimenté (2 à 3 ans dans une SSII ou un cabinet d'organisation), vous avez une bonne maîtrise de l'informatique appliquée à la gestion. La connaissance de systèmes d'exploitation tels que Pick..., et de langages tels que C..., serait un plus.
Après une formation rapide à nos outils (méthode Merise...), vous participerez à des opérations de premier plan où vous aurez une large part d'autonomie et la possibilité d'accéder rapidement au management d'équipes.
Merci d'adresser votre candidature sous réf. F.115.87/M à notre conseil Critère 12, rue Pergolèse 75116 Paris.



LEVI-TOURNAY/ASSCOM

Un important groupe français (CA FF 2 Milliards - 1 600 personnes) dans le secteur de la haute technologie, recherche son

Directeur de Communication et de Personnel

Paris — **Salaire négociable**

Homme de contact et d'organisation, la personne sélectionnée sera chargée de la gestion du personnel et des carrières, du recrutement, de la formation, de la paie et de la communication des informations internes ainsi qu'externes.
De formation ESC ou similaire, le candidat justifiera d'une expérience de 4 à 8 ans dans la fonction personnel (bien qu'une expérience dans d'autres domaines sera considérée). Un anglais courant est essentiel.
Grâce à la croissance rapide du groupe en France et à l'étranger, des responsabilités de plus en plus internationales seront à envisager.

Contacter Ivor Alex au (1) 40.70.00.36 ou adresser CV + tél + rémunération actuelle à Michael Page Executive, 75008 PARIS, sous réf. IA 1378 MO.

MP
Michael Page Executive
Paris.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney

ADICOM

Les Frères Lissac

Promouvoir, conseiller, gérer

La société a pu, grâce à son renom, développer complémentairement à son réseau de Magasins, un réseau de Franchisés. Pour accroître le développement de cet ensemble, déjà performant, nous recherchons celui qui assurera la promotion, la gestion (Achats, stocks...).
En prise directe avec la Direction Générale, il conçoit, met en place et contrôle la politique promotionnelle (Publicité, PLV, agencement, vitrines...), il analyse les résultats et adapte les moyens aux objectifs. Il apporte conseil et assistance aux Franchisés comme aux Magasins. Progressivement il participe à la définition des collections, supervise les achats, la gestion des stocks...
Nous serions heureux de confier cette responsabilité à un homme de bonne formation générale (ESC, Maîtrise...) ayant la pratique des actions promotionnelles et impérativement celle des réseaux de Franchisés. La fonction, d'évidence, suppose créativité, communication, persuasion et organisation.
Le poste se situe à Paris.

SEFOP, notre conseil, remercie les personnes intéressées d'adresser leur dossier sous réf. LI 211 M.

SEFOP 11 rue des Pyramides 75001 Paris
MEMBRE DE SYNTEC

Florian Mantione Institut

Conseil en Recrutement-Formation-Organisation *créé en 1976 et implanté dans 8 villes recherche des franchisés*

Directeurs cabinet conseil

Responsables d'une région administrative, âgés de 30/40 ans, les candidats diplômés de l'enseignement supérieur, auront une expérience commerciale et/ou de recrutement et une volonté de chef d'entreprise. Vingt franchisés sont prévus pour 1992.
Le Groupe F.M.I., actuellement en pleine expansion, et situé sur un marché très porteur, leur offrira une structure efficace de formation, d'aide au démarrage et d'assistance permanente.
FLORIAN MANTIONE *enverra personnellement un dossier complet aux candidats présélectionnés et les invite à consulter sa proposition référencée LR 288 Z sur le* ***Minitel : 3615 code SOFTEL puis FMI.***
Merci d'envoyer votre CV + photo à : FMI - 89 rue de Rivoli - 75001 PARIS.

AIX-BORDEAUX-CLERMOND-Fd-GRENOBLE-LA ROCHELLE-MONTPELLIER-PARIS-TOULOUSE

DISTRICT URBAIN DU SUD-OUEST

recherche pour une durée de 18 mois

UN CHARGÉ DE MISSION EXPÉRIMENTÉ

AUPRÈS DU PRÉSIDENT

Missions :
- faciliter les relations au sein du district ;
- participer à la mise en œuvre et au suivi de projets à caractère local ou national ;
- élaborer le cahier des charges d'un plan global de communication.

Envoyer C.V. et prétentions à M. le Président du District du Grand-Rodez, B.P. 531, 12005 RODEZ CEDEX.
Renseignements : tél. : 65-68-42-93 - M. le Secrétaire général.

BANQUE PARISIENNE

Filiale d'un groupe important recherche pour son DEPARTEMENT ETRANGER, un collaborateur

TECHNICO COMMERCIAL HF

POSITION CADRE V

Agé d'environ 30-35 ans, vous avez :
- une formation BAC + BTS de Commerce International ou équivalent,
- une expérience approfondie des opérations de crédocs et négoce international (minimum 5 ans),
- un excellent contact clientèle,
- l'anglais courant (autres langues appréciées).

Votre mission consistera à assumer la maîtrise de la section documentaire et la liaison avec l'exploitation commerciale.
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la réf.175/LM, à O.C.B.F. SERVICES - 66, rue de la Chaussée-d'Antin - 75009 PARIS.



VOUS ASSISTE DANS LE RECRUTEMENT BANCAIRE

MEDIA BA

Culligan FRANCE

DIRECTEUR DES AGENCES

L'expansion de nos trois Agences Parisiennes, l'intégration récente d'une quatrième dans les Bouches du Rhône, justifient la création de cette fonction jusqu'alors assumée par le Directeur Général de l'entreprise.
Nos Agences, d'un C.A. moyen de 10 MF, d'un effectif de 10 à 15 personnes, sont dirigées par des entrepreneurs expérimentés, gérant leur centre de profits avec une large autonomie dans le cadre d'un budget préalablement approuvé.
Le Directeur de nos Agences, rattaché à la Direction Générale, devra devenir le guide de nos managers en les aidant à adapter nos stratégies de développement en harmonie avec les particularités de chacun de nos centres de profits.
En liaison avec la D.A.F., il devra participer activement aux contrôles budgétaires et à la mise en place des procédures visant à satisfaire les objectifs financiers définis par la Direction Générale.
Diplômés d'une École de Commerce, les candidats âgés d'au moins 35 ans devront avoir acquis une expérience de cinq années au moins dans la Direction d'un Centre de Profits, très orienté vers l'action commerciale et le service.
Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 8604 à CULLIGAN FRANCE 4, avenue du Président Kennedy, 78340 LES CLAYES-SOUS-BOIS.





Filiale cosmétique d'un groupe international, située en banlieue Ouest, nous recherchons

Documentaliste

Rapportant au Directeur du département, vous aurez pour mission de constituer des dossiers bibliographiques, de gérer les bibliothèques et de diffuser les informations sélectionnées. Pour réussir, vous avez une maîtrise scientifique (biologie ou équivalent) complétée par un diplôme de documentaliste et vous possédez une première expérience d'au moins 2 ans de la fonction. Vous avez une bonne pratique de l'anglais et, si possible, de l'allemand.

Pour une première rencontre, merci de d'adresser votre dossier à Claude Jacquemain sous référence 730/M.



26, rue Croix des Petits Champs 75001 Paris.

CURRICULUM

Responsable service après-vente et pièces de rechange

pour société électro-mécanique fabriquant des groupes électrogènes 100 km Paris.

Responsable d'une équipe de neuf techniciens, le candidat doit être attiré par l'aspect technique et commercial de la fonction et avoir des qualités d'entrepreneur et d'organisateur.

Envoyer sous nº 8407 - LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75008 PARIS.

IMPORTANT ÉTABLISSEMENT FINANCIER recherche POUR SA FILIALE CRÉDIT-BAIL ET LOCATION FINANCIÈRE

DEUX CHARGÉS DE CLIENTÈLE

(Administrations et Collectivités locales)

Adresser C.V. chronologique, photo et prétentions à :
AUXIFIP
12, rue Chauchat, 75009 PARIS
à l'attention de M. UGOLINI

Blou

JURISTE IMMOBILIER

Aujourd'hui 600 magasins demain 700 !

Titulaire d'une maîtrise en Droit privé, vous avez l'expérience du Droit et de la négociation immobiliers dans une société immobilière ou de gestion, ou encore vous avez l'expérience de la rédaction des actes dans une étude notariale.

Nous vous proposons, d'une part de participer au développement de notre parc immobilier en finalisant la conclusion des contrats, et d'autre part d'assurer la gestion du parc existant.

Envoyer votre candidature à : FUTURA FRANCE SA, sous réf. DG 9, Direction du Personnel, 43, rue Pergolèse, 75016 PARIS.

SINGER

CHANEL PARIS

Leader sur le marché des produits de luxe parfums et cosmétiques, nous développons nos équipes et recherchons un

Responsable des prévisions H/F

Au sein du Service Contrôle de Gestion, et en liaison avec le Planning et l'Informatique, vous mettrez en place, aidé de votre équipe, un système de prévision des livraisons (produits, PLV, nouveautés, looks), le piloterez et le ferez évoluer.
Dans ce cadre, vous apporterez à la logistique toute information relative au plan de production, ferez la synthèse des prévisions (client et ligne marketing) et analyserez les distorsions entre prévisions et réel afin de proposer les mesures correctives nécessaires.
De formation ESC, Dauphine ou équivalent, votre 1re expérience dans une fonction semblable (avec utilisation de la micro-informatique), votre ouverture d'esprit et votre goût de la persuasion seront les atouts indispensables pour réussir dans cette mission.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et lettre manuscrite) sous référence CP/RP, à CHANEL, 12/14 rue Victor Noir, 92521 NEUILLY.

média-system

B.M.A. SERVICES

(Filiale de B.M.A. - Banque de marchés et d'arbitrage)

RECHERCHE POUR ÉTOFFER SON DÉPARTEMENT ADMINISTRATIF

- **LE RESPONSABLE DU BACK OFFICE** ayant pour mission d'animer une équipe de vingt personnes, de veiller au respect des dispositions réglementaires et des procédures administratives.
  Le candidat, très disponible et motivé par le développement des marchés financiers, diplômé de l'enseignement supérieur (type ESC), pourra justifier d'un minimum de 5 ans d'expérience (même non bancaire) démontrant ses qualités de rigueur et d'animation.
- **LE RESPONSABLE DE LA CELLULE TITRES**
  Le candidat doté de capacités d'organisation aura dix ans d'expérience, acquise de préférence dans une banque.
- **UN GESTIONNAIRE ADMINISTRATIF DES SICAV** justifiant de cinq ans d'expérience, ayant porté si possible sur des SICAV d'actions étrangères.

ENVOYER LETTRE MANUSCRITE ET C.V. TRÈS DÉTAILLÉ A :
B.M.A. SERVICES - 109, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 PARIS.

Société électro-mécanique fabriquant des groupes électrogènes 100 km Paris
RECHERCHE

DIRECTEUR TECHNIQUE 10 ANS D'EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

capable d'être le support technique de l'entreprise :
– Sur le plan interne pour le développement du produit ;
– Sur le plan externe, en appui technique à la vente pour les projets d'envergure.

Envoyer CV et prétentions sous nº 8406 :
Le Monde Publicité, 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

CAV RotoDiesel

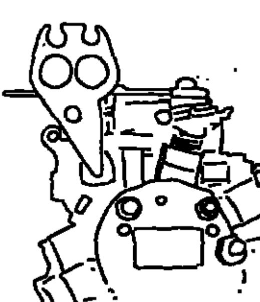
FABRICATION DE MATERIEL D'INJECTION DIESEL
1.800 personnes
recherche pour son usine de **BLOIS**

ingénieur labo-moteurs
DEBUTANT

Formation : AM ou équivalent + ENSPM option moteurs. Anglais indispensable, Allemand apprécié.
Mission : Il participera au sein de l'équipe en place, aux développements de matériel d'injection diesel destiné au marché de l'automobile.

ingénieur labo-moteurs
EXPERIMENTE

Profil : AM ou équivalent + ENSPM option moteurs, justifiant d'une première expérience de 3 à 5 ans si possible dans le domaine des moteurs automobiles. Anglais indispensable.
Mission : Rattaché au Chef de Service, il animera une équipe d'une douzaine de personnes (INGENIEURS, AT, PROFESSIONNELS), chargée du développement de matériel d'injection diesel destiné aux constructeurs automobiles étrangers.



Adresser C.V. et prétentions
au Service du Personnel
LUCAS CAV ROTO DIESEL
9, boulevard de l'Industrie
NP 849 - 41008 BLOIS Cedex

Organisation et Publicité

La Mutualité Française

propose 3 postes au sein de son
UNITE FORMATION ET DEVELOPPEMENT DES HOMMES

Formateurs
dans les domaines suivants

Ressources Humaines
(Réf. RH)
Niveau maîtrise ou école supérieure + 3ème cycle spécialisé gestion du personnel.

Finances Comptabilité
(Réf. FC)
Ecole Supérieure de gestion ou maîtrise de gestion + DECS ou 3ème cycle spécialisé en Finances.

Marketing Commercial
(Réf. MC)
Ecole Supérieure de Commerce option Marketing.

Les candidats doivent être aptes à :
- définir, après analyse, des politiques ou des objectifs de formation ;
- concevoir et animer des séminaires pour les personnels de 500 PME adhérentes ;
- coordonner l'action des intervenants extérieurs ;
- assurer des missions d'intervention auprès des organismes adhérents.

Une pratique de la formation des adultes et/ou une expérience professionnelle confirmée sont indispensables. Les candidats retenus seront appelés à poursuivre le développement d'un secteur d'activité existant.

Les postes, basés à PARIS 15ème mais nécessitant des déplacements fréquents en province, sont à pourvoir à la suite d'évolutions de carrière internes.

Les dossiers (lettre manuscrite, CV, photo - restituée - et rémunération souhaitée) sont à adresser, sous réf. du poste, au Directeur Administratif de la MUTUALITE FRANCAISE, 255 rue de Vaugirard, 75719 Paris Cedex 15.

MUTUALITE FRANCAISE

CONTESSE

JEUNE DIPLOME
Ingénieur ou Sup de Co

EXXON CHEMICALS

La Société Française EXXON CHEMICAL (5 Milliards de F de CA dont 59 % à l'exportation, 1.250 personnes dont 340 cadres) recherche un jeune cadre pour sa division Polymères

Elle lui propose de débuter sa carrière au sein du Service Clientèle de cette division et d'évoluer ensuite dans la filière commerciale. Sa première mission consistera à apporter un soutien actif aux ingénieurs commerciaux et à administrer un portefeuille de clients : vente au téléphone, traitement des commandes, suivi des approvisionnements en liaison avec les usines du groupe en Europe, préparation de la facturation...

Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé d'une école d'ingénieur ou de commerce, débutant prêt à se former au suivi clientèle et à l'administration des ventes.

La pratique de la langue anglaise est impérative, celle d'une seconde langue serait appréciée. Poste basé à la Défense.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 11/507 CX à :

EGOR S.A.
19, rue de Berri - 75008 PARIS

EGOR
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

GSM

Premier producteur Français de granulats (plus de 1800 personnes et 1,5 milliards de C.A) filiale du Groupe CIMENTS FRANCAIS, nous recherchons pour notre Siège de **CARRIERES SOUS POISSY (78)**

ASSISTANTE JURIDIQUE
(Maitrise de Droit)

Sous les ordres de notre Responsable Juridique, votre mission s'exercera sur l'ensemble des problèmes juridiques de notre groupe.
Votre expérience pratique de 4 à 5 ans minimum vous a donné le professionnalisme que nous recherchons en matière de **droit des Sociétés - contentieux - droit du Travail - contrats.**
Votre compétence et votre rigueur intellectuelle vous permettront d'apporter assistance et conseil aux différentes directions de notre groupe.
Poste basé à Carrières sous Poissy (78)

Envoyez CV, photo, rémunération souhaitée sous réf. 2950 à notre Conseil:

FMI RECRUTEMENT
11 rue Liancourt - 75014 PARIS. Tél: (1) 43.20.69.29

HAVAS CONTACT

clever

220 personnes - 160 Millions C.A. - Rentabilité élevée
Groupe en forte expansion - leader dans son domaine des
FERMETURES POUR BATIMENTS INDUSTRIELS

recherche

CADRE DE DIRECTION

Il assistera la Direction dans l'animation et la gestion du réseau de vente en France (24 centres régionaux - 40 commerciaux) et se verra confier des missions dans le cadre du développement du groupe.

30 ans minimum, de formation type Sup de Co, il aura démontré ses capacités de leader commercial mais aussi de gestionnaire par une expérience réussie dans la vente de Biens d'Équipements et Services à l'industrie.

Écrire avec C.V., situation actuelle et photo à :
CLEVER - Direction Générale
CE 1434 - 91019 EVRY CEDEX

Bleu

MSD MERCK SHARP & DOHME CHIBRET

Responsable immobilier et services généraux

MERCK SHARP & DOHME CHIBRET, filiale française du groupe pharmaceutique américain MERCK & C°, notre siège social à Paris 8e s'étend sur 7 000 m² de bureaux. Nous recherchons notre Responsable immobilier et services généraux, à qui nous confierons la responsabilité :
– d'animer une équipe d'environ 20 personnes,
– d'assurer la planification des travaux immobiliers ainsi que la sécurité de notre établissement,
– de superviser l'ensemble des services généraux : courrier, téléphone, nettoyage, gardiennage...,
– de gérer les voyages, les besoins automobiles, l'ensemble du portefeuille assurances (litiges, sinistres...).
En résumé, ce poste s'adresse à un professionnel expérimenté (minimum 5 ans dans cette fonction), homme de caractère et de contact, bon technicien, organisateur et gestionnaire.
L'anglais est indispensable.
Merci d'adresser lettre, CV et photo sous référence M/SG à

CARA CONSEIL
36, avenue Hoche – 75008 PARIS
qui traitera votre dossier
confidentiellement.

UN JEUNE ADJOINT

Un groupement, qui assure la promotion et le développement d'une marque de service, intègre, pour assister son **Directeur** :

Diplômé d'une école commerciale.

Il aura essentiellement un rôle d'assistance et de liaison auprès de ses membres, en assurant la remontée et l'analyse de l'information (commerciale, comptable, etc...).

Il participera également à la mise en œuvre d'actions de développement et de promotion. Il coordonnera notamment certaines des opérations qui y sont liées (relations avec les fournisseurs, suivi de la distribution, etc...).

Le poste est ouvert et évolutif.

Adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous réf. 917 à Chantal DHERBIER - **PLEIN EMPLOI**
10, rue du Mail - 75002 PARIS.

plein emploi
Conseils en ressources humaines

URGENCE SUICIDE

Depuis 10 ans, nous luttons contre le suicide.
Voulez-vous nous aider ?

Savez-vous que le suicide tue, en moyenne, 33 fois par jour... un peu plus que la route ?
Uniquement composée de bénévoles, notre association (6 centres en France) vient d'ouvrir un nouveau service téléphonique : le 45 40 55 65.
Pour être présents 24 heures sur 24, nous avons le plus grand besoin d' :

Ecoutants Bénévoles

Vous souhaitez nous rejoindre ? Ecrivez nous.
URGENCE SUICIDE PHENIX, 36 rue de Gergovie 75014 PARIS.

Prestigieux Cabinet Juridique International
PARIS

350.000 F ±
Juriste confirmé H/F

Pour rejoindre une équipe de premier plan et travailler en étroite collaboration avec les Associés, il devra être polyvalent mais particulièrement opérationnel dans le domaine du droit des sociétés (restructuration, fusion, acquisition, etc.).
Expérience réussie de 3 ans minimum dans une société reconnue pour la qualité de son service juridique ou dans un cabinet à forte notoriété exigée.
Formation supérieure juridique et parfaite maîtrise de l'anglais impératives.
De 30 ans environ, le candidat devra justifier de son sens commercial, autonome et organisé, et devra savoir travailler en équipe.

Ecrire avec C.V., prétentions et téléphone privé, (joindre une enveloppe pour réponse plus rapide) sous référence 28005/M à

MRI conseil
Danièle Chapuis.
13, rue Madeleine Michelis 92522 Neuilly.

Paris - Francfort - Genève - Hong-Kong - Toronto

CURRICULUM

CONSULTANTS niveau élevé

Société de conseil en organisation, nous intervenons depuis 11 ans dans des entreprises (C.E.E.) qui **investissent** et/ou qui **transforment** leur organisation.

Pour réussir notre développement et **maintenir la qualité** de nos prestations, notre équipe de 13 personnes recrute (pour 1988) **2 CONSULTANTS DE HAUT NIVEAU** âgés de 35 ans ou plus et ayant : ● une culture élevée et une formation supérieure 3ème cycle ou grandes écoles (comm., éco., socio., scientif., ...), ● une très grande capacité de synthèse, d'animation et de proposition, ● une grande habileté stratégique à concevoir la conduite des changements et à faire évoluer les pratiques et les hommes.

NOTRE METIER : concevoir, conduire, mettre en œuvre des changements importants d'organisation, et en particulier : ● conception et mise en œuvre d'organisations nouvelles dans des secteurs secondaire et tertiaire (Peugeot Mulhouse, Rhénalu, CIN, ...), ● préparation et accompagnement des changements technologiques : impact sur hommes et organisation (Renault Douai, Vittel, Glaceries Saint-Roch,...) ● définition de stratégies de développement au niveau d'une entreprise, d'une branche professionnelle ou d'une région (Kronenbourg, Productique 300, Bassin Potassique, ...)

NOS OPTIONS : Analyser le travail réel. Associer les acteurs. Mettre en œuvre des solutions assurant à la fois une productivité globale et des organisations qualifiantes

NOUS VOUS PROPOSONS : ● la responsabilité globale de contrats (chef de projet), ● un travail en équipe pluridisciplinaire sur tout contrat, ● une rémunération annuelle (300-400 KF) + participation + 6 semaines de congés

Ecrivez-nous (lettre manuscrite + photo récente + CV + rémunération ant.) **avant le 20 mars 1988.**

Documentation de présentation de notre entreprise et de l'emploi sur demande



CONTESSE

Hay Management Consultants

Directeur Filiale France
380 000 +

Un Challenge Commercial et Managérial

Notre groupe (500 personnes, 500 MF CA) conçoit, produit et réalise des **auxiliaires chimiques à usages industriels.**

Déjà implantés en France pour certaines lignes de produits, nous recherchons aujourd'hui le collaborateur qui va réaliser le développement commercial de nos produits **transformation et traitement des métaux.** Cette activité nouvelle en France, représente 70 % de notre C.A. dans notre pays d'origine et s'appuie sur un service très poussé d'assistance technique et de recherche d'application.

Outre cette mission essentielle, le candidat retenu assurera la direction de la filiale que nous créons à LYON pour regrouper l'ensemble de nos activités en France (10 personnes, 30 MF C.A.).

Si vous avez une formation d'ingénieur en mécanique, chimie, métallurgie et peut être un 3e cycle de management,
si vous avez prouvé votre talent de **développeur** dans un domaine de produits à usages industriels, de préférence auprès des industries mécaniques ou métallurgiques,
si vous êtes désireux d'exercer en direct une responsabilité commerciale déterminante,
si vous souhaitez occuper un poste de manager autonome,
vous pouvez être le collaborateur qu'il nous faut.

Merci d'envoyer rapidement votre dossier de candidature à notre Conseil, Alain ANGELINI, sous référence 904

HayGroup
5, place de la Gare de la Part-Dieu 69428 LYON Cedex 03



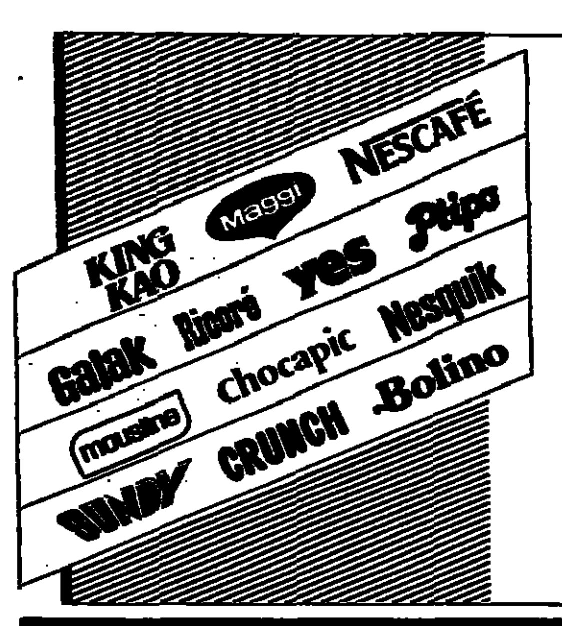


UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



AUDITEUR

Après 3 à 5 ans d'expérience en cabinet ou en entreprise, vous pouvez entrer chez Nestlé, 1[ère] multinationale de l'agro-alimentaire comptant en France plus de 15 sociétés : SOPAD NESTLE, FRANCE GLACE FINDUS, CHAMBOURCY-LA ROCHE AUX FEES, GLORIA,...
Vous assurerez dans son service français d'audit comptable et financier, la supervision de ces sociétés.
Vous effectuerez des missions permanentes d'information et de contrôle, touchant éventuellement aux problèmes fiscaux, sociaux... ainsi que des opérations plus ponctuelles liées à la vie du groupe en France.
Votre formation de niveau Grande Ecole + DECS et votre expérience vous permettront de réaliser ces différents types d'intervention.
Vous aurez ultérieurement des opportunités d'évolution professionnelle au sein de l'ensemble du groupe.
Prenez contact en adressant votre dossier de candidature à Alain Girard - Direction du Personnel - 17, quai Paul Doumer 92414 Courbevoie Cedex, sous réf. A16.

SOPAD Nestlé *c'est fort en réussite !*

SECTEUR PÉTROLIER

Filiale de l'un des plus grands Groupes Internationaux, nous sommes, en France, leaders incontestés de notre marché. 600 personnes et 3 milliards de FF de CA nous valent une place prépondérante dans la distribution de produits pétroliers. Dans le cadre d'une récente autonomie de moyens, nous créons le poste de :

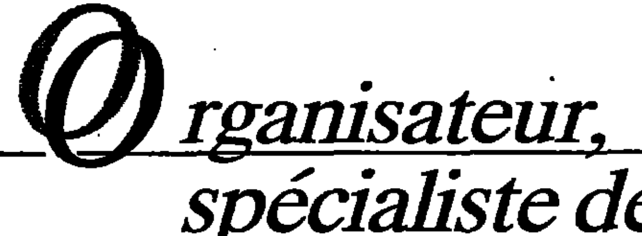
CHEF COMPTABLE 280.000 +

Patron de l'équipe comptable (une quinzaine de compétences vous y attendent), vous prendrez la responsabilité globale de la comptabilité. Vous assurerez un reporting trimestriel détaillé et commenté, et vous gèrerez la trésorerie (en accord avec les règles du groupe). Vous serez aussi à l'origine de la méthodologie comptable en vigueur dans les régions. De plus, notre Informatique est performante, mais nous changeons de système... A vous de jouer...
Pour ce poste très évolutif (la 1[re] étape d'une carrière dans le groupe), la trentaine, diplômé d'Études Supérieures et DECS en poche, vous avez une expérience significative en cabinet et/ou entreprise. En plus de votre goût pour l'Informatique, vous parlez anglais.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo) sous référence 21.915EC à H. CARON qui traitera ce dossier en toute confidentialité.

C&L Coopers & Lybrand associés
DIVISION RESSOURCES HUMAINES
56, RUE DE PONTHIEU - 75008 PARIS

Nous sommes une banque régionale de taille humaine (850 personnes).
NOTRE AMBITION : SATISFAIRE NOS CLIENTS EN LEUR PROPOSANT DES PRODUITS ET SERVICES COMPETITIFS ET DE QUALITE.
Dans ce but, notre Direction de l'Organisation et de la Qualité recherche un



Organisateur, spécialiste de la productivité

Ses missions consisteront à :
- participer à la définition de la stratégie de la banque en matière de productivité et mettre en place les outils permettant de mesurer l'impact des actions engagées,
- mener ou participer à des études de productivité en faisant appel si besoin est à des cabinets de conseils extérieurs.

Vous possédez une formation supérieure générale (Ecole de Commerce, Ecole d'Ingénieurs...) éventuellement complétée par un diplôme d'enseignement bancaire (ITB, CESB).
Vous avez une expérience d'au moins 2 ans, acquise de préférence dans le secteur bancaire et, si possible, dans le domaine de l'organisation.
Vous êtes dynamique, ambitieux.
Vous aimez négocier et convaincre.

ALORS, N'HESITEZ PAS A NOUS ECRIRE.

BANQUE POPULAIRE
DE LA REGION NORD DE PARIS
Département
des Ressources Humaines
32, boulevard Jules-Guesde
93203 SAINT-DENIS.



BANQUE POPULAIRE
DE LA REGION NORD DE PARIS

UNE ÉNERGIE NOUVELLE EN FRANCE

MEDIA BA

Auditeur interne

260-300 000 F

Un des tous premiers groupes industriels français de renom international recherche un Auditeur Interne et Organisateur.

Au sein de la Direction des Affaires Financières, il sera chargé, dans un premier temps, d'une mission complète d'organisation des comptabilités de la Société-Mère et des Holdings qui lui sont rattachés.

Il effectuera ensuite des missions d'évaluations financières dans le cadre de cessions, achats, fusions d'entreprises, et d'audit général des comptabilités des filiales tant en France qu'à l'étranger.

Agé d'au moins 26 ans, diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce (HEC-ESSEC-SUP DE CO-IEP Eco-Fi), il justifie d'une expérience d'au moins 2 ans d'audit, acquise au sein d'un grand Cabinet international. La pratique courante de l'anglais est exigée, l'allemand souhaité.

Sylvie CATHELAIN vous remercie de lui adresser votre candidature, qu'elle traite confidentiellement, sous référence 8805 M, au 7, rue de Monceau, 75008 Paris. Tel. (1) 42.89.10.25.

GR&P Gilbert Raynaud & Partners
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

média-system

bccm

Banque Centrale des Coopératives et des Mutuelles, Groupe GMF.

Pour notre **DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIERES**, nous recherchons :



GERANT DE PORTEFEUILLE ACTIONS
En prise directe avec les marchés (France et étranger), vous serez responsable de la gestion de nos fonds communs diversifiés (FCP...).
Diplômé de l'enseignement supérieur ou équivalent, vous avez une expérience réussie de quelques années de la gestion financière et désirez aujourd'hui vous investir dans une petite structure autonome et dynamique. En outre, de bonnes connaissances en matière obligataire seraient un plus. (Réf. GPA/LM)

RESPONSABLE BACK OFFICE
A la tête d'une équipe de 2 personnes, vous prendrez en charge la gestion administrative et comptable de l'ensemble des placements collectifs de la BCCM.
Diplômé de l'enseignement supérieur ou équivalent avec une solide connaissance de la comptabilité, vous possédez de plus de très bonnes notions dans le domaine des titres. (Réf. RBO/LM)

Merci d'adresser votre candidature (lettre manus. C.V., photo et prét.) en précisant la réf. choisie à Paul-Henry VIELLE - BCCM - 12, place de la Bourse - 75002 PARIS.



GROUPE GMF

MEDIA BA

CREATION DE POSTE

Dans le cadre du développement de l'activité marchés, de création récente, une banque privée Paris 8ème, recrute pour renforcer son équipe (5 personnes), son :

ADJOINT AU RESPONSABLE DES MARCHES

Il interviendra principalement sur le secteur obligataire qui comprend :
- la gestion des OPCVM à vocation obligataire,
- les transactions sur le marché secondaire,
- les opérations marché primaire,
- l'activité MATIF.

Il participera également à l'activité trésorerie francs et au montage d'opérations clientèle.

Profil recherché :
- première expérience acquise dans un service trésorerie d'entreprise, de banque ou d'institution financière.

Formation : X, Centrale, H.E.C., ESSEC, ENSAE, ou Actuaire.

Compétences requises :
- aptitudes à la négociation sur les marchés,
- aptitudes à l'étude ou au montage de produits par l'utilisation des mathématiques financières,
- tempérament commercial,
- connaissance et utilisation de la micro-informatique.

Merci d'adresser vos dossiers de candidatures, C.V., lettre manuscrite et photo, s/réf: **FP 44** à **PIERRE LICHAU**
10, rue de Louvois - 75002 PARIS qui transmettra.

Contrôleur de gestion

bilingue allemand

1[ère] phase : ALSACE ; poste définitif : PARIS

Groupe industriel international d'origine allemand recherche pour sa filiale française son **Contrôleur de Gestion.**

Son activité commencera en Alsace. Il devra, en équipe avec les responsables locaux, définir et mettre en place le futur système de contrôle de gestion de l'usine. Cette mission accomplie, il prendra ses fonctions définitives au siège à Paris (92). Sa mission sera : l'animation du contrôle de gestion dans la société, la gestion budgétaire, le développement informatique et le reporting à la maison-mère.
Le poste pourra évoluer vers des responsabilités importantes.

Son profil : formation économique supérieure (Sup de co. ou similaire), bonne expérience du contrôle de gestion, acquise de préférence en milieu international ; rompu aux méthodes modernes de gestion dans un contexte industriel ; bonne connaissance de l'outil informatique, y compris la micro-informatique ; homme de dialogue, esprit d'équipe ; volonté d'évoluer dans un milieu international motivant.
Le poste sera rattaché à la Direction Générale en France. Pour les relations avec la maison-mère en R.F.A. la parfaite maîtrise de la langue allemande est nécessaire.

Merci d'adresser C.V. + lettre manuscrite + photo, sous la référence 2809.

Klaus W. Herterich
Conseillers de Direction
franco-allemands

44, rue La Boétie
75008 PARIS
Téléphone : 45.63.49.24

interconseil

MEDIA BA

Abeille ASSURANCES



L'UN DES TOUT PREMIERS GROUPES D'ASSURANCES DU SECTEUR PRIVE
recherche

JEUNE INSPECTEUR COMMERCIAL COURTAGE

Chargé notamment :
- d'assurer les relations avec les courtiers
- de monter et d'animer des opérations commerciales (toutes branches)
- de former courtiers et collaborateurs à nos produits et aux techniques de vente
- du contrôle comptable.

Nous souhaitons rencontrer des candidats motivés par un poste varié, demandant des capacités d'adaptation, des qualités de contact et de l'imagination.

Formation supérieure souhaitée (ESC, maîtrise de sciences éco) une première expérience commerciale serait appréciée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/réf. 1600 JC/JL à Madame IMBERT - Groupe VICTOIRE - 52, rue de la Victoire - 75009 PARIS.

cofap

Herberts France S.A.

(Groupe HOECHST)
Filiale d'un des plus importants groupes industriels peinture



Rattaché à la Direction Financière, vous aurez pour mission de participer au développement des méthodes et des outils d'analyse pour contribuer à la maîtrise des coûts, à l'élaboration des budgets et au suivi de leur réalisation.

De formation supérieure (DUT ou ESCAE) bénéficiant de 2 à 3 ans d'expérience en milieu industriel, vous aurez une bonne connaissance de la langue allemande et de l'outil micro-informatique.

Lieu de travail : MANTES-LA-VILLE (78)

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à : **HERBERTS FRANCE S.A. - Monsieur le Chef du Personnel** BP 1025 - 78202 MANTES-LA-JOLIE CEDEX

Bleu Publicité

JURISTE SOCIAL : IL S'AGIT D'ASSURER...

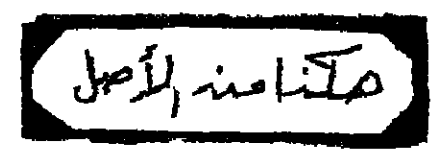
Quoi de plus normal dès lors que notre groupe compte parmi les plus importants de son secteur d'activité ?

Rattaché au Chef du Personnel d'une importante unité parisienne, vous assisterez celui-ci principalement dans les domaines juridiques et sociaux.

Jeune juriste de formation (27 ans environ) votre expérience (2/4 ans) en entreprise ou en cabinet vous encourage à postuler valablement. Cette expérience a aiguisé vos qualités d'analyse, de réflexion.

Vous estimez qu'un travail d'équipe profite à l'ensemble de votre mission et vous souhaitez, à terme, élargir votre champ d'action dans la fonction personnel.

Merci d'adresser votre CV accompagné d'une photo et d'une lettre mentionnant votre salaire actuel sous référence 137 XZ à notre Conseil HB, 66 avenue Victor Hugo, 75116 Paris.



هكذا من الأصل

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Notre client, une société française (CA +3 Milliards de Francs) de grande renommée, leader incontesté sur son marché, recherche :

Responsable Administratif et Financier

Paris Nord **300 KF**

Le candidat, après une période d'intégration et de formation de quelques mois au siège, prendra la responsabilité administrative et financière d'une des filiales du groupe.

De formation supérieure de type Ecole de Commerce ou ingénieur, complétée par un DECS, le candidat retenu, âgé de 30/35 ans, aura acquis une solide première expérience en entreprise. Ayant un bon niveau d'anglais, il sera dynamique, ouvert et aura de réelles capacités relationnelles. Cette fonction ne sera accessible qu'à une personne acceptant une certaine mobilité géographique à court terme.

Contacter Christophe Aubry au (1) 40.70.00.36 ou adresser CV + n°tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 19 avenue George V, 75008 PARIS, sous réf.CA 1140 MO.

ADCOM

MP

Michael Page Finance

Paris.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney

Spécialiste en recrutement Financier

Le développement des opérations de marché d'une banque commerciale de taille moyenne nécessite l'intégration au sein de sa salle des marchés parisienne de nouveaux

Traders - Matif Options

De formation de préférence scientifique, ils auront acquis une première expérience de ces marchés en France ou à l'étranger. Ils seront responsables de la gestion des positions de la banque et des OPCVM sur ces marchés dans une optique de trading et d'arbitrage.

Ils seront à même d'utiliser et/ou de développer des outils d'analyse technique sur micro-ordinateurs.

Si cette opportunité vous intéresse, merci d'adresser CV + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Banking, 19 avenue George V, 75008 PARIS, sous réf. EP 11 AD.

ADCOM

MP

Michael Page Banking

Paris.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney

Spécialiste en recrutement Bancaire

DMC

Cet important groupe français international du secteur textile (CA FF 8 Milliards) recherche son

Directeur Fiscal

Paris **Salaire motivant**

Rattaché au Directeur Juridique et Fiscal, cette personne animera la commission fiscale du groupe et collaborera avec les contrôleurs financiers des filiales françaises pour sortir les bilans fiscaux.

Une évolution rapide est à envisager, à la suite de laquelle le candidat sélectionné prendra en charge tout le planning fiscal du groupe et toutes les négociations avec les autorités fiscales. Grâce à la structure complexe et à la croissance externe du groupe, ce poste représente une rare opportunité pour un fiscaliste de valeur d'exercer ses fonctions dans un milieu industriel et international.

Le candidat souhaité aura si possible une formation ENI ou Dauphine (Doctorat en fiscalité), une maîtrise de la fiscalité française et une expérience déjà acquise au siège d'un groupe international. Un anglais courant est essentiel.

Contacter Ivor Alex au (1) 40.70.00.36 ou adresser CV + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Executive, 19 avenue George V, 75008 PARIS, sous réf. IA 1356 MO.

ADCOM

MP

Michael Page Executive

Paris.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney

GIRETICE

GROUPEMENT INTER-REGIONAL D'ETUDES ET DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION DES CAISSES D'EPARGNE de l'Ile-de-France et des DOM-TOM (210 p.), nous cherchons pour l'Isle-Adam (95).

le responsable de notre département moyens de paiement

Manager une équipe de 47 personnes, faire les choix techniques nécessaires et les défendre auprès de la direction (nous travaillons dans un environnement informatique performant), gérer un budget de fonctionnement et d'investissement, à terme vous raccorder au Système Interbancaire de Télécompensation qui fait ses premiers pas, n'est-ce pas une excellente opportunité ?

Vous exercez des fonctions similaires en milieu bancaire et souhaitez prendre une nouvelle dimension.

Merci d'écrire à notre consultante Mme M.C. TESSIER (réf. 5194 LM)

ALEXANDRE TIC S.A.

10, RUE ROYALE - 75008 PARIS

LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

télématique et communication, un mariage réussi

Jeune société performante de conseil en télématique (15 MF) liée à l'un des premiers groupes français de communication, notre développement nous conduit à accueillir à Paris un

contrôleur de gestion

Aux côtés de nos ingénieurs et techniciens, venez suivre la vie de nos affaires (une centaine par an), développer la comptabilité analytique, élaborer et suivre nos budgets en nous alertant sur les écarts, gérer la trésorerie et les investissements, bien sûr établir le reporting pour le groupe.

A 30 ans minimum, avec une bonne formation comptable et de gestion, vous avez 4 à 5 ans d'expérience opérationnelle en contrôle de gestion.

Aller loin avec nous est votre ambition.

Merci d'écrire à Mme M.C. TESSIER, (réf. 5196 LM)



ALEXANDRE TIC S.A.

10, RUE ROYALE - 75008 PARIS

LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTEC

ALCATEL

Alcatel n.v., deuxième groupe mondial de télécommunication (148 000 personnes, FF 80 Milliards, Joint Venture réalisée entre les divisions télécom de la CGE et ITT), implante un siège opérationnel à Paris (170 personnes) et crée le poste de

Chef Comptable

Paris **Réf. MG 562 MO**

Après avoir mis en place les procédures comptables, participé à l'implantation du système informatique et organisé son service (6 personnes), il devra principalement :

- superviser les travaux comptables afin de présenter régulièrement des situations de gestion et les documents légaux obligatoires (bilan, impôts et taxes, déclarations sociales),
- préparer les budgets annuels, identifier les écarts.

Ce poste très évolutif s'adresse à des candidats de solide formation comptable (DECS minimum), âgé de 32 à 38 ans, justifiant d'une expérience de la fonction de chef comptable.

Le candidat sélectionné effectuera, pendant les 2/3 premiers mois, son apprentissage des méthodes du groupe à Bruxelles, afin de préparer son implantation définitive à Paris en sept. 1988. Bonnes bases en anglais impératives. Rémunération en fonction de la formation et de l'expérience du candidat.

Contacter Michel Guinot au (1) 40.70.00.36 ou adresser CV + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Comptabilité, 19 avenue George V, 75008 PARIS, en mentionnant la référence.

ADCOM

MP

Michael Page Comptabilité

Paris.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney

Spécialiste en recrutement Comptable

BANQUE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE DU MARAIS

recherche pour son

DEPARTEMENT ENTREPRISES



MISSION :

gestion et développement d'un portefeuille de clients Entreprises.

CONDITIONS REQUISES :

le candidat devra justifier :

- d'une formation supérieure HEC, ESSEC, IEP, ESCP,...
- d'une expérience de 5 ans minimum dans une activité analogue,
- d'une classification minimum Classe VI ou VII,
- de résultats tangibles,
- de dynamisme et de rigueur,
- de disposition pour les opérations de haut de bilan.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions au Service du Personnel, BICM, 15 rue des Pyramides, 75001 PARIS.

CONTESSE

Important fabricant équipements automobiles en forte croissance, recherche

RESPONSABLE COMPTABILITE ET INFORMATIQUE

La mission : - assume les fonctions comptables et informatiques, - effectue lui-même certaines tâches, - assure pour son domaine d'action, la liaison entre la Société et le Groupe.

Le profil : - formation supérieure, école de commerce, DECS ou équivalent, - expérience comptable et informatique polyvalentes, - personnalité ouverte et communicatrice, - volonté de s'investir et de progresser professionnellement, - italien courant.

Rémunération à hauteur des responsabilités.

Poste à développement rapide dans structure dynamique et conviviale.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la référence 810/LM, à notre Conseil.

MEDIA BA

ROHDE & PARTNER

Conseil de Direction - Spécialiste Secteur Automobile

5, rue Lincoln - 75008 PARIS

Tél. 47 20.07 62

CRÉDIT CHIMIQUE

Prenez en main notre Service Titres

Banque du Groupe Péchiney, notre direction des Services Bancaires recherche son futur responsable du Service Titres (à l'occasion d'un prochain départ en retraite).

Vous avez une connaissance pratique de l'activité traditionnelle Bourse-Titres et de solides notions des nouvelles opérations pratiquées sur les marchés financiers.

La fiscalité relative aux valeurs mobilières vous est familière, et vous avez participé activement à l'informatisation de ce secteur.

Vous avez des qualités d'organisateur et de manager d'équipe (animation, formation, contrôle).

Vous avez 35/40 ans et une classification VI ou VII.

Alors rejoignez-nous. Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Monsieur STAUB - DRSH Crédit Chimique - 20 rue Treilhard - 75008 Paris.

X, Centrale, HEC...

Participez à la création et à la mise en place d'une Direction Financière...

...en qualité de **Directeur Financier**. Notre jeune société de crédit à la consommation, en fort développement, fait partie d'un grand groupe financier international.

35 ans environ, de formation Grande Ecole (X, Centrale, HEC...), vous avez une expérience de plusieurs années dans la fonction. Nous recherchons une personnalité à fort potentiel d'animateur pour mettre en place la direction financière : conception et négociation des grands contrats clients, contrôle de gestion, comptabilité, trésorerie, secrétariat juridique et services administratifs. Vous disposerez pour ce faire d'un service informatique et d'une équipe performante. Anglais courant.

Merci d'envoyer votre candidature complète, C.V., photo et prétentions sous référence 4068 à RSCG CARRIERES 48, rue St-Ferdinand, 75017 PARIS. Discrétion assurée.

Touche Ross

Touche Ross est l'un des réseaux internationaux de **Conseil en Management** qui a connu la plus forte croissance des cinq dernières années. Notre rapide développement en France nous amène à rechercher plusieurs

JEUNES CONSULTANTS

Ils seront amenés à participer à des missions de conseil pour le compte de groupes nationaux et internationaux, dans les domaines des **Institutions Financières, Distribution, Industrie et Secteur Public.**

Diplômés Grandes Ecoles d'Ingénieurs ou Commerciales, ils sont débutants ou possèdent une première expérience de 1 à 3 ans. Parlant couramment l'anglais, ils sont motivés par les perpectives de développement au sein d'équipes jeunes et performantes.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à

Antoine RAYMOND - Touche Ross

185, av. Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

CADRE COMPTABLE

Pour Paris, niveau DECS ou équivalent. Au sein d'une petite équipe du siège social d'un groupe industriel en pleine expansion, sera chargé en particulier de la gestion centralisée de trésorerie du groupe et de la comptabilité du holding.

Envoyer c.v. détaillé et prétentions à P. BERNOT,

CARTONNERIES ASSOCIÉES

262, rue du Faubourg-Saint-Honoré,

75008 PARIS.



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Entreprise parisienne, secteur tertiaire, parmi des leaders dans son secteur, ayant des bureaux dans plusieurs villes de France, recherche un

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT
350.000 F A DEBATTRE

Ingénieur diplômé, HEC ou équivalent, âge minimum 30 ans, vous êtes un meneur d'hommes, vous possédez une expérience ADMINISTRATIVE/FINANCIERE dans une banque ou une Compagnie d'Assurance de préférence et/ou vous avez des connaissances de la Bourse ou des valeurs mobilières et vous êtes prêt à donner une autre dimension à votre carrière en prenant en charge la totalité du Service Administratif de bientôt 50 personnes.

La connaissance de l'informatique en tant qu'utilisateur avisé est indispensable ainsi que la connaissance de l'anglais.

Merci d'envoyer votre C.V., photo et rémunération actuelle, sous réf. 6375-M à Mamrégies, 3, rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra à notre Conseil qui s'engage à ne pas nous montrer votre dossier sans votre accord.

Nous sommes la 2e entreprise française dans notre secteur : les TECHNOLOGIES DE POINTE.
Pour renforcer notre structure nous recherchons le

CADRE JURIDIQUE EXPÉRIMENTÉ
H/F

qui accompagnera notre expansion (50% de croissance en 1988).

Il assurera l'ensemble de la fonction juridique dans notre groupe :
- le respect des obligations légales en tant que société cotée en bourse,
- la préparation des conseils, assemblées et tout événement inhérent à la vie juridique du groupe,
- la réalisation d'études juridiques liées à notre expérience en France et à l'étranger,
- la supervision du contentieux, des contrats commerciaux, du dépôt des marques et des assurances,
- le conseil juridique pour l'acquisition et la constitution de sociétés.

Rattaché au Responsable de la Gestion Financière et Juridique, il est un élément moteur dans l'expansion de l'entreprise (en France et à l'étranger).

Vous avez au moins 30 ans, une formation supérieure juridique (maîtrise droit des affaires) et 5 ans d'expérience dans une entreprise en développement et/ou en cabinet juridique.

Rejoignez une équipe jeune et très motivée où vos qualités professionnelles et personnelles (rigueur, créativité, sens relationnel) sont des atouts pour réussir et évoluer. La rémunération est de l'ordre de 250 000 FF, le poste est situé en proche banlieue sud-est de Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (Lettre, CV, photo, prétentions) sous la référence LM 1502 à Maryvonne LABEILLE.

Cabinet Panissod-Suhner
109, rue de Turenne 75003 PARIS

Dans un établissement financier... véritable patron d'un centre de profit !

Nous sommes un **Etablissement financier spécialisé dans le crédit court terme aux entreprises.** Nous sommes le n° 1 sur notre marché avec un chiffre d'affaires de l'ordre de 14,5 milliards de francs.

Nous recherchons le **RESPONSABLE D'UN DE NOS CENTRES DE PROFIT** qui gèrera un portefeuille de 500 millions d'encours, susceptibles de dégager 55 millions de recettes.

Si après des études supérieures (HEC, ESSEC, DAUPHINE...) et une expérience professionnelle de 8 à 10 ans réussie en Banque, en entreprise ou dans un cabinet d'Audit, vous avez le désir de :
- diriger des hommes,
- gérer le risque de nos engagements,
- maintenir et développer une marge.

Prenez contact avec notre Conseil, Denis SESBOÜÉ, à qui nous avons confié cette recherche en lui faisant parvenir un dossier complet (C.V., lettre manuscrite, prétentions, photo), sous la référence S/FPP/LM, et qui vous garantit toute discrétion.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA BA

PME, SECTEUR DE POINTE
Filiale d'un important groupe industriel français recherche son

CONTROLEUR DE GESTION

Formation de type ESC (option finances) ou DESS Dauphine.
Expérience significative de 3 à 5 ans dans la fonction.

La qualité de cette opportunité de carrière, offerte à un contrôleur de gestion confirmé en recherche de responsabilités et d'autonomie, justifie nos exigences.
- goût de l'entreprise
- sens du contact
- puissance de travail.

Placé d'abord en situation d'adjoint, il devra faire la preuve rapidement de sa capacité d'autonomie pour que son évolution soit aussi rapide que possible.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite et photo) s/réf. 35412 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

MEESCHAERT-ROUSSELLE

Filiale de la **COMPAGNIE DU MIDI**, notre Société **LEADER** de la profession **BOURSIERE**, animée d'une volonté d'**EXPANSION** et de **PERFORMANCE** recherche

SALESMEN

« VOUS MAITRISEZ LE MARCHE, PASSEZ A L'ACTION »

A 28-30 ans, professionnels expérimentés rompus aux techniques de négociation de blocs, vous serez chargés au sein du **DEPARTEMENT COMMERCIAL ACTIONS** de **NEGOCIER** et de **CONSEILLER** des valeurs cotées à Paris auprès d'une clientèle française et étrangère de professionnels (banque, assurance, SICAV...).

Merci d'adresser votre candidature sous référence SA, en précisant vos motivations et prétentions à Bernard CEYROLLE - **MEESCHAERT-ROUSSELLE** - 16, bd Montmartre, 75009 PARIS. – Discrétion absolue –

REGO CARRIERES

CEPME. LES PRÊTS DE LA RÉUSSITE.

recherche pour son implantation d'AMIENS

2 FINANCIERS RESPONSABLES D'UNE CLIENTELE DE PME

CES POSTES S'ADRESSENT A DE JEUNES DIPLOMES ESCAE OU EQUIVALENT.

Pour le CEPME - instrument au service du financement des Entreprises petites et moyennes - la qualité du service rendu à la clientèle est une priorité.

Les Responsables de Clientèle que nous recherchons auront pour mission de développer les relations suivies et confiantes avec les dirigeants d'entreprises.

Leurs compétences financières et leurs connaissances du tissu économique leur permettront de procéder efficacement au montage des opérations de crédit à moyen et long terme, en association avec les banques et autres partenaires.

Leur évolution sera fonction de leurs performances.

Merci d'adresser, lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions à Mr TABUTEAU - Directeur Régional - CEPME 68, rue Le Notre - 80000 AMIENS.

Crédit d'équipement des PME

Pierre Lichau

BANQUE PARISIENNE

Filiale d'un groupe important recherche

EXPLOITANT COMMERCIAL JUNIOR HF

Le candidat diplômé d'études supérieures aura une première expérience bancaire d'un an environ. Il sera affecté au suivi et développement d'une clientèle de PME et PMI.
Possibilité d'évolution pour candidat de valeur.
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la référence 176/LM, à O.C.B.F. SERVICES - 66, rue de la Chaussée-d'Antin - 75009 PARIS.



MEDIA BA

Nous sommes la **Direction Centrale de Restauration de la Compagnie Internationale des Wagons Lits et du Tourisme** : 5 milliards de chiffre d'affaires en 88, 17 000 personnes.

Nous recherchons pour notre siège à **PARIS** des

Auditeurs Internes

débutants ou ayant une première expérience de 1 à 3 ans de l'audit.

Vous aurez à assurer des missions de : • contrôle d'application des procédures du Groupe, • évaluation de la fiabilité des informations transmises à la Direction Financière (audit comptable éventuellement), • d'audit opérationnel.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole Supérieure de Commerce, Droit + IAE...), et/ou avez si possible un DECS complet.

Vous parlez couramment une, ou mieux, 2 langues étrangères, et vous êtes disponible pour de nombreux déplacements (1 à 3 semaines) à l'étranger et en France.

Au terme de cette fonction, vous serez susceptible d'évoluer vers un poste opérationnel ou fonctionnel au sein du Groupe.

Adressez lettre manuscrite et CV détaillé à EUREST - Service Recrutement - 14 rue d'Athènes 75009 PARIS.

EUREST

Etablissement FINANCIER DE CREDIT à la CONSOMMATION, filiale d'une Grande Banque Régionale du Sud-Est recherche

3 DELEGUES REGIONAUX
pour NICE MARSEILLE TOULOUSE

Ils auront pour mission de :
- développer une clientèle de prescripteurs,
- prendre en charge l'acceptation des dossiers,
- animer l'agence qui leur sera confiée.

Les candidats, de formation supérieure, devront justifier d'une expérience d'au moins 2 ans dans une fonction comparable.
Envoyer dossier de candidature (lettre + CV + photo) en précisant vos prétentions à notre Conseil ACA, sous réf. MJR 88003.

86, rue Edmond Rostand 13006 MARSEILLE.

média system

ETABLISSEMENT DE CREDIT recherche

DIRECTEUR D'AGENCE
PARIS

Rattaché à la direction des agences, ses principales responsabilités comprennent :
— l'encadrement et l'animation d'une agence employant une dizaine de personnes
— la gestion des dépôts et le suivi des opérations pour le compte des clients particuliers et institutionnels de l'Etablissement
— le développement des relations commerciales et la promotion des services financiers auprès de la clientèle

- Expérience en organisation souhaitée.
- Formation supérieure nécessaire.

Doté d'une bonne formation commerciale ou technique de banque et d'une expérience d'au moins 5 ans de Direction d'Agence, vous souhaitez valoriser vos qualités de Manager en participant à l'expansion d'un établissement dynamique.

Adresser vos lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 71465 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris,

---

BANQUE DE DÉPÔTS

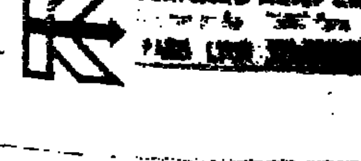
Paris, recherche pour son réseau d'agences Paris – région parisienne

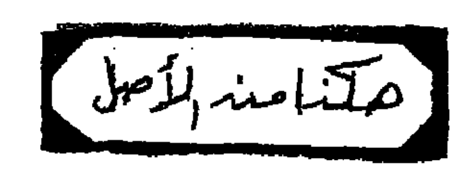
exploitants

35 ans maximum – Niveau Classe IV-V-VI

Destinés à seconder le Directeur et susceptibles d'accéder rapidement à une direction d'agence.

Adresser lettre manuscrite, Curriculum-Vitae et photo sous n° 18.275, PUBLICITE ROGER BLEY 101, rue Réaumur – 75002 Paris, qui transmettra.





UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

GRANDE BANQUE PRIVEE A PARIS

Spécialiste de la gestion patrimoniale, nous avons une clientèle très sélectionnée et développons les technologies et les produits avancés de la banque.

Pour accompagner et appliquer cette volonté, nous cherchons :

Un spécialiste approche globale du patrimoine

Nous avons mis au point une méthodologie d'approche patrimoniale exhaustive : il devra l'enrichir, former le réseau à son utilisation, et lui-même conduire cette approche en direction d'une clientèle de très haut niveau.

De formation HEC, ESSEC, ESCP, X, ECP... c'est un généraliste confirmé de la gestion de patrimoine, connaissant la fiscalité, le droit de la famille, l'assurance, etc. (Réf. 621)

Un responsable de la documentation et de la microédition financières

Il sera responsable de l'ensemble de la documentation financière de la Banque, et aura notamment à créer une base documentaire informatisée, grâce à un système de microédition, qu'il devra alimenter après avoir analysé et « rewrité » les informations financières lues ou reçues, susceptibles d'intéresser nos collaborateurs.

C'est un professionnel de la documentation et de la microédition, de culture financière, exerçant son métier dans une banque ou un établissement financier. (Réf. 622)

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence correspondante à Catherine de La Roche Saint André - JACQUES TIXIER S.A. - 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

jacques tixier s.a.
MEMBRE DE SYNTEC

MEDIA BA

Établissement financier parisien d'un groupe de services, nous recherchons un

Jeune directeur financier

établissement de crédit

Rattaché au directeur général, vous assurez le management de la direction financière recouvrant, avec une trentaine de collaborateurs, les services de
– trésorerie, encours journaliers de plusieurs milliards de francs.
– contrôle de gestion, budgets de fonctionnement de l'ordre de 450 MF par an.
– comptabilités générale et analytique.

Indépendamment de ce rôle traditionnel, vous participez au positionnement de l'établissement par votre compétence liée aux produits et marchés financiers, ainsi que par votre dimension relationnelle.

Nous proposons cette opportunité aux jeunes financiers de formation supérieure ayant déjà acquis une expérience significative en environnement bancaire.

***Michel DHEUR**, notre conseil, étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la référence 8802.149 au cabinet M.D.A., 104, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.*

MDa. ***Conseil en ressources humaines.***

Plan Champs

Vous serez notre directeur administratif et financier.

Depuis un dizaine d'années déjà, en usine, vous faites vivre des outils de gestion simples et efficaces : tableaux de bord, suivi de trésorerie, prix de revient, gestion de production sur informatique... Vous avez rapidement intégré le processus industriel dans votre poste et êtes très à l'aise avec le personnel de production.

C'est dans le même esprit que vous prendrez en charge l'ensemble des problèmes administratifs et financiers, dans une de nos filiales de production qui emploie environ 200 personnes. A côté du Directeur Général, vous maintiendrez le meilleur dialogue avec les cadres de fabrication, comme vous, membres du Comité de Direction.

Concret, sobre, efficace : vous avez notre style. Vous apprécierez notre approche pragmatique des problèmes de production et le côté direct des relations au sein de notre Groupe en constante expansion et très profitable. Ce poste est à pourvoir dans une ville de province à moins de 200 km de Paris. Vite un dossier aux consultants de SIRCA qui nous assistent dans ce recrutement sous référence 807 710 M au 64, rue La Boétie - 75008 PARIS.



Membre de Syntec



Le Directeur du département de l'exploitation bancaire recherche pour la clientèle des entreprises, son adjoint.

DIRECTEUR Hors Classe

Véritable professionnel de la Banque, vous possédez une excellente connaissance des produits traditionnels et nouveaux.
Votre tempérament vous donne le goût des affaires.
Vous recherchez toutes les opportunités permettant le développement de la clientèle de notre réseau à qui vous apportez votre assistance technique et commerciale.
Vous assurerez des relations auprès d'une clientèle d'entreprises haut de gamme en vous appuyant sur les Départements spécialisés du Siège.
Proche de la Direction Générale, cette fonction doit servir de tremplin à un jeune Cadre Supérieur soucieux de son évolution de carrière.

Merci d'adresser CV + photo + rémunération actuelle à Anne-Claire MOINAS, Banque Hervet, Division de la Formation et des Carrières, 127, avenue Général de Gaulle, 92201 NEUILLY, sous réf. M8AG.

ADICOM



Accroître nos parts de marché grâce à une politique commerciale très ambitieuse.
Optimiser la gestion de l'ensemble de nos dépôts répartis sur toute la France.
Telle est la mission que les Menuiseries SIBAM, spécialistes de la menuiserie, souhaitent confier à leur

Contrôleur de gestion

En liaison avec la Direction Générale, il assiste les responsables opérationnels des dépôts dans la détermination de leurs objectifs comme dans la maîtrise de leurs coûts.
Il analyse et optimise les procédures de gestion en place.
Agé d'environ 30 ans, de formation supérieure, vous êtes un homme de terrain.
Vous avez déjà acquis une expérience similaire dans la fonction. Vous êtes particulièrement disponible pour de nombreux déplacements.
Le poste est basé à Cambrai.

Ecrivez sous référence 801650/M.

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris

---

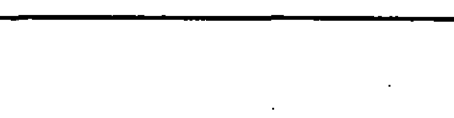
jeunes financiers (hec, essec, escp, iep...) HF

devenez traders

dans une charge d'agents de change

Nos liens avec un partenaire étranger de premier ordre augmentent le potentiel de notre société, une des plus performantes de la profession à Paris. Vous vous joignez à une de nos équipes de la salle des marchés, en vous orientant vers le marché monétaire (créances négociables, PIBOR, options PIBOR...). Vous acquérez rapidement les connaissances nécessaires pour conseiller nos clients institutionnels, français et étrangers, et négocier leurs ordres avec les professionnels de la place. Vous exercez, avec esprit d'équipe, une activité qui devrait permettre des évolutions de carrière dans un contexte international.
Vous êtes âgés de 23 ans minimum, vous maîtrisez l'anglais et vous êtes débutants ou vous bénéficiez d'une première expérience professionnelle.
Nous vous remercions d'écrire, sous la référence E/4091, à notre conseil, Hélène REFREGIER, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION
66, rue de Ponthieu 75008 PARIS



UNANIME

OTIS L'ASCENSEUR

Filiale française du groupe OTIS, nous sommes n°1 dans le domaine de l'ascenseur (5000 personnes, 2 milliards de CA). Nos projets sont nombreux et ambitieux. Participez à l'un d'eux en devenant un :

Chef de projet en contrôle de gestion

Au sein d'un de nos plus importants centres de profit et sous la responsabilité du Contrôleur de Gestion, vous aurez à étudier, élaborer et assurer la mise en place d'un nouveau système de comptabilité analytique et d'un nouveau tableau de bord, afin d'assurer la réussite d'une stratégie ambitieuse pour l'avenir.
De plus, certaines tâches opérationnelles concernant l'analyse du coût du produit vous seront confiées.
Pour cette mission très formatrice, vous devez être sorti d'une Ecole Supérieure de Commerce (HEC, ESSEC, Sup de Co Paris...) et vous avez déjà une première expérience dans ce domaine, si possible de la comptabilité analytique.
Vous êtes dynamique et ambitieux ?
Participez à cette nouvelle organisation qui tend vers une "Qualité" et "Efficacité" maximum, réussissez et évoluez rapidement au sein du groupe.
Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous réf. LM/723 à Véronique PARAGES, OTIS, 141, rue de Saussure, 75017 Paris.

OTIS DESTINATION FUTUR

Futur directeur financier groupe

HEC ESSEC EXPERTISE COMPTABLE PARIS

A 35 ans environ, diplômé HEC ou ESSEC et titulaire de l'expertise comptable, vous avez fait vos preuves au cours de ces dix dernières années dans les domaines de la comptabilité et de la finance, en milieu bancaire de préférence ou industriel.

Aujourd'hui, pour concrétiser votre carrière, vous êtes prêt à relever le challenge dans un grand groupe, de 3 milliards de francs de CA, placé au tout premier plan de la compétition internationale avec des implantations en France et à l'étranger.

Adjoint au Directeur Financier Groupe dans un premier temps, vous allez vous former à nos procédures internes et acquérir une parfaite connaissance de nos structures.

Vos facultés d'adaptation, votre personnalité affirmée, votre haut niveau de compétence alliés à votre fort potentiel seront vos meilleurs atouts pour gagner la confiance du Groupe et accéder à la plus haute fonction : Directeur Financier Groupe.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo), s/réf. 5212/LM, à

Communiqué 53, av. Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

MEDIA BA



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



CONTROLEUR DE GESTION

LAROUSSE, c'est d'abord un nom connu de tous, un label de sérieux, d'utilité. LAROUSSE DIFFUSION (spécialisé dans la vente directe), ce sont des collections prestigieuses et récentes : le Grand Larousse Universel, l'Encyclopédie Française, l'Histoire de France etc...

Rattaché au Secrétaire Général, le titulaire du poste participe à l'élaboration du budget, analyse les écarts et établit les tableaux de bord. Sa fonction porte également sur la comptabilité générale du Siège, les déclarations fiscales et les situations mensuelles. Le contrôle des comptes et résultats des agences lui permet de veiller au bon respect des procédures.

Nous souhaitons rencontrer un jeune professionnel âgé d'environ 28 ans, de formation Ecole de Gestion complétée idéalement par un DECS. Il justifie d'une première expérience en contrôle de gestion ou en audit.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 50/2299 B à :

EGOR GESTION ET FINANCE
63, rue de Ponthieu - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

ETUDES FINANCIERES

LA Direction Financière d'un Groupe industriel international recherche un cadre pour l'équipe chargée d'assurer le contrôle financier des filiales françaises et étrangères et d'élaborer le Plan Financier.

De formation supérieure économique et financière (HEC, ESSEC, Sciences Po,...), ou diplômé d'une école d'ingénieur + formation complémentaire en gestion, vous avez 3 à 5 ans d'expérience acquise au sein de la direction financière d'un groupe international ou dans un cabinet d'audit.

Vous parlez couramment l'anglais, si possible l'allemand ou l'espagnol.

Votre goût des contacts et votre sens du travail en équipe vous assureront une rapide intégration.

Le poste est basé à Paris.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + C.V.) sous référence IO2/M, à CURRICULUM, 6, passage Lathuile, 75018 PARIS.

CURRICULUM

IMPORTANT GROUPE
LEADER DANS SON DOMAINE D'ACTIVITE
RECHERCHE POUR SA DIRECTION COMPTABLE SON

Futur responsable comptabilité

Chargé de la coordination et du contrôle de l'ensemble des travaux, il prendra progressivement la direction du service : application rigoureuse des procédures, analyse des résultats au moyen d'outils informatiques performants, animation et gestion des trente collaborateurs de son service.

En liaison avec le Directeur Comptable, il participera à la réorganisation et à la mise en place de nouvelles structures pour la Société mère et ses filiales.

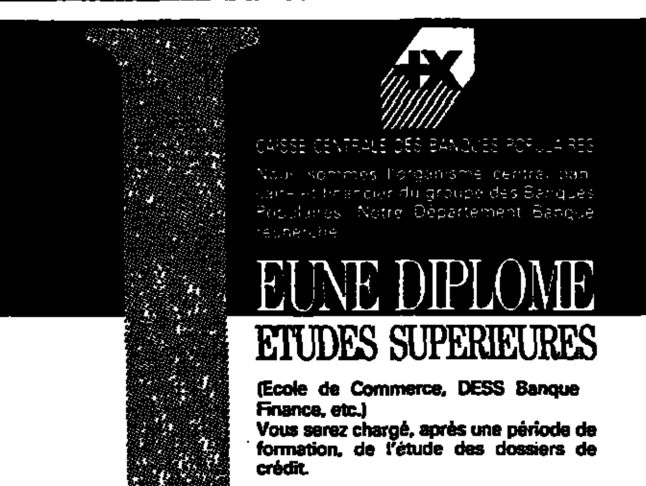
Agé de 28 ans minimum, diplômé d'études supérieures (bac + 4) et titulaire du DECS, une expérience significative d'au moins 4 ans dans la fonction lui assure une parfaite maîtrise des techniques comptables.

Ses capacités à manager une équipe, son professionnalisme et sa rigueur lui permettront rapidement de s'imposer et d'évoluer au sein de notre groupe.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Carré Turenne, 129, rue de Turenne 75003 Paris, sous réf. 387.

Carré Turenne





ETUDES SUPERIEURES

(Ecole de Commerce, DESS Banque Finance, etc.)
Vous serez chargé, après une période de formation, de l'étude des dossiers de crédit.

A terme, vous participerez au suivi et au développement de nos relations commerciales.

Si vous disposez d'une courte expérience acquise à l'occasion de stages en milieu bancaire et que cette opportunité vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature, s/réf. 5220/LM, à

MEDIA PA
53, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.



Contrôleur de gestion

LYON HF

Rattaché à la direction administrative et financiere, vous aurez pour principales responsabilités :
- l'élaboration et le suivi des budgets, des tableaux de bord et l'analyse des marges et des résultats,
- l'établissement des reporting,
- de participer à la mise en place d'un système de comptabilité analytique.

De formation ESC, maîtrise de gestion + DECS... vous justifiez de 5 années d'expérience acquise en milieu industriel.
La maîtrise de l'anglais est impérative.
De bonnes connaissances en micro-informatique seront vivement appréciées.

Envoyer CV, photo et prétentions à la Direction du Personnel - 61, route de Grenoble - 69808 SAINT PRIEST cedex.

MEDIA PA

Importante Société d'ASSURANCES IARD recherche pour son siège Parisien, le

RESPONSABLE DE SON SERVICE ÉTUDES DES RÉSULTATS DES CENTRES DE PROFIT RÉGIONAUX

A l'aide d'une petite équipe, ce collaborateur devra :
- élaborer et faire évoluer les différents outils d'analyse mis à la disposition des centres de profit (tableaux de bord, programmes d'action, etc.)
- analyser les performances des activités techniques et commerciales de ces entités régionales,
- participer à l'élaboration des comptes d'exploitation régionaux.

Une formation supérieure, économique ou de gestion, de bonnes connaissances des techniques de l'assurance et des statistiques, des qualités d'analyse et de synthèse, un sens de l'organisation, des capacités de communication et de management d'une petite équipe sont des atouts indispensables. Une bonne maîtrise des outils informatiques et bureautiques est également demandée.

Si cette offre vous motive, adresser lettre manuscrite de candidature, CV, photo et prétentions à notre Conseil, sous référence RRM.1.

ceforpe *marc forget et associés*
10, rue de la Victoire, 75009 Paris.

ADJOINT DIRECTEUR FINANCIER

A environ 30 ans, de niveau DECS, vous avez au moins 2 ans d'expérience dans un cabinet d'audit international, que vous souhaitez mettre au service d'une société dynamique distribuant des produits de grande consommation. Vous avez de bonnes connaissances en comptabilité anglo-saxonne, le goût de l'initiative et des contacts. Vous parlez anglais couramment.

Etablir le reporting auprès de notre maison-mère U.S., préparer le budget mensuel et annuel, suivre la trésorerie, mettre en place les procédures et contrôler la comptabilité générale (9 personnes), tels sont les différents aspects de votre mission.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à MATTEL FRANCE - 64-68, avenue de la Victoire - B.P. 23 - 94310 ORLY.

MATTEL

MEDIA PA

Importante Société d'électronique

Nous recherchons pour notre établissement en Région Parisienne (400 personnes en Etudes, Commerce, Marketing et Gestion) un

CONTROLEUR DE GESTION

Vous serez chargé de l'établissement du budget de la Direction dont vous dépendrez (système de contrôle de gestion décentralisé), du suivi et du contrôle budgétaire mensuel et annuel, de l'analyse des écarts et des propositions d'actions correctrices, de l'analyse et définition des prix de cession interne, du calcul des marges et du reporting interne.

Vous avez un niveau Maitrise de gestion, type Dauphiné complété par 2 ans d'expérience du Contrôle de Gestion.

L'anglais courant ainsi que des qualités certaines de communication seront des atouts indispensables à la réussite de cette mission.

Merci d'adresser votre candidature, lettre, CV, photo et prétentions sous référence 44217 à

HAVAS CONTACT -
1 Place du Palais Royal - 75001 PARIS
qui transmettra.

HAVAS CONTACT

Très important **groupe français de communication**
recherche

Responsable de la Coordination des Comptes Consolidés

Votre rôle : Élaboration et mise en place, auprès des différentes comptabilités des sociétés du groupe, des procédures comptables et spécifiquement de consolidation des comptes afin de présenter à la Maison-mère, dans les délais prescrits, des résultats homogènes.

Votre profil : De formation supérieure, votre solide expérience de la consolidation au sein d'entreprises ou de cabinets, vous conduit à devenir un organisateur qui choisit, harmonise les techniques, élabore et fait appliquer les procédures.



Vos fréquents déplacements (de courte durée) vous amèneront à maîtriser parfaitement le fonctionnement de ce groupe performant où les perspectives de carrière sont significatives.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. 2011 à notre conseil :
CONCEPT RECRUTEMENT 2 place André Malraux 75001 PARIS
qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

concept Recrutement

Deb's

Conseil en recrutement financier

BANQUE LOUIS-DREYFUS

AFFILIÉE AU GROUPE LOUIS DREYFUS ET A LA BANQUE BRUXELLES LAMBERT

recherche

JEUNE SPECIALISTE COMPTABLE A FORT POTENTIEL

(30 ans environ) - Diplômé HEC, ESSEC, ESCP, complété par l'expertise-comptable et possédant au moins cinq ans d'expérience dans la banque, l'entreprise ou un cabinet d'audit.

Dans un premier temps, il secondera directement le **Directeur du Département de la Comptabilité Générale**, pour faire évoluer l'organisation et les procédures et contribuer à la réussite de l'informatisation du nouveau système comptable de la Banque en phase de démarrage. Il se verra aussi confier des missions diversifiées à caractère fiscal et comptable.

Dans un second temps, il pourra évoluer vers des responsabilités élargies impliquant une réelle aptitude au management humain et la capacité de remplir la fonction de consultant de la Direction Générale qui, au delà du rôle d'"établissement des comptes" est dévolue au Département dans son domaine propre.

Pour ce poste, en rapport avec tous les secteurs de la Banque et les actionnaires, rigueur, méthode mais aussi un très bon sens des contacts sont indispensables ainsi que la pratique courante de l'Anglais.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions à la Direction du Personnel de la BANQUE LOUIS-DREYFUS - 6, rue Rabelais, 75008 PARIS.



CONTESSE

هكذا من الأصل



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Secteur bancaire

CHEF D'AGENCE HF

Finistère

Dans le cadre de son développement et de sa diversification, un important établissement régional recherche pour l'une de ses agences un Chef d'agence.

Représentant de la société sur son secteur et en autorité sur une petite équipe, il aura pour tâches principales : le développement tant quantitatif que qualitatif de la clientèle (actions de marketing : définition de campagnes, mailings, sélection produits), la gestion des opérations courantes en contrôlant la qualité, la sécurité, la rentabilité des engagements, la diversification et la détention des produits de placement bancaires et financiers par la clientèle.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste évolutif des candidats âgés de 28 ans minimum, diplômés de l'enseignement supérieur avec une formation bancaire, possédant impérativement une expérience de 3 à 4 années acquise dans le secteur bancaire à ce même niveau de responsabilités.

La réussite à ce poste nécessite une certaine autorité naturelle, un sens relationnel développé, une bonne capacité à convaincre.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 17/2046 G à :

EGOR OUEST ATLANTIQUE
15, rue Charles Monselet - 44000 NANTES

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

LE SERVICE PROMOTION IMMOBILIERE
D'UNE IMPORTANTE SOCIETE RECHERCHE UN(E)

CONTROLEUR DE GESTION

Il assurera le contrôle de la gestion financière des opérations immobilières de la société et le suivi des titres de participations qu'elle possède dans des opérations gérées par des tiers.

Une expérience dans la promotion immobilière et de la gestion informatisée est indispensable.

Merci d'adresser votre CV sous la référence 1012 à PARFRANCE 4 rue Robert Estienne 75008 PARIS qui transmettra.

Membre du SNPAQ

CONTRÔLEUR DE GESTION

Vous êtes diplômé (e) d'une École de Commerce ou d'une Université et vous possédez une première expérience de deux ans environ.

SESA, société d'ingénierie informatique, recherche un(e) **Contrôleur de Gestion**, rattaché (e) à la Direction Financière.

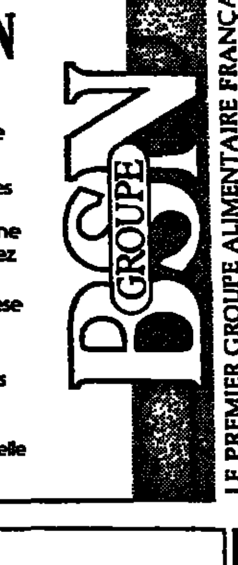
Vous y assurerez la gestion de contrats et le suivi de centres de profit.

Rejoignez une entreprise en pleine expansion : près de 1,2 milliard de francs de chiffre d'affaires en 1987, 1600 personnes, une présence internationale.

Envoyez CV et prétentions à : SESA - Direction des Ressources Humaines 30, quai de Dion Bouton - 92806 PUTEAUX Cedex - Réf. : 66 LM



Audit interne, un champs d'intervention privilégié : BSN



LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

GROUPE BSN

Le groupe BSN c'est 37,5 Mds de francs de CA, dont 40 % à l'étranger, plus de 100 sociétés 43000 personnes dont 4000 cadres.
Un des premiers groupes alimentaires européens. BSN intensifie son expansion mondiale.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez quelques années d'expérience en organisation, comptabilité, contrôle de gestion, audit.

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire de qualité, vous intervenez dans toutes les sociétés du groupe tant en France qu'à l'Etranger ce qui nécessite la maîtrise d'au moins une langue étrangère. Vous analysez les systèmes de contrôle interne des différentes structures, mettez en évidence leurs dysfonctionnements, proposez les solutions.

Pour réussir dans cette mission, vous alliez les qualités de méthode et de synthèse à celles de créativité et d'imagination.

L'audit interne par sa richesse et sa variété, par l'expérience approfondie du groupe et de ses hommes qu'il vous procure, vous permettra d'évoluer vers des fonctions opérationnelles de haut niveau.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. PP 15 M, en précisant votre rémunération actuelle à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran 75381 Paris cedex 08.

La SOCIÉTÉ GÉNÉRALE recherche un

chargé d'études financières

HF Au sein d'une petite équipe, vous participerez à l'analyse et au montage d'opérations financières ou bancaires sous tous leurs aspects juridiques, comptables et fiscaux.

Après une formation de type Grande Ecole de Commerce ou formation universitaire équivalente, vous avez acquis une **PREMIERE EXPERIENCE** où vous avez développé vos connaissances comptables et financières tout en vous familiarisant avec l'utilisation de la micro-informatique.

Rigoureux et doté d'excellentes capacités d'analyse, vous souhaitez exercer un métier qui satisfasse votre goût pour les études et les opérations financières.

Le poste proposé vous permettra d'acquérir une très solide formation aux techniques financières et bancaires et offre à terme de larges possibilités d'évolution au sein du Groupe.

Merci d'adresser vos C.V. et prétent. (sous la réf CEF) à Anne LAHAYE - Service du Recrutement - 7, rue Coumartin - 75009 PARIS.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

MEDIA PA

Société parfumerie Paris rech. COMPTABLE niveau DECS ancien régime, minimum 35 ans, libre de suite, connaissant informatique. Env. c.v. à M. KLEINER, 27, r. Marbeuf, Paris-8e.

Sté de produits chimiques Levallois recherche

CONTROLEUR DE GESTION

(stocks, distribution, transport)
- Environ 30 ans.
- Diplômé Ecole supér. de commerce ou ingénieur.
- Formation assurée si nécessaire.

Env. C.V. et prét. s/réf. 2153 à Pierre LICHAU, 10, rue de Louvois, 75002 PARIS, qui transm.



N° 1 mondial, n°1 français de l'ascenseur avec 5000 personnes et 2 milliards de CA. Nous sommes implantés sur 23 sites géographiquement différents, organisés en Centres de Profit. Passionné de Finance, devenez notre :

Analyste de gestion

HEC, ESSEC, Sup de Co Paris...

pour gérer une masse de dépenses annuelles de plus d'1 milliard de francs !
Vous fournissez les éléments nécessaires à la gestion des frais généraux et des coûts chantiers au travers d'un concept "taux horaire chantier" (FHR).
Vos responsabilités :
- élaborer les budgets "FHR" et frais généraux selon la politique générale de l'entreprise,
- aider les opérationnels à piloter leurs dépenses à travers des analyses mensuelles et des actions correctives.
- s'assurer, bien, sûr, que la vérité des coûts soit respectée.

Vous avez une très bonne formation de base (Ecole Supérieure de Commerce au moins) et une première expérience réussie en tant qu'Audit ou Assistant Contrôleur de Gestion.
Ce poste nécessite avant tout de grandes qualités de contact, d'écoute, d'assurance et de conviction, bref de négociateur.
Vous êtes un homme de rigueur, passionné par les chiffres et aimant travailler sur micro-informatique.
Encadrer une équipe petite mais animée et motivée ne vous fait pas peur.
Alors répondez à ce défi qui vous ouvrira les portes de la Finance OTIS et envoyez vite votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous référence AG/722 à Véronique PARAGES, OTIS, 141 rue de Saussure, 75017 Paris.

média-system

OTIS DESTINATION FUTUR

FORMATION PROFESSIONNELLE

Jeunes diplômés Bac + 4 ou Ingénieurs
L'Institut de Gestion Sociale
vous propose un stage de 8 mois et 1/2

MANAGEMENT DE LA QUALITÉ TOTALE

Cette formation vous apportera :
- Une pratique du management des hommes et de l'innovation technologique et sociale.
- Un savoir-faire en management de la qualité totale.
- Une maîtrise des outils et méthodes d'amélioration de la qualité avec la possibilité de spécialisation qualité produit ou qualité service.
- Un entraînement aux techniques d'expression, d'animation et de conduite de cercles de qualité.

Début du stage le 25 mars 1988.
Recrutement immédiat - Envoyer C.V. + photo à
I.G.S. - Françoise FREMAUX
125, rue de Saussure - 75017 PARIS

PLURIAL



COMPÉTENCES:
Marketing commercial • Techniques de communication
Formations complémentaires rémunérées

ANGLAIS RAPIDE ET EFFICACE

COURS INTENSIFS
(1 à 8 semaines)
COURS MIDI/SOIR
Espagnol, allemand, italien.

ADELE

1, rue de la Pépinière, 75008 PARIS, Face gare St-Lazare. T. : 45-22-51-18.

ESIG - FORMATION propose

BTS INFORMATIQUE INDUSTRIEL

Destiné en priorité à des femmes.
Stage agréé et rémunéré par Conseil Régional et Délégation à la condition féminine. 15 mois à partir de mars 88. 42-78-20-91 (B. Colas).

Le Monde CADRES

Le centre socioculturel des Glacis de Belfort (Territoire de Belfort) ZUP 3 000 ha, 15 communautés étrang. Triple financement ville, département, CAF). recrute

UN ANIMATEUR

possédant le DEFA, 5 ans d'exp. souhaitée.

Les candidats, accompagnés d'un c.v. et d'un exposé des motivations, sont à adresser à Madame la Présidente du Centre Socioculturel des Glacis, avenue de la Laurencie, 90000 Belfort.
Avant le 15 février 1988.
Pour tout renseignement, contacter Monsieur le Directeur des services culturels de la ville de Belfort (84-22-22-24).
Salaire : convention S.N.A.E.C.S.O.

LA MAISON DE LA CULTURE DE CHAMBÉRY DE LA SAVOIE

recherche

DIRECTEUR

AVEC PROJET

Adr. candidature et curriculum UNIQUEMENT à Madame la présidente Maison de la Culture de Chambéry et de la Savoie BP 147 73001 CHAMBÉRY Cedex.

Le centre hospitalier de BOURG-EN-BRESSE

recherche un(e)

PHYSICIEN(NE)

agréé(e) temps plein à compter de février 1988. Equipement : ORION, Simulateur, Informatique Planex II, ELSCINT (PDP 11/23). Curiethérapie en projet.

Pour tout renseignement : Centre hospitalier de BOURG-EN-BRESSE, 01012 Bourg-en-Bresse Cedex. Tél. Direction : 74-45-46-47. Tél. service de radiothérapie : 74-45-42-75.

Ville d'Epinay-sur-Seine (50 000 habitants)

RECHERCHE POUR SON SERV. COMMUNICATION (association loi 1901), comprenant 10 personnes :

UN RÉDACTEUR CONCEPTEUR(TRICE)

SES MISSIONS :
- Conception et rédaction de doc. écrits (plaquettes, brochures, journaux) et de prod. audiovisuels ;
- Participation à la réalisation du journal municipal ;
- Organisation de la product., gest. des plannings et relat. avec les imprim.

Qualités rédactionnelles, sens du travail en équipe et de l'organisation nécessaires.
La maîtrise de la photographie, de la micro-informatique (Macintosh) et la connaissance du milieu communal seraient des atouts.

Rémun. brute envisagée : 126 000 F.

Env. rapidement dossier complet (CV + photo + articles) à : EPINAY-INFORMATIONS, 3, rue Quétigny, 93800 Epinay-sur-Seine.

Lycée privé sous contrat Centre Paris recherche urgent

PROF. DE MATHS

Temps complet.
Second cycle.
Tél. : 45-48-73-75.

Recherchons pour le compte d'une société sud-américaine en ÉQUATEUR

DIRECTEUR D'HUILERIE DE PALME

Expérience mini 5 ans. Espagnol apprécié sinon anglais indispensable.
Disponible rapidement.
Env. C.V. détaillé et prét. en précisant sur l'enveloppe la réf. 30054, BLEU, 17, rue Lebel, 94307 Vincennes Cedex, qui transmettra.

IMPORTANT ORGANISME DE PROTECTION SOCIALE développant son activité dans des domaines très diversifiés : prévoyance, vacances, assurances, etc. recherche

JNES COLLABORATEURS

Hommes ou Femmes

Bac + 2 (IUT commercial, DEUG ou équivalent), salaire annuel 75 à 85.000 F + avantages sociaux.

Env. C.V. + photo s/réf. 4008 à Lévi-Tournay-Asscom, 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 Paris, qui transm.

Direction des constructions aéronautiques recherche pour son bureau méthode et informatique

1 INGÉNIEUR SYSTEM

environnement BULL, DPS7

2 INGÉNIEURS-ANALYSTES

environnement PAC-CLIO. Lieu de travail Vélizy-Villacoublay, 78140. Env. C.V. + prét. à DCAE/GS. 26, bd Victor, 75996 PARIS ARMÉE.

Société de conseil en développement économique

RECHERCHE

CONSULTANTS CONFIRMÉS

Dans les domaines : immobilier d'entreprise, ingénierie financière, études de marché, montage d'opérations, conseil en entreprise.

Env. C.V. et prétent. à : URBASCOPIE 8, rue d'Aligre, 75012 PARIS.

NOUVELLE ENTREPRISE DE PRESSE

spécialisée dans la filière des produits de la mer RECRUTE pour renforcer une jeune rédaction très motivée JOURNALISTE BILINGUE

Expérience P.A. appréciée.
Disponibilité immédiate.
Lieu de travail : QUIMPER (29).
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et press-book à : SEPEN-ÉCOPECHE, B.P. 645, 29194 QUIMPER CEDEX.

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

avec DEA. Connaissant VAX micro VAX, MVS, RMS, FORTRAN 77. Tél. pour R.V. : 42-85-39-74, Patricia VAUX.

ALSTHOM LA ROCHELLE

recherche

TRADUCTEUR

ANGLAIS
ALLEMAND
ESPAGNOL

pour la traduction de notices techniques sur le matériel de transport en commun.

Merci d'adresser lettre man., C.V. et prétentions à Sophie BECQUET, B.P. 5, 17002 LA ROCHELLE CEDEX.

ALSTHOM LA ROCHELLE

recherche un(e)

TRADUCTEUR

anglais-allemand-espagnol

pour la traduction de notices techniques sur le matériel de transport en commun.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à Sophie BECQUET, B.P. 5, 17002 LA ROCHELLE CEDEX.

DEMANDES D'EMPLOIS

DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION

Doctorat sciences éco (marketing)
Licence psychologie - CELSA

15 ans d'expérience diversifiée dans le secteur tertiaire (édition/presse, informatique, organisme financier, conseil).

Véritable professionnel de la communication d'entreprise, externe et interne : stratégie globale, communication institutionnelle, communication/produit, relations publiques/presse, création d'événements, mécénat et sponsoring, communication financière et communication interne (journaux d'entreprise, magazines TV-Vidéo)

étudie toute proposition motivante.

Ecrire sous le n° 6013 LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS

Directeur exp. chaînes hôtelières, villages vacances, rel. Tour Opérator Afrique, océan Indien, Caraïbes, rech. poste direction. Tél. : 46-38-94-68.

J.H. 25 ans, licence sc.-éco, mention économie de l'entreprise + DUT informatique, exp. analyse programmation DBASE 3. Tél. : 69-28-76-46.

H. 28 a., DEA Soviétologie (IEP) + maîtrise ling. + format. journal. ISP. Rech. empl. ou stage dans sté. T. : 47-90-87-24 (répond.)

J.H. diplômé Ecole sup. de gestion MARKETING, BAC D + classe prép. SUP. DE CO. angl., ital. cour. BILING., stage chez Panzani-Rossignol, nombx travx effectue en market., ch. place stable bien rémun. Etudie tte propos. Tél. : 42-01-51-66, dem. Eric Zahra.

Electro-érodeur, 35 ans. Formation sur machines conventionnelles et Roboform, charmille, cherche emploi stable région est ou près Paris. Tél. : 43-06-04-63, à partir de 20 heures.

URGENT J.F. 25 ANS
DEA de PSYCHOLOGIE
ch. emploi dans entreprise ou hôpitaux, 47-96-70-28.

JOURNALISTE
15 ans d'exp. professionnelle en province, secrétariat de rédaction et surtout reportage. Etudierait ttes propositions presse, édition, pub. Disponible rapidement. Bonnes connaissances anglais et allemand. Ecrire sous le n° 8396M LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

J.F. 30 ans, 8 ans d'exp. dans l'export, pratique du commerce international, spécialiste Asie, Amérique du Sud. Diplômes : licence de japonais et DEUG de gestion à Paris-Dauphine. Langues : angl, esp., japonais courant. Ch. poste à responsabilités export, basé à Paris. Tél. : 48-83-82-09

Ing. méthode et qualité, diplômé AM, 30 a., célibataire. 7 ans d'exp. direction technique, disponible. Rech. poste à responsabilités Fr./étranger. Tél. : (16) 27-90-34-75.

J.F., secrétaire expérimentée sténo-dactylo, aide-comptable, connaissant informatique et traitement de texte. ch. emploi stable à BORDEAUX. Tél. : 56-45-16-94.

ORGANISATEUR INFORMATICIEN cherche poste, temps partiel SECRÉTAIRE GÉNÉRAL CONTROLEUR DE GESTION TRÉSORIER capable redresser situation financière très difficile. (1) 46-66-49-81 à 19 h.

AGENT ADMINISTRATIF ET COMMERCIAL
gestion — saisie commandes — stock
cherche place stable
Claude FREMY, 44, rue d'Aulnay-Bazemon, 78580 MAULE.

J.H. 22 ans, libéré OM possédant
DUT TRANSPORT-LOGISTIQUE
+ BAC G2 cherche emploi
LOGISTICIEN
Jean-Claude DECLERCQ, 37, r. Gabrielle-Josserand, 93500 PANTIN.
Tél. : 48-45-14-82.

F. 40 a., secrétaire sténo, notions anglais, dynamique, sens des responsabilités, organisée, souhaite poste collaboration motivant. Région Nord, Seine-et-Marne. Tél. : 64-34-22-17 le matin.

Pharmacien 53 ans, diplômé 62, CES immunologie vénérienne 64. 10 ans exp., ch. assistanat salarié ou remplaçant Fr. ou DOM-TOM. M. G. BARDINI, 4, rue Fondère, 13004 Marseille.

Sociologue psychologue confirmée, bilingue (grec-franc.), ch. poste adéquat dans une sté trav. sur ces deux pays. Tél. : 19-301-69-12-227.

J.H. 27 a., D.E.A. droit des affaires, exp. 1 a. 1/2 cab. jur. et 16 mois serv. cult. ambass. (coop.), cherche emploi serv. jur. ou(et) cultur. Paris et rég. paris. Tél. : 43-73-79-29.

secretaires

ENTREPRISE DE PRESSE recherche

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

pour sa direction de la rédaction. Très bonne sténodactylographie indispensable. Disponibilité. Horaires : 9 h 30 à 19 h 30. Libre rapidement.

Envoyer C.V. + photo à Société Générale de Presse, 13, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

5e arrdt

PL. DE L'ESTRAPADE
Récent en duplex liv., 2 ch., 90 m². Exclusivité. C.S.A. le matin : 42-60-42-20.

12e arrdt

Rue de la Voûte, imm. 1974. 4 pces, 84 m². S. de bains + s. d'eau, wc. Très calme s/rue et jardin, balc. 18 m². Px : 1 750 000 F. Tél. : 46-28-86-23

15e arrdt

BIR-HAKEIM, rue et jard., récept. + 2 chbres, loggia. 46-33-29-17, 45-77-38-38.

17e arrdt

ÉTOILE-ACACIAS
Beau 150 m² à rafraîchir. Dom. (1) 43-24-53-46. Bur. (1) 43-80-49-51.

MÉTRO VILLIERS
Immeuble 1978, STUDIO 30 m², cuis. équipée. 540.000 F. 42-93-20-36.

EMMANUEL THISSE CONSEIL 42-27-49-36

CHAMPERRET
Dans imm. pierre de taille, cft, calme
2 PCES 730.000 F
3 PCES 1.150.000 F

NIEL/WAGRAM
2-3 P. DUPLEX CHARME GD SÉJ. CHBRE 6e ASC. 12 m² de terr. 1.765.000 F

IDÉAL P.-A-TERRE

CHAMPERRET/TERNES
38 m² studio 720.000 F
PIERRE DE T., ASC., CLAIR

17e ST-FERDINAND
Studio 30 m² 550.000 F
Imm. 1930, asc., stand.

SQUARE DES BATIGNOLLES
Petit loft différents niveaux courette privative arborée
55 m² 850.000 F

BEAUBOURG CENTRE GD STUDIO + MEZZANINE
S/toit, charme, équipé.

CLICHY-LA FOURCHE
SURFACE - TRAVX
85 m² 850.000 F

THISSE CONSEIL
C'EST AUSSI L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE.

IMM. PIERRE DE T.
DUPLEX 85 m² + terrasse
60 m², 6e ét., poss. park. 47-20-10-72.

18e arrdt

Studio cft ..... 160.000 F
3 pces cft ..... 475.000 F
IMMO MARCADET
Tél. : 42-52-01-82.

20e arrdt

SELECTION DOLEAC
Me Buzenval. Imm. 1974, 105 m² st., dble liv. 31 m², 3 ch., 2e ét., asc. + box, cave. 1.850.000 F. 42-33-12-29.

92 Hauts-de-Seine

ASNIÈRES
Bel immeuble briques 4 pces cft, 630 000 F. Immo Marcadet 42-52-01-82

SÉLECTION DOLÉAC HIPPODROME ST-CLOUD
Gd studio, imm. stand., 50 m² + loggia 12 m² tt cft, 2e ét., asc. + box, ensoleillé. 730.000 F. 42-33-12-29.

SÉLECTION DOLÉAC 10' RER RUEIL-MALMAISON
Appt 92 m² + 30 m² loggia, imm. récent, 2e ét., asc., gd liv., 2 ch., tt cft, park. + cave, jard. 1.100.000 F. 42-33-12-29.

NEUILLY-S/SEINE
Imm. p. de t., standing, superbe rénovation, 3 p., 5e ét., asc., possible park. TÉL. : 47-20-10-72.

SÉLECTION DOLÉAC COURBEVOIE 10' NEUILLY
STUDIO 30 m², imm. récent, stand., 3e étage, gd balc., impecc. tt conft, très clair + cave. Px 410.000 F. Tél. : 42-33-12-29.

SÉLECTION DOLÉAC ASNIÈRES pr Mo GABRIEL-PÉRI, imm. récent, 5 p., double liv., 3 ch., 98 m², tt cft, 13e ét., asc., impeccable, park. + cave. Px 850.000 F. 42-33-12-29.

THISSE CONSEIL 42-27-49-36

NEUILLY-ST-JAMES 250 m² à saisir
Salon, s. à manger, 4 chbres, 4 bains, très gde cuis., lingerie. 2 parkings, service, vue.

Levallois à saisir
Imm. récent ravalé 3 p., 78 m². 1.380.000 F. 2 balcons, parking, aucuns travaux.

appartements achats

Recherche 1 à 3 p. PARIS, préfère RIVE GAUCHE, avec ou sans travaux. PAIE CPT chez notaire. 48-73-48-07 même soir.

PPTAIRES VOUS VENDEZ
un logt avec ou sans cft. Adressez-vous à :
IMMO MARCADET
Estimation gratuite. 42-52-01-82.

locations non meublées offres

Paris

AV. DE VERSAILLES 6e ét. asc. imm. standing 100 m² + cave + park. : 13 000 F ch. comprises. ARAX - 42-23-65-00.

CAMBRONNE Duplex avec terr., living, 2 ch., 2 bns, impeccable, soleil, 2 park. 10.424 CC. 45-63-17-90.

Région parisienne

LA VARENNE, dans résidence de stand studio 4e ét., avec park. et cave. 2.100 F + 250 F ch. Libre de suite. POG : 45-87-71-00.

Me CHARENTON-ÉCOLES Dans résidence de stand. studio 31 m² avec park. et cave. 2.920 F + 180 F ch. POG : 48-87-71-00.

CHAMPIGNY. Résidence stand. 3 p. 72 m². 4.000 F C.C. S'adr. chez la gardienne, 15, rue ALBERT-VINCON.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine, Paris-8e, recherche APPARTS DE GRANDE CLASSE, belles réceptions avec minimum 3 chambres.
T. : (1) 45-62-78-99

RÉSIDENCE CITY
rech. VIDES OU MEUBLÉS ou à l'achat pr stés et banques APPTS ET VILLAS tr. gd stand quart. résid.
TÉL. : 45-27-12-19.

UNION FONCIÈRE EUROPÉENNE
Loc., vente, gestion. 5, rue Berryer, 75008 Paris. Rech. Appts, vides ou meubl., pour sa client., loyer garanti.
Tél. : 42-89-12-52.

MONDIAL MERCURE
rech. MEUBLÉS et VIDES STUDIOS ET 2 PIÈCES pour clientèle étrangère APPTS DE STANDING pr ambassades et sociétés. S'adr. SERVICE ACCUEIL Tél. : 42-56-28-16.

locations meublées demandes

Paris

INTERNATIONAL SERVICE
rech. pr BQUES, STÉS MULTINAT. et DIPLOMATES stud., 2, 3, 4, 5 p. et plus. I.S.I. 42-85-13-05.

bureaux

Locations

SIÈGE SOCIAL
Secrétariat + bureaux neufs Démarche R.C. et R.M. SODEC SERVICES Champs-Elys. 47-23-55-47 Nation 43-41-81-81

Domiciliation depuis 80 F/MS, Paris 1er, 8e, 9e, 12e ou 15e. Constitution SARL 1 500 F HT. INTER DOM 43-40-31-45

VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ÉTOILE
16e CHAMPS-ÉLYSÉES ou AVENUE VICTOR-HUGO. Loc. burx, secrét., tél., télex. Domiciliation : 170 à 390 F/M.
CIDES : 47-20-41-08.

VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM Constitutions de sociétés Démarches et tous services Permanences téléphoniques.
43-55-17-50.

Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION STÉS
Prix compét. Délais rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

DOMICILIATION CCIALE 8e BURX, SECRÉT., TÉLEX, TÉLÉCOPIE, TRAIT. TEXTES.
AGECO : 42-94-95-28.

Le Carnet du Monde

Décès

— M. Pierre Clapin,
son époux,
M. Yves Clapin,
M. et Mme Olivier Clapin,
Mme Sylvie Clapin,
M. et Mme Alexis Clapin,
ses enfants,
Cyril, Jérémie, Julie, Timothée, Thomas,
ses petits-enfants,
M. et Mme Roger Bezault,
M. Maurice Hontang,
M. et Mme André Clapin,
M. et Mme René Lebègue,
M. Christian Chauchart du Mottay,
Et toute sa famille,
font part du décès de

Mme Pierre CLAPIN,
née Denise Loisel.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 16 février 1988, à 13 h 45, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 10, rue de l'Annonciation, Paris-16e.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Jacques de Hesdin,
née Alix de Kergariou,
Mme Anne de Hesdin,
M. et Mme Mark Stuart,
M. Philippe de Hesdin,
Mme Roland de Hesdin,
Emmanuelle, Aude, Tristan, Raphaël,

ont la douleur de faire part du décès de

Jacques de HESDIN,

survenu le samedi 13 février 1988.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 16 février, à 15 h 45, en l'église Notre-Dame d'Auteuil.

Ni fleurs ni couronnes ni condoléances.

Cet avis tient lieu de faire-part.

16, rue Félicien-David,
75016 Paris.

— Mme Roger Marry,
Mme Brigitte Marry
et ses enfants,
M. Richard Marry
et sa fille,
Mme Roger Cottrell,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Georges Marry,
leurs enfants et petits-enfants,
Mme Christian Marry,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Marc Delanne,
M. Emmanuel Hebey,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger MARRY,

survenu le 10 février 1988, à la Martinique.

Une messe sera célébrée pour le repos de son âme par le Père Loïc Huyghues Despointes, en l'église Saint-Séverin, Paris-5e, le vendredi 19 février 1988, à 19 heures.

— Le conseil d'administration,
La direction
Et le personnel du Crédit martiniquais
ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger MARRY,
président-directeur général
du Crédit martiniquais
et de la Compagnie financière
des départements d'outre-mer.

survenu le 10 février 1988, à la Martinique.

Une messe sera célébrée pour le repos de son âme par le Père Loïc Huyghues Despointes, en l'église Saint-Séverin, Paris-5e, le vendredi 19 février 1988, à 19 heures.

— Grenoble. Vernoux-en-Vivarais. Paris.

Mme Jean Michel,
M. Jean-François Michel,
député de l'Ardèche et Mme,
Mme et M. Vincent Thibault,
ses enfants,
Emmanuelle, Stéphanie, Pascale, Romain, Harold,
ses petits-enfants,
Parents, alliés et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean MICHEL,
directeur honoraire d'hôpital,

survenu le 12 février 1988, à Lyon.

Les obsèques auront lieu le mardi 16 février 1988, à 14 h 30, en l'église de Bourg-d'Oisans.

Ni fleurs ni couronnes.

Tout don peut être adressé à l'Association de recherche contre le cancer et/ou à la Ligue nationale contre le cancer.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Les familles Rocchi, Assali, Mouldi, Peretti, Ciccoli, Beauchamps, annoncent le décès de

Mme Marie Amélie ROCCHI,

leur mère, sœur, tante et alliée, dans sa quatre-vingt-unième année.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 13 février 1988, à Cambia (Corse), dans l'intimité.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Robert SALGUES,
secrétaire général honoraire
du Port autonome du Havre,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
médaille de la Résistance,
combattant volontaire des deux guerres,
chevalier du Mérite maritime,
chevalier des Palmes académiques.

De la part de
Son épouse,
née Anne Nivez,
M. et Mme Henri Salgues,
ses enfants,
M. et Mme Lucien Baudouin,
ses enfants,
Mme François Salgues
et ses enfants,
M. et Mme Luc Baudouin
et leurs enfants,
Mme Monique Baudouin,
M. et Mme Jacques Baudouin
et leurs enfants,
ses petits-enfants, arrière-petits-enfants
Et toute la famille.

Les obsèques ont eu lieu le 13 février 1988, dans l'intimité, au cimetière de Lanriec-Concarneau.

19, rue du Maréchal-Leclerc,
29110 Concarneau.

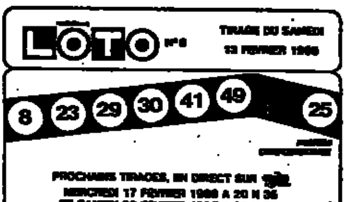
— M. et Mme Saül Zouzoulkowsky
et leurs enfants,
Melly et Paul Puaux,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. J. SUNDELOWITSCH

survenu le 8 février 1988.

Communications diverses

— Avoir faim pour partager, comme tous les ans le mercredi des Cendres, invite : chrétiens, juifs, musulmans, hindouistes et bouddhistes, le 17 février de 19 h 45 à 22 heures, à la crypte Saint-Honoré d'Eylau, 66 *bis*, avenue Raymond-Poincaré, pour une méditation interconfessionnelle « Le pauvre dans notre foi et dans notre vie d'aujourd'hui ».



Fondateur d'Aide à toute détresse

Le Père Joseph Wresinski est mort

Fondateur de l'association Aide à toute détresse (ATD-quart-monde), le Père Joseph Wresinski est décédé, le dimanche 14 février, à l'hôpital Foch de Suresnes où il venait de subir une intervention chirurgicale. M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la Sécurité sociale, a rendu hommage à son action en déclarant que le Père Wresinski avait été *« un porte-parole inspiré par l'Evangile des pauvres et des laissés-pour-compte »*.

La voix du quart-monde

Si les « *exclus* » et les « *nouveaux pauvres* » prennent aujourd'hui une certaine place dans le débat politique en France, ils le doivent en grande partie au Père Joseph Wresinski. Un cœur d'enfant dans un corps rond, un sourire large, parfois las et résigné, volubile, mais pas toujours commode de caractère, le « Père Joseph » était de ceux qui arpentaient les bidonvilles et les boulevards de la misère avec la même aisance que les palais ministériels et les allées du pouvoir.

On lui doit d'avoir popularisé l'expression de « quart-monde ». Celui-ci regroupe l'imposante armée des « paumés », des déshérités », des « marginaux », des « sans toit », des « sans droits », de ceux qui cumulent tous les handicaps sociaux — maladie, chômage, échec scolaire, absence de ressources régulières et de logement, solitude — et passent à travers les filets de tous les systèmes de protection sociale.

Rien n'est trop beau ni trop grand pour les pauvres, ne cessait-il de répéter. Le « son et lumière » du 17 octobre dernier, près des fontaines du Trocadéro, célébrait trente ans de lutte de son mouvement Aide à toute détresse. Réunissant Michel Rocard et Philippe Séguin, Simone Veil et Jacques Chaban-Delmas, Bernadette Chirac et le cardinal Lustiger, il en avait fait un symbole d'unité nationale contre la marginalité sociale. Joseph Wresinski avait régulièrement ses entrées à l'Elysée, aussi bien sous M. Valéry Giscard d'Estaing, que sous M. Mitterrand. *« Les pauvres doivent être sur le perron de l'Elysée comme sur les marches de Saint-Pierre »*, répétait-il souvent.

Il allait partout, tirant les sonnettes d'alarme. Sa dernière œuvre marquante restera le rapport présenté le 10 février 1987 au Conseil économique et social, dont le Père Joseph Wresinski était membre. Il proposait de faire de la lutte contre la grande pauvreté une *« priorité nationale »* et de mener des actions *« cohérentes et globales »* dans les domaines de l'emploi, de la formation, du revenu, de la santé, du logement. Il était l'un des avocats les plus obstinés du *« revenu minimum garanti »*, idée reprise aujourd'hui par la plupart des candidats à la présidence.

Joseph Wresinski avait lui-même connu la misère. Né le 12 février 1917 dans un quartier populaire d'Angers, il servait la messe dans un couvent pour gagner quelques sous. Il a trouvé chez sa mère, espagnole, dont il parlait souvent, cet exemple de pauvreté et de dignité conjuguées, pour lesquelles il allait se battre toute sa vie.

« Château-de-France »

En apprentissage chez un pâtissier, il milite à la JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne). En 1940, il entre au grand séminaire de Soissons (Aisne) et il est ordonné prêtre en 1946. Il est mineur dans le Nord, victime de la silicose et hospitalisé dans un sanatorium.

En 1956, il devient aumônier du camp des sans-logis de Noisy-le-Grand, dans la banlieue ouvrière de Paris. C'est dans ce bidonville qui, par dérision, porte le nom de « Château-de-France » et où s'entassent près de deux mille personnes dans des « igloos » en fibro-ciment, sans électricité et sans chauffage, qu'il décide de s'engager complètement dans le combat contre la misère et l'exclusion ; il fonde ATD-Quart-Monde en 1957, aidé par des volontaires de toutes nationalités.

Sa principale hantise restera toute sa vie les enfants retirés à des parents jugés incapables de les élever. La plupart de ses livres seront précisément des histoires d'enfants rencontrés dans les milieux populaires. Le Père Joseph se battra pour que l'école des pauvres dispose, comme les autres, d'ordinateurs.

Il s'est toujours refusé à dresser un tableau idyllique des « pauvres », soulignant au contraire à maintes reprises comment ceux-ci pouvaient être durs dans leurs rapports. Apôtre de l'Evangile et des droits de l'homme, le Père Joseph a été l'un de ceux qui, préconisant et obtenant des mesures de régulation sociale, auront permis d'éviter des explosions de violence.

HENRI TINCQ.

هكذا من الأصل

Le Monde

ECONOMIE

LES RÉSULTATS DU COMMERCE EN 1987

Les Français ont privilégié la maison

Une progression ralentie, due plus à l'équipement du logement qu'aux achats personnels.

LE commerce français va bien, pour la troisième année consécutive, avec un progression de 1,1 % de son activité contre 1,5 % en 1985 et 2,9 % en 1986. Selon qu'on voit la bouteille à moitié pleine ou à moitié vide, on peut dire que la croissance se poursuit ou... qu'elle se ralentit.

La masse du chiffre d'affaires du commerce de détail est pourtant suffisamment importante (1 367 milliards de francs, soit l'équivalent des dépenses de la sécurité sociale) pour que l'avancée soit significative. Bien que les défaillances d'entreprises soient plus nombreuses que les années précédentes (+ 5,6 % par rapport à 1986), les créations (80 230, soit le tiers de l'ensemble des secteurs économiques), l'ouverture de magasins de grande surface *(voir graphique ci-contre)*, les créations d'emplois et les investissements (+ 6 %) sont autant d'indices de bonne santé du secteur.

Bonne santé globale, on s'en doute, qui cache de multiples disparités selon la taille, la structure du capital, le mode de fonctionnement, la plus ou moins grande spécialisation. Le petit commerce de détail alimentaire continue à régresser, comme il le fait depuis l'apparition du premier supermarché, en 1957, et du premier hypermarché, en 1963, mais les grands magasins (commerce non alimentaire, non spécialisé) voient leurs ventes baisser encore de 2,6 %.

Les hypermarchés continuent à se tailler la part du lion, avec une croissance de près de 11 %, mieux que les supermarchés qui progressent de 3,5 %, l'écart se maintenant depuis 1984 entre les plus grands et les moins grands des magasins de grande surface. Leur nombre ne cesse de s'accroître, sans qu'apparemment le seuil de saturation soit encore atteint.

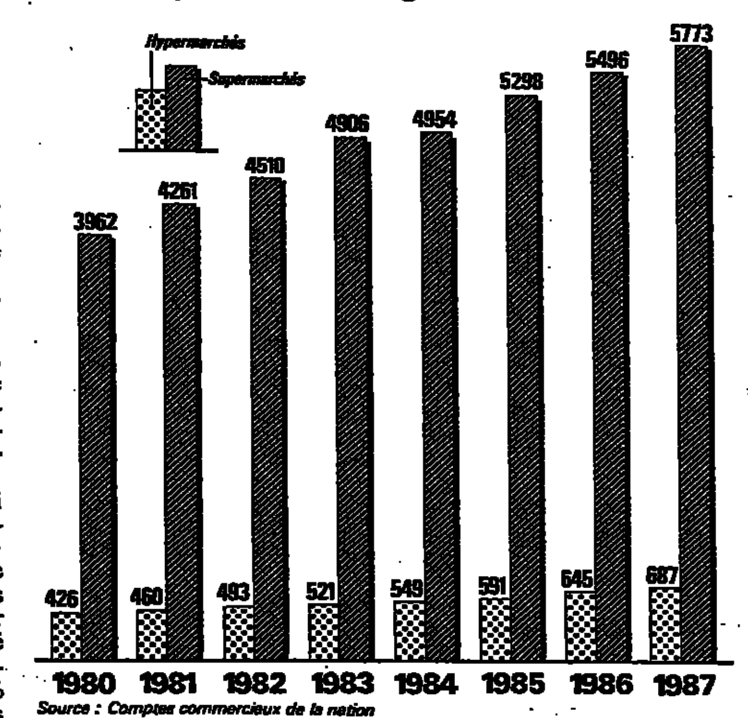
C'est la Moselle qui vient en tête des départements pour l'équipement en hypermarchés, avec 107 mètres carrés pour 1 000 habitants, tandis que la ville de Paris, avec 9 mètres carrés pour 1 000 habitants, semble sous-équipée. Le parc des supermarchés est beaucoup plus dense avec 67 départements où la surface des supermarchés pour 1 000 habitants dépasse 100 mètres carrés.

En 1987, les ventes de produits pharmaceutiques progressent de 3 % : ce chiffre, qui paraît relativement important, est bien inférieur à ceux des années précédentes (+ 11 % en 1985 et + 8,7 % en 1986). Les experts qui président aux travaux de la Commission des comptes commerciaux de la nation attribuent ce relatif tassement à l'efficacité des mesures gouvernementales pour freiner les dépenses de la sécurité sociale, qu'il s'agisse de la réduction des remboursements à 100 % ou celle de la prise en charge des « médicaments de confort » (à vignette bleue).

Comme les années précédentes, les Français privilégient plus l'équipement de la maison que celui de la personne avec un goût toujours marqué pour les loisirs. Ainsi, les ventes de vêtements et de chaussures baissent de 2,9 %. Bien sûr, cette économie sur le paraître quotidien est fonction du tassement des revenus ; bien sûr, le mauvais temps de l'été a considérablement freiné l'envie et le besoin de tenues adéquates. Il reste, et c'est un signe de l'évolution des modes de vie, qu'on sacrifie volontiers ce poste de dépenses lorsqu'il faut faire des choix.

En revanche, les consommateurs restent très attirés par l'électroménager (+ 2,4 %). L'engouement pour les fours à micro-ondes (en corrélation directe avec le développement du marché des surgelés) et pour les platines à lecture laser (le compact-disc s'installe...) explique ce phénomène, le secteur n'ayant pas connu, comme en 1986, d'événements incitatifs comme la Coupe du monde de football ou la suppression de la taxe sur les magnétoscopes.

La progression des grandes surfaces



Source : Comptes commerciaux de la nation

Quant au secteur « hygiène - culture - loisirs » (+ 0,9 %), il a bénéficié de l'attrait qu'exercent la photographie (+ 2,5 %) et l'électronique domestique.

Cette bonne santé relative a entraîné une légère remontée de l'emploi. Après les inflexions observées en 1985 et en 1986, on a retrouvé le niveau de 1984 : 2 millions de salariés, dont près de 900 000 dans le commerce de gros et chez les intermédiaires, le reste dans 209 000 commerces de détail (sur 450 000 environ).

L'emploi est aussi un des indices du dynamisme du grand commerce qui continue à grignoter le territoire du commerce de proximité, contrôlant déjà 40 % de l'ensemble du marché. La prédominance est particulièrement forte pour les produits alimentaires, distribués à 62 % par le commerce concentré (celui qui assure à la fois les fonctions de gros et de détail), tandis que le petit commerce continue de tenir près des trois quarts (74,2 %) du marché des produits non alimentaires.

Les groupent exportent

Autre indice du dynamisme du grand commerce, la vigueur des groupements d'indépendants comme Leclerc et Intermarché qui, sous des formes différentes (*le Monde* du 9 janvier), regroupent des commerçants exploitant personnellement le magasin dont ils sont propriétaires.

Enfin, les groupes français de la distribution exportent leur savoir-faire : il existe 91 hypermarchés créés par des entreprises françaises, seules ou avec des participations étrangères, hors des frontières de l'Hexagone. L'Espagne est une terre d'élection (49 magasins) : on y trouve Continent (groupe Promodès), Carrefour, Auchan. Ces trois groupes sont en tête pour la diversification à l'étranger : Carrefour avec 43 magasins (dont 17 en Amérique du Sud), Promodès avec 24 unités, et Auchan avec 12. La France est, en outre, présente aux Etats-Unis (10 magasins), en Allemagne fédérale (où Promodès exploite six unités), ainsi qu'au Portugal, en Suisse, en Italie, en Grèce...

Mais la vigueur n'est pas tout. En cette époque d'« OPAmania », et avec la perspective du grand marché européen de 1992, semble venu le temps de nouvelles concentrations, afin d'atteindre la taille nécessaire à un marché de 320 millions d'habitants. Mais les concentrations n'obéissent pas toutes à une logique économique sans faille. Il n'y a aucune raison que des *raiders* éventuels se désintéressent des entreprises de distribution jugées « OPAbles ». La Bourse ne cesse de bruire de rumeurs, comme celle qui accompagne les mouvements sur Docks de France : Auchan dément s'y intéresser, tandis qu'on attribue au groupe belge GB-Inno-BM la responsabilité de cette action. La Redoute a ainsi dû se défendre, avec l'aide du Printemps, d'une attaque en règle.

La composition familiale des capitaux dans la distribution, pour peu que les héritiers des fondateurs soient nombreux, fragilise d'autant les grandes entreprises du secteur. Celles du moins qui n'ont pas pris soin de verrouiller solidement leur capital ou celles qui n'ont pas eu la sagesse, comme Auchan ou CORA (famille Bouriez), de résister aux attraits de la Bourse.

JOSÉE DOYÈRE.

★ *La situation du commerce français en 1987*, premier bilan de la Commission des comptes commerciaux de la nation ; *LSA* (Libre Service Actualités), nº 1095-1096, 91, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris, 400 F.



L'ÉTAT DE LA FRANCE

L'impératif international

Mettre fin au provincialisme, nourri par la rigidité de l'administration et le déséquilibre de la fiscalité.

par JEAN WAHL (*)

LA persistance de la crise financière ne doit pas faire perdre de vue la réalité fondamentale de la situation de la France dans la compétition économique mondiale. Au contraire : ses conséquences vont exacerber une lutte internationale que le progrès technique, en rendant de plus en plus vaines les barrières protectionnistes, ne permet pas d'éluder.

Certes, dans l'absolu, la France progresse : en témoignent nos succès dans les activités de pointe. Certes, elle est capable de redressement rapide : notre industrie automobile en est un exemple manifeste. Pourtant, le déclin français est bien réel au regard de l'évolution de nos concurrents : son impression physique s'impose à nos consommateurs, qui constatent dans les points de vente une proportion croissante d'articles étrangers, comme à nos chefs d'entreprise, qui trouvent toujours plus difficilement auprès de l'industrie française dans des conditions techniques et de prix satisfaisantes les composants dont ils ont besoin.

Du reste, la prolongation de l'austérité ne parvient pas à enrayer le déficit de notre commerce extérieur : même si les performances françaises dans le domaine des services sont souvent remarquables, on ne perd pas, en six ans, dix points de part de marché dans le commerce international – alors que le Japon en gagne 23, l'Allemagne fédérale 14 et l'Italie 9 – sans que le déclin soit véritable.

Heureusement, notre déclin n'est que global. Il n'empêche pas la réussite de brillantes entreprises françaises, qui sont, sur le plan mondial, au tout premier rang ou dans le peloton de tête : celles qui ont intégré le monde, vivent dans et avec l'ensemble du monde, ne conçoivent leur développement que dans une vision mondiale. De même, les Français réussissent souvent merveilleusement à l'étranger, notamment aux Etats-Unis, parce qu'ils peuvent s'y affranchir de contraintes séculaires qui, en France, brident leurs efforts.

C'est là que réside la clé de notre redressement : le provincialisme de nos structures de base est un handicap tel qu'il faut absolument avoir le courage d'y mettre fin très vite si la France ne doit pas devenir un pays de second ordre.

Un mauvais tournant

Face à une grande adversité – la pénurie, l'Indochine, l'Algérie, – mais avec l'aide du plan Marshall, la IVe République avait accompli une œuvre admirable de redressement économique, dont la solidité était masquée par l'instabilité politique, et donc financière. A partir de ce socle, la stabilité politique et financière retrouvée avait, de 1958 à 1970, permis à nos entreprises de tirer pleinement parti du Marché commun et de l'ouverture sur le monde extérieur.

Mais, au début des années 70, nous avons pris le mauvais tournant : en faisant supporter par les entreprises le poids des chocs pétroliers ; en recourant systématiquement à la main-d'œuvre non qualifiée pendant que nos concurrents renouvelaient leur équipement et investissaient dans les industries nouvelles ; surtout, en ne comprenant pas que, alors que notre appareil de production et de services avait, dans l'ensemble, « rattrapé le train » des principaux pays industrialisés, nous ne pouvions le maintenir dans le grand bain de la compétition internationale, dont il avait – et a encore – un besoin vital, qu'en procédant à la mise à jour de celles de nos structures de base qui sont déphasées par rapport à l'évolution du monde.

Le plus souvent, nous n'avons pas conscience de l'importance ni des conséquences de cette inadaptation. Ce n'est pas surprenant puisque, depuis des siècles, nous vivons sur des procédures bien à nous, non en phase avec les méthodes utilisées par les grands pays commerçants : la victoire de la Contre-Réforme, confirmée par la révocation de l'édit de Nantes et aggravée par le blocus continental, a consacré la primauté de la France de l'intérieur, introvertie, sur celle de la périphérie ouverte sur le grand large.

Cependant, l'inadaptation de nos structures de base au monde moderne coûte très cher. Qu'il suffise d'esquisser quelques exemples d'exclusivités ou quasi-exclusivités françaises :

– L'administration estime en France que son rôle est de commander – et les Français l'admettent – au lieu, comme ailleurs, d'être au service du public ; cette situation, jointe à l'obsession de la méfiance et à la tradition du droit écrit, entraîne une manie réglementaire à l'origine d'une complexité qui alourdit considérablement le coût de l'ensemble des activités françaises ;

– Notre système éducatif est, à l'évidence, ingérable à l'échelle de l'ensemble du pays ; la duplication grandes écoles – universités, le fétichisme du diplôme national et la faiblesse de la formation dans les entreprises marginalisent trop de personnalités qui, bien que non dotées des « bons » diplômes, pourraient éclore à l'âge adulte ; la sclérose d'une organisation qui interdit une nécessaire concurrence entre établissements scolaires et universitaires pleinement responsables s'oppose à la qualité de la formation indispensable pour vaincre le chômage ;

– Notre organisation financière, malgré l'actuel mouvement de déréglementation, constitue encore un obstacle au progrès dans un monde de libre compétition, avec une fiscalité complètement déséquilibrée par l'étroitesse de l'assiette de l'impôt sur le revenu, la collecte prioritaire par l'Etat des disponibilités monétaires due en particulier au rôle de la Caisse des dépôts, le maintien de formalités douanières annexes aux opérations de change parfois plus astreignantes qu'on ne le dit, la survivance de l'escompte, dont le coût économique est exorbitant, une attribution des prêts bancaires davantage fondée sur des « ratios objectifs » que sur la personnalité des demandeurs et l'avenir des techniques qu'ils mettent en œuvre.

Ces particularités françaises entraînent tout naturellement des comportements « hexagonaux » ou « non professionnels » : l'allergie des Français à l'expatriation ; la faiblesse congénitale de notre action commerciale à l'étranger ; les standards téléphoniques insuffisants ou incompétents.

(Lire la suite page 39.)

(*) Consultant international.



PASSE DIFFICILE POUR L'ÉCONOMIE INDONÉSIENNE

Le défi de l'industrialisation

Face à la chute de la rente pétrolière, le pays doit jouer la carte de la libération des échanges.

par JEAN-LUC MAURER (*)

L'ECONOMIE indonésienne traverse des temps difficiles. Après quinze années de croissance soutenue lui ayant permis de sortir de la pauvreté chronique, le pays doit faire face depuis 1985 à une récession meurtrière qui hypothèque gravement l'avenir d'une stratégie de développement jusque-là plutôt couronnée de succès. La forte diminution de la manne pétrolière (l'archipel est le dixième producteur mondial) a saigné à blanc les finances de l'Etat et a déséquilibré la balance des paiements, entraînant tout un cortège de conséquences négatives qui vont de la chute des investissements et des importations à l'aggravation du chômage et de l'endettement.

Le gouvernement doit donc à tout prix diversifier et augmenter ses sources de revenus en stimulant la production et l'exportation des nombreuses autres matières premières minérales et végétales disponibles, ainsi que des biens manufacturés d'une industrie en maturation. Mais divergences idéologiques et intérêts acquis diluent et retardent les réformes requises, et la reprise d'une croissance économique vigoureuse, pourtant rendue impérieuse par la pression d'une population de 172 millions augmentant de plus de 2 % par an, se fait attendre.

La période allant de 1969 à 1984, couverte par les trois premiers plans quinquennaux peut indiscutablement être considérée comme celle des « quinze glorieuses » pour le pays. Ainsi le taux de croissance annuel moyen du PIB double-t-il, passant de 3,9 % entre 1960 et 1970 à 7,8 % entre 1970 et 1981. Par ailleurs, malgré d'assez fortes disparités sociales et de graves problèmes de pauvreté, le revenu annuel moyen par habitant y a décuplé, entre 1969 et 1984, passant de 60 à 600 dollars.

De telles performances n'auraient guère été réalisables sans le rapide décuplement du prix de l'or noir. Mais il serait faux d'attribuer le succès enregistré aux deux seuls chocs pétroliers de 1973-1974 et 1980-1981. Sans la mise en place, dès 1969, d'une politique de développement clairvoyante et mesurée plaçant la modernisation agricole au centre de ses priorités, les pétrodollars n'auraient peut-être pas été mieux utilisés qu'au Nigeria ou au Mexique.

D'emblée, le régime s'est fixé en effet comme objectif primordial d'atteindre l'autosuffisance rizicole du pays. Tout est alors mis en œuvre pour y arriver, et l'effort consenti est couronné de succès puisque la production nationale passe de 10,2 millions de tonnes en 1965 à 26,3 en 1985 : une hausse de près de 160 % qui transforme l'Indonésie de plus gros importateur mondial de riz en exportateur virtuel. Le développement du monde rural s'accompagnant d'un début de diversification économique prometteur et de progrès encourageants dans les secteurs non agricoles, l'euphorie est de mise jusqu'en 1984.

Le renversement de 1985

Hélas, dès le début de 1985, le changement de conjoncture est si radical que même les plus confiants des observateurs commencent à exprimer leur inquiétude. La baisse des prix du pétrole brut et du gaz naturel entamée en 1982 se confirme et s'accentue. Ces deux produits d'exportation représentant environ 70 % des recettes extérieures du pays et finançant près de 60 % du budget de l'État, le coup est très dur pour l'économie nationale. La politique de développement de l'« Ordre nouveau » est remise en cause, et les objectifs du quatrième plan sont révisés à la baisse.

Malgré des premières mesures d'ajustement, la récession gagne du terrain, et la croissance s'effondre à 1,9 % en 1985. La crise mondiale n'arrange pas les choses : nombre de produits primaires ou de biens manufacturés indonésiens, fortement subventionnés, sont peu compétitifs sur le marché international. Même l'agriculture, fleuron du développement national, commence à poser des problèmes car le surplus annuel de production rizicole s'est transformé en une montagne de plus de 3 millions de tonnes dont le stockage devient trop onéreux et dont l'écoulement est impossible sur un marché mondial saturé, où les prix sont de 50 % inférieurs à ceux en vigueur dans le pays.

La morosité gagne une administration au sein de laquelle on envisage la perspective d'un taux de croissance nul, voire négatif, pour 1986. Le réajustement structurel s'intensifie en conséquence. Sur le plan budgétaire, après des années de largesses, s'annonce en effet une période de vaches maigres. Le budget 1987-1988 opère des coupes de 50 % à 100 % dans les principales subventions (engrais, riz, kérozène, etc.). Le gouvernement espère que ces mesures d'austérité drastiques, combinées avec la dévaluation de plus de 30 % de la monnaie nationale en septembre 1986, donneront une bouffée d'oxygène.

La baisse des recettes extérieures oblige en effet l'Indonésie à dépendre de plus en plus de l'aide étrangère et aggrave encore le poids d'une dette de 35 milliards de dollars, devenue la plus forte d'Asie, dont le service passe de 17 % à 37 % entre 1982 et 1987. Cela est d'autant plus préoccupant qu'environ 40 % des emprunts ont été contractés en yens alors que 90 % des exportations sont libellées en dollars. La crise boursière et monétaire internationale des derniers mois a donc été catastrophique pour le pays, et la situation s'est encore aggravée, ce que vient de reconnaître le président Suharto en annonçant au début de l'année que la rigueur budgétaire resterait de mise en 1988-1989.

Mais, pour relancer la croissance et avoir une chance d'absorber les quelque 1,5 million de jeunes arrivant chaque année sur le marché de l'emploi, il n'y a que trois moyens : développer les exportations de matières premières non pétrolières ou de biens manufacturés et attirer une plus grande part du tourisme international.

Pour les exportations minérales et végétales traditionnelles du pays, il reste une marge de manœuvre appréciable, mais leurs cours fluctuants et déprimés sur lesquels le gouvernement n'a que très peu de prise constituent un aléa de taille. En ce qui concerne le tourisme, on en connaît les limites et les dangers tant sur le plan socio-économique que socioculturel.

C'est donc bien dans le développement de la production manufacturière que réside la planche de salut la plus solide et prometteuse. Le tissu industriel indonésien est loin d'être négligeable, mais il s'est largement établi depuis vingt ans à l'abri d'imposantes barrières protectionnistes avec pour principal objectif de répondre à la demande croissante d'un immense marché domestique presque vierge et très porteur. Dans la conjoncture actuelle de récession et de baisse de la consommation interne, cette tactique transitoire doit faire place à une stratégie plus ambitieuse de promotion des exportations.

Une valse-hésitation

En retard sur ses voisins de l'ASEAN mais disposant d'avantages comparatifs de taille, l'Indonésie peut indubitablement jouer une carte maîtresse dans le sillage des « *nouveaux pays industrialisés* » de la première génération. Mais le gouvernement doit jouer plus ouvertement le jeu de la compétition internationale en libéralisant un système économique parmi les plus bureaucratiques d'Asie. Il a commencé timidement à le faire au second semestre 1986 en abolissant certains monopoles ou taxes d'importation et en adoptant avant Noël 1987 un train de mesures complémentaires. Mais d'autres monopoles ont subsisté ou même été renforcés, décourageant les investisseurs étrangers et alimentant la fuite à l'étranger des capitaux domestiques. Seule leur suppression définitive fournirait la preuve d'une volonté réelle de changement.

La valse-hésitation s'explique en grande partie par le fait que la plupart de ces rentes de situation profitent à une clientèle proche du pouvoir, quand ce n'est pas à des membres de la famille présidentielle. Mais elle reflète aussi la divergence idéologique fondamentale qui oppose au sein de l'équipe gouvernementale, sur cette question de stratégie d'industrialisation comme sur celle de la dette et de son éventuel rééchelonnement, les tenants d'un protectionnisme renouvelé aux partisans d'un libéralisme plus authentique.

Jusqu'à présent, chacune des tendances a paru primer à tour de rôle en fonction de la conjoncture. Les protectionnistes ont réussi à bloquer toute nouvelle mesure de libéralisation entre novembre 1986 et décembre 1987. La croissance moins catastrophique qu'escompté en 1986 (de l'ordre de 1 %) n'y est pas étrangère. A l'inverse, les réformistes ont marqué des points à Noël 1987 à la suite des coups très graves encaissés par l'économie indonésienne pendant le trimestre précédent.

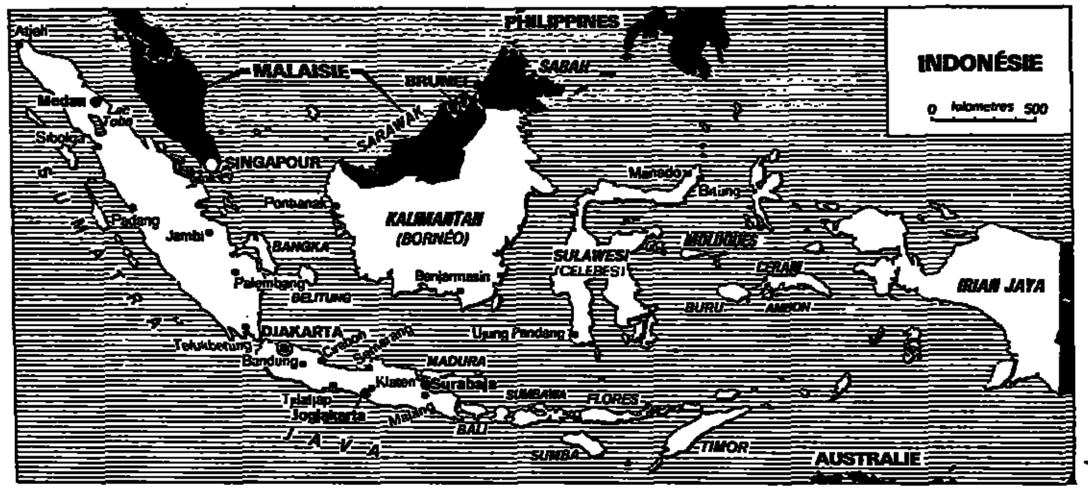
Un compromis semble être aujourd'hui à l'ordre du jour des réunions ministérielles à Djakarta ; on ne peut pas dire que les jeux soient faits, mais il est urgent qu'une volonté réformiste s'impose car, au fil des mois, le niveau de vie de la population baisse, le chômage s'aggrave, et un mécontentement larvé tend à se généraliser dans toutes les couches sociales.

Cette dégradation économique n'a toutefois pas empêché le parti gouvernemental de remporter les élections législatives d'avril 1987, avec une avance jamais atteinte auparavant. Il est vrai que le jeu politique reste étroitement contrôlé et subtilement manipulé à la fois.

Ce succès garantit au président Suharto d'être triomphalement réélu en mars prochain, pour la cinquième fois, à un poste qu'il est seul à briguer. On lui prête cependant l'intention de se retirer en cours de mandat, une fois mis en selle son successeur, encore inconnu. Mais le temps presse car la dégradation de la situation peut menacer à terme la stabilité d'un régime autoritaire, dont la seule légitimité réside dans son aptitude à poursuivre le processus de développement entamé.

Bref, l'Indonésie est véritablement au carrefour de son développement : la voie sur laquelle va s'engager le pays peut mener au le décollage économique espéré pour la fin du siècle ou à une crise politique majeure renvoyant l'archipel à ses vieux démons. ■

(*) Directeur du centre de recherche sur l'Asie contemporaine à l'Institut universitaire des hautes études internationale (IUHEI) de Genève.



Java : la fourmilière rizicole

COMPTANT bientôt 100 millions d'habitants, Java abrite près des deux tiers de la population indonésienne sur moins de 7 % du territoire national, soit une densité moyenne effarante de presque 700 habitants au kilomètre carré. Mais l'île est aussi le grenier rizicole du pays et fournit chaque année les deux tiers de la production de paddy. Les rendements — les plus élevés d'Asie tropicale — tournent aux alentours de 6 tonnes par hectare, et la pratique de double ou triple récolte annuelle est devenue monnaie courante. De fait, c'est là que la *« révolution verte »* a été lancée, et c'est là que la bataille pour l'autosuffisance a été gagnée.

Le succès si chèrement payé s'est transformé en handicap : le surplus de production tant rêvé est difficile à stocker et coûteux à gérer. La récession s'aggravant, le gouvernement a coupé les subventions des engrais chimiques et a laissé tomber le prix plancher garanti aux producteurs. Entrepreneur avisé, le paysan javanais s'est alors porté vers des cultures plus rentables comme le maïs ou le soja. Du coup, la production de riz s'est tassée et ne devrait guère dépasser les 27 millions de tonnes en 1987, compte tenu de la grave sécheresse qui a affecté toute l'Asie tropicale.

La question de l'autosuffisance est donc tout naturellement revenue sur l'avant-scène : les autorités viennent de lancer voilà quelques mois un nouveau programme visant à faire passer le rendement moyen de 6 à 9 tonnes l'hectare dans les meilleures zones rizicoles de l'île. Le point d'équilibre n'est pas facile à conserver. ■

Bali : les risques du tourisme

DES mesures ont été prises en 1983 pour stimuler le tourisme international et le faire sortir de la fourchette des 500 000 à 600 000 visiteurs annuels dans laquelle il piétinait. Elles ont porté leurs fruits puisque 1985, baptisée année du tourisme, a vu près de 750 000 étrangers visiter l'archipel et y dépenser plus de 500 millions de dollars. Le cap du million de visiteurs aurait été franchi en 1987, ce qui ferait passer le tourisme international du cinquième au troisième rang des sources de revenus externes du pays, derrière le pétrole et le gaz mais avant le bois et le caoutchouc.

Offrant de Sabang à Merauke une palette de paysages sublimes et une diversité culturelle sans égale en Asie, l'Indonésie constitue sans nul doute un véritable paradis touristique. Mais quel que soit le parcours emprunté par le visiteur, Bali reste le passage obligé. On estime que deux tiers des touristes visitant l'archipel chaque année transitent par cette île tant célébrée. Cela a représenté en 1986 plus de 500 000 étrangers pour une population autochtone inférieure à 3 millions ! Les retombées sont certes positives pour les revenus et pour l'emploi, mais la société balinaise est ébranlée par ce déferlement. Elle a su sauvegarder à ce jour l'essentiel de son identité.

Mais n'est-on pas sur le point d'atteindre un seuil au-delà duquel les coûts socio-culturels contrebalancent les gains économiques ? ■

« L'EMPLOI EN MIETTES », UN LIVRE D'ALAIN LEBAUBE

Vivre dans une société éclatée

LORSQU'UN journaliste écrit un livre entier sur le sujet qui l'occupe quotidiennement, on peut craindre le pire : l'accumulation d'anecdotes, de citations, la recension des bons mots ou des propos contradictoires des interlocuteurs plus ou moins illustres, plus ou moins compétents, qu'il rencontre de bon ou mauvais gré.

L'ouvrage d'Alain Lebaube *l'Emploi en miettes* ne mérite pas ce reproche ; l'auteur dresse en quelque sorte la toile de fond, le paysage au sein duquel prennent place, comme des détails, les innombrables articles consacrés par lui à l'emploi dans ces colonnes. L'ouvrage répond bien à cette fonction : camper le paysage, donner une profondeur de champ, placer la scène particulière dans un ensemble qui lui donne sa signification.

Le paysage a perdu le classicisme des trente glorieuses. Les concepts traditionnels sont « en miettes ». Le plein emploi n'existe plus et ne reviendra pas d'ici longtemps. Il ne représente plus rien, ni pour l'analyse ni pour l'action.

Le plein emploi disparu, sa face cachée, à savoir le chômage à plein temps, en fait autant : après le développement des préretraites et du chômage partiel, on a assisté à la floraison des statuts intermédiaires (TUC, SIVP, PIL, etc.) (1). La frontière entre travail et non-travail est devenue floue.

Le contenu à la fois juridique et économique du contrat de travail a lui aussi explosé : temps plein et temps partiel ne sont plus séparés par une frontière étanche, la notion de durée contractuelle et légale du travail se brouille ; on veut réhabiliter le travail de nuit des femmes, on peut rémunérer en deçà du SMIC, etc. ; les espèces de stagiaires se multiplient, les statuts particuliers et précaires prolifèrent.

Bien évidemment, cet éclatement des concepts ne fait qu'exprimer la diversité croissante des situations concrètes : la population active se décompose en un nombre croissant de sous-ensembles qui couvrent tout le spectre allant du fonctionnaire au chômeur à vie : le dualisme, la société à deux vitesses, qui ont fait couler tant d'encre, sont largement dépassés.

La France mal placée

Cette situation aujourd'hui bien connue, Alain Lebaube en montre toute l'ambivalence. Sans doute, cette société éclatée constitue-t-elle une régression par rapport au plein emploi : à cet égard, elle n'est qu'un pis aller, une adaptation à la nécessité. Mais c'est aussi l'organisation de l'emploi qui correspond à une certaine étape du développement économique : la nature de l'activité est fortement corrélée à la nature des rapports du travail ; les secteurs les plus dynamiques sont aussi les plus destructeurs des concepts traditionnels.

Cette précarisation croissante affecte tous les pays industrialisés. Mais, à lire Alain Lebaube, on retire l'impression que notre pays est particulièrement mal placé : par sa situation démographique tout d'abord ; parce que la flexibilité que nous pratiquons vise à conforter le modèle taylorien obsolète, au lieu d'en permettre le dépassement comme ce serait le cas chez nos principaux concurrents, parce que flexibilité et précarisation sont utilisées à fond par des entreprises du troisième type qui traitent la main-d'œuvre comme une consommation intermédiaire ou un prestataire de services qu'on mobilise et renvoie en fonction des impératifs de la production.

En définitive, grâce à la flexibilité, le patron rétro peut le rester plus longtemps et l'entreprise *new look* tend à évacuer, *externaliser* tous les problèmes d'emploi : les uns comme les autres détruisent le consensus social, elles l'excluent en quelque sorte.

La dictature de l'indice

Par cette conclusion intermédiaire, on aborde un autre aspect de l'ouvrage : son pessimisme radical.

A travers l'analyse de « l'emploi en train de s'émietter » transparaît une thèse : faire de la nécessaire précarité la base d'une morale de l'adaptation : *« Nos pères la vertu utilisent le chômage pour tirer profit d'une ancestrale culture de la rigueur » ;* la flexibilité retire à l'entreprise sa responsabilité sociale ; *« j'achète de l'emploi, je le rejette ».*

La multiplication des statuts précaires, des situations intermédiaires, permet de faire l'économie du débat sur le partage du travail ; les divers statuts proposés aux jeunes deviennent les étapes d'un parcours initiatique, d'une course d'obstacles qui garantit au « champion » la souplesse d'échine ou la capacité d'adaptation requisent par le changement ; le « bilan-évaluation » offert au chômeur viserait d'une certaine manière à le culpabiliser. Sans parler des multiples exemples de détournement des mesures prises pour traiter socialement le chômage.

Evidemment, les politiciens n'ont pas le beau rôle dans ce monde où les repères traditionnels disparaissent, tandis que la crise rend un nouveau souffle à la vieille morale de la nécessaire adaptation des faibles aux exigences des mieux pourvus et des entreprenants.

Le propos est ici, à mon sens, un peu excessif : sans doute le politique a-t-il du mal à tuer les vaches sacrées, mais il l'a fait. Aussi bien M. Delebarre que M. Séguin ne prétendent plus poursuivre le plein emploi. Sans doute n'arrivent-ils pas à échapper à la dictature de la variation à court terme de l'indice, dictature qui les conduit à forcer un peu la nature — on pense notamment à la formation en alternance, polluée par les exonérations de charges sociales à l'embauche, et au recours abusif aux SIVP.

Mais ces faiblesses ne suffisent pas à mon avis pour nier la justification d'une action qui juge préférable une occupation au chômage ou qui vise à faire tourner certains groupes entre le travail et le chômage pour éviter les phénomènes d'exclusion. De même, le jugement porté sur les organisations syndicales et patronales confrontées au problème du financement de l'assurance chômage était-il un peu prématuré.

L'exercice de la solidarité est difficile, mais l'exemple des dernières négociations a montré des syndicats autant soucieux des chômeurs que de la feuille de paie des actifs. L'ouvrage d'Alain Lebaube était sous presse avant la fin des négociations. Tant mieux si leur issue a déjoué son pessimisme.

Alain Lebaube nous laisse un peu sans voix avec ce bilan à l'acide. Les quelques suggestions positives qu'il a recueillies dans sa quête, ne sont évidemment pas à la hauteur du fossé à combler. Mais on ne peut lui reprocher de nous laisser sur notre faim : si la solution simple existait, elle serait connue. Ce n'est donc pas sans un serrement de cœur que nous enregistrons le message implicite : il va nous falloir accepter de vivre au sein d'une société éclatée, un peu à l'image des États-Unis, où près d'un tiers de la population ne pèse rien, marginalisée économiquement, muette politiquement. Et cet exemple nous montre qu'une telle perspective n'est pas par elle-même génératrice de crise sociale ouverte.

C'est pourquoi j'opposerais volontiers en conclusion le regard hyperréaliste d'Alain Lebaube sur l'emploi en miettes aux propos plus stimulants, sans être utopiques, de M. Riboud dans son rapport *« Modernisation, mode d'emploi ».* Lui aussi en quelque sorte fait dans le rétro, dans la *« morale ».*

Il préconise que les entreprises fassent preuve de civisme en inscrivant le processus de leur modernisation dans la concertation et le développement d'une formation intégrée à la production. Car il a bien compris que l'appareil productif français ne fera face à l'échéance « disons de 1992 pour faire mode » sans recueillir une large adhésion sociale : l'emploi en miettes aura peut-être été une condition suffisante, mais il ne sera jamais le ciment du progrès, sauf peut-être si, comme le rêve Alain Lebaube, *« les polytechniciens* — ajoutons les énarques — *sont contraints de recourir aux petits boulots pour financer leurs études ».*

GABRIEL MIGNOT.

(1) Travaux d'utilité collective, stages d'initiation à la vie professionnelle, programmes d'insertion locale.

★ *L'Emploi en miettes,* Hachette, 258 p., 130 F.

L'ÉTAT DE LA FRANCE

L'impératif international

(Suite de la page 37.)

Mais aussi le non-respect des engagements d'horaire, de qualité ou de livraison ; le mépris des relations personnelles avec les clients ou les partenaires, et de l'accueil dans le secteur touristique ; la cessation de toute activité pendant un mois l'été et, de plus en plus, pendant une à deux semaines à Noël et en février, et plusieurs fois quelques jours en mai.

La litanie des déficiences pourrait continuer sur de nombreux autres thèmes comme la justice, la police, la protection sociale, le soutien à l'agriculture, la revalorisation du travail manuel, le service militaire, ou même l'aide au tiers-monde qui, tous, à des titres divers, marquent une inadaptation à l'évolution internationale moderne.

Circonstance aggravante : nous sommes fiers de ne pas être comme les autres et nous intéressons peu aux méthodes utilisées hors de l'Hexagone.

Cette différence culturelle explique que les références à la France soient de plus en plus absentes des publications internationales importantes et que de très grands groupes internationaux, présents dans la plupart des pays développés, se refusent à s'installer en France parce qu'ils trouvent le pays et avant tout son administration *« trop compliqués ».*

Faute de procéder à l'*aggiornamento* qui s'impose, nous ne pouvons être compétitifs que pendant de courtes périodes, au prix de mesures conjoncturelles — dévaluation de la monnaie, restriction de la demande — qui compensent le coût de l'inadéquation de nos structures de base, se payent en niveau de vie, et ne sont donc pas très longtemps tolérées.

Depuis 1983, les Français, dans l'ensemble, ressentent la nécessité de cet *aggiornamento* et, du gouvernement socialiste au gouvernement actuel, des mesures ont été prises qui vont dans le bon sens, notamment dans le domaine financier.

L'impulsion politique

Mais nous n'avons pas le temps pour nous parce que nos partenaires progressent à grande allure. La mise à jour de nos structures de base ne se réalise, et de très loin, ni assez vite ni assez complètement. Or, quelles qu'aient été les manifestations de l'hiver dernier, les séjours dans la « France profonde » montrent que le pays est beaucoup plus prêt à une remise en cause de nos structures de base que ne le croit la classe politique.

A une condition : que l'on ne se borne pas, même à bon escient, à des mesures au coup par coup, à la petite semaine, mais qu'au contraire on propose aux Français, d'une façon aussi complète que possible, dans l'esprit, avec le souffle et le panache du plan Monnet de jadis, si déterminant pour notre redressement d'après-guerre, une perspective réaliste qui débouche sur l'image d'ensemble future d'une France ambitieuse. Il n'est pas douteux que l'exposé argumenté des objectifs qu'il est vital d'atteindre en une dizaine d'années — la durée du grand démarrage du Japon — et des moyens susceptibles de permettre d'y parvenir puisse, malgré la modification des habitudes qu'ils impliquent, susciter, dans la population française, un retour au sentiment de *« l'ardente obligation »* pour un grand dessein.

Il y a, en effet, deux France, qui ne sont pas la droite et la gauche, ni le secteur public et le secteur privé : celle qui souhaite travailler le moins possible et profiter de la collectivité ; celle qui croit à ce qu'elle fait, ne marchande ni ses heures de travail ni sa peine, est remarquablement habile et innovatrice et a seulement besoin de se sentir soutenue par une dynamique nationale qui lui permette de s'épanouir sans contraintes inutiles.

Dans un pays de tradition absolutiste, l'impulsion politique est déterminante : la France entreprenante tournée vers l'avenir l'emportera sur la France molle accrochée au passé si un gouvernement prend enfin l'opinion à témoin de l'effort à accomplir en tenant, sans détour, le langage de la vérité et du courage. La réorientation profonde et rapide de nos structures de base pour les mettre en prise avec les réalités de l'évolution internationale est pour notre pays un impératif catégorique. Les remarquables atouts de la France et des Français la mettent à notre portée. Elle est le défi et la chance du prochain septennat.

JEAN WAHL.

La chronique de Paul Fabra

Le coût du protectionnisme automobile

S'IL a lu le rapport que l'OCDE vient de publier sous le titre *« Le coût des restrictions à l'importation – l'industrie automobile »*, Jacques Calvet a dû rester de marbre sinon même tirer de la lecture de ce texte une secrète satisfaction. Pourtant, le rapport est tout entier dédié à la démonstration du caractère nocif et « pervers » des mesures de protection contre la concurrence étrangère. Le patron de Peugeot, lui, ne manque pas une occasion de préconiser ce genre de politique. En témoigne encore l'interview qu'il a donnée à notre confrère *le Figaro* dans son numéro du 11 février.

Jacques Calvet s'en prend tout particulièrement au Japon, qu'il convient en quelque sorte de punir pour son passé parce qu'*« il a su constituer une puissante industrie automobile grâce à la protection, qui reste réelle encore actuellement, de son marché, grâce à la sous-estimation pendant de longues années de sa monnaie et par un niveau de salaires longtemps considérablement inférieur à celui de l'Europe »*.

Or, le document publié par l'OCDE est précisément consacré à l'analyse des effets, aux Etats-Unis, au Canada, en France et en Grande-Bretagne, de la protection à l'encontre des voitures *made in Japan*. Ces quatre pays pratiquent des protectionnismes assez différents l'un de l'autre quant à leurs méthodes et quant aussi à leur degré d'intensité.

Les Etats-Unis, jusqu'à la levée des limitations d'importations en provenance du Japon (limitations organisées par le ministère japonais de l'industrie lui-même), importaient 2,3 millions de voitures nippones, soit un bon quart des immatriculations totales américaines. La France est loin du compte puisque, depuis la fin des années 70, elle n'importe du Japon que 3 % des voitures immatriculées. La proportion est de l'ordre de 12 % en Grande-Bretagne ; au Canada, elle a atteint certaines années 25 %.

Les économistes qui ont établi le rapport de l'OCDE n'ont pas failli à leur tâche et leurs conclusions sont des plus nettes. Globalement, les conséquences du protectionnisme automobile sont très préjudiciables aux consommateurs, elles n'ont, semble-t-il, sauvé qu'un nombre relativement réduit d'emplois (pas plus de quelques milliers en France, peut-être 35 000 à 40 000 aux Etats-Unis alors que, pendant la seule année 1982, 200 000 ouvriers américains avaient été licenciés dans ce secteur). Elles ont affaibli le climat général de concurrence. Sauf en France (sans doute, disons-le en passant, parce que l'administration y veillait), les mesures restrictives ont poussé les firmes japonaises à installer aux Etats-Unis et en Europe des usines de montage et des ateliers de fabrication.

Cependant, toute critique du protectionnisme s'exerce au nom de l'intérêt général. Il en résulte qu'elle classe dans le passif du bilan non seulement certaines conséquences plus ou moins imprévues des restrictions à l'importation, mais aussi les effets qu'en attendaient les producteurs nationaux et le gouvernement que leurs lobbies ont réussi à convaincre. Les deux professeurs de l'université de Princeton qui ont rédigé l'étude américaine estiment, pour leur part, que la limitation des importations d'automobiles japonaises a probablement renchéri le prix des Toyota, des Nissan et des autres marques nippones de 10 % à 15 % (et à certaines périodes de 15 % à 25 %).

Cela a permis, et c'était un des objectifs majeurs de la manœuvre, aux constructeurs américains d'augmenter eux aussi leurs prix de vente. En France, les professeurs Patrick Messerlin (Paris-XII) et Stéphane Becuve (CNRS) estiment eux aussi qu'un *« effet prix »* a bien eu lieu. Il est plus difficile de l'identifier car, dans notre pays, les entraves mises aux achats de voitures japonaises ont très certainement provoqué un surcroît d'importations en provenance des pays partenaires de la CEE.

Dans une certaine mesure, les voitures européennes se sont substituées aux automobiles nippones. Depuis que ces dernières font l'objet d'un contingentement de fait, la part des principaux fabricants des autres pays de la CEE sur le marché français est passée de quelque 23 % à plus de 28 %.

C'est d'une façon relativement précise (peut-être trop précise !) que les auteurs du rapport ont chiffré le bénéfice que les constructeurs européens ou américains ont encaissé sur le dos des consommateurs, en l'occurrence des acheteurs de voitures. C'est ainsi que les constructeurs américains auraient réalisé un profit supplémentaire de 18 400 dollars à 28 300 dollars chaque fois que le revenu réel des acquéreurs d'automobiles était réduit de 100 000 dollars à cause du surprix payé par eux.

Selon les auteurs déjà cités, chaque fois que les consommateurs français perdraient un million de francs, les firmes françaises gagneraient en plus entre 143 600 F et 38 960 F. Voilà des statistiques vraies ou moins vraies qui ont toutes raisons de réjouir les présidents de Peugeot et de Renault. Ceux-ci pourraient également faire valoir que leurs sociétés respectives, surtout la seconde, encore beaucoup plus que la première, ont connu des exercices déficitaires.

RENAULT vient tout juste d'en sortir dans les conditions que l'on sait. Dans ces circonstances, toute augmentation, fût-elle artificiellement obtenue, des prix de vente était pour elle pain bénit. Mais ce n'est pas dans ces termes que l'étude de l'OCDE pose le problème. Elle fait au contraire valoir que les mesures de protection ont plutôt retardé les ajustements les plus nécessaires.

De ce point de vue, le déclin relatif des fabricants français d'automobiles, qui s'est traduit par une diminution de leur part de marché tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, ne serait pas sans rapport avec les dispositions prises il y a une dizaine d'années pour ne pas sentir le vent du boulet tiré par les Japonais. Et les voitures que les constructeurs nippons n'ont pas pu vendre en France, il est très probable qu'ils les ont exportées vers les autres pays européens, où Renault et Peugeot ont reculé (c'est notamment le cas en Allemagne fédérale, où naguère les voitures françaises occupaient la première place parmi les étrangères).

Ce n'est pas seulement en ouvrant plus largement les cordons de leur bourse que les consommateurs ont, eux, à pâtir de cette politique. Nos auteurs font remarquer que les Japonais, dès lors qu'ils ont vu l'accès des marchés étrangers se restreindre, ont modifié la gamme de leurs modèles offerts à l'exportation. Ils ont commencé à proposer des voitures plus luxueuses, alors qu'ils étaient bien placés pour fournir à une clientèle modeste *« des moyens de transport fiables et peu onéreux »*. Les constructeurs nippons, qui se font une concurrence féroce entre eux à l'intérieur comme à l'extérieur de leurs frontières, ont désormais tendance à se partager les marchés quand ceux-ci sont trop protégés.

Mais comment les constructeurs européens et américains ne s'accommoderaient-ils pas de voir la politique protectionniste déboucher sur l'*« accroissement de la concentration et de la puissance sur le marché au profit des firmes protégées »*. Il est vrai que, en contrepartie de ce renforcement, les constructeurs doivent accepter qu'*« une partie importante des échanges mondiaux est désormais gérée par les pouvoirs publics, qui fixent non seulement les niveaux bruts des importations japonaises mais assignent également à chaque entreprise japonaise une part sur chacun des marchés où s'applique la restriction »*. En France, par habitude, les chefs d'entreprise acceptent assez bien l'ingérence de l'administration quand celle-ci, comme c'est presque toujours le cas, va au secours de leurs intérêts immédiats.

Aux « protégés » on ne reprochera que pour mémoire la faiblesse de leurs arguments et leur caractère souvent contradictoire. Dénoncer le bas niveau des salaires est une constante chez tous les protectionnistes. Mais c'est délibérément ignorer que, si dans un pays les salaires sont bas, c'est que globalement la productivité du travail y est faible. Interdire d'exporter aux pays à main-d'œuvre bon marché c'est en réalité les empêcher de se développer et... de créer les conditions d'une rapide augmentation de leur niveau de vie (à Taiwan, les salaires ont à peu près triplé en quinze ans). C'est presque toujours en passant par le détour de l'échange avec le monde extérieur qu'un pays satisfait le mieux et le plus rapidement ses besoins intérieurs.

DANS l'interview citée plus haut, Jacques Calvet voudrait que les Européens exigent que *« toutes les usines installées par les constructeurs japonais ou, demain, coréens, en Europe produisent de véritables voitures européennes pour ne pas fausser la concurrence, ce qui veut dire que 80 % au moins de leur valeur soient d'origine européenne »*. Un peu plus loin, il nous dit que Peugeot entretient des usines de montage en Afrique et en Asie du Sud-Est, ajoutant : *« Mais c'est généralement pour répondre à la politique des pays en question, subordonnant l'ouverture de leur marché à ces installations et seulement à partir d'éléments venant de France. »*

A un chef d'entreprise on ne peut faire sérieusement grief d'avoir les yeux fixés sur la firme qu'il dirige. L'intransigeance de Jacques Calvet n'est certainement pas pour rien dans le redressement de Peugeot. Cependant, il est une raison déterminante pour que les constructeurs ne considèrent pas comme de simples abstractions sans rapport avec leur réalité la préoccupation de maintenir un certain ordre commercial international telle qu'elle s'exprime dans le rapport de l'OCDE.

Ce document fait très souvent allusion à la « collusion » qui risque de devenir généralisée entre les différentes parties prenantes du marché. L'impression dominante qui se dégage est que les échanges internationaux passent de plus en plus sous la coupe d'ententes. Mais cette évolution n'a guère de chances de rétablir les conditions d'une certaine harmonie, bien au contraire. Dans ces matières, la collusion débouche immanquablement sur la collision. C'est ainsi que voulant se protéger de la concurrence japonaise, on pousse les constructeurs nippons à investir encore davantage. C'est ainsi que se prépare une crise dite de surproduction. ■

A TRAVERS LES REVUES — par MICHEL BEAUD

Une mission centenaire

PUIS-JE l'avouer ? J'ai éprouvé de l'émotion quand j'ai pris sur le rayon et ouvert le volume 1887 de la *Revue d'économie politique* : une de ces émotions mêlées qu'exprime avec tant de subtilité, dans certains de ses films, Andrzej Wajda.

Dehors, les tumultes d'un monde qui bascule. Ici, dans la salle d'études économiques et statistiques de la vieille faculté du Panthéon, un calme studieux, avec pour moi, parmi bien d'autres, le souvenir de Robert Goetz, professeur d'économie du travail et de relations industrielles, et homme de qualité. Non que les hommes d'aujourd'hui aient une moindre qualité, mais ils ne prennent pas suffisamment le temps, ou le risque, de la laisser s'épanouir.

Les parquets à la française – splendides et disjoints – grincent et craquent. Sur le dos de la couverture, en cuir râpé aux angles, en lettres d'or un peu flétries :

Revue d'économie politique
1re année 1887
Faculté de droit de Paris
Salle de travail
d'économie politique.

Le comité de rédaction ? Charles Gide, Edmond Villey, Alfred Jourdan et Léon Duguit – alors respectivement professeurs à Montpellier, Caen, Aix et Bordeaux – et vingt *« principaux collaborateurs »*, parmi lesquels Léon Walras, professeur à Lausanne. Revue créée par des universitaires, donc, dix ans après que l'économie politique eut pris place dans l'enseignement régulier des facultés de droit ; ses premiers animateurs *« appartiennent à des écoles très diverses »*, mais ont pensé qu'ils *« pouvaient faire campagne sans avoir besoin d'un chef ni d'un drapeau »* : ouverture, neutralité, respect de la science qui implique l'examen contradictoire des doctrines et des faits et, finalement, sincérité, recherche de la vérité, bonne foi...

L'économie politique, à l'évidence, est conçue comme immergée dans les sciences sociales. D'ailleurs, nous rappelle Christian Schmidt, professeur à l'université de Paris-IX-Dauphine, dans l'article de clôture du numéro du centenaire (1), Charles Gide avait proposé comme titre : *Revue nouvelle d'économie politique et de science sociale*, et c'est Léon Walras qui aurait suggéré le titre finalement retenu.

Les articles publiés en 1887 témoignent de cette vision large, de cette conception plurielle. Une revue de théorie économique ? Evidemment : réflexions sur la *« science économique moderne »*, sur la notion de valeur chez Bastiat ; solutions proposées à *« deux questions fondamentales d'économie sociale »* : l'influence de la circulation monétaire sur l'activité économique et la répartition du revenu social.

Une revue universitaire ? Le premier article est consacré aux problèmes de l'enseignement de l'économie. Une revue qui cherche à informer sur la réalité et à l'éclairer ? Des articles sur la hausse des salaires en France et à l'étranger au XIXe siècle, sur les changements de la valeur de la monnaie, sur le rôle de l'Etat en économie ; un texte de la Société d'économie politique de Lyon sur les *« moyens de développer nos exportations »* et... une note de Léon Walras sur la solution du problème monétaire anglo-indien. Et puis le regard déborde le champ strict de l'économie : Edmond Villey publie une étude sur les classes laborieuses et les classes dirigeantes en France ; d'autres articles portent sur le socialisme aux Etats-Unis, sur le mouvement coopératif dans ce pays, sur l'organisation de l'assistance publique dans une ville d'Allemagne...

Dans l'article cité du numéro du centenaire, Christian Schmidt étudie les grandes phases qui ont marqué la revue : l'ouverture sur le grand large (1887-1913), d'abord, avec l'accueil de grands articles d'auteurs tels que G. Schmoller, E. von Böhm-Bawerk et F.Y. Edgeworth ; le repli hexagonal (1918-1940), ensuite, qui, d'ailleurs, est loin d'avoir été autarcique : en 1929 a été ouverte une rubrique sur *« l'œuvre scientifique de quelques grands économistes étrangers »*, dans laquelle ont été notamment analysées les œuvres de J. Schumpeter, G. Cassel, T. Veblen, F. von Wieser, A. Pigou et J.-M. Keynes ; l'intégration dans la communauté scientifique internationale (1945-1970), enfin, dominée par les théories, les problématiques, les méthodes et les controverses de la science économique anglo-saxonne

Et la contradiction clé de la *Revue d'économie politique* – qui est aussi celle de nombreux économistes en France – ne réside-t-elle pas en ceci : d'un côté, une fascination par rapport à la pensée anglo-saxonne ; de l'autre, le souci de continuer à exprimer une certaine spécificité. Henri Guitton, membre de l'Institut et qui, après en avoir été pendant trente ans rédacteur en chef, préside actuellement le conseil scientifique de la *Revue d'économie politique*, l'illustre lumineusement en deux phrases : *« Il faut bien reconnaître que la science économique a été et est encore principalement anglo-saxonne »* écrit-il dans l'introduction du numéro du centenaire (1) ; et dans *le Monde* du 2 février : *« Nous avons une mission qui nous incombe : nous imprégner des enseignements de la philosophie, de la sociologie, de la psychologie, de l'histoire, et en montrer les relations avec l'économie. »*

« Un livre de bonne foi »

Cette mission, d'autres revues françaises, plus récentes que la centenaire que nous fêtons aujourd'hui, l'assument avec elle. Ainsi, parmi les livraisons de ce mois, comment ne pas faire ressortir les deux remarquables études que les chercheurs de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) consacrent, d'une part, à l'économie française en 1992 et d'autre part, à travers ses comptes, à l'historique et aux perspectives de la protection sociale (2) ?

Comment ne pas signaler le dernier numéro de la *Revue tiers-monde*, où les débats actuels sur le développement sont réexaminés par des spécialistes de diverses disciplines (économie, sociologie, histoire, géographie) (3) ? Et comment ne pas évoquer, en se rappelant l'intérêt que les économistes français de la première moitié de ce siècle portaient au mouvement coopératif et mutualiste, le numéro spécial que la *Revue de l'économie sociale* consacré au financement de ce secteur (4) ?

Et puis, si certains ont absolument besoin de la caution anglo-saxonne, eh bien qu'ils se plongent dans les deux épais numéros que le *Journal of Economic Issues* vient de consacrer à l'institutionnalisme (5) : peut-être, par ce détour, redécouvriront-ils quelques ingrédients essentiels de ce que je nommerai *« l'économie politique à la française »*.

En cette époque où les médias sont conduits à réduire la pensée, l'analyse, le débat à quelques idées-clips, grâce auxquelles des bateleurs beaux parleurs atteignent à d'éphémères gloires, il me plaît de relire et de reproduire ici les dernières phrases du très court programme des fondateurs de la *Revue d'économie politique* : évoquant *« les esprits curieux qui, de près ou de loin, suivent le mouvement des idées en France »*, ils espèrent qu'*« ils éprouveront quelque sentiment de sympathie pour une publication qui n'a d'autre souci que d'être sincère, d'autre ambition que de chercher la vérité et qui, s'il lui fallait une devise, n'en voudrait choisir aucune autre que celle de Montaigne : « C'est ici un livre de bonne foi, ami lecteur. »* ■

(1) « 1887-1987, cent ans de la *Revue* : quelques articles célèbres » avec les participations exceptionnelles de E. de Böhm-Bawerk, A. Aftalion, C. Gide, J. Rueff, M. Kalecki et L. von Mises, une introduction de Henri Guitton et un final de Christian Schmidt sur un siècle d'histoire de la pensée dans la revue... *Revue d'économie politique*, novembre-décembre 1987 (Editions Sirey, 22 rue Soufflot, 75005, Paris).

(2) « Perspectives et politiques à moyen et long terme » : l'économie française, la protection sociale, l'harmonisation de la TVA, les politiques macro-économiques des pays de l'OCDE, *Observations et diagnostics économiques*, revue de l'OFCE, janvier 1988 (OFCE, 69 quai d'Orsay, 75007 Paris).

(3) « Les débats actuels sur le développement », dossier de la *Revue tiers-monde*, octobre-décembre 1987 (IEDES, 58 boulevard Arago, 75013 Paris).

(4) « Le financement de l'économie sociale », numéro spécial de la *Revue de l'économie sociale*, octobre 1987 (62 *bis*, avenue Parmentier, 75011 Paris)

(5) « Evolutionary Economics : I-Foundations of Institutional Though ; II-Institutional Theory and Policy », deux numéros spéciaux du *Journal of Economic Issues*, September 1987 et December 1987 (AFEE/JEI, Department of Economics, University of Nebraska-Lincoln, Lincoln NE 68588, Etats-Unis)

Kaléidoscope

– Dans *Economies et sociétés* de septembre 1987, une floraison d'articles incitent à approfondir la réflexion sur la monnaie, l'économie monétaire de production, l'épargne, la crise...

– Tout sur fédéralisme et finances publiques, aux Etats-Unis, en Australie, en Allemagne fédérale, en Espagne, et quelques enseignements pour la Communauté européenne : *Revue française de finances publiques*, 1987, nº 20.

– L'organisation – rationnelle et taylorienne – du travail en France du dix-neuvième siècle aux années 30, et le pantouflage de 1880 à 1980, *les Annales*, septembre-octobre 1987

– Mutation de l'emploi et transformation du travail : fin de la valeur-travail ? Deux articles d'*Esprit*, janvier 1988.

– Créations d'entreprises, emploi et flexibilité, *Economie et statistique*, janvier 1988.

– Financement, capitalisation et endettement dans l'agriculture, *Economie rurale*, septembre-octobre 1987.

– Comment les Français voient la situation, aujourd'hui, en France : *Chroniques d'actualité de la SEDEIS*, 15 janvier 1988 ; et comment les Européens voient l'Europe en l'an 2000 : *Futuribles*, janvier 1988.

– Spécialisation, compétitivité et stratégie de prix, *Note de l'IRES*, quatrième trimestre 1987.

– Et, petit bouquet délectable : la vie de travail dans une tour, quelques ratios financiers au banc d'essai, le regard d'un Japonais sur la France et le problème de la maintenance dans les pays en développement, *Annales des mines - Gérer et comprendre*, décembre 1987 ■

Profil

UNE sobre robe blanche, imprimée de bleu, avec une touche d'orangé : nul ne pourrait deviner en la voyant que cette revue a été créée il y a cent un ans et, du fait d'une interruption de parution pendant la dernière guerre, qu'elle en est à sa quatre-vingt-dix-huitième année de publication.

Principalement enracinée en milieu universitaire, mais ouverte aux autres cercles de la science économique, à la recherche d'un équilibre entre l'expression mathématique quand elle est nécessaire et les études, analyses et démonstrations non mathématisées, *« indépendante et sans exclusive »*, la *Revue d'économie politique* a été présentée par son rédacteur en chef, Bernard Lassudrie-Duchêne, professeur à l'université Paris-I, comme *« spécialisée... dans la généralité du domaine économique »*.

Trop peu aux yeux de ceux qui la portent, mais chiffre tout à fait honorable en comparaison avec les autres revues de même type et de qualité analogue, ses abonnés sont au nombre de mille cinq cents environ : un peu moins de la moitié dans les milieux de l'enseignement (enseignants et bibliothèques universitaires) et près de deux cinquièmes dans les administrations, banques et entreprises. Soixante pour cent des abonnés sont hors de France : 31 % en Europe, 12 % en Amérique du Nord, 9 % en Asie, 6 % en Afrique... Le pays étranger où il y a le plus grand nombre d'abonnés ? L'Italie, les Etats-Unis, le Canada, l'Allemagne ? Ils sont certes parmi les premiers ; mais le Japon est avant eux.

Porte-parole, dans le monde, de la pensée économique française : telle est la mission que lui assignait Henri Guitton dans *le Monde* du 2 février.

A part ses numéros spéciaux annuels (curieusement nommés « annuaires ») et son numéro du centenaire, la *Revue d'économie politique* est exclusivement diffusée par abonnement (éditions Sirey, 22, rue Soufflot, 75005 Paris). ■

tomobile

D

ire

Profil

U

Economie

SOMMAIRE

■ Alors que débutait, le 15 février, l'OPA de Carlo De Benedetti sur la Société générale de Belgique, la situation restait toujours aussi confuse à Bruxelles. Seules des négociations pouvaient permettre de clarifier les choses *(lire ci-dessous)*.

■ Dans un entretien au *Monde*, le président de la commission sociale du CNPF émet les plus grandes réserves sur l'idée de réglementer le droit de grève *(lire page 44)*. ■ La Turquie entend lutter contre l'inflation et la fuite des capitaux. Le budget qui vient d'être annoncé traduit ces préoccupations *(lire page 45)*.

■ La création d'une nouvelle monnaie au Nicaragua accompagne un programme de redressement économique annoncé dimanche par le président Ortega *(lire page 45)*.

Les tractations continuent autour de la Société générale de Belgique

Après bien des péripéties, l'OPA (offre publique d'achat) lancée par Carlo De Benedetti sur 15% des actions de la Société générale de Belgique a pu débuter, le lundi 15 février, à Bruxelles. Elle se terminera le 5 mars, mais les dirigeants du groupe Cerus ont annoncé qu'ils feraient un premier « point » dès le mercredi 17 février. D'ores et déjà deux questions fondamentales se posent : y a-t-il encore des actions disponibles, vu le volume impressionnant de transactions, officielles ou non, qui se sont déroulées ces dernières semaines ? Selon les spécialistes boursiers, 6% à 12% des titres de la Générale seraient encore sur le marché.

Le prix de 4000 F belges (près de 650 F français) l'action proposé par Carlo De Benedetti pour son OPA est-il suffisant ? Certes, il est substantiel par rapport à la valeur réelle du titre, mais il est, en tout état de cause, inférieur aux taux pratiqués la semaine dernière, qui ont dépassé les 5000 F belges. L'homme d'affaires italien avait annoncé qu'il pourrait revoir ses propositions.

L'ouverture de l'OPA n'empêchera aucunement les différents acteurs de ce feuilleton de continuer à chercher des accords. Rappelons que le rapport de forces serait actuellement le suivant : Carlo De Benedetti posséderait 38 % des actions, la Compagnie financière de Suez 20 %, la Compagnie générale d'électricité 4,5 %, et une série de gros actionnaires 27 %.

La stratégie de l'enlisement

BRUXELLES
de notre correspondant

« C'est Dallas, mais sans femmes. » Ce mot que l'on prête à l'un des principaux protagonistes de l'affaire illustre bien la partie effrénée de poker qui se joue en ce moment autour de la Société générale de Belgique. Mais, pour être plus juste, il faudrait sans doute ajouter : *« Dallas sans femmes, mais avec la Belgique. »* La manière dont ce pays réagit depuis maintenant plus d'un mois à l'assaut de Carlo De Benedetti est, en effet, exemplaire sur bien des points. Et c'est peut-être pour avoir négligé cette spécificité belge que l'homme d'affaires italien n'a toujours pas réussi pour le moment à transformer un essai qui était pourtant habilement marqué.

Le « condottiere » avait surtout mésestimé la capacité extraordinaire de ce pays à compliquer volontairement tout le dossier et à faire de cette *« embrouille »* une arme essentielle et efficace, car inconnue ailleurs. *« Le compromis à la belge*, écrivait Jean Gandois, l'actuel patron de Pechiney et de Cockerill-Sambre, *contient une dose d'imagination sophistiquée que l'on ne trouve pas dans les autres pays. Le bon « compromis à la belge », c'est celui auquel* a priori *on n'aurait pas pensé. Une sorte de délectation au premier, au second et au troisième degré, comme ces vins longs en bouche dont vous ne pouvez mesurer pleinement le bouquet que par effluves successives. Le plus extraordinaire, c'est qu'en général ça marche, et que, du moins dans la pratique, on se débrouille pour le faire marcher. »* (1)

Que s'est-il passé, en effet, depuis ce dimanche 17 janvier au soir où Carlo De Benedetti, une boîte de chocolats à la main, annonça à René Lamy, le gouverneur de la Société générale, qu'il avait l'intention de lancer une OPA sur la « vieille dame », sinon une série de manœuvres tendant non pas à s'opposer de front à son entreprise, mais à la retarder et à l'émousser ?

Ainsi l'attitude de la commission bancaire, qui a réussi ce tour de force de donner le feu vert à l'OPA au moment précis où il n'y aurait, semble-t-il, plus rien à acheter sur le marché. Ainsi les prises de position contradictoires du ministre des finances M. Mark Eyskens, s'opposant un jour à l'offensive de Carlo De Benedetti pour lui souhaiter la bienvenue le lendemain, et déclarer par la suite qu'il souhaiterait que celle-ci échoue. Ainsi cette montée au créneau d'André Leysen, qui parvint malgré tout à négocier un accord appréciable avec Carlo De Benedetti, puis un autre compromis encore plus favorable aux intérêts « belges » avec le groupe Suez, pour être « aligné » *in extremis* par certaines de ses troupes.

La faiblesse de l'Etat

Conséquence : après trois semaines fertiles en événements, personne ne sait encore qui va réellement détenir le pouvoir au sein de la Société générale. Cette *« stratégie de l'enlisement »* n'est pas forcément une bonne chose pour la Belgique. Dans la perspective de 1992, elle donne en effet du pays hôte des Communautés européennes et de la future capitale de la CEE une image floue, préjudiciable sans doute à l'affermissement de son rôle. Elle met surtout en valeur la faiblesse endémique de l'Etat belge et la médiocrité de sa classe politique.

Faiblesse de l'Etat : le fait que le gouvernement actuel soit démissionnaire n'y change rien. Enlisé dans ses querelles communautaires, le gouvernement ne parvient pas à dégager une voie claire et unique dans des affaires aussi importantes que la reprise éventuelle par le groupe Suez d'un holding qui contrôle, rappelons-le, près du tiers du pays. Là encore, les dissonances entre les ministres francophones et flamands se sont fait entendre. Médiocrité de la classe politique : l'affaire de la Générale aura montré, jusqu'à la caricature, qui avait le pouvoir – et le talent – dans ce pays, et ce que pouvaient les ministres ou les chefs de parti face à des Etienne Davignon, André Leysen ou Albert Frère.

Et pourtant, le futur patron de la Générale devra savoir aussi négocier avec cette classe politique. Là se situe peut-être la deuxième erreur de Carlo De Benedetti. En effet, la Société générale n'est peut-être pas grand-chose si on l'extrait de son vivier belge. Plus de commandes publiques, moins d'aides régionales, davantage de frais administratifs, et voilà la Société qui pourrait rapidement se rétrécir comme peau de chagrin.

Mais après tout, pourquoi jeter la pierre à la Belgique ? Ce qui se passe ici ne pourrait se passer ailleurs, tout simplement parce que aucun pays européen n'aurait accepté une telle OPA. Imaginerait-on les réactions que susciterait en France, en Allemagne ou en Italie l'intention affichée par un groupe étranger de mettre la main sur la moitié des cinquante premières entreprises du pays ? *« Il n'y aurait pas de réactions*, ironisait un haut fonctionnaire français de la Commission européenne, *parce que aucun groupe n'aurait tenté une telle aventure sachant à l'avance qu'elle était impossible. Un coup de téléphone entre Matignon et la Rue de Rivoli, une intervention du ministre des relations extérieures, voire de la défense, et l'affaire était close. »*

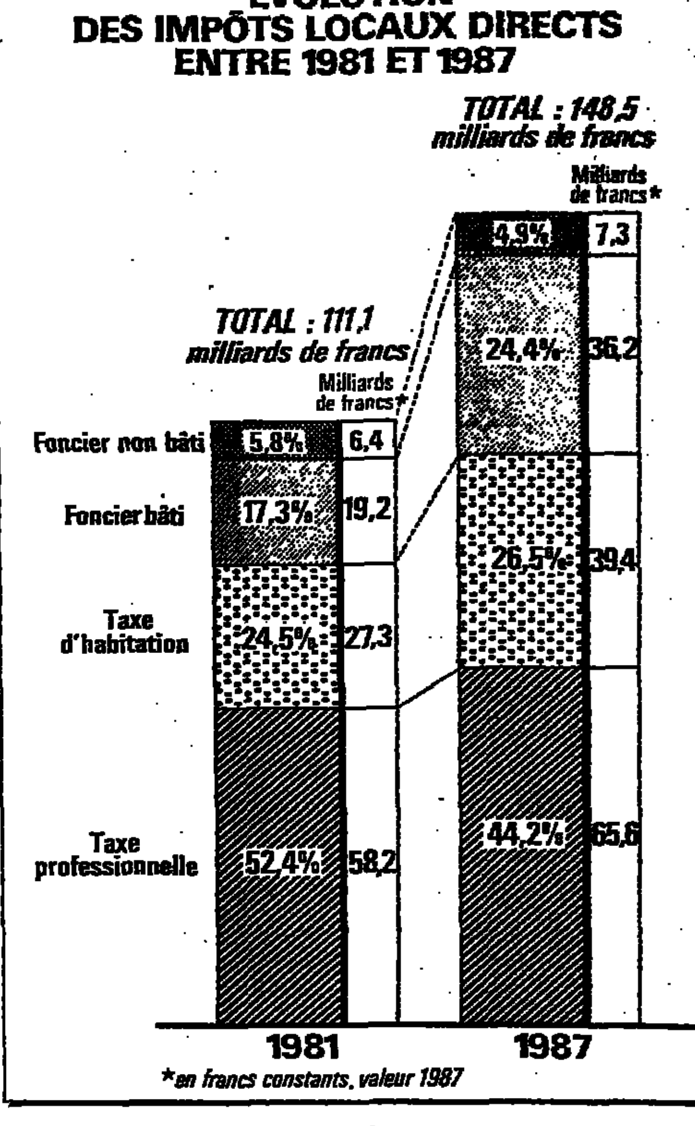
L'objectivité des médias

Quant à l'opinion publique des pays concernés, il suffit de se rappeler les cris poussés dans l'Hexagone lorsque Silvio Berlusconi fit son entrée dans une chaîne de télévision pour comprendre à quel point les Belges se sont montrés jusqu'à présent ouverts, mis à part quelques dérapages tout au début de l'affaire. Les médias ont ainsi couvert celle-ci avec une objectivité remarquable. *« Nous ne pensions jamais pouvoir nous expliquer aussi souvent, et sur tous les médias*, commentait un collaborateur français de Carlo De Benedetti. *Je suis certain qu'en France les chaînes de télévision, privatisées ou non, nous auraient davantage ignorés, ou à tout le moins auraient favorisé les actionnaires ».*

Ce conflit ouvert à propos de la Générale place la Belgique, qui n'en demandait pas tant, en plein milieu d'une bourrasque financière qui pourrait bien un jour ou l'autre atteindre les autres pays de la Communauté. L'exemple a montré, paradoxalement sans doute, à quel point les Etats ont, encore pour longtemps, un rôle indispensable à jouer dans cette compétition économique. Il montre aussi que pour réussir dans un autre pays, il n'est pas suffisant de connaître son appareil législatif et administratif, mais qu'il faut également saisir les subtilités des mentalités profondes de ses habitants. L'Europe est aussi peut-être à ce prix...

JOSÉ-ALAIN FRALON.

(1) Jean Gandois, *Mission acier. Mon aventure belge*, éditions Duculot.



Ce schéma montre comment se répartissent les quatre taxes dans les recettes fiscales directes que perçoivent les communes, les départements et les régions.

L'enseignement le plus clair est la baisse du poids relatif de la taxe professionnelle, un impôt local qui pèse sur les entreprises et qui est combattu par elles. Une baisse en réalité plus importante que celle qui ressort du schéma, puisque les allégements des bases de calcul de cet impôt – et le manque à gagner consécutif pour les collectivités – sont pris en charge par l'État.

En 1987, selon M. Yves Galland, ministre délégué chargé des collectivités locales, la fiscalité locale s'est quasiment stabilisée (+ 0,5 %). Elle avait augmenté de 4,1 % en 1986 et de 5,9 % en 1985.

TRANSPORTS

Grâce au groupe Kumho

La Corée du Sud crée une compagnie aérienne privée

SEOUL
de notre envoyé spécial

Le gouvernement vient d'autoriser le groupe industriel Kumho à créer une seconde compagnie aérienne nationale, mettant fin au monopole détenu par Korean Air Lines depuis vingt ans. La nouvelle compagnie, Seoul Air Lines (SAL), commencera ses activités au cours de cette année. Son réseau sera d'abord national. Dans trois ans, elle compte exploiter également des lignes internationales.

Plusieurs facteurs ont conduit le ministère des transports à autoriser la création d'une seconde compagnie aérienne : tout d'abord, une augmentation de la demande tant pour le transport des passagers (leur nombre a pratiquement doublé entre 1982 et 1987) que du fret et, ensuite, la concurrence, en particulier l'arrivée sur le marché coréen de deux nouvelles compagnies japonaises.

Le choix du groupe Kumho n'est pas exempt de considérations politiques. Etant donné le poids excessif des grands groupes industriels dans l'économie nationale, les autorités ne souhaitaient pas renforcer l'un d'eux en lui concédant une licence de transport aérien (des géants comme Hyundai ou Samsung étaient sur les rangs). Elles ont choisi, en revanche, le premier groupe industriel d'une province, celle de Cholla, dont les habitants se considèrent comme défavorisés par le pouvoir central. Une décision qui s'inscrit clairement dans le cadre de la politique de réconciliation nationale que cherche à promouvoir le nouveau président, M. Roh Tae Woo.

Le groupe Kumho, dont le chiffre d'affaires s'élève à 700 milliards de wons, comprend une maison de commerce et une compagnie d'autocars. Kumho a reçu l'autorisation du gouvernement de construire un terminal à Séoul puis dans les principales villes de province. Pour débuter ses opérations, SAL prévoit l'achat de cinq appareils (Boeing-727 et Fokker-28). La mise sur pied de la nouvelle compagnie nécessitera un investissement de 800 milliards de wons et une solide aide du gouvernement. Le capital de la nouvelle compagnie (60 %) sera constitué par des actions vendues dans le public.

PHILIPPE PONS.

REPÈRES

Prix des matières premières importées

Légère hausse en janvier en France

Les prix des matières premières importées par la France ont augmenté de 0,8 % en francs comme en devises au mois de janvier par rapport à décembre, d'après les statistiques de l'INSEE. Cette progression résulte de tendances différentes : les prix des matières premières alimentaires ont diminué (de 1,7 % en francs et de 2,5 % en devises) alors que ceux des matières premières industrielles ont augmenté (de 1,9 % en francs et de 2 % en devises).

Prix à la consommation

Stabilité en janvier en Grande-Bretagne

Les prix de détail sont restés stables en Grande-Bretagne en janvier, après une hausse de 0,1 % en décembre, selon les statistiques publiées vendredi 12 février par le ministère de l'emploi. En rythme annuel, le ralentissement de l'inflation se confirme nettement. Sur les douze derniers mois, les prix ont progressé outre-Manche de 4,1 % en novembre, de 3,7 % en décembre et de 3,3 % en janvier. Cette dernière progression est la plus faible enregistrée depuis quinze mois. La stabilité des prix enregistrée en janvier s'explique, selon le ministère de l'emploi, en partie par une forte baisse des prix de l'équipement ménager (– 1 %) et de l'habillement et des chaussures (– 2,2 %).

Cette décélération devrait atténuer les craintes de pressions inflationnistes qui s'étaient manifestées récemment avec le rapide développement de la consommation, la progression du crédit, la détérioration de la balance commerciale et le rythme soutenu de la progression des salaires.

Super

5,6 centimes de plus

La taxe intérieure a augmenté, le lundi 15 février, sur l'essence et le gazole, ce qui devrait se traduire par une augmentation moyenne du prix du super de 5,6 centimes le litre, de 5,3 centimes sur l'essence ordinaire et de 3 centimes pour le gazole, selon les milieux pétroliers. Cette hausse était prévue dans le budget 1988 et sera suivie d'une seconde augmentation fin mai.

Consommation

Les Américains préfèrent les produits japonais

Selon un sondage publié par *Newsweek*, 40 % des Américains estiment que les produits japonais sont meilleurs que ceux fabriqués aux Etats-Unis. Ils donnent par contre la préférence à ces derniers sur ceux de Taiwan, de Hongkong, de Corée du Sud ou de Chine. Favorablement impressionnés par la production nipponne, les Américains restent pourtant, pour 50 % d'entre eux, favorables à une législation protectionniste et estiment que les pratiques commerciales japonaises sont déloyales. Parmi les personnes interrogées, 39 % considèrent le Japon comme un ennemi possible des Etats-Unis dans le futur, ce pourcentage montant à 54 % pour la Chine et 53 % pour la Corée du Sud. Pour 49 % d'entre eux, le Japon dominera l'Asie en 2050, 42 % voient plutôt la Chine dans ce rôle.

Les navigants en grève

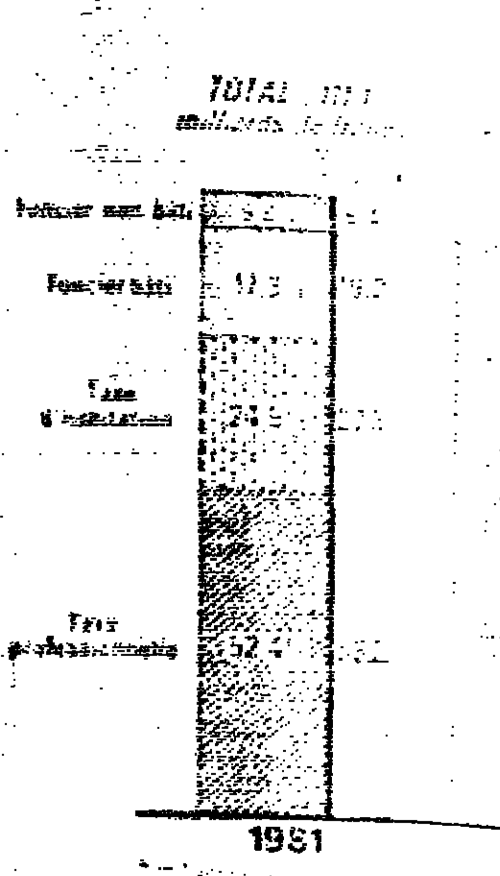
Les vols matinaux d'Air Inter seront perturbés du 16 au 19 février

Sans attendre les conclusions du médiateur nommé par le tribunal d'Evry (Essonne), les syndicats des pilotes (SNPL et SPAC) et des mécaniciens (SNOMAC) ont lancé un ordre de grève, du mardi 16 février au vendredi 19 février, de minuit à 8 heures du matin. Ces modalités ont été choisies à la fois, parce qu'elles gênent essentiellement les hommes d'affaires et non le grand public du week-end et parce qu'elles compliquent les affrètements d'avions de remplacement par la direction. Le trafic devrait être perturbé tous les matins, bien que la direction ait décidé de maintenir le programme des vols prévus.

Les revendications des navigants portent sur la composition des équipages du futur Airbus A-320 que le constructeur a conçu pour être piloté par deux hommes alors que les syndicats exigent la présence, dans le cockpit, d'une troisième personne, le mécanicien. Les arrêts de travail se poursuivront vraisemblablement jusqu'en juin prochain, date à laquelle l'Airbus A-320 entrera en service avec un équipage à deux dans la flotte d'Air Inter

هكذا من الأصل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



BIENVENUE DANS UN MONDE PRIVILÉGIÉ

CELUI DES DÉTENTEURS DE CIP RHÔNE-POULENC.

Les émissions de Certificats d'Investissement Privilégiés Rhône-Poulenc réalisées en octobre 1985 et mars 1987 ont permis aux investisseurs d'entrer à concurrence de 25% dans le capital du Groupe.

Un monde privilégié puisque les activités de Rhône-Poulenc, organisées en quatre secteurs – Chimie, Santé, Agrochimie, Fibres – offrent un excellent équilibre stratégique. La qualité de ce portefeuille d'activités, la forte implantation internationale et la bonne santé financière du Groupe constituent pour les actionnaires des garanties solides.

Un monde privilégié puisque le C.I.P. Rhône-Poulenc offre en sus du dividende normal versé aux détenteurs d'actions ordinaires un dividende supplémentaire égal à 5 F auquel s'ajoute un avoir fiscal de 2,50 F. Le C.I.P. Rhône-Poulenc offre ainsi un rendement particulièrement attractif.

En outre, coté à Paris et à New York le C.I.P. Rhône-Poulenc – seconde valeur la plus active sur le marché du comptant à Paris – offre par le volume de ses transactions une bonne garantie de liquidité.

Afin de permettre aux détenteurs de C.I.P. d'être informés de façon privilégiée sur les principaux événements de la vie du Groupe, ses projets et ses résultats, une LETTRE RHÔNE-POULENC vient d'être créée. Cette lettre trimestrielle, adressée à tous ceux qui en feront la demande, fera également un point régulier sur l'évolution du C.I.P. Une façon privilégiée de suivre son capital.

POUR RECEVOIR GRATUITEMENT "LA LETTRE RHÔNE-POULENC" DESTINÉE AUX DÉTENTEURS DE C.I.P., REMPLISSEZ CE BON ET RETOURNEZ-LE A :

RHÔNE-POULENC - DIRECTION DE LA COMMUNICATION FINANCIÈRE
25, QUAI PAUL-DOUMER, 92408 COURBEVOIE CEDEX - TÉL. : (1) 47.68.20.20

☐ M. ☐ Mme ☐ Mlle NOM ______ PRÉNOM ______
ADRESSE ______
______ CODE POSTAL ______
PROFESSION ______ TÉL. : ______



Économie

Un entretien avec le président de la commission sociale du CNPF

« Nous sommes plus que réservés sur une réglementation du droit de grève »

nous déclare M. Pierre Guillen

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Pierre Guillen, vice-président du CNPF et président de sa commission sociale, confirme les intentions du patronat sur la conclusion au niveau interprofessionnel d'un *« accord de méthode »*. Il précise ses positions sur la protection sociale et le projet d'annualisation du SMIC. Il souligne que le CNPF est *« plus que réservé sur une réglementation du droit de grève »*.

« L'avenir de la politique contractuelle passe-t-il par l'amoindrissement du rôle du CNPF au niveau interprofessionnel, ce qui l'amènerait à négocier essentiellement sur l'assurance-chômage et les retraites complémentaires ?

– C'est une vision un peu étroite de la politique contractuelle. En 1987, les contacts avec les organisations syndicales n'ont jamais été aussi nombreux. Nous avons « mis en musique » la législation sur les licenciements économiques, signé un protocole de méthode sur les mutations technologiques et la formation et terminé l'année avec un accord sur le régime contractuel de l'assurance-chômage.

» Avec quarante accords salariaux, vingt-cinq négociations de branche sur l'aménagement du temps de travail, des négociations sur les mutations technologiques ou sur les classifications dans une dizaine de branches et de nombreux accords d'entreprise, la politique contractuelle en 1987 est loin d'avoir dépéri. Il en sera de même en 1988. Dans quelques semaines, nous entamerons une négociation en vue d'aboutir à un « accord de méthode » renvoyant un certain nombre de questions, encore à définir, aux branches. Le CNPF joue un rôle fort en donnant une impulsion continue aux négociations dans les branches. Nous éviterons ainsi la tentation que pourraient avoir les organisations syndicales et patronales de se faire la « courte échelle » pour s'évader des réalités du terrain en traitant de tous les sujets exclusivement au plan interprofessionnel.

» Cette démarche est difficile. Il s'agit, en effet, d'assumer une délicate fonction régulatrice. Elle n'est pas réductrice : les contacts avec les branches sont beaucoup plus nombreux. C'est une politique ambitieuse qui demandera du temps pour se développer.

– Vous allez rechercher un accord de méthode avant l'élection présidentielle ?

– Avant l'élection présidentielle, nous allons établir un ordre du jour de négociations interprofessionnelles. Le CNPF est mandaté pour discuter de la mobilité géographique et professionnelle. Les syndicats ont sans doute d'autres préoccupations. Si cet ordre du jour est dense, comme on peut l'imaginer, il y a évidemment peu de chances que nous puissions terminer avant l'élection présidentielle.

– Avec ou sans la CGT ?

– La CGT sera conviée et nous verrons l'empressement qu'elle mettra à discuter avec nous. Il n'y a pas d'exclusive de notre part.

– Pensez-vous qu'une éventuelle modification de la législation sociale, pour peu qu'elle soit souhaitable, doive encore venir du chef de l'Etat, comme en 1981 ?

– A travers les déclarations de certains candidats à la présidence de la République, je n'ai pas l'impression que celui qui sera élu modifiera profondément le droit du travail. Le seul point commun à la plupart des tendances politiques, c'est la création d'un revenu minimum garanti, sous des formes à définir. Quant au gouvernement placé sous l'autorité du futur président de la République, je m'interroge sur le type de modifications qu'il pourrait impulser. Je ne pense pas qu'elles seront aussi importantes que celles qui sont intervenues depuis 1981. La situation économique et l'état des rapports sociaux devraient rendre les candidats et les responsables politiques moins ambitieux sur ce chapitre.

Volonté commune d'autonomie

– S'il doit y avoir une modification de la législation sociale, doit-elle être amorcée par les partenaires sociaux ?

– Avant l'élection présidentielle, nous voulons témoigner avec les syndicats d'une volonté commune d'autonomie à l'égard du pouvoir politique. J'imagine mal qu'un gouvernement puisse modifier demain en profondeur le droit du travail sans une concertation approfondie avec les partenaires sociaux et même, dans certains cas, sans que des négociations préliminaires déblayent préalablement le terrain.

– Où en est votre projet d'annualisation du SMIC ?

– Nos propositions, présentées à notre commission sociale le 11 février, vont être examinées par le conseil exécutif du CNPF sur la base d'un rapport dont nous disposons maintenant. Nous préciserons dans quelques semaines les modalités envisagées afin de fixer le SMIC dans un cadre annuel.

– Les syndicats semblent-ils toujours hostiles à ce projet ?

– Une fois notre conception précisée, certaines préventions devraient s'affaiblir. La fixation du SMIC dans un cadre annuel, ce n'est pas sa suppression. Beaucoup de garanties ont une valeur annuelle (les pensions, les allocations de chômage, certaines garanties salariales de branche). La durée du travail elle-même tend à être calculée sur l'année. Fixer la valeur du SMIC annuellement serait donc une bonne démarche, avec beaucoup d'avantages techniques et peu d'inconvénients sociaux et politiques. Je souhaite que les syndicats n'en restent pas à une hostilité viscérale de principe. De toute façon, nos propositions relèvent de la puissance publique, car nous n'avons – ni le patronat ni les syndicats – la capacité de modifier la loi de 1970.

– Si on en croit les propos du ministre des affaires sociales, la puissance publique n'y est pas très favorable...

– C'est évident. La puissance publique jouit là d'une prérogative régalienne, dont elle peut se servir, ce qu'elle n'a pas manqué de faire ces dernières années, pour des objectifs purement politiques. Faire sortir la fixation du SMIC des débats politiques pour la ramener sur le terrain économique et social est peut-être un pas que les gouvernements ne souhaitent pas franchir. Si l'expérience montre qu'il faut parfois du temps pour que des interdits disparaissent et que les esprits évoluent, ces difficultés ne doivent pas toutefois bloquer nos propositions. Le rôle du CNPF en matière sociale n'est pas de s'en tenir étroitement à la question du quotidien.

Un éclairage cru

– Le CNPF demande un allégement des charges des entreprises et souhaite une claire distinction, dans le domaine de la protection sociale, entre assurance et solidarité. Où passe la frontière ? Faut-il mettre dans la solidarité seulement les prestations familiales ou y rajouter – ce que propose le rapport Giral – les suppléments de droits de retraite pour les mères de famille, les dépenses médicales liées à la maternité, etc.

– Le débat est ouvert. Le rapport de Jean-Louis Giral est une œuvre forte. Il met en lumière les défauts du système et propose autre chose qu'un « lifting ». Même si on ne le suit pas mécaniquement, aveuglément, on peut sans doute s'en inspirer pour apporter des améliorations.

» Le CNPF propose une distinction plus fine entre ce qui relève d'un régime contributif, financé par des cotisations patronales et salariales, et la solidarité, financée par l'impôt. Nous proposons ainsi que les allocations familiales soient financées par la fiscalité. Mais prenons aussi le régime d'assurance-vieillesse, qui a des difficultés. Des études montrent que 20 % des dépenses totales, qui s'élèveront à 221 milliards de francs en 1988, sont affectées à des prestations pour des assurés qui n'ont pas ou peu cotisé. On pourrait donc, pour la vieillesse, distinguer les prestations financées par la solidarité nationale d'un régime plus strictement contributif pour les salariés qui continuerait à être financé par des cotisations salariales et patronales. Les choses seraient plus claires. Mais c'est un système mal commode à bouleverser rapidement dans la mesure où beaucoup d'assurés ont des carrières un peu atypiques.

» Pour la maladie, le plus important est de réformer la gestion hospitalière, qui, selon les sources, représente entre 50 % et 57 % des dépenses de santé. C'est un domaine dans lequel, sans pour autant diminuer le niveau de prévoyance, il y a beaucoup à faire...

– Les entreprises vont moins participer au financement de la protection sociale, ce qui va se traduire par une diminution des cotisations et une hausse du salaire direct.

– Prenons d'abord quelques chiffres. En France, le prélèvement social sur les entreprises représente 12,86 % du produit intérieur brut (PIB) contre 7,22 % en RFA. Les dépenses de protection sociale sont pratiquement équivalentes : 29,3 % du PIB en France, 28,9 % en Allemagne fédérale. Mais si on regarde le financement, en France, il est bâti à plus de 50 % sur des cotisations des entreprises. Ce pourcentage n'est que de 40 % en RFA, où le recours à la fiscalité est plus important.

» Ce niveau de prélèvement est un handicap considérable. Nous souhaitons une régulation de la dépense puis une diversification de la recette en faisant davantage appel à la fiscalité. Toutefois, nous serions irresponsables si nous demandions que cette réforme s'effectue brutalement. Il serait totalement déraisonnable, par exemple, d'envisager que puisse être transféré, par un coup de baguette magique, les quelques 115 milliards d'allocations familiales versés par les entreprises au régime général de Sécurité sociale et la fiscalité.

Trois inconnues

– Quelques semaines après l'accord sur l'assurance-chômage, l'UNEDIC prévoit de nouveau déficit pour 1989. Le problème financier reste entier. Que comptez-vous faire ?

– L'étude de l'UNEDIC a été interprétée un peu rapidement. Les signataires de l'accord savent que l'équilibre qu'ils essaient de rétablir repose sur plusieurs inconnues. Il y a d'abord l'évolution du chômage. Si elle ne se conforme pas aux prévisions des partenaires, il y aura un problème financier. Il y a ensuite la capacité commune à mettre en œuvre rapidement les dispositions sur la formation et le reclassement des chômeurs. Tout retard tarira cette source d'économie. La troisième inconnue a trait à l'attitude des entreprises, lors des réductions d'effectifs, à l'égard des différentes tranches d'âge. Si on cumule les hypothèses les plus défavorables, à l'évidence, un problème financier se posera en 1989. Toutefois, les partenaires ne se sont pas engagés dans le brouillard. Comme, cette fois-ci, nous avons fait apparaître la vérité, on en tire la conséquence que nous avons agi avec pusillanimité. C'est au contraire de l'honnêteté intellectuelle que d'envisager que nous puissions, avant l'expiration de la convention, avoir de nouveaux problèmes si tout ne se déroule pas exactement comme nous le souhaitions.

– L'accord suppose une révolution dans le comportement des partenaires de l'UNEDIC, qui devront être moins des gestionnaires que des acteurs d'une politique de l'emploi. Cela ne rend-il pas sa réussite aléatoire ?

– C'est à la fois aléatoire et stimulant. Après l'accord, nous n'avons pas déposé notre fardeau en laissant aux gestionnaires le soin de vérifier chaque mois que l'évolution des recettes comme celle des dépenses correspondent bien aux prévisions. C'est aux instances de l'UNEDIC et aux partenaires sociaux d'impulser ce nouveau dispositif. L'idée de reclasser les chômeurs et de les former ne me paraît pas soulever l'hostilité chez les signataires de l'accord.

– Peut-on refuser l'accord et siéger encore à l'UNEDIC ?

– Vous pensez à la CGT. Il ne s'agit pas là d'un problème métaphysique mais d'un problème juridique. Nous avons signé un accord le 30 décembre et une convention provisoire. Il reste à signer une convention définitive. Une fois qu'elle sera rédigée, nous verrons quelle sera l'attitude de la CGT. Juridiquement, si elle ne signe pas, elle s'exclut de la gestion. Mais ce ne serait pas la première fois que la CGT contesterait l'accord puis ratifierait le texte définitif.

Une souplesse irremplaçable

– Les conventions de conversions sont boudées par les entreprises et les salariés. Le toilettage prévu le 16 février permettra-t-il de relancer la formule ?

– J'espère que nous trouverons une formule plus attractive pour les entreprises et surtout pour les salariés. En toute hypothèse, un système nouveau met beaucoup de temps à *« mordre dans la réalité »*. Pour les conventions de conversion, il faudra peut-être un an, voire deux ans ou trois ans, mais je ne doute pas de leur avenir. L'expérience déjà acquise nous a appris que plusieurs points peuvent et doivent être modifiés. Une des vertus de la politique contractuelle est qu'elle a une souplesse tout à fait irremplaçable. Elle permet de travailler par ajustements successifs.

– A propos du droit de grève, estimez-vous que les juges sont compétents pour se prononcer sur le caractère raisonnable d'une revendication ?

– La décision de la Cour de cassation en date du 20 juillet 1986, les jugements des tribunaux de Créteil et de Bobigny, s'inscrivent dans un contexte réglementaire de l'exercice du droit de grève particulier au secteur public : tout déclenchement de conflit doit être précédé du dépôt d'un préavis. C'est à l'occasion d'un dépôt de ce genre que la direction d'Air Inter a saisi la justice, qui s'est prononcée sur le caractère de la revendication.

» L'exigence d'un préavis ne s'applique pas au secteur privé. Lorsque les syndicats ont dénoncé les « manœuvres » du patronat pour porter entrave à l'exercice du droit de grève, ils se trompaient. Depuis la Libération, il n'y a eu aucun jugement se prononçant *a priori*, pour le secteur privé, sur le caractère des revendications préalables à la grève. En revanche, les tribunaux tranchent *a posteriori* sur les demandes de réparations introduites après les grèves qui ont donné lieu à des abus de droit.

» Nous ne nous sentons pas directement impliqués par ce débat, même s'il est intéressant intellectuellement. Nous sommes plus que réservés sur une réglementation du droit de grève. Parler de « dérive totalitaire », c'est plus qu'un abus de langage. C'est vouloir sciemment travestir la vérité !

– Il n'y a donc pas de changement de position du patronat ?

– Qu'on ne nous fasse pas de procès abusif : notre position est constante. Comme il n'y a pas de grève actuellement, il serait étrange que nous, nous essayons de lui voir reconnu un caractère illicite. Ce serait chercher à encadrer le néant. Il y a mieux à faire sur le plan social. »

Propos recueillis par
MICHEL NOBLECOURT.

هكذا من الأصل

Économie

SOCIAL

Licenciée pour avoir refusé une augmentation

« Je n'accepte pas l'aumône », avait déclaré une jeune employée en recevant une augmentation de 100 francs, alors que ses collègues avaient obtenu davantage. Mais, ayant refusé cette revalorisation, la salariée était bientôt licenciée par son employeur, une entreprise de plâtrerie-peinture de Villeurbanne. Le motif invoqué ? *« Le mutisme de l'employée et son attitude systématiquement réprobatrice. »*

L'affaire devait connaître des développements judiciaires. En première instance, le tribunal des prud'hommes avait condamné l'employeur à verser 5 500 F de dommages et intérêts pour « rupture abusive du contrat de travail ». Le samedi 13 février, la coup d'appel de Lyon en a jugé autrement, confirmant et justifiant le licenciement.

Dans les attendus, il est précisé que *« la décision d'augmenter le salaire de tel ou tel employé ressort du pouvoir discrétionnaire de l'employeur, indépendamment de la réglementation légale concernant le SMIC ou les augmentations décidées à la suite d'accords collectifs ».* En conséquence, est-il indiqué, *« l'employé ne pouvait qu'accepter l'amélioration de son traitement décidée par son patron ».*

Si l'on comprend bien, son refus correspondrait à un acte d'insubordination et s'assimilerait à une faute grave...

EN BREF

● **Augmentation des salaires de 1 % dans les banques au 1er mars.** — Les salaires des deux cent cinquante mille salariés du secteur bancaire vont être augmentés de 1 % à partir du 1er mars. Cette décision a été rendue publique le 12 février, lors d'une réunion de négociation entre l'Association française des banques (AFB) et les organisations syndicales. L'AFB a formulé deux propositions : soit une hausse globale et unique en niveau des salaires de 1,5 % en juillet de cette année (pour une évolution attendue des prix en 1988 de 2,5 % en glissement et en moyenne), soit deux augmentations, la première en mars (1 %) et la seconde en septembre (0,5 %), cette dernière étant conditionnée par *« un accord paritaire préalable ».* La CGT a rejeté ces propositions et parle de *« chantage patronal »,* tandis que les autres organisations, qui ont réagi défavorablement, vont *« consulter la base ».*

● **Conclusion d'une nouvelle formule de convention collective dans la métallurgie ouest-allemande.** — Employeurs et salariés de la région de Stuttgart ont signé, le 11 février, une convention collective qui, pour la première fois dans la métallurgie ouest-allemande, règle à la fois la formation professionnelle, les possibilités d'amélioration des qualifications et de nouveaux moyens d'évaluation du travail. Conclu après trois ans de négociations, ce texte entrera en vigueur le 1er avril pour cinq ans et concernera un peu plus d'un demi-million de salariés dans le nord du Land de Bade-Wurtemberg. Pour le syndicat IG-Metall qui l'a signé, *« pour la première fois une convention collective accorde la possibilité d'une qualification large et continue des salariés ».*

● **Le constructeur de planeurs Centrair repris par la CFCI.** — Le tribunal de commerce de Châteauroux a autorisé la reprise de l'unique constructeur de planeurs Centrair par la Compagnie française Chauffour Investissement (CFCI). Celle-ci créera une société nouvelle Centrair, qui se substituera à l'ancienne en état de cessation de paiement, et reprendra trente-quatre salariés et les deux établissements au Blanc (Indre) et à Chauvigny (Vienne). La CFCI entend mener à bien la mise au point d'un nouveau modèle de planeur et développer les activités de Centrair dans le domaine des matériaux composites.

ÉTRANGER

Budget d'austérité, lutte contre la fuite des capitaux

Pour les milieux d'affaires turcs 1988 sera « une année pour rien »

Le budget turc, annoncé le jeudi 10 février, confirme les mesures prises six jours plus tôt pour lutter contre l'inflation et la fuite des capitaux. La croissance devrait être ramenée à 5 % cette année et le renchérissement du crédit pèsera sur les investissements.

ISTANBUL
de notre correspondant

Le « chocolat » est à la baisse... Rien à voir avec le cacao pourtant : dans la boutique du bijoutier, au marché couvert d'Istanbul, le client n'arrive pas à échanger ses francs suisses contre les livres turques, dans l'attente des décisions gouvernementales. Le téléphone sonnait toutes les deux minutes le 4 février, jeudi noir du marché parallèle, pour annoncer sous des noms de code la chute des devises et de l'or. Dans ce haut lieu de la spéculation financière, les transactions quotidiennes s'élèvent à 10 millions de dollars : s'y bousculent vrais importateurs et faux exportateurs en quête de devises, dont le dépôt leur permettra d'obtenir les primes d'encouragement à l'exportation. On y voit aussi les représentants des grandes banques, venus échanger contre des devises fortes les livres turques surévaluées par le cours officiel.

Les échéances électorales de novembre ont accéléré le rythme de l'inflation, portant, fin janvier, la différence entre le cours officiel et le cours libre à 20 %. En redonnant à l'Etat des prérogatives de contrôle, amoindries depuis le début de la politique de libéralisation en janvier 1980, les *« décisions du 4 février »* prises par le premier ministre Turgut Ozal ont entamé, contre la fuite des devises et l'inflation, une lutte jugée indispensable au maintien sur les marchés financiers internationaux de la réputation de *« bon payeur »* qu'il a acquise à la Turquie.

Le rapport publié fin janvier par le patronat turc tirait la sonnette d'alarme : l'endettement extérieur a atteint 35 milliards de dollars, près de quatre fois la valeur des exportations. Les dettes à court terme représentent près du tiers du total. Pour 1988, sur un budget équivalent à 20 milliards de dollars, un tiers correspond au service de la dette.

Accroître les rentrées de devises

Un premier volet de décisions, du 4 février, vise à accroître les rentrées de devises de la Banque centrale. Les exportateurs, dont beaucoup ont pris l'habitude de faire fructifier leurs bénéfices à l'étranger, seront récompensés ou pénalisés, éventuellement par le retrait de leur licence d'exportation, en fonction de la rapidité avec laquelle ils rapatrieront leurs devises.

Les importations seront freinées par l'obligation, durant les trois prochains mois, de déposer un acompte égal à 15 % de la valeur de la transaction. On espère par là décourager pour un temps les importations de biens de consommation superflus.

En même temps, l'augmentation des taux d'intérêt, qui passent à 65 %, vise à canaliser vers les banques et en livres turques l'épargne intérieure. Elle équivaut à une reconnaissance officielle d'un taux d'inflation évalué à 65 % par le Trésor lui-même. Pour éviter le recyclage inflationniste des dépôts attendus dans les banques, celles-ci sont dorénavant tenues d'en reverser à la banque centrale 16 % et de garder des réserves équivalentes à 27 %.

En réduisant ainsi à 57 % la part des avoirs bancaires, qui peuvent être remis en circulation sous forme de prêts, on compte, d'une part, rendre les banques plus prudentes dans leur politique de prêts. De l'autre, on veut rendre plus cher le coût de l'argent, pour diminuer à la fois la rentabilité des pratiques spéculatives et les nouveaux investissements.

Le budget annoncé le 10 février reflète les mêmes préoccupations. Seules la santé et l'éducation voient leurs parts augmenter. La croissance de l'économie sera ramenée à 5 % par une réduction des grands travaux, qui ont assuré à la Turquie, ces dernières années, un taux de 7 %, le plus fort de l'OCDE. En particulier, les municipalités, autorisées depuis 1984 à contracter des emprunts en leur nom propre, devront réduire leurs programmes. On espère par là revenir à un taux d'inflation de l'ordre de 40 %.

Tout en se félicitant de l'encouragement à la mobilisation de l'épargne nationale et à la lutte contre la spéculation, de nombreux économistes ont manifesté leurs inquiétudes devant ces prévisions de ralentissement de la croissance. Augmentant dans des proportions bien plus considérables que la rémunération de l'épargne, le taux du crédit, toutes commissions comprises, atteint 120 % : on voit, mal dans ces conditions, comment pourront se faire les investissements productifs dans les industries exportatrices, dont le développement serait seul capable de diminuer le recours à l'endettement extérieur. Conjuguées avec les hausses des impôts et des prix des services publics, les réductions d'effectifs à attendre de cette *« année pour rien »,* selon l'expression des milieux d'affaires, ont déjà impulsé des mouvements syndicaux peu propres à développer la confiance des investisseurs turcs et étrangers, sollicités entre autres par le programme de privatisations qui commence à la fin du mois.

MICHEL FARRÈRE.

La naissance du « nouveau cordoba »

Vaste programme de redressement de l'économie au Nicaragua

Le président du Nicaragua, M. Daniel Ortega, a annoncé, le dimanche 14 février, un programme de redressement économique, comportant une importante réforme monétaire. Dès le lundi 15 février, le « nouveau cordoba » est mis en circulation. Il équivaut à un dixième de dollar américain et à mille fois l'ancienne monnaie. La veille de cette annonce, il fallait 20 000 « anciens » cordobas pour un dollar, et 50 000 au marché noir. Désormais, les « anciens » cordobas circulant à l'étranger sont sans valeur, et quiconque tentera de les introduire illégalement sera puni de six mois de prison.

Le plan, annoncé à la radio et à la télévision, comporte également l'introduction d'une nouvelle échelle des salaires — certains étant multipliés par cinq — et des augmentations de 100 % des prix de cinquante produits et service de base. L'abandon des subventions pour certains produits de base s'accompagnera d'une revalorisation des prix payés aux producteurs. Au total, le gouvernement entend lutter contre une inflation qui atteint 1 500 %, et soutenir une économie en état de « survie », la moitié du budget national étant engloutie par l'effort de défense.

Le président sud-africain appelle ses concitoyens à se « serrer la ceinture »

Dans un message publié sur une pleine page dans plusieurs journaux le dimanche 14 février, le président sud-africain, Pieter Botha a invité ses concitoyens à se *« serrer la ceinture »* afin de bâtir *« une économie saine ».* Pour lui, l'heure est venue de réduire les dépenses publiques et de lutter contre l'inflation. Ce message fait suite à l'annonce, le 5 février devant le Parlement, d'un plan de restructuration et de libéralisation de l'économie dont les trois principaux éléments sont la privatisation de pans entiers du secteur public (électricité, sidérurgie, télécommunications, transports), le gel des salaires dans la fonction publique et l'introduction d'une taxe à la valeur ajoutée.

Une telle orientation tranche avec la politique économique suivie par Pretoria depuis l'arrivée au pouvoir du Parti national, en 1948, et qui était caractérisée par un interventionnisme constant, au grand dam des milieux d'affaires. Mais, selon M. Botha, ce nouveau type de gestion est seul capable de créer une *« base économique forte ».* Le gouvernement a déjà utilisé à plusieurs reprises cette forme de communication par message dans la presse dominicale pour faire connaître au grand public certaines de ses initiatives. — (*AFP.*)

Marchés financiers

BP Chemicals devient le premier marchand européen de polyéthylène

Les grandes manœuvres ont repris dans l'industrie européenne des plastiques. BP Chemicals vient de se mettre définitivement d'accord avec le groupe chimique allemand Bayer pour prendre en charge le négoce du polyéthylène basse densité fabriqué par Erdoelchemie (300 000 tonnes par an), leur filiale commune (50/50) de Dormagen (RFA). A compter du 1er mars, la Deutsche BP, filiale allemande de BP Chemicals, prendra la direction opérationnelle des installations de polyéthylène d'Erdoelchemie. BP Chemicals aura désormais une capacité de commercialisation de 960 000 tonnes par an de polyéthylène, et, à ce titre, deviendra le numéro un européen, non loin d'Enichem (Italie).

Par cet accord, le groupe britannique sera en mesure d'harmoniser et surtout de mieux régulariser l'écoulement de cette matière plastique de grande diffusion sur un marché toujours passablement engorgé (plus de 6 millions de tonnes consommées) avec l'arrivée du polyéthylène en provenance du golfe arabo-persique.

Il aura fallu plus de trois ans de laborieuses négociations pour en arriver là. Dès le départ, les autorités de Bruxelles avaient brandi la réglementation sur les monopoles, en faisant valoir qu'un tel rapprochement porterait un tort considérable à la concurrence dans un environnement difficile.

Ce n'est qu'en octobre 1987 que les deux partenaires ont demandé à la Commission européenne d'approuver leur projet, entre-temps remanié (réduction des capacités), avec l'engagement de procéder l'un et l'autre aux restructurations industrielles suggérées, en fermant notamment la plus ancienne des deux unités de polyéthylène qu'Erdoelchemie exploite, quand la nouvelle unité de polyéthylène linéaire de Cologne-Warringen commencerait à fonctionner. En définitive, les autorités de Bruxelles ont donné leur feu vert sous réserve que les deux parties l'informent préalablement de toute autre opération à laquelle elles se proposeraient de participer dans l'industrie du polyéthylène.

Par l'accord conclu, BP Chemicals va presque doubler sa part du marché européen, en la portant de 8,5 % à 15 %. Sa filiale Deutsche BP projette, de son côté, de demander maintenant à la Commission de Bruxelles l'autorisation de construire une nouvelle unité de 300 000 tonnes par an.

Quelle que soit la réponse communautaire à cette demande, BP Chemicals se trouvera dès le 1er mars dans une position dominante sur le marché européen du polyéthylène. Il ne fait guère de doute que cette nouvelle situation va inciter la douzaine d'opérateurs exerçant encore une activité dans cette branche industrielle (26 en 1980) sur le Vieux Continent à rechercher des alliances pour éviter l'asphyxie. CdF-Chimie pourrait bien être partie prenante dans la prochaine redistribution des cartes.

ANDRÉ DESSOT.

Benckiser rachète Mira Lanza

La société chimique ouest-allemande John A. Benckiser, spécialisée dans la fabrication de lessives et de produits d'entretien (marque Calgon), poursuit sa croissance externe. Elle vient de racheter au groupe agro-alimentaire italien Ferruzzi le contrôle à 54 % de Mira Lanza. Le montant de la transaction n'a pas été rendu public. Mais Benckiser a dû payer un bon prix pour emporter l'affaire.

Mira Lanza (détergents, produits d'entretien, papier hygiénique, insecticides) a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires de 410 milliards de lires (1,85 milliard de francs). Son entrée dans le giron de Benckiser va porter le chiffre d'affaires de ce groupe à plus de 2 milliards de francs, qui aura ainsi largement quadruplé en quatre ans.

Benckiser, il est vrai, met les bouchées doubles. Implantée à Ludwigshafen (Rhénanie-Palatinat) à l'ombre de la BASF, cette firme ouest-allemande a, dans l'intervalle, racheté les célèbres lessives Saint-Marc de la région bordelaise, puis l'an dernier toutes les activités nationales et internationales dans les produits ménagers (détergents pour lave-vaisselle, produits d'entretien, hygiène corporelle) de la société américaine Ecolab inc. avec les usines de Dorado (Porto-Rico), Florence (Italie), et Sydney (Australie).

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices génér. de base 100 : 31 décembre 1987

	5 fév.	12 fév.
Valeurs franç. à rev. variable	96,5	100,9
Valeurs industrielles	98,9	101,4
Valeurs étrangères	100,7	103,4
Pétroles-Energie	104,1	108,1
Chimie	92,8	97,3
Métallurgie, mécanique	95,4	101,8
Electricité, électronique	98,9	104,6
Bâtiment et matériaux	93,1	97,7
Ind. de consommat. non alim.	98,2	102
Agro-alimentaire	99,9	103,2
Distribution	91,1	95,9
Transports, loisirs, services	100,7	107,8
Assurances	85,8	91,9
Crédit banque	94,6	97,7
Sicomi	96,6	98,8
Immobilier et foncier	87,2	87,9
Investissement et portefeuille	100,1	104,6
Base 100 : 31 décembre 1987		
Valeurs franç. à revenu fixe	100,8	103,1
Emprunts d'Etat	103,9	104,3
Emprunts garantis et assimilés	98,9	102,6
Sociétés	102,7	103,2
Base 100 en 1949		
Valeurs franç. à revenu var.	2 384,2	2 472
Valeurs étrangères	3 354,3	3 444,2
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à revenu var.	341,22	356,78
Valeurs étrangères	453,75	465,92
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des val. franç. à rev. fixe	116,42	119,08
Emprunt d'Etat	117,40	117,86
Emprunts garantis et assimilés	114,72	119,01
Sociétés	119,64	120,22
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	270,6	283,3
Produits de base	186,1	192,3
Construction	286,6	303,5
Biens d'équipement	200	203,7
Biens de consom. durables	343,2	370,3
Biens de consom. non durables	365,7	378,9
Biens de consom. alimentaires	340,2	352,9
Services	256,4	270
Sociétés financières	349,9	363,1
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	276,6	276,8
Valeurs industrielles	259,5	270,7
BOURSES REGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	272,6	220,4

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 4 février
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	414 663
dont :	
Or	223 347
Disponibilités à vue à l'étranger	112 396
ECU	60 918
Avances au Fonds de stabilisation des changes	18 001
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	58 891
dont :	
Concours au Trésor public	49 640
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	186 144
dont :	
Effets escomptés	59 355
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	75 911
5) DIVERS	11 144
Total	747 055

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	218 472
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	21 649
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	44 354
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	113 648
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	58 329
5) ECU A LIVRER AU FECOM	74 073
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	259 363
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	3 206
8) DIVERS	12 289
Total	747 055

ESPAGNE

Nouvelle loi sur le marché des valeurs

Le conseil des ministres espagnol a approuvé une nouvelle loi sur le marché des valeurs et l'interconnexion des quatre Bourses espagnoles. L'interconnexion des quatre Bourses – Barcelone, Bilbao, Madrid et Valence – se fera grâce à un système informatique, qui permettra que les valeurs cotées sur plusieurs marchés aient un cours unique.

Un service de compensation et liquidation des valeurs sera créé sous la forme d'une société anonyme qui traitera de façon exclusive toutes les transactions sur le marché boursier. D'autre part, une Commission nationale des opérations de Bourse, sera créée.

Une commission consultative travaillera avec cette Commission nationale. Les sociétés cotées en Bourse, les épargnants et les gouvernements autonomes seront représentés dans cette commission.

D'autre part, la loi modifie également le statut des agents de change espagnols.

TOKYO, 15 février ↑

Au-delà des 24 000

Pour la première fois en quatre mois, la Bourse de Tokyo a repassé la barre des 24 000 yens. L'indice Nikkeï a marqué une hausse de 225,53 points, soit 0,94 % de progression à 24 207,47. On dénombre deux fois plus de hausses que de baisses sur un volume d'échange de 650 millions d'actions.

L'annonce, vendredi 12, d'une amélioration de la balance commerciale américaine en décembre a redonné confiance au dollar et, par là-même, aux investisseurs.

Le groupe chimique américain Dow Chemical Co a émis pour 600 millions de yens (4,6 millions de dollars, 26,7 millions de francs) de papier commercial « Samouraï ». Il s'agit de la première édition de papier commercial émise en yen par un emprunteur étranger au Japon.

VALEURS	Cours du 12 févr.	Cours du 15 fév.
Akai	515	509
Bridgestone	1 290	1 330
Canon	1 040	1 070
Fuji Bank	3 310	3 310
Honda Motors	1 420	1 420
Matsushita Electric	2 300	2 330
Mitsubishi Heavy	585	577
Sony Corp.	4 850	4 870
Toyota Motors	1 910	1 930

FAITS ET RÉSULTATS

● **Compagnie bancaire : hausse de 6 % du résultat net consolidé.** – Le groupe Compagnie bancaire (filiale de Paribas) a réalisé, en 1987, un bénéfice net consolidé de 1 236 millions de francs, en baisse de 1 % par rapport à 1986. Le résultat net consolidé de la Compagnie bancaire, déterminé après déduction des profits appartenant aux autres actionnaires des filiales a atteint 708 millions de francs, en hausse de 6 %. Les sociétés de crédit du groupe ont accru de 22 % leurs opérations nouvelles, avec une croissance particulièrement vive pour les crédits d'équipement aux particuliers. Elles ont enregistré *« une brutale amplification des remboursements anticipés de prêts immobilier »*. La collecte de l'épargne n'a pas progressé. L'encours géré a néanmoins augmenté de 27 %, dépassant en fin d'année 22 milliards de francs.

● **BP détient 70,2 % de Britoil.** – BP a décidé de prolonger son offre publique d'achat sur Britoil jusqu'au 19 février. Malgré l'opposition de la direction de Britoil à son OPA, BP détient à présent 70,2 % du capital, alors qu'il n'en possédait que 55,5 % le 6 février.

● **La Banque populaire de la Côte d'Azur diminue son taux de base bancaire.** – La Banque populaire de la Côte d'Azur a annoncé la diminution de son taux de base ramené de 9,6 % à 9,25 %. Ce taux qui sert de référence aux conditions de crédit accordés aux entreprises, avait été ramené pour l'ensemble des banques de 10,10 % à 9,60 % en mai 1986. Seul le Crédit lyonnais a un taux inférieur fixé à 9,45 % depuis septembre 1986.

● **Hausse de 3,9 % du chiffre d'affaires de Thomson.** – Le groupe Thomson a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 59,8 milliards de francs en 1987, en baisse de 3,9 % par rapport à 1986 (62,3 milliards de francs).

Le chiffre d'affaires consolidé comparable marque toutefois une augmentation de 9,6 % par rapport à l'année précédente, note la société. Les entrées et les sorties de sociétés dans le groupe se traduisent par un impact net négatif de 7,75 milliards de francs au niveau du chiffre d'affaires. Le chiffre d'affaires de la principale filiale de Thomson SA, Thomson-CSF, est stable d'une année sur l'autre à 35,8 milliards de francs. A périmètre comparable, l'activité progresse de 17,6 %.

● **Progression de 16,6 % du chiffre d'affaires d'Hachette.** – Le groupe de communication Hachette a réalisé en 1987 un chiffre d'affaires consolidé de 17,03 milliards de francs, soit une progression de 16,6 % par rapport à l'exercice prédédent. La progression globale comparable est de 5,2 %, note le groupe qui souligne que le chiffre d'affaires de la société Curtis Circulation Company, acquise en juin 1986, n'avait été comptabilisé dans l'exercice 1986 qu'à partir du troisième trimestre.

Les ventes dans le domaine de la distribution et des services, où le groupe réalise la part la plus importante de son chiffre d'affaires, ont connu une progression de 25,5 %, s'établissant à 7,67 milliards de francs.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P. S.A.	187 10	194 60 d	Locamic	150	156
Amault & Associés	400	400	Manutan	287 80	273 50 d
Asystel	300	324 50	Marin Immobilier	274 50	252 50 o
B.A.C.	420	430	Metallurg. Minière	91	94
B. Demachy & Assoc.	380	388	Métrologie Internat.	302	314
B.I.C.M.	632	632	Microservice	120	125
B.I.P.	416	416	M.M.B.M.	468	470
Belfond Technologies	733	755	Molex	203 70	214 20
Boiron	645	645	Navale-Delmas	471	535 d
Câbles de Lyon	871	900	Olivetti-Logabax	153	175 80
Calberson	800	800	Om. Gest.Fin.	285	235
Canal Plus	438	449	Presbourg (C. In. & Fin.)	100 50	130
Cardif	1035	1045	Razel	634	659
C.A.T.C.	118	120	St-Gobain Emballage	930	987
C.D.M.E.	880	900	St-Honoré Matignon	121	124 50
C. Equip. Elect.	301	302	S.C.G.P.M.	99	103 d
C.E.G.I.D.	565	581	Segin	223	223
C.E.G.E.P.	150 50	145 30	Sema-Metra	450	453 d
C.E.P.-Communication	1128	1173 d	S.E.P.	920	957
C.G.I. Informatique	566	570	S.E.P.R.	990	1010
Ciments d'Origny	400	416	Sligos	837	836 d
C.N.I.M.	265	264	S.M.T.Goupil	185	192
Concept	222	214	Sodinforg	560	607
Conforama	430	435	Sopra	271 20	290 d
Dafsa	150	152 10	TF 1	183	190
Devanlay	1100	1100	Unilog	110 50	110
Deville	672	674	Union Financ. de Fr.	419	402 20
Drouot-Ob. convert.	....	....	Valeurs de France	290	236
Éditions Belfond	109 80	114			
Elect. S. Dassault	404	404			
Elysées Investiss.	20 80	21 65 d			
Finacor	416	405			
Guintoli	805	632			
Guy Degrenne	540	545			
I.C.C.	224	225			
IDIA	154 10	153 10			
I.G.F.	90	91			
IM2	86 10	101 d			
Int. Metal Service	160	160			
La Commande Electro.	219	220			
Le gd livre du mois	200	208			
Loca Investissement	243	243			

Marché des options négociables le 12 février 1988

Nombre de contrats : 14 014

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Mars dernier	OPTIONS D'ACHAT Juin dernier	OPTIONS DE VENTE Mars dernier	OPTIONS DE VENTE Juin dernier
Elf-Aquitaine	240	32,75	42	4,50	12
Lafarge-Coppée	1 000	162	198	17	43
Michelin	140	15	26	7	14,50
Midi	1 300	170	200	75	110
Paribas	240	56	64	1,50	6
Peugeot	1 000	24	79	110	150
Saint-Gobain	400	33	53	13	–
Thomson-CSF	120	32,50	40	1,20	4,50

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 12 février 1988
Nombre de contrats : 39 456

COURS	ÉCHÉANCES Mars 88	Juin 88	Sept. 88
Dernier	103,60	102,70	102,45
Précédent	103,15	102,20	102

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Mars 88	OPTIONS D'ACHAT Juin 88	OPTIONS DE VENTE Mars 88	OPTIONS DE VENTE Juin 88
102	1,80	2,40	0,14	1,80

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,7650 F ↑

Le dollar s'échangeait, le 15 février sur des marchés des changes très calmes, à 5,7650 F et 1,7070 DM contre 5,7500 F (fixing) et 1,7110 DM vendredi. Notons tout de même un très léger effritement par rapport au cours d'ouverture, 1,7140 DM à Francfort, mouvement suivi à Paris.

FRANCFORT	12 fév.	15 fév.
Dollar (en DM)	1,7120	1,7070
TOKYO	12 fév.	15 fév.
Dollar (en yens)	129,95	131,03

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (15 fév.) .... 7 1/14 %
New-York (12 fév.) .. 6 9/16-6 11/16 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1987)

	11 fév.	12 fév.
Valeurs françaises	99,6	100
Valeurs étrangères	100,9	103,4
Cie des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)		
Indice général	281,7	284,5

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

	11 fév.	12 fév.
Industrielles	1 961,54	1 983,25

LONDRES (Indice « Financial Times »)

	11 fév.	12 fév.
Industrielles	1 381	1 385
Mines d'or	252,7	255,9
Fonds d'Etat	88,51	88,45

TOKYO

	12 fév.	15 fév.
Nikkeï Dow Jones	23 981,94	24 207,47
Indice général	1 949,31	1 962,60

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. + ou dép. –		DEUX MOIS Rep. + ou dép. –		SIX MOIS Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	5,7780	5,7800	+ 25	+ 40	+ 50	+ 75	+ 240	+ 320
$ can.	4,5676	4,5728	– 60	– 30	– 112	– 60	– 223	– 115
Yen (100)	4,4288	4,4257	+ 117	+ 139	+ 218	+ 262	+ 776	+ 874
DM	3,3589	3,3811	+ 101	+ 117	+ 216	+ 239	+ 704	+ 778
Florin	3,0078	3,0099	+ 76	+ 88	+ 158	+ 181	+ 526	+ 587
FB (100)	16,1419	16,1543	+ 106	+ 202	+ 287	+ 425	+1 102	+1 521
FS	4,1095	4,1139	+ 188	+ 214	+ 390	+ 429	+1 132	+1 238
L (1 000)	4,5857	4,5909	– 129	– 88	– 257	– 202	– 679	– 574
£	10,0595	10,0688	– 141	– 92	– 335	– 263	– 864	– 663

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	6 1/2	6 3/4	6 5/8	6 3/4	6 3/4	6 7/8	6 7/8	7
DM	3 1/8	3 3/8	3 1/4	3 3/8	3 1/4	3 3/8	3 5/16	3 7/16
Florin	3 7/8	4 1/8	3 7/8	4	3 15/16	4 1/16	4	4 1/8
F.B. (100)	6	6 1/2	6 1/8	6 1/2	6 1/8	6 1/2	6 1/8	6 1/2
F.S.	0 3/4	1 1/4	1 3/16	1 5/16	1 5/16	1 7/16	2 1/16	2 3/16
L (1 000)	9 1/4	10 1/4	10 1/8	10 5/8	10 1/4	10 5/8	10 5/8	10 7/8
£	8 1/8	8 3/8	8 3/4	8 7/8	9 3/16	9 5/16	9 1/2	9 5/8
F. franç.	7	7 1/2	7 7/16	7 9/16	7 9/16	7 11/16	8 5/16	8 7/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

هكذا من الأصل

Marchés financiers

BOURSE DU 12 FEVRIER

Cours relevés à 17 h 30

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
....	4,5 % 1973	1601	1650	1643	+ 2 62
4000	C.N.E. 3%	3958	3900	3950	– 0 20
1023	B.N.P. T.P.	1066	1060	1060	+ 0 47
964	C.C.F. T.P.	1000	1000	1000	....
1030	Créd. Lyon. T.P.	1052 50	1054	1054	+ 0 14
1240	Renault T.P.	1236	1236	1236	....
1543	Rhone-Poul. T.P.	1372	1372	1372	....
1250	St-Gobain T.P.	1245	1245	1247	+ 0 16
1112	Thomson T.P.	1150	1190	1190	+ 3 48
280	Accor	373	379 80	379	+ 1 61
380	Agence Havas	500	482	500	....
425	Air Liquide	465	471 80	470	+ 1 08
1800	Alcatel	1899	1871	1875	– 1 26
1020	Als. Superm.	1190	1201	1201	+ 0 92
179	A.L.S.P.I.	172 60	176	186	+ 7 25
190	Alsthom ★	245	246	250	+ 2 04
1550	Arjom. Prioux	1850	1849	1845	– 0 27
245	Aussedat-Rey	361	364	357	– 1 11
670	Aux. Entrepr. ★	840	834	845	+ 0 60
620	Av. Dassault ★	710	715	695	– 2 11
250	BAFP	328	325	325	– 0 91
280	Bail-Equipem. ★	279	280	277 10	– 0 68
930	Bail Investiss.	912	910	910	– 0 22
200	B.N.P. C.I.	217 60	215	215	– 1 15
320	Cie Bancaire ★	406	410	411	+ 1 48
235	Bazar H.-V.	276	270	272 10	– 1 41
290	Béghin-Say ★	320	320	321	+ 0 31
480	Berger (Ma)	502	537	537	+ 6 97
460	Bic ★	500	506	516	+ 3 20
665	B.I.S.	770	770	807	+ 4 81
1860	Bongrain S.A.	1990	2065	2060	+ 3 52
760	Bouygues ★	825	829	820	– 0 61
51	B.P. France ★	49 10	49 80	48	– 0 20
3970	B.S.N. ★	3930	3950	4080	+ 3 82
1310	Cap Gem. S. ★	1600	1616	1560	– 2 50
970	Carnaud	1175	1197	1190	+ 1 28
2300	Carrefour ★	2360	2360	2399	+ 1 65
109	Casino	110	112 50	113 40	+ 3 09
94	Casino A.D.P.	95 50	95 50	94 50	– 1 05
955	C.C.M.C.	980	970	970	– 1 02
630	Cetelem	726	730	739	+ 1 79
485	Cerus	535	543	543	+ 1 50
1080	C.F.A.O.	1085	1075	1064	– 1 94
193	C.G.E.	210	210	210 30	+ 0 14
645	C.G.I.P. ★	765	770	790	+ 3 27
620	Chargeurs S.A ★	746	761	770	+ 3 22
705	Ciments franç. ★	785	790	820	+ 4 46
330	Club Méditerr. ★	417	418	420	+ 0 72
154	Codetel ★	162 90	162	161 50	– 0 86
300	Cofimeg	300	300 10	304	+ 1 33
1600	Colas	1789	1809	1801	+ 0 67
178	Compt. Entrepr.	178	174 10	179 50	+ 0 84
490	Compt. Mod. ★	544	545	530	– 2 57
820	Créd. Foncier	900	886	886	– 1 56
340	Crédit F. Imm.	349	352	352	+ 0 86
94	C.C.F.	105 60	105	105 50	– 0 09
455	Créd. Lyon. (CI)	505	505	510	+ 0 99

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
600	Crédit Nat. ★	710	696	720	+ 1 41
118	Crouzet ★	188 60	190	196	+ 3 92
1520	Damart S.A.	1492	1530	1540	+ 3 22
270	Darty ★	323	322	317	– 1 86
230	Darty (DP)	254	256	245 50	– 3 35
1040	De Dietrich	1351	1389	1361	+ 0 74
171	Dév. R.d.C. (Li)	184 90	184 90	184 90	....
380	D.M.C.	513	505	509	– 0 78
230	Drouot Assur.	266	280	286	+ 7 52
1180	Docks France ★	1740	1751	1785	+ 2 59
430	Dumez ★	489	483	480	– 1 84
955	Eaux (Gén.)	988	995	979	– 0 91
945	Ecco ★	972	960	954	– 1 85
560	Electrofinancière	580	600	600	+ 3 45
230	Elf-Aquitaine	287	285	284	– 1 11
205	— (certific.)	225	225	225	....
400	Epeda-B-Faure	514	519	519	+ 0 97
1950	Essilor	2402	2360	2380	– 0 92
1280	Essilor Int. (DP)	1475	1395	1500	+ 1 69
235	Esso S.A.F. ★	302	302	290 30	– 3 87
1160	Eurafrance	1253	1253	1270	+ 1 36
720	Eurocom ★	914	900	935	+ 2 30
2070	Euromarché	2620	2625	2580	– 1 53
340	Europe n° 1 ★	368	370	370	+ 0 54
24	Eurotunnel ★	25 95	26 70	28 80	+ 10 98
810	Exor ★	840	828	850	+ 1 19
390	Facom	650	640	729	+ 12 15
835	Fichet-bauche	944	944	944	....
215	Finextel ★	213 40	212 20	213 50	+ 0 05
65	Fives-Lille	92	98	100	+ 8 70
830	Fromageries Bel	930	925	995	+ 6 99
690	Gal. Lafayette ★	738	745	765	+ 2 30
198	Gascogne	248	249	249	+ 0 40
910	Gaz et Eaux	1036	1050	1073	+ 3 57
280	Géophysique ★	335	335	325	– 2 98
420	Gerland	493	498	498	+ 1 01
330	GTM-Entrepose	367	376	396	+ 7 90
385	Guyenne-Gas. ★	487 90	475	489	+ 0 23
1610	Hachette ★	1670	1670	1665	– 0 30
405	Hénin (La)	442	442	436	– 1 36
970	Hutchinson	1142	1080	1085	– 4 99
123	Imétal	136	137	137	+ 0 74
290	Imm. Plaine-M.	310	299	304	– 1 94
850	Ingénico	1030	1039	1045	+ 1 46
2520	Inst. Mérieux	2590	2590	2600	+ 0 39
530	Interbail ★	535	541	541	+ 1 12
620	Intertechnique	748	764	765	+ 2 27
660	J. Lefebvre	748	735	735	– 1 74
860	Lab. Bellon	1050	1000	1070	+ 1 90
1020	Lafarge-Coppée	1130	1120	1131	+ 0 09
1380	Lebon ★	1436	1400	1365	– 4 94
1900	Legrand ★	2130	2125	2229	+ 4 65
1570	Legrand (DP) ★	1720	1720	1740	+ 1 16
320	Leroy-Somer ★	570	585	670	+ 17 54

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1370	Lesieur	1480	1480	1480	....
770	Locabail Immob.	728	758	748	+ 2 75
340	Locafrance ★	380	381 60	385	+ 1 32
910	Locindus	905	900	903	– 0 22
163	Lochaire	182	183	186 50	+ 2 47
1500	L.V.M.H. ★	1707	1730	1764	+ 3 34
1030	Lyonn. Eaux ★	1170	1150	1155	– 1 28
30	Mais. Phénix	38 40	36 80	38 40	....
270	Majorette (Ly)	310	314 50	314 50	+ 1 45
190	Mar. Wendel ★	233 10	241	243	+ 4 26
3160	Martell	3450	3450	3450	....
1465	Matra	131 10	134 20	134 20	+ 2 36
1200	Merlin-Gerin ★	1726	1710	1680	– 2 67
155	Michelin	164	165 50	165	+ 0 61
970	Midi (Cie)	1385	1399	1420	+ 2 53
165	Midland Bk SA ★	164 40	164	164	– 0 24
380	Min. Salsig. (Ma)	420	430	430	+ 2 38
21	M.M. Penarroya	23 10	23 85	23 80	+ 3 03
38	Moulinex	49 40	52 30	55 40	+ 12 15
600	Navig. Mixtes	815	814	815	....
85	Nord-Est	92	92	93 90	+ 2 07
280	Nordon (Ny)	300	300	300	....
275	Nouvelles Gal.	327	324 50	325	– 0 61
560	Occid. (Gén.) ★	640	640	657	+ 2 66
840	Omn.F.Paris	835	845	845	+ 1 20
191	Olida-Caby	201	198	195 50	– 2 74
245	Opfi-Paribas	290 20	290 20	293 50	+ 1 14
2330	Oréal (L')	2728	2710	2700	– 1 06
270	Paribas	282	282	283 10	+ 0 39
265	Paris-Réesc. ★	361 50	363	365	+ 0 97
530	Pechelbronn ★	738	740	730	– 1 08
198	Penhoet	243	242	240	– 1 23
....	Pernod-Ricard ★	668	667	669	+ 0 15
820	Peugeot S.A.	890	900	900	+ 1 12
....	Poclain	13	13 20	13	....
390	Poliet	395	416	415	+ 5 06
590	P.M. Labinal	691	688	701	+ 1 45
2200	Presses Cité ★	2240	2280	2305	+ 2 90
1150	Prétabail Sic.	1130	1117	1115	– 1 33
490	Primagaz	536	536	531	– 0 75
340	Printemps ★	434 90	430	420	– 3 43
1320	Promodès	1225	1225	1220	– 0 41
740	Radiotechn.	730	745	765	+ 3 42
70	Raff. Dist. Total	87 50	87 60	87 70	+ 0 23
1870	Redoute (La) ★	2050	2105	2110	+ 2 93
255	Robur financière	274	275	275	+ 0 36
540	Roussel-Uclaf	590	590	570	– 3 39
....	Roussel-C.N.I.	....	....	....	....
3250	R. Impériale (Ly)	3300	3300	3300	....
145	Sade	149	149	149	....
1210	Sagem ★	1389	1380	1379	– 0 72
390	Saint-Gobain	419	416 50	418 80	– 0 04
955	St-Louis	999	1010	1010	+ 1 10
850	Salomon	905	910	910	+ 0 55

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
425	Salvepar	489	491	491	+ 0 41
445	Sanofi ★	482 10	485	480 50	– 0 33
340	S.A.T. ★	382	385	427	+ 11 78
26	Saulu.-Chât. (li)	30 60	30	29 80	– 2 61
720	Saupiquet (Na)	901	870	870	– 3 44
230	Schneider ★	307	305	292	– 4 89
48	S.C.O.A.	39 90	40	38 10	– 4 27
505	S.C.R.E.G.	564	535	535	– 5 14
550	Seb ★	600	630	640	+ 6 67
415	Sefimeg ★	411	408	410	– 0 24
990	S.F.I.M.	1281	1350	1305	+ 1 87
22	S.G.E.	27 35	27 55	29	+ 6 03
255	Signaux ★	360	360	365	+ 1 39
765	Silic	740	755	740	....
555	Simco-U.P.H. ★	542	540	550	+ 1 48
315	Simnor (Li)	310	310	310	....
640	Skis Rossignol	735	739	723	– 1 63
695	Sitminco	737	730	726	– 1 49
275	Société Générale	270	273 50	274	+ 1 48
185	Sodecco	167	168	168	+ 0 60
150	Sodero (Na)	156	157	157	+ 0 64
1890	Sodexho ★	1960	1960	2000	+ 2 04
86	Sogenal (Ny)	85	85	85	....
225	Sogerap	260	260	265	+ 1 92
1850	Somm-Allib. ★	1926	1940	1931	+ 0 26
520	Source Perrier	625	615	611	– 2 24
565	Sovac ★	620	630	620	....
285	Spie-Batignol.	334 50	330	330	– 1 35
325	Strafor ★	398	381	398	....
230	Suez	259	259 10	259 90	+ 0 35
240	Synthelabo ★	308	307 90	308	....
570	Talcs Luzenac	576	580	580	+ 0 69
2990	Tél. Elect.	3735	....	....	....
119	Thomson-C.S.F.	154	153 70	149 80	– 2 72
340	Total (CFP) ★	331	331 50	331 10	+ 0 03
68	— (certific.)	70	70	69	– 1 43
690	T.R.T. ★	905	909	978	+ 8 07
340	U.F.B.	371	375	379 50	+ 2 29
645	U.I.C. ★	657	650	650	– 1 07
545	U.I.F. ★	531	531	538	+ 1 32
845	U.I.S.	875	870	875	....
133	U.C.B. ★	147	153	161	+ 9 52
720	Unibail	735	724	723	– 1 63
345	Valéo	382	378	378	– 1 05
33	Vallourec	38 10	38	38	– 0 26
245	Via Banque	316	318	320	+ 1 27
510	Elf-Gabon	598	615	615	+ 2 84
98	Amax Inc.	96 90	97 30	100 10	+ 3 30
140	Amer. Express	147	146	146 80	– 0 14
166	Amer. Teleph.	174 50	168	168	– 3 72
90	Anglo Amer. C.	89 90	89 90	88 50	– 1 56
600	Amgold	479	500	499	+ 4 18
760	BASF (Akt)	785	784	787	+ 0 25
810	Bayer	847	849	849	+ 0 24

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
107	Buffelsfont.	98 40	99	99	+ 0 61
117	Chase Manh.	128 20	131 50	133	+ 3 74
53	De Beers	45	47 80	51	+ 10 87
1250	Deutsche Bank	1370	1386	1388	+ 1 31
725	Dresdner Bank	783	786	788	+ 0 64
68	Driefontein Cal	64 45	67 80	67 80	+ 5 20
435	Du Pont-Nem.	480	474	474	– 1 25
270	Eastman Kodak	242	244	244	+ 0 83
39	East Rand	32 70	34 55	34 70	+ 6 12
183	Electrolux	211	218	221	+ 4 74
161	Ericsson	195 70	202	201	+ 2 71
215	Exxon Corp.	236 50	231 50	233	– 1 48
450	Ford Motors	249	242	242	– 2 81
65	Freegold	60 50	60	62 50	+ 3 31
89	Gencor	81	81 50	82	+ 1 23
245	Gén. Electr.	248 50	250	250	+ 0 60
546	Gén. Belgique	808	800	665	– 17 70
350	Gen. Motors	379 50	381	381	+ 0 40
83	Goldfields	76 50	79 75	79 75	+ 4 25
44	GdMetropolitan	45 50	46 70	46 70	+ 2 64
56	Harmony	51 60	51 50	52 50	+ 1 74
53	Hitachi	55	55 60	56	+ 1 82
790	Hoechst Akt.	840	843	846	+ 0 71
108	Imp. Chemical	103 10	107 90	107	+ 3 78
615	IBM	640	641	640	....
255	ITT	268 50	266 50	268	– 0 19
188	Ito-Yokado	176	176 90	178	+ 1 14
97	Matsushita	99 20	101 10	101 10	+ 1 92
810	Merck	898	910	910	+ 1 34
315	Minnesota M.	332 50	337	336	+ 1 05
225	Mobil Corp.	251	254	254	+ 1 20
183	Morgan J.P.	207	205	205	– 0 97
32300	Nestlé	34200	34300	34300	+ 0 29
133	Norsk Hydro	150 50	151 50	151 50	+ 0 66
164	Obil	151	154	154	+ 1 99
1440	Petrofina	1670	1650	1678	+ 0 48
480	Philip Morris	511	517	519	+ 1 57
72	Philips	76 50	79	80	+ 4 58
78	Placer Dome	66	66 90	68 70	+ 4 09
320	Quilmès	362	362	370	+ 2 21
480	Randfontein	426	428	431	+ 1 17
605	Royal Dutch	635	640	639	+ 0 63
34	Rio Tinto Zinc	32 95	32 80	33 90	+ 2 88
60	St Helena Co	52 75	52 80	52 75	....
161	Schlumberger	190	195 20	194	+ 2 11
100	Shell transp.	103 80	103 80	103 80	....
1110	Siemens A.G.	1237	1253	1254	+ 1 37
210	Sony	212	211 10	213	+ 0 47
200	T.D.K.	200 50	204 50	205	+ 2 24
30	Toshiba Corp.	32 80	33 10	33 10	+ 0 91
310	Unilever	328 80	334 50	334 90	+ 1 86
192	Unit. Techn.	210	211 50	212	+ 0 95
565	Vaal Reefs	528	558	555	+ 5 11
275	Volvo	290	295	296 50	+ 2 24
215	West Deep	205	214 90	214	+ 4 39
310	Xerox Corp.	318	315 40	315 40	– 0 82
1 29	Zambia Corp.	1 39	1 40	1 39	....

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp. 8,80 % 77	126 50	8 398
9,80 % 78/93	100 90	5 784
10,80 % 79/94	103 55	4 780
13,25 % 80/90	104 60	9 232
13,80 % 81/89	105 32	1 093
16,20 % 82/90	113 69	1 372
16 % juin 82	115 85	10 885
14,60 % fév. 83	115 60	14 280
13,40 % déc. 83	118 90	1 977
12,20 % oct. 84	112 28	4 287
11 % fév. 85	112 45	10 759
10,26 % mars 86	105 68	9 475
ORT 12,75 % 83	1851	..
OAT 10 % 2000	105 50	7 158
OAT 9,90 % 1997	107 05	1 877
OAT 9,80 % 1996	104 10	0 375
Ch. France 3 %	154	..
CNB Bques janv. 82	102 20	1 185
CNB Paribas	102 20	1 185
CNB Suez	102 20	1 185
CNI janv. 82	102 22	1 185
PTT 11,20% 85	108 35	2 203
CFF 10,30% 86	....	..
CNE 11,50% 85	108 20	7 211
CNT 9% 86	97 30	6 905
CRH 10,90% déc. 85	106 80	1 208
Métallurgie L 6% 6/7	74 20	7 460

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aciers Peugeot	386 50	408 20
Agache (Sté. Fin.)	1530	1570
A.G.F. (St Cent.)	455	473
Applic. Hydraul.	582	....
Arbel	340	340
Astorg	163 30	169 80 d
Avenir Publicité	500	515
Bain C. Monaco	199	195
Banque Hypoth. Eur.	345	345
Béghin-Say (C.I.)	261	268 30
B.G.L.	525	520
Blanzy-Ouest	584	586
B.N.P. Intercontin.	197	200
Bénédictine	5800	....
Bon-Marché	739	720
B.T.P.	128 50	130
Caff	520	529
Cambodge	585	575
C.A.M.E.	100	104
Campenon Bern.	147 50	153 60
Carbone-Lorraine	423	440
C.E.G.Frig.	470 40	489
Centen. Blanzy	1219	1219

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Cantrest (Ny)	200	204
Carbonel	114	110 10
Chambourcy (M.)	978	978
Champex (Ny)	142	142
C.I.C. (Financ. de)	186 50	191 50
C.I. Maritime	650	650
Citram (B)	450	460
Clause	360	364
Cofradel (Ly)	930	941
Cogifi	330	333
Comiphos	304	304 40
Cie Industrielle	2014	2095
Comp. Lyon-Alem.	230	230
Concorde (La)	700	720
C.M.P.	10 40	12 35 d
Créd. Gén. Ind.	541	541
Cr. Universel (Cie)	530	536
Créditel	137	137
Darblay S.A.	361	362
Delalande S.A.	1046	1100
Delmas-Vielj. (Fin.)	1550	1560
Didot-Bottin	754	810 d
Eaux Bass. Vichy	1170	719 o
Eaux Vittel	1744	1760
Economats Centre	227 60	243 80 d
Electro-Banque	260	266
Eli-Antargaz	480	495
E.L.M. Leblanc	470	475
Ennali-Bretagne	210	211
Entrepôts Paris	430	435
Epargne (B)	2781	2810 d
Europ. Accumul.	31 20	32 50
Eternit	1439	1439
Finalens	165	165
FIPP	144 70	172 60 d
Fnac	371	375
Foncière (Cie)	408	420
Fonc. Lyonnaise	610	582
Foncina	400	....
Forinter	1040	1040
Fougerolle	240	249
France I.A.R.D.	225	225
France (La)	3550	3500
From. Paul Renard	465	476
GAN	583	617
Gaumont	344 60	331
Gévelot	397 20	397 20
Gr. Fin. Constr.	400	391
Gds Moul. Paris	278	279
Groupe Victoire	292	320 d
G. Transp. Ind.	405	421
Immindo S.A.	420	418
Immiwest	255	256
Immobail	393 90	380
Immobanque	723	720
Immob. Marseille	6500	6400
Immofice	432	440
Invest. (Sté Cent.)	796	794
Jaeger	94	96
Lafitte-Bail	424 30	441 30 d
Lambert Frères	170	175
Lille-Bonnières	422	422
Loca-Expansion	260	265
Locafinancière	330	335
Locatel	885	715

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Louvre (Sté)	1165	1175
Lucia	768	788
Machines Bull	81 50	80
Magasins Uniprix	153	....
Magnant S.A.	115	115
Maritimes Part.	220	220
Métal Déployé	405	405
Mors	48	47 50
Navig. (Nat. de)	48 10	48 10
OPB Paribas	188 10	188
Optorg	175	175
Oréal (L') C.I.	1286	1404
Origny-Desvroise	835	900
Palais Nouveauté	401	398 o
Parfinance	144	150
Paribas-CIP	263 50	242 80
Paris France	149	145 10
Paris-Orléans	206	210
Partenaire	232	245
Patern. Risq. Div.	1180	....
Pathé-Cinéma	280	278 50 d
Pechiney (cert. inv.)	196	192
Piles Wonder	830	820
Piper-Heidsieck	886	928 d
P.L.M.	81 10	84 30
Porcher	325	348 d
Promodès	715	740
Providence S.A.	1290	940
Publicis	1940	1940
Raff. Souf. R.	77	80
Rhône-Poul. (c. inv.)	266	254
Ricqlès-Zan	158	184 30 d
Rochefortaise S.A.	505	527 d
Rochette-Cenpa	33 15	....
Rosario (Fin.)	455	455
Roudière	190	190
Rougier et Fils	53	....
Sacer	444	461 80
SAFAA	250	252
Safic-Alcan	802	830
SAFT	975	1044 d
Saga	166	162 20
St-Gobain C.I.	410	426 d
Salins du Midi	423 30	440 20
Santa-Fé	102	95 o
Satam	75	72
Savoisienne (M)	189 10	192 90 d
SCAC	375	390
Senelle Maubeuge	290	300
S.E.P. (M)	148	148
Sidi	178 50	186 d
Sicotel	300	298 60
Sinvim	227 70	237 20
Siph (Plant. Hévéas)	357 80	369
Sté Générale-CIP	222	230 80
Sofal financière	1610	1600
Sofical	840	840
Sofio	460	478 40
Soficomi	690	690
S.O.F.I.P. (M)	123 50	123 50
Sofragi	715	720
Soudure Autog.	325 50	331
Sovabail	567	589 d
S.P.I.	524	525
Suez (Fin. de)-CIP	175	168
Stami	760	765
Taittinger	1808	1808

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Testut-Aequitas	261	....
Tour Eiffel	345	346
Ufiner S.M.D.	525	526
U.A.P.	260	270 50
U.T.A.	921	920
Veuve Clicquot	2400	2400
Vicat	1080	....
Viniprix	995	1010
Virax	98 40	104 20
Waterman S.A.	671	679
Brass. du Maroc	138	138

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	630	650
Akzo	268	....
Alcan Alum	135	139
Algemeine Bank	110	110
American Brands	252	251
Am. Petrofina	360	....
Arbed	180	....
Asturienne Mines	126 70	....
Banco de Santander	282	279
Bco Pop Espanol	411	411
Banque Morgan	....	....
Banque Ottomane	....	....
B. Régl. Internat.	48500	48500
Bq. Lambert	432	450
Canadian-Pacific	90	89
CIR	18 90	....
Commerzbank	705	690
Dart. and Kraft	310	311
De Beers (port.)	60	....
Dow Chemical	465 50	460
Gén. Belgique	808	665
Gevaert	1000	....
Glaxo	100	100
Goodyear	321	320 50
Grace and Co	144	150 50
Gulf Canada Corp.	....	....
Honeywell Inc.	341	340
I. C. Industries	189	185
Johannesburg	690	670
Kubota	23	22 50
Laonia	....	....
Midland Bank Plc	39	40
Mineral-Ressourc.	55 15	55 20
Nixdorf	1750	1780
Noranda	95 10	96 10
Olivetti	19 60	20
Pakhoed Holding	205 10	205 10
Pfizer Inc.	298	302
Procter Gamble	465	461
Ricoh Cy Ltd	48 95	50 10
Rolinco	231	231
Robeco	252 10	252
Rodamco	449	445 10
Saipem	10 80	11
Shell fr. (port.)	101	....
S.K.F. Aktiebolag	210	218
Steel Cy of Can.	87 50	91
Squibb	379	368
Tenneco	218 90	219
Thorn EMI	53 50	52 50
Toray indust. inc	32 10	32 30
Vieille Montagne	960	950
Wagons-Lits	671	....
West Rand	13 85	13 85

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Banque Hydro-Energie	212	....
Calciphos	168	179
C.E.M.	....	....
Cochery	145	142
Cogenhor	174	168
C. Occid. Forestière	180	....
Coparex	375	375
Dubois Inv. (Casto.)	530	600 d
Guichot	66	66
Hoogovens	250	....
Metroservice (bons)	8 50	10 20 d
Nicolas	765	....
Patemelle-D.D.	3400	....
Révillon	330	....
Rorento N.V.	168 40	169
Serv. Equip. Véh.	55 30	..
S.P.R.	271	..
Sté Lecteurs du Monde	720	723
Ufimex	380	....
Union Brasseries	119	..

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 12/2	COURS DES BILLETS Achat	COURS DES BILLETS Vente
Etats-Unis ($ 1)	5 716	5 760	5 560	5 950
ECU	6 980	6 976	....	....
Allemagne (100 DM)	338 140	338 100	327 500	346
Belgique (100 F)	16 161	16 181	15 600	16 500
Pays-Bas (100 fl.)	301 860	301 150	290	310
Danemark (100 krd)	88 210	88 340	84	91
Norvège (100 k)	88 880	89 110	85	92
Grande-Bretagne (£ 1)	10 057	10 070	9 750	10 450
Grèce (100 drachmes)	4 237	4 237	3 500	4 400
Italie (1 000 lires)	4 582	4 587	4 250	4 750
Suisse (100 fr.)	412 150	412 170	400	422
Suède (100 krs)	94 880	94 740	91	97
Autriche (100 sch)	48 140	48 130	46 500	49 500
Espagne (100 pes.)	4 997	5	4 700	5 200
Portugal (100 esc.)	4 127	4 125	3 760	4 400
Canada ($ can 1)	4 518	4 541	4 350	4 750
Japon (100 yens)	4 435	4 424	4 280	4 600

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 12/2
Or fin (kilo en barre)	81400	81300
Or fin (en lingot)	81500	81650
Pièce française (20 fr)	533	530
Pièce française (10 fr)	380	....
Pièce suisse (20 fr)	559	552
Pièce latine (20 fr)	480	482
Souverain	605	605
Pièce de 20 dollars	3095	3090
Pièce de 10 dollars	1505	1505
Pièce de 5 dollars	875	..
Pièce de 50 pesos	3150	3160
Pièce de 10 florins	494	492
Or Londres	440 20	440 30
Or Zurich	440 50	442 50
Or Hongkong	441 25	440 75
Argent Londres	.....	

SICAV (sélection) 12/2

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	696 68	679 69
Actilion	186 96	181 96
Actions France	382 05	368 24
Action Invest.	329 60	314 65
Actions sélectionnées	498 43	480 41
Audificondi	579 24	559 30
A.G.F. Actions (ex-CIP)	968 40	944 78
A.G.F. 5000	481 51	469 72
A.G.F. ECU	1079 07	1068 39
A.G.F. Interfonds	418 05	407 85
A.G.F. Invest	95 48	93 13
A.G.F. OBLIG.	1080 53	1075 15
A.G.F. Sécurité	10558 55	10558 55
Agfimo	555 56	542 01
Altafi	223 07	215 01
A.L.T.O.	194 32	187 30
Amé-Gan	4763 45	4547 45
America-Valor	668 45	638 14
Amplitude	466 58	452 99
Arbitrages court terme	5299 72	5288 13
Argonautes	341 51	330 76
Associc	1112 30	1112 30
Aurecic	1362 80	1313 40
Axa Europe	115 36	110 13
Axa Investissements	96 95	92 55
Bred Associations	2527 49	2519 93
Bred International	78 70	77 16
Capital Plus	1752 08	1752 08
CIP (voir AGF Actions)	......	......
Compterentrelle	104 62	101 48
Convertimmo	326 42	313 97
Cortal court terme	1296 28	1296 28
Cortal Intérêt trim.	1052 86	1032 72
Cortexa	838 51	801 44
Crediter	468 73	446 37
Crédit Mutuel E.L.G.	......	......
Drouot-France	531 90	507 78
Drouot-Investiss.	850 37	811 81
Drouot-Sécurité	245 05	233 94
Drouot-Sélection	138 91	132 61
Ecutic	1128 93	1110 28
Ecureuil Privatisations	315 73	306 53
Elicoop Sicav	11592 72	11592 72
Eli-Valeurs	6875 35	6805 22
Energie	222 26	212 17
Eparcic	2878 01	2876 13
Eparcourt Sicav	4221 88	4211 35
Epargne Associations	25301 10	25263 21
Epargne-Capital	8215 73	8134 39
Epargne-Croiss.	1343 89	1307 92
Epargne-Industr.	63 30	60 43
Epargne-Inter	574 14	558 77
Epargne J	51898	51899 ◆
Epargne-Long-Terme	167 31	162 83
Epargne-Oblig.	197 88	192 39
Epargne-Quatre	1057 45	1057 45 ◆
Epargne-Unie	1076 16	1026 41
Epargne-Valeur	387 87	377 49
Epacobig	1249 34	1246 85
Epsilon	1038 13	1027 85
Euroinvest Croissance	1083 59	1034 84
Euroinvest Rendement	1092 42	1042 88
Eurocic	8844 95	8714 24
Euro-Croissance	503 36	488 70
Eurodyn	934 09	903 38
Euro-Gan	3845 62	3671 24
Extrême Orient Sicav	515 11	500 11
Finord Placement	82988 94	82800 54
Finord Valorisation	13707 40	13438 63
Fonsicav (div. par 10)	11140 67	11140 67
Foncival	235 68	224 90
France-Gan	4810 51	4592 37
France-Garantie	289 52	288 94
France-Investiss.	393 06	365 69
France-Net	127 35	126 09
France-Obligations	450 06	446 60
Francic	321 45	312 09

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Francic Pierre	92 01	89 33
Francic Régions	889 30	863 40
Fructi-Associations	1378 69	1378 59
Fructi-Epargne	259 81	253 47
Fructicapi	313 91	309 27
Fructicourt	108872 19	108872 19
Fructidor	241 29	237 72
Fructifrance	644 52	628 80
Fructimmo	227 77	222 21
Fructivar	84724 06	84512 78
Fructi ECU	580 90	572 32
Fructi-Première	11503 11	11333 11
Futuroblig	1055 57	1054 51
Gestilion	59529 81	59381 16
Gestion Sécuricourt	10941 73	10833 40
Gestion Associations	140 04	136 96
Gestion Mobilière	578 79	552 54
Haussmann Associat.	1253 32	1253 32
Haussmann court terme	1235 54	1235 54
Haussmann Epargne	1448 97	1446 97
Haussmann Europe	1895 37	1826 86
Haussmann France	800 89	771 94
Haussmann Oblicroiss.	1341 34	1280 52
Haussmann Obligation	1473 80	1420 53
Horizon	1012 25	982 77
Interoblig.	11821 95	11463 41
Intersélect France	368 61	358 84
Intervaleurs Indust.	484 38	462 42
Invest. net	14389 80	14361 08
Invest. Obligataire	17799 13	17763 60
Japacic	166 38	161 53
Jeune épargne	234 31	230 65
Laffitte-Amérique	235 58	224 90
Laffitte Europe	223 74	213 59
Laffitte-Expansion	239 11	228 27
Laffitte-France	287 28	265 16
Laffitte-Immobilière	212 88	203 23
Laffitte-Japon	339 52	324 12
Laffitte-Oblig.	147 05	140 38
Laffitte-Rend.	210 43	200 88
Laffitte-Tokyo	340 43	324 99
Lion-Associations	11080 10	11080 10
Lion court terme	113045 01	113045 01
Lion-Institutionnels	22362 02	22308 25
Lionplus	747 54	740 14
Livret Bourse Investis.	381 09	369 89
Livret portefeuille	579 92	563 03
Méditerranée	142 12	135 68
Minimax	28488 27	28488 27
Mondiale Investissem.	400 24	382 09
Monacic	5739 25	5739 25
Monedan	52832 14	52832 14
Moné.J.	53449 41	53449 41
Mutuelle Unie Sél.	135 43	129 29
Natio-Assoc.	8443 73	8430 87
Natio-Epargne	14051 02	13811 90
Natio-Court terme	206178	206178
Natio-Immobilier	893 11	869 21
Natio-Inter.	1187 32	1155 54
Natio-Obligations	524 24	510 21
Natio-Patrimoine	1228 27	1186 40
Natio-Placements	83019 18	83019 18
Natio-Revenus	1080 30	1049 80
Natio-Sécurité	11119 53	11119 53
Natio-Valeurs	593 60	577 71
Nippon-Gan	5025 20	4797 33
Nord-Sud Développ.	1220 71	1218 27
Normest IF	12647 21	12399 23
Oblicic Régions	1076 90	1060 99
Oblicoop Sicav	1360 57	1339 89
Obligations Convert.	384 98	387 62 ◆
Oblilion	1064 78	1054 22
Optimalor	170 79	166 62
Orvalor	4936 12	4936 12
Paramérique	524 87	501 07
Pareurope	708 63	676 40
Paribas Croissance	536 53	514 88

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Paribas Epargne	16073 19	16041 11
Paribas France	77 46	75 19
Paribas Opportunités	92 01	89 33
Paribas Patrimoine	486 89	486 08
Paribas Revenu	94 34	93 41 ◆
Parnasse-Valor	1058 45	1055 39
Patrimoine-Retraite	1683 06	1650 06
Porvalor	526 62	511 28
Phenix Placements	257 89	256 61
Pierre Investiss.	640 03	611 01
Placement A	789 07	789 07
Placement crt-terme	73907 71	73907 71
Placement J	57028 48	57028 48
Placement Premier	55871 62	55871 62
Placements Rendement	10868 33	10868 33
Placements Sécurité	108495 86	108495 86
Plénitude	102 57	102 25
Première Obligations	10856 57	10834 90
Prévoyance Ecureuil	104 23	101 44
Priv'Association	21614 10	21614 10
Province Investiss.	415 84	396 98
Quartz	108 11	103 50
Rentacic	160 28	157 91
Revenus Trimestriels	5623 10	5587 43 ◆
Revenu Vert	1163 69	1152 54
Rivoli Plus	1100 22	1050 33
St-Honoré Assoc.	13564 99	13597
St-Honoré Bio-aliment.	689 39	658 13
St-Honoré Pacifique	483 26	461 34
St-Honoré P.M.E.	394 09	376 22
St-Honoré Réal	11693 81	11647 22
St-Honoré Rendement	11948 09	11889 64
St-Honoré Services	433 09	416 43
St-Honoré Technol.	675 70	645 06
St-Honoré Valor	12429 52	12330 87
Sécuricic	11304 15	11292 86
Sécuri Taux	10277 53	10277 53 ◆
Sélection Croissance	464 47	450 94
Sicasden (Caeden BP)	720 07	709 43
Sicav-Associations	1445 95	1443 78
S.F.I. fr. et étr.	560 27	543 95
Sicav 5000	301 66	293 59
S.I. Est	1149 53	1097 40
Slivafrance	466 94	444 71
Slivam	378 99	368 95
Slivarente	210 77	208 68
Slivinter	382 75	372 51
S.N.I.	1080 28	1048 82
Sogepargne	348 99	334 46
Sogevar	936 08	893 64
Sogintar	1207 03	1152 30
Soleil Investissement	448 08	427 78
Stratégie Actions	948 20	909 81
Stratégie Rendement	1098 43	1093 85
Technocic	1018 97	989 29
Techno-Gan	5535 89	5284 86
Trilion	5319 22	5286 55
U.A.P. Investiss.	371 77	358 33
Uni-Associations	109 96	109 96
Unifonce	389 05	380 96
Unifoncier	1095 75	1036 52
Uni-Garantie	1290 07	1264 75
Unigestion	787 99	752 28
Uni-Régions	2249 11	2147 12
Unirento	2258 27	2184 01
Univer	178 92	178 92
Univers-Actions	940 05	909 14
Univers-Obligations	1517 44	1467 54
Valorem	453 57	442 51
Valorg	1532 54	1531 01
Valrael	82433 92	82382 72

c : coupon détaché – o : offert – * droit détaché · d demandé – ◆ : prix précédent – ★ . marché continu

Le Monde

Concentration dans l'édition

La Générale occidentale et la CEP se rapprochent

La Chambre syndicale des agents de change a annoncé, le lundi 15 février, la suspension des cotations en Bourse de la Générale occidentale, de sa filiale les Presses de la Cité et de CEP communication, filiale d'Havas. « *Cette suspension,* précise la Chambre, *est due à un important projet d'opération financière tendant au rapprochement de certaines de leurs activités communes.* »

Les deux groupes sont des poids lourds de l'édition française. La Générale occidentale, passée sous le contrôle de la Compagnie générale d'électricité l'été dernier, possède 59 % des Presses de la Cité et 100 % du groupe Express. Les Presses de la Cité, qui possèdent la moitié du club de distribution de livres France-Loisirs, viennent de racheter le groupe Media et les éditions techniques Denis Jacob. De son côté, CEP communication est le premier groupe européen de presse économique technique et professionnelle. Il contrôle aussi le groupe Nathan et la Librairie Larousse.

Les états-majors de la Générale occidentale et de la CEP se refusaient, le lundi 15 février, à tout commentaire, annonçant une conférence de presse pour le 16 février. Il semble que cette nouvelle concentration dans l'édition ait pour but de constituer une alliance de poids face à la concurrence internationale de groupes étrangers comme Bertelsmann, Mac Graw Hill ou Elsevier. Les Presses de la Cité ont tenté récemment, sans succès, de prendre le contrôle de deux clubs de livres en Grande-Bretagne. La Générale occidentale a la ferme intention de développer un grand groupe de communication, et a disposer, pour cela d'un trésor de guerre évalué à plus de 3,5 milliards de francs après la vente, début mars, de ses actifs dans la distribution alimentaire aux Etats-Unis.

J.-F. L.

A la cour d'assises de la Vienne

Le procès des médecins de Poitiers s'ouvre sur un incident

POITIERS
de notre envoyé spécial

Un procès promis à quelque retentissement ne commence jamais à l'heure prévue. Celui dit des médecins de Poitiers a bien failli échapper à cette tradition sinon à cette règle. C'est que l'organisation à laquelle il a donné lieu n'a jamais été défaillante, bien au contraire. Les magistrats de la cour d'appel ont déployé des trésors d'attention. Ils ont su éviter les heurts, les bousculades, les empoignades auxquels ne répugnent ni les journalistes ni les photographes, toujours anxieux des conditions de travail qui leur seront consenties. Ici, rien n'a été négligé pour faire de la salle médiévale du palais des comtes de Poitou une salle d'audience fort convenable, sonorisée à merveille, éclairée comme pour un spectacle.

La cour et le jury occupent, devant un long pupitre drapé de vert, l'espace qui précède immédiatement la monumentale cheminée à triple foyer surmontée de son balcon Renaissance. Le praticable qui a été aménagé pour eux se prolonge par une estrade couverte d'une moquette blanche dont la partie droite est réservée aux accusés, à leurs défenseurs et au prévenu, le professeur Mériel, la partie gauche étant le domaine du ministère public et des parties civiles, à la tête desquelles se trouve M. Claude Berneron, le mari de Nicole Berneron, décédée le 30 octobre 1984 dans la salle où opéraient le professeur Mériel et le docteur Archambeau.

A 9 h 10, dans un silence exceptionnel, on a vu paraître, sous l'éclat des flashes, Bakari Diallo, en gabardine bleu marine, et Denis Archambeau, en blouson de cuir brun. Bon prince, le président Claude Arrighi a laissé opérer généreusement les photographes et cadreurs de télévision, toujours friands de ces instants. MM. Diallo et Archambeau sont demeurés impassibles sous les flashes. Pour sa part, le professeur Mériel parvint à faire une entrée plus discrète. Il occupe une chaise à côté du box, mais hors du box car pour lui, il s'agit d'un délit alors que ses deux confrères ont à répondre du crime de coups mortels.

« Un livre pervers »

Au bout de dix minutes, ces remous étant apaisés, l'audience a été ouverte. Bakari Diallo comme Denis Archambeau et Pierre Mériel ont décliné leur identité, leurs âge, adresse et profession. On a procédé à l'appel des jurés, deux ayant présenté des excuses valables, ce qui leur épargne l'amende qui frappe tout juge citoyen coupable de se dérober volontairement. Au total, ce seront cinq hommes et quatre femmes qui constitueront le jury du jugement, complété par trois jurés supplémentaires.

Mais tout de suite un incident survient. C'est qu'en effet le bâtonnier Merle, au nom du professeur Mériel, entend se faire donner acte du fait qu'à ses yeux une campagne d'une grande violence a été engagée à l'approche de ce procès. Il parle « *de communiqués, de comités de soutien* », il dénonce « *un livre tendancieux et pervers* » (il s'agit de celui de notre confrère Lionel Duroy, intitulé *l'Affaire de Poitiers*) (*le Monde* du 15 janvier), mais dont l'auteur, selon le bâtonnier, « *n'a jamais pris contact avec les défenseurs de M. Mériel* ». C'est pourquoi l'avocat estime que l'on rapporte « *des propos dont l'authenticité est impossible à vérifier* », bref, « *c'est un livre fait pour égarer la justice et contre lequel M. Mériel se réserve évidemment le droit de porter plainte* ».

Cet incident ne paraît pas émouvoir l'avocat général, M. Jacques Pangam, qui estime que ce dont se plaint le bâtonnier relève d'une autre juridiction que la cour d'assises, opinion partagée par Me Henri Leclerc, l'un des avocats du docteur Diallo. La cour devait donc, dans l'instant, délibérer sur cet incident. Un autre lui est promis, car Me Leclerc entend obtenir de la part du président et de ses assesseurs que le docteur Diallo comme le docteur Archambeau, qui se sont constitués prisonniers à la prison de Poitiers à la veille de l'audience, obtiennent de demeurer libres jusqu'à la fin du procès.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

CHYPRE

M. Kyprianou est éliminé de la course à la présidence

NICOSIE
de notre correspondante

Ce n'est que dimanche prochain que la République de Chypre connaîtra le nom de son troisième président depuis l'indépendance en 1960. Aucun des quatre candidats n'ayant recueilli 50 % des suffrages, un deuxième tour est donc nécessaire. M. Spyros Kyprianou, qui sollicitait un troisième mandat, n'est arrivé le dimanche 14 février qu'en troisième position et se trouve éliminé de la course. Elu en 1983 au premier tour avec 56,54 % des voix, le président sortant ne totalise cette fois que 27,29 %. Il est devancé par M. Glafcos Cléridès (DISY, droite conservatrice), qui arrive en tête avec 33,34 % des suffrages devant M. Georges Vassiliou (indépendant) soutenu par le Parti communiste (AKEL) avec 30,09 %.

Dans une brève allocution télévisée qu'il a prononcée dans la nuit, M. Kyprianou, qui dirigeait Chypre depuis la mort de l'archevêque Makarios, le « père de l'indépendance », en 1977, a félicité ses deux adversaires et affirmé qu'il continuerait, pour sa part, « *la lutte pour la survie nationale du peuple chypriote, qui passe par une solution juste du problème* », c'est-à-dire la division de l'île et l'occupation de sa partie nord par l'armée turque depuis 1974.

La bataille qui s'engage maintenant entre M. Cléridès et M. Vassiliou pour la victoire finale sera très serrée, et celle-ci dépendra essentiellement des reports de voix que les deux candidats vont solliciter auprès des vaincus.

Seul nouveau venu de cette campagne électorale, M. Vassiliou a en tout cas montré qu'il avait su s'imposer sur la scène politique et vaincre le handicap du « *novice* », sur lequel ses adversaires avaient abondamment insisté. « *La campagne contre moi a échoué,* nous affirmait M. Vassiliou. *C'est la première fois que quelqu'un ose se battre contre les pouvoirs en place, et réussit à gagner. C'est une preuve de la maturité du peuple chypriote.* »

Dès le milieu de la nuit, dans son fief électoral bruyamment animé par une foule de supporters enthousiastes, M. Vassiliou pensait déjà au deuxième tour et déclarait qu'il allait prendre contact avec MM. Kyprianou et Lyssaridès pour obtenir le report de leurs voix. Président du parti socialiste EDEK, M. Lyssaridès, avec 9,22 % des voix, réalise un score quasiment égal à celui de 1983 (9,53 %). Il aurait déjà promis d'appeler ses électeurs à voter au deuxième tour en faveur de M. Vassiliou.

M. Kyprianou sera sans aucun doute le vaincu le plus sollicité. Selon M. Vassiliou, les voix du parti du président sortant, le DIKO (Parti démocratique), devraient largement lui revenir au second tour, que le chef de l'Etat battu lance ou non un appel officiel en sa faveur. « *Le DIKO a été créé par Mgr Makarios pour combattre Cléridès et la droite conservatrice, et la grande majorité de ses électeurs ne sont pas prêts à voter pour le candidat de la droite* », ajoutait M. Vassiliou.

Une semaine de « marchandages »

M. Cléridès, quant à lui, a demandé lors d'une intervention télévisée au parti de M. Kyprianou de participer au gouvernement d'union nationale qu'il a promis de former s'il est élu. Un appel du pied qui donne une idée des « *marchandages* » qui vont sans doute s'opérer toute cette semaine.

Le vote étant obligatoire à Chypre – une amende de 100 livres (1 250 francs environ) est prévue pour les abstentionnistes, – 95 % des électeurs ont participé au scrutin. Les partis n'ont pas ménagé leurs efforts pour mobiliser leurs électeurs, et près de cinq mille étudiants à l'étranger ont bénéficié de soutiens financiers pour venir déposer leurs bulletins dans les urnes. Ce scrutin s'est déroulé dans le plus grand calme. Pour plus de sécurité, il est vrai, toute vente d'alcool était interdite du samedi midi au lundi midi.

FRANÇOISE CHIPAUX.

● **Echecs : Kasparov battu par Adams.** – Au cours de la simultanée de dix parties, qu'il a jouée à Cannes, le dimanche 14 février, le champion du monde Garry Kasparov a été battu par le jeune maître international anglais, Michael Adams, quinze ans, a fait match nul contre un jeune joueur soviétique, Mikhaïl Ulibin, quinze ans, et a gagné les huit autres parties.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 15 février

En hausse : + 0,94 %

La Bourse de Paris est en légère hausse le lundi matin 15 février, avec un indicateur en progression de 0,94 %. Parmi les hausses, forte poussée des valeurs des sociétés, dont certaines sont considérées comme « opéables » : Seb (+ 9,8 %), Facom (+ 9,7 %), Leroy Somer (+ 9 %), Moulinex (+ 8,5 %), Bis (+ 7,8 %), Luchaire (+ 5,6 %), De Dietrich (+ 4,7 %), Signaux (+ 4,7 %), La Redoute (+ 4 %), LVHM (+ 3,5 %). Notons en baisse : Bridel (– 4 %), Cetelem (– 2,6 %), Auxi. d'entreprise (– 2,1 %), Lebon (– 2,1 %), Sagem (– 2,1 %), Thomson (– 1,5 %), Saint-Gobain (– 1,3 %).

Valeurs françaises

	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	378	384	385
Agence Havas	500	501	503
Air Liquide (L')	470	479	479
Bancaire (Cie)	....	....	....
Bongrain	2060	2080	2080
Carrefour	....	....	....
Club Méditerranée	....	....	....
Eaux (Gén.)	....	....	....
Elf-Aquitaine	....	....	....
Essilor	....	....	....
Lafarge-Coppée	....	....	....
Lyonn. des Eaux	1155	1160	1160
Midi (Cie)	....	....	....
Navig. Mixtes	815	822	827
Oréal (L')	....	....	....
Pernod-Ricard	....	....	....
Peugeot S.A.	....	....	....
Saint-Gobain	....	....	....
Sanofi	....	....	....
Source Perrier	611	618	618
Thomson-C.S.F.	....	....	....
Total-C.F.P.	....	....	....
Valéo	378	376	382

A l'école Charcot de Neuilly-sur-Seine

Une rentrée presque ordinaire pour l'instituteur atteint du SIDA

Une rentrée presque comme les autres, lundi 15 février à l'école Charcot de Neuilly-sur-Seine, pour M. Didier Hutin, cet instituteur stagiaire de trente ans atteint de SIDA dont la titularisation est pour l'instant refusée par l'éducation nationale (*le Monde* du 22 février). Un seul enfant était absent, mais sa maman avait tenu à venir elle-même en expliquer la raison : une simple angine.

Placardées à l'entrée de l'école, deux affichettes de deux associations de parents d'élèves insistent sur le caractère exemplaire du cas de M. Hutin. La PEEP (proche de la majorité) s'inquiète de l'absentéisme que pourrait provoquer la maladie de l'instituteur et invite l'administration « *à prendre ses responsabilités* ». L'association autonome demande pour sa part à ses adhérents d'« *apporter sans réserve leur soutien moral à M. Hutin afin qu'il poursuive dans les meilleures conditions l'excellent travail qu'il accomplit depuis le début de l'année dans sa classe de neuvième* ».

Les parents sont arrivés avec leurs enfants, discrètement, avec calme et dignité. Pressés de questions par les nombreux journalistes présents, la plupart réagissaient avec modération : « *Le problème humain est primordial,* disent-ils. *C'est un excellent instituteur. Nous avons conscience que notre attitude aujourd'hui aura une valeur exemplaire. Reste que nous devons aussi réagir en parents d'élèves et que l'année scolaire ne devra pas être compromise du fait d'absences trop prolongées.* »

Quelques voix, ici et là, manifestaient tout de même une certaine inquiétude : « *Le risque de contagion est faible, mais il existe quand même. A quoi bon prendre des risques ?* » A l'intérieur de l'école, M. André Benattar, l'inspecteur d'académie, discute avec M. Hutin. Quelques minutes plus tard il recevra les journalistes : « *C'est à la commission médicale supérieure de rendre son avis. Elle seule décidera de la titularisation de M. Hutin.* »

F. N.

● **Le point de vue de M. Malhuret.** – Le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, M. Claude Malhuret, a estimé le dimanche 14 février, que la situation de M. Marcel Devilaine, un jeune enquêteur de Burke Marketing Research atteint du SIDA qui n'arrive pas à se faire réintégrer dans son emploi (*le Monde* du 13 février) est « *inacceptable* » et qu'il s'agit « *d'une violation du secret médical* ». Le secrétaire d'Etat, interrogé sur Pacific-FM sur les cas de M. Devilaine et de M. Didier Hutin, instituteur stagiaire de Neuilly-sur-Seine, a déclaré : « *Ce sont deux cas complètement différents. Le premier est quelque chose de tout à fait inacceptable. Il s'agit d'une violation du secret médical. Le deuxième cas est beaucoup plus délicat puisqu'il y a dans la fonction publique un certain nombre de textes qui font qu'il y a des conditions et que certaines maladies* [il semble que le SIDA en fasse partie] *empêchent une titularisation.* » Cela, a-t-il poursuivi, « *n'empêche bien entendu pas l'exercice* » du métier.

Le numéro du « Monde » daté 14-15 février 1988 a été tiré à 476 594 exemplaires

● **M. Hubert Védrine nommé conseiller à la présidence de la République.** – M. Hubert Védrine a été nommé, par arrêté publié au *Journal officiel* du vendredi 12 février, conseiller à la présidence de la République. M. Védrine, quarante ans, qui exerçait depuis 1981, la fonction de conseiller diplomatique, avec titre de conseiller technique, après du chef de l'Etat avait été nommé maître des requêtes au Conseil d'Etat le 31 janvier 1986. Depuis cette date, il avait conservé un rôle de conseiller officieux, sans titre officiel, à l'Elysée, où il disposait d'un bureau.

A B C D E F G I

